

LA RATIONALISATION

APERÇUS DOCTRINAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le mercredi 3 avril 1935, à 9 heures 30

PAR

JEAN HINOUS

Président : M. NOYELLE, Professeur.

*Suffragants { MM. LEDUC, Professeur.
YVER, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C^{ie} et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1935

Tous droits réservés



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546416_0003

LA RATIONALISATION

APERÇUS DOCTRINAUX

**La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.**

LA RATIONALISATION

APERCUS DOCTRINAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE PUBLIQUEMENT DANS LA SALLE DES ACTES DE LA FACULTÉ DE DROIT

Le mercredi 3 avril 1935, à 9 heures 30

PAR

JEAN HINOUS

Président : M. NOYELLE, Professeur.

*Suffragants { MM. LEDUC, Professeur.
YVER, Professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et Cie et ancienne Librairie F. Pichon réunies

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

Librairie du Conseil d'État et de la Société de Législation comparée

20, RUE SOUFFLOT (5^e ARR^t)

1935

Tous droits réservés

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1934-1935

Doyen

M. Henry NÉZARD, *, I. .

Doyen honoraire

M. Eustache PILON, *, I. .

Assesseur du Doyen

M. GOMBEAUX, *, I. .

Professeurs honoraires

MM. CABOUAT, O. *, I. .

DEGOIS, I. .

Professeurs

MM. NÉZARD, *, I. , Professeur de Droit administratif, chargé du Cours de Législation minière.

GOMBEAUX, *, I. , Professeur de Droit civil, chargé du Cours de Droit international privé.

BRIDREY, I. , Professeur de Droit romain, chargé du Cours d'Histoire du Droit public.

LEPARGNEUR, I. , Professeur de Droit commercial.

NOVELLE, I. , Professeur d'Economie politique.

LEMONNIER, A. , Professeur de Droit civil, chargé du Cours de Législation industrielle.

PERREAU, A. , Professeur de Droit criminel, chargé du Cours de Droit civil approfondi et comparé.

LAMPUÉ, A. , Professeur de Droit international public et de Droit constitutionnel, chargé du Cours de Droit administratif.

YVER, Professeur d'Histoire du Droit français et d'Histoire du Droit privé.

PRUDHOMME, *, , A. , Professeur de Procédure civile et de Voies d'exécution.

FRÉJAVILLE, Professeur de Droit civil, chargé du Cours de Notariat et Enregistrement.

BESNIER, Professeur de Droit romain et chargé du Cours d'Histoire de la Coutume de Normandie.

LEUDUC, Professeur d'Economie politique, chargé du Cours d'Histoire des Doctrines économiques et du Cours de Législation financière.

PERCEBOU, Agrégé, chargé du Cours de Droit commercial.

Secrétaire

M. ROUX, I. , , , Secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

A TOI

cette œuvre commune

J. H.

INTRODUCTION

Les faits réagissent fortement sur les Doctrines. Celles-ci, sous leur influence, naissent, se modifient, évoluent, parfois même disparaissent ou se transforment à un degré tel qu'elles ne sont plus reconnaissables. Et c'est sans doute dans l'ordre économique et social que ces remarques trouvent plus facilement leur justification.

C'est ainsi que l'apparition d'un fait nouveau dans l'ordre économique a été très souvent suivie de répercussions doctrinales. Qui pourra jamais, à ce sujet, mesurer l'importance des remous provoqués dans la pensée économique par la naissance, puis le développement du machinisme à la fin du XVIII^e et au cours du XIX^e siècle ? La Révolution avait doté la France d'un statut économique et social, individualiste et libéral, inspiré des dogmes philosophiques du XVIII^e siècle. C'est dans ce cadre juridique et social que s'est développé — première technique économique perfectionnée — le machinisme. Son apparition, avec le caractère merveilleux de certains de ses résultats, fit prendre corps à l'*Industrialisme* de Saint-Simon et des Saint-Simoniens qui puisèrent, dans le machinisme, une conception organique et quasi mystique du monde économique. Mais le machinisme n'engendra pas que des conséquences heureuses. Et l'enquête menée en 1835 et 1836 par le Docteur Villermé, au nom de l'Académie des Sciences morales, révéla toute la « misère imméritée » dans laquelle était plongé le monde du

travail (1). Les réactions furent violentes dans le monde des Doctrines. Le régime économique lui-même fut incriminé et des Doctrines nouvelles apparurent qui, pour mieux marquer leur opposition au régime individualiste, se groupèrent sous le terme spécifique de « Socialismes ». Ainsi par répercussion, plus ou moins directement, le machinisme et le développement industriel contribuèrent à l'élaboration de la pensée économique, et ces doctrines — issues, et peut-être plus exactement exaltées, au contact des faits et de leurs conséquences — prirent aussitôt leur physionomie propre, distincte des faits qui les avaient provoquées.

Depuis l'apparition du machinisme, l'histoire des faits économiques n'a peut-être pas connu de fait aussi important que celui qui est apparu depuis la guerre sous le nom de « Rationalisation ». *La machine était une technique de la production, la Rationalisation est une technique de l'entreprise*, certains l'ont même considérée comme le fondement d'une *organisation économique et sociale nouvelle*.

Son apparition a provoqué des remous considérables dans l'ordre des Doctrines. Certaines même ont révisé leur pensée et modifié leurs jugements sur l'ordre économique actuel. Toutes ont adopté envers ce nouveau fait économique une attitude originale. L'objet de cette étude est de préciser certaines de ces attitudes, d'étudier certains aspects doctrinaux du problème de la Rationalisation.

Nos intentions n'ont rien de démesuré et notre ambition est modeste : apporter un peu d'ordre dans le chaos de la production littéraire dont la Rationalisation a été l'objet. Nous n'avons la prétention, d'ailleurs, ni d'avoir tout lu, ni d'avoir tout dit sur le sujet. D'autres viendront à qui nous laissons encore et

(1) Le rapport de Villermé à l'Académie des Sciences Morales a été publié en 1840, quelques années après l'enquête, sous ce titre : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*.

beaucoup matière à écrire, trop heureux seulement si, par cette contribution modeste à l'histoire des Doctrines, nous parvenons à leur dégager la voie, et en même temps, à satisfaire la curiosité de lecteurs bienveillants.

Le sujet que nous abordons est d'ailleurs passionnant d'intérêt. Mêlée très profondément à la vie économique des nations, on peut dire que la Rationalisation a, pendant toute une période de l'après-guerre, tenu en haleine une grande partie de l'opinion économique, qu'il s'agit de celle des industriels ou de celle des économistes eux-mêmes. Elle a soulevé de grandes espérances. Mais l'émoi soulevé dans le monde économique par son apparition s'est trouvé subitement calmé par suite d'un autre fait économique plus tragique : la crise. Les idées que la Rationalisation avait amenées avec elle se sont trouvées, semble-t-il, infirmées — du moins provisoirement. Et les échos se sont presque éteints des discussions qu'elle avait suscitées chez les économistes et les sociologues au cours des années 1927, 1928 et 1929. N'est-ce pas une raison de plus pour essayer de fixer, au titre de l'histoire des Doctrines économiques, quelques-unes des réactions de la pensée économique pendant la période où le règne de la Rationalisation était incontesté ?

Mais avant de pénétrer plus avant dans l'histoire des Doctrines, nous voudrions, puisqu'il s'agit d'un fait, essayer de préciser :

- I. Les circonstances de son développement.
- II. Et quelles en ont été les manifestations.

I

Le développement de la Rationalisation.

§ 1. — *Signes précurseurs.*

Au lendemain de la guerre, il fallut faire face à des besoins considérables. Les Nations belligérantes s'étaient vues affectées de la perte d'une partie considérable de leur patrimoine économique et chargées d'énormes dettes de guerre. Reconstituer ce patrimoine et s'acquitter des dettes, tel était le but. Quelle allait être la méthode ?

Un besoin d'ordre et d'organisation se faisait sentir impérieusement. Si l'on connaissait le mot d'ordre : *Produire-Créer*, on n'ignorait pas que le résultat ne pouvait être atteint qu'au prix d'un effort collectif et ordonné.

Pourquoi, dans ces conditions, ne pas chercher à résoudre les problèmes économiques de l'après-guerre, par application aux forces productives — et même aux règles de gouvernement — des solutions scientifiques ?

M. Herriot le recommande dès 1919, dans son livre « Créer ».

« Cette reconstruction pour laquelle s'impose le maintien de l'Union Nationale dans l'amour commun du travail et du devoir, sur quelle base l'entreprendrons-nous ? La réponse ne saurait être douteuse : *La Science et la Science seule doit créer la France nouvelle* » (p. 14).

« Suivant une heureuse définition, elle (la Science) est « la connaissance complète de tous les facteurs qui interviennent dans un phénomène déterminé ». Nous n'aurons pas de peine à démontrer qu'elle doit régir toute l'industrie, cet élément essentiel de la vie nationale. Pareillement, c'est elle qui devrait diriger l'Etat. Elle seule peut créer de façon durable... » (p. 17).

Cet appel aux solutions scientifiques, à la Science, constituait

plus une indication qu'un programme. Ce programme, M. Herriot, dans la suite de son livre, s'efforça de le préciser, et en même temps de dégager quelques-unes des lois auxquelles devrait obéir l'industrie moderne pour produire au rythme demandé :

D'abord, subordination de l'opération industrielle à la recherche scientifique.

Ensuite, concentration dans les achats, la production et la vente, par les ententes industrielles.

Et, enfin, organisation scientifique de l'exécution (*Scientific management*).

Telles étaient les trois lois auxquelles l'industrie moderne devrait se soumettre.

Sans aller jusqu'à prétendre que M. Herriot est à l'origine de l'essor industriel qui suivit 1919, nous ne pouvons que reconnaître que ces lois contenaient en puissance, l'énorme développement industriel de ces dernières années.

Subordonner l'opération industrielle à la recherche scientifique, sans doute est-ce la faire précéder des expériences de laboratoires et des analyses de matière première. « On ne conteste plus désormais la nécessité d'unir étroitement la science et l'industrie, le laboratoire et l'usine. Un procédé industriel naît, vit et meurt. L'action directrice du savant doit influencer constamment sur la pratique de l'industriel. Les exemples sont innombrables qui démontrent l'utilité de cette union. La découverte théorique provoquera un jour ou l'autre l'application » (1). N'est-ce pas aussi en germe tout le problème des prévisions économiques, celui de la connaissance et de l'appréciation des besoins et des débouchés, de la constitution et de l'interprétation des statistiques, en un mot, toute cette « météorologie » économique qui semble être l'apanage de l'Institut

(1) Créer, *op. cit.*, p. 412.

Harvard et qui a suscité dans les pays rationalisateurs, de si légitimes espoirs.

C'était encore obéir à des préoccupations d'ordre et d'organisation que de préconiser, avec la concentration des entreprises, les ententes industrielles. De l'Amérique et d'Allemagne parvenait l'écho des réussites économiques des Trusts, Cartels et Concerns. Les besoins de la production, le souci du rendement, l'attrait du profit, imposaient plus que jamais à l'attention des industriels et des économistes, les problèmes posés par la répartition des matières premières et l'extension des débouchés. Ces problèmes ne seraient-ils pas plus facilement résolus par des entreprises concentrées et coordonnées entre elles ? A quoi bon s'abandonner à la concurrence dont les méfaits ne se comptent plus ? A quoi bon se refuser à la concentration par crainte du collectivisme ? « Il ne s'agit pas, disait M. Herriot, de soutenir ou de combattre ce régime (de la concentration) suivant que l'on espère ou que l'on redoute le collectivisme. Les mots (nous) importent peu ; dans le cas présent, ils ne pourraient servir qu'à provoquer une définition arbitraire d'un système parfaitement compatible avec la liberté individuelle. Il semble désormais certain qu'un grand pays industriel ne pourra plus se contenter de laisser opérer la libre concurrence, ce qui fut longtemps l'idéal des économistes. Nous n'avons plus de forces à perdre. *Le consentement à l'ordre nécessaire est le meilleur moyen d'éviter les brutalités de la contrainte* » (1). Il n'est certes plus besoin maintenant de convaincre les industriels des bienfaits de la concentration et des ententes industrielles. Ces ententes ont débordé le cadre national. Avec la Rationalisation, elles ont pénétré la vie économique des pays : on a dépassé le stade des « ententes industrielles » qui laissait encore aux entreprises toute leur individualité ; on parle de leur coordination, quand ce n'est pas de leur fusion et

(1) Créer, *op. cit.*, p. 425 et sq.

de leur union sous la direction d'une même entité juridique comme dans les Konzerns allemands.

Il fallait aussi organiser et ordonner le travail d'exécution. Les premiers essais en France *d'introduction du système Taylor* avaient soulevé les critiques et les objections du Monde ouvrier, où il était considéré comme l'organisation du surmenage. Prendre sa défense, c'était prendre le parti de la Science contre la routine. M. Herriot n'y manqua pas : « Le Taylorisme peut s'appliquer à tout ; dès qu'il aura transformé nos vieilles manies, on s'apercevra combien il aura été ridicule de professer cette contre-vérité que la Taylorisation est l'organisation rationnelle de l'esclavage. Elle n'est, au contraire, que l'intervention de l'intelligence analytique dans les synthèses de l'empirisme et de la routine » (1), les usines organisèrent scientifiquement le travail des ouvriers en s'inspirant des idées de l'ingénieur Taylor. Mais peu à peu ce stade même de l'organisation individuelle du Travail fut dépassé. Le *Fliessenarbeit* des Allemands, le « Travail à la Chaîne », comme nous le verrons par la suite, c'est l'usine toute entière soumise au *Scientific management*, à l'étude des temps et des mouvements.

Ces principes, présentés par M. Herriot sous forme de lois, avaient la valeur d'une orientation plus qu'ils ne constituaient les premiers éléments d'une Doctrine rationnelle consciente. Il y avait là cependant un essai de dogmatisme industriel qu'il suffira, comme nous l'avons laissé entrevoir, de développer, de préciser, d'élargir et de compléter par la suite, pour parvenir à la synthèse actuelle de la *Rationalisation*.

Mais qu'il s'agisse de « recherche scientifique », d'« ententes industrielles et de concentration » ou de *Scientific management*, il n'entrait pas dans l'intention de M. Herriot, ni d'aucuns de ceux qui à cette époque recommandaient de « produire », de constituer une Doctrine industrielle cohérente.

(1) Créer, *op. cit.*, p. 468.

Chacune des lois émises satisfaisait au besoin d'ordre et d'organisation et au souci de stabilisation et d'équilibre de l'après-guerre. Elles ne formaient pas un plan d'ensemble d'organisation économique. Mesures « parcellaires » pour ainsi dire, elles n'avaient aucun lien entre elles. Mais elles préparaient l'épanouissement du régime industriel de la *Rationalisation*.

§ 2. — *L'apparition d'un fait nouveau : la Rationalisation.*

La Rationalisation ! mot programme ! mot image !

Sans doute, il y avait longtemps que les méthodes scientifiques de production avaient fait leur apparition en Amérique. Mais alors que le nom de Taylor avait suscité des tempêtes dans les milieux ouvriers européens, celui de Ford, et son système de production accélérée et standardisée, suscitaient une admiration muette, comme si les méthodes du célèbre industriel ne pouvaient franchir l'Atlantique et s'adapter à l'échelle de l'Europe.

C'est à l'Allemagne qu'il revenait de faire pénétrer la technique américaine en Europe et de l'adapter aux exigences de la production continentale. Et ce qui jusqu'alors, vu d'Europe, n'était encore que le système de Taylor et de Ford, devint, sous l'influence allemande, la *Rationalisation* (Rationalisierung).

En effet, alors même que le sens du mot était à peine précisé, avant même que la chose fût expérimentée, les masses et les industriels allemands leur avaient fait accueil à l'un et à l'autre. Il s'était attaché Outre-Rhin, à l'énoncé de ce terme, un certain mysticisme qui ne saurait nous surprendre : les Allemands avaient confusément compris que la Rationalisation serait le signe sous lequel ils remonteraient des profondeurs de l'abîme financier à une vie économique plus saine. Après les désillu-

sions cruelles des années 1922 et 1923, ils ont accepté de subir les privations et les misères qui ont suivi la réforme monétaire, en mettant tout leur espoir, non dans un homme ou une Doctrine, mais dans un mot qui les frappait d'autant plus qu'il revêtait une allure dogmatique et quasi-mystique.

Ce mysticisme économique, on le retrouve quelques années plus tard, en Russie Soviétique, avec l'apparition du Plan Quinquennal. Avec d'autres moyens de propagande qu'en Allemagne, c'est à l'imagination des masses à laquelle ont fait appel les dirigeants de l'U. R. S. S. Après l'établissement du fameux plan — qui n'est en réalité qu'un essai d'introduction systématique de mesures d'industrialisation et de rationalisation dans l'arriérée Russie — on fit miroiter aux masses les merveilles — on est presque tenté d'écrire les miracles — qu'allait opérer la réalisation du « Gosplan ». La vie entière des masses laborieuses s'est trouvée absorbée par le souci de la réussite de ce plan de reconstitution économique. Et au nom d'une espèce de « mysticisme matérialiste » — si les mots ne jurent pas ensemble — ces masses ont consenti et consentent à tous les sacrifices, à la misère même pour obtenir le succès de ce plan, auquel sont attachés les espoirs rouges d'un Paradis terrestre et soviétique, nébuleux et gris.

Ce mysticisme, cet enthousiasme s'expliquent.

Rationaliser, n'est-ce pas appliquer la raison, à la solution des problèmes économiques ? n'est-ce pas abandonner la voie de l'empirisme, qui laisse au jeu des forces naturelles la marche de la production et l'échange des biens, et semble-t-il, substituer une coordination volontaire et méthodique à la coordination libre et spontanée des activités des diverses entreprises ?

L'homme va donc devenir le maître de la production et des échanges ! Enfin, il a découvert une technique qui non seulement va mettre de l'ordre dans l'économie, mais encore lui procurer en même temps que la certitude de tous les relèvements et la suppression des crises, rendement et profit ! On avait

bien raison de dire que le mot faisait image et qu'à lui seul il était tout un programme !

Ce n'était plus assez de produire, il fallait *Rationaliser*.

Mais au fait, qu'est-ce que Rationaliser ?

II

La Rationalisation.

Technique et Doctrine nouvelles.

Il est difficile de donner une définition précise de la rationalisation. Ses caractères sont si nombreux qu'il apparaît comme une tâche impossible de les condenser dans une formule à la fois complète et concise. La rationalisation se présente en effet sous deux aspects : l'un technique et l'autre doctrinal.

Sous son aspect technique, elle pourrait légitimement apparaître comme une « systématisation du progrès économique », selon l'expression de Fourgeaud.

Mais elle revêt aussi un aspect doctrinal qui, à de nombreux égards, bouleverse les conceptions économiques et sociales traditionnelles.

Ces deux aspects feront l'un et l'autre l'objet d'un paragraphe.

§ 1. — *Les procédés techniques de la Rationalisation.*

Systématisation du progrès économique, avons-nous dit ?

Certes, depuis l'avènement du machinisme, les progrès techniques des entreprises avaient été considérables. Après l'amélioration des instruments de production eux-mêmes, grâce à la vapeur et à l'électricité, en particulier, déjà était

apparu au début du ^{xx}e siècle, le perfectionnement des méthodes elles-mêmes du travail, grâce à Taylor et à ses disciples. Ces améliorations et perfectionnements successifs, qu'étaient-ce au fond, sinon l'application à l'industrie des méthodes scientifiques ?

Le progrès économique suivait le rythme du progrès scientifique, l'un et l'autre se compénétrant intimement.

La rationalisation franchit un nouveau pas et elle constitue au premier chef une *amélioration d'ensemble* de la technique de la production. Les résultats parcellaires, obtenus grâce au perfectionnement des instruments de production et grâce à l'organisation scientifique du travail, il s'agit de les transposer dans l'organisation des entreprises et de la production elle-même. C'est pourquoi il est juste de dire que la rationalisation est une systématisation du progrès économique, et que l'organisation scientifique du travail, la Taylorisation, poussée jusqu'à ses plus extrêmes conséquences, conduit logiquement à la rationalisation « dont elle est en quelque sorte l'école », selon l'expression de Devinat.

Sous cette forme, la rationalisation se présente d'abord comme un perfectionnement de la structure interne de l'entreprise et ensuite comme l'organisation de la collaboration entre les entreprises.

I. — LA RATIONALISATION A L'INTÉRIEUR DE L'ENTREPRISE

A l'intérieur de l'entreprise, la rationalisation se présente sous un double aspect administratif et technique et a pour but d'assurer la coordination entre eux de tous les services indispensables à son bon fonctionnement. Sans doute est-ce là, la partie la moins originale de la rationalisation, puisqu'il s'agit simplement d'appliquer à l'entreprise les principes d'administration de Fayol et les principes d'organisation du travail de Taylor.

A. — *Perfectionner l'administration de l'entreprise ?*

Point de vue du *Chef* qui groupe sous son autorité tous les efforts du personnel, c'est l'application, à la direction et au gouvernement de l'entreprise, des principes d'administration de Fayol.

La *Fonction administrative* prend sa véritable physionomie et l'importance des problèmes qui lui incombent se trouve accrue du fait même de la complexité du rôle et de la responsabilité de l'entrepreneur : problème de l'autorité et de la discipline dans l'entreprise, principes de direction avec questions connexes de l'initiative et de la responsabilité du chef, détermination et répartition des attributions, problèmes de la division du travail, relations avec le personnel (recrutement, stabilité, révocation, rémunération, etc...).

La *Technique administrative* elle-même se complique.

L'entreprise n'est plus créée au gré des circonstances ou de l'imagination des fondateurs. Sa création exige, au préalable, des études commerciales, techniques et surtout financières très approfondies. L'emplacement des usines même est choisi en fonction des matières premières, des moyens de transport et des débouchés. Une fois créée, l'entreprise n'est plus abandonnée aux hasards de l'improvisation et de la demande. Des organismes spéciaux, d'ordre purement administratif, fonctionnent, qui assurent la marche des différents services : matières premières, commandes, marchés, comptabilité, service financier, services généraux, etc..., et les procédés d'administration se trouvent perfectionnés et prévus jusque dans leurs moindres détails : organisation de fichiers, de registres, etc... Tout cela, n'est-ce pas l'application de la raison à l'administration de l'entreprise ? n'est-ce pas de la Rationalisation ?

B. — *Perfectionner la technique de l'entreprise?*

Point de vue de l'*ingénieur*, il s'agit de la mise en œuvre, dans le travail d'exécution, des principes de Taylor. Or, que veut le Taylorisme ? substituer à l'initiative et au jugement de l'ouvrier une science de l'exécution, par l'abandon des méthodes individuelles de travail, l'emploi d'un outillage judicieux, et la détermination, l'analyse et le choix des temps et mouvements élémentaires propres à faciliter l'exécution du travail. En d'autres termes, il s'agit de réaliser à la fois l'économie des temps et des mouvements.

Cette économie sera encore réalisée par l'installation du convoyeur des Américains, la fameuse « chaîne de travail », le « *Fliessenarbeit* » des Allemands, qui assure une économie considérable de temps par le transport continu des objets d'atelier en atelier pour y subir des transformations successives.

Economie encore de temps et de matière, grâce à un contrôle sévèrement organisé, et augmentation du rendement par l'emploi judicieux de modes de rémunération du travail destinés à provoquer l'émulation entre ouvriers.

Cette Taylorisation poussée de l'entreprise ne va pas — pour diminuer la fatigue ouvrière qui résulterait de l'accélération du rythme du travail — sans l'amélioration des conditions externes du travail (atmosphère du travail, hygiène des locaux industriels, augmentation de l'outillage), sans l'installation de laboratoires psychophysiologiques de sélection professionnelle et sans la création de bureaux de préparation et de répartition du travail.

Nous ne pouvons insister outre mesure sur cet aspect de la rationalisation technique interne de l'entreprise. Au surplus est-ce là un côté de technique pure, si l'on peut dire, qui existait avant la rationalisation, mais que celle-ci a imposé d'une façon plus aiguë encore à l'attention des industriels.

II. — LA RATIONALISATION DES ENTREPRISES ENTRE ELLES

Mais la Rationalisation ne se contente pas de prévoir et d'organiser le perfectionnement de la structure interne de l'entreprise, celui des procédés de production. Le problème des prix n'est pas uniquement lié au problème du coût de production et l'entreprise n'est pas un organisme isolé n'ayant pour antagonistes que les producteurs de matières premières, d'une part et les consommateurs, d'autre part. Qu'elle le veuille ou non, elle se trouve liée sur le terrain national d'abord et sur le plan international ensuite, au sort des autres entreprises. Si les efforts particuliers se dépensent en dispersion, ils risquent de se neutraliser sans résultat. C'est alors qu'il peut paraître utile d'épargner ce gaspillage des forces par l'organisation méthodique des rapports entre les entreprises, par la coordination des opérations techniques et commerciales se substituant en totalité ou en partie à la compétition naturelle qui préside au fonctionnement spontané de la vie économique. Il en résulte d'abord une coordination des entreprises entre elles — et c'est le phénomène de la concentration industrielle — et ensuite l'organisation concertée des opérations de production.

A. — *La concentration industrielle.*

En effet, à côté de cette interdépendance économique des entreprises qui favorise la collaboration et tend à supprimer la concurrence, la rationalisation, pour des motifs techniques, conduit à la concentration industrielle. Il est nécessaire que les unités de production soient assez grandes pour que les combinaisons nécessaires puissent se réaliser dans leur sein. Ces groupements d'entreprises entre elles prennent différentes formes : cartels, concerns ou trust. Qu'elles adoptent l'une quelconque de ces formules juridiques, le but reste le même

— il est celui même de la rationalisation — : assurer la coordination entre elles des entreprises de même nature ou de nature similaire, de façon à réaliser la production en masse dans les meilleures conditions possibles de prix et de rendement.

B. — *L'organisation concertée des opérations de production.*

Sous quelque forme juridique qu'elles apparaissent, ces ententes industrielles auront à résoudre les problèmes de la production et de l'organisation de la production. Dans le premier cas, il s'agit encore de simples problèmes techniques, comme la standardisation, dans le second, c'est tout le problème des échanges, celui de l'organisation de toute la vie économique.

La Normalisation.

Tout naturellement ces ententes économiques devront organiser la production en masses. Et c'est tout le problème de l'éducation de l'acheteur qui se pose avec la « Normalisation » ou « Standardisation » : termes synonymes pour désigner « la substitution à plusieurs produits différents, employés à un même usage, d'un produit unique, dit *normal*, qui répond aux mêmes besoins qu'eux et peut les remplacer tous. Alors la normalisation résulte d'un accord collectif entre les producteurs, les intermédiaires et les consommateurs, destiné à simplifier et à unifier par sélection, les espèces, les genres, les qualités, et les mesures, les outillages et pièces d'outillages ou de machines, les dénominations, les conditions de livraison et de règlement ».

Il ne faut pas confondre la normalisation, avec la *typisation*, qui est aussi une unification de produits, mais de produits destinés à satisfaire une couche d'acheteurs déterminés. Ainsi pour construire des automobiles de marques et donc de *types*

différents, les constructeurs utiliseront des boulons, vis, ou autres pièces mécaniques « normalisés ».

Cette standardisation évolue avec les circonstances et, si l'on peut lui accorder le caractère de l'uniformité, il est difficile de lui donner celui de la fixité.

C'est donc un travail d'incessante mise au point des produits que devront assurer ces ententes industrielles.

L'organisation de la production.

Mais à côté des problèmes techniques, ces ententes industrielles ont des attributions d'ordre purement économique. Après avoir, par l'entente sur le terrain technique, favorisé la production, il s'agit sur le terrain plus mouvant des débouchés, de limiter la concurrence et de lui substituer l'action concertée. L'ampleur des questions qui sont de leur compétence déborde le cadre de cet exposé. Mais qu'il s'agisse des problèmes d'organisation économique (création d'organismes communs, comptoirs de vente, etc...), de ceux posés par la question des débouchés (statistiques internationales, répartition, etc...), des problèmes financiers et de crédit (Banques internationales, chambres de compensation, émissions internationales, etc...), des problèmes douaniers ou autres, on aborde tout un ensemble de problèmes qui touchent à la vie, non seulement des entreprises, mais des nations.

Le cadre de l'entreprise est singulièrement dépassé, de proche en proche les problèmes se sont accrus en ampleur et en étendue; on en arrive presque aux portes mêmes du pouvoir politique, au problème de l'Etat, à celui de sa réforme et tout au moins de son rôle dans la vie économique. La Rationalisation englobe tous les problèmes, de la petite entreprise aux confins du pouvoir politique, et c'est avec autant de raison que l'on peut parler d'« entreprise rationalisée » et de « rationalisation du pouvoir » ou « d'Etat rationalisé ».

C'est qu'il est difficile de poser des limites à la « Rationalisation ». Cela tient sans doute à l'imprécision du terme lui-même, qui en étend la signification. Cela tient aussi à la multiplicité des problèmes dans lesquels on éprouve le besoin de mettre de l'ordre, un ordre rationnel. On est ainsi tenté de faire rentrer dans le domaine de la Rationalisation toutes les questions qui, actuellement, réclament une réponse !

Ainsi donc, sous son aspect technique — dans lequel déjà on ne peut pas ne pas voir un effort considérable dans le sens de l'organisation économique à tous les étages de la hiérarchie économique — la rationalisation apparaît comme une systématisation du progrès économique et n'apporte-t-elle — du moins en apparence — aucun élément neuf au fonctionnement du mécanisme économique.

Devons-nous en conclure, avec M. Georges Renard, que « la Rationalisation », « cet audacieux néologisme, semble traduire une très vieille philosophie, car il s'est toujours trouvé des philosophes pour enseigner qu'il revient à la raison de gouverner l'homme dans l'exercice de toutes ses facultés et sous toutes les formes de son activité, et les sociétés humaines de toutes grandeurs, depuis la famille jusqu'à l'Etat et la communauté internationale en passant par la cité et la province, par l'entreprise et la profession » (1).

S'il en était ainsi on pourrait dire, selon le mot de Fourgeaud, que « beaucoup d'industriels ont dû rationaliser leurs entreprises sans le savoir, comme M. Jourdain faisait de la prose ! » (2).

Mais ce serait donner une idée incomplète de la rationalisation ; en réalité, celle-ci n'est pas seulement une systématisation du progrès économique. Il y a en elle des éléments qui l'élèvent du rang de technique au rang de doctrine.

(1) Cf. C. R. Semaine sociale de Besançon. Cours de M. Georges Renard, p. 328.

(2) André Fourgeaud, *La Rationalisation*, p. 20.

§ 2. — *Le caractère doctrinal de la rationalisation.*

La rationalisation, en effet, ne se présente pas seulement comme un ensemble de procédés techniques juxtaposés, destinés à l'amélioration d'un quelconque régime. Elle ne constitue pas un moyen technique s'ajoutant aux autres et venant accroître la complexité de la vie économique.

A ne considérer même que ses aspects techniques, il faudrait déjà reconnaître son importance. Et, en effet, même si la rationalisation n'était qu'un simple système nouveau d'atelier, une nouvelle doctrine d'usine pour élever le degré de rendement du travail ; si elle n'était même qu'une généralisation du *scientific management* de Taylor ou de tous autres systèmes de production à haute intensité ; si elle n'impliquait qu'une simple amélioration des méthodes de production ou de circulation des biens, elle présenterait plus qu'un intérêt intellectuel, elle aurait déjà le mérite d'avoir introduit dans la vie économique un certain nombre de principes et de faits nouveaux qui en modifient l'allure et le rythme.

Mais il y a plus.

Elle a des *buts économiques* bien définis.

Et elle possède un certain nombre de *moyens économiques* pour les réaliser.

Elle revêt donc les caractères d'une doctrine.

I. — LES BUTS DE LA RATIONALISATION

La rationalisation oriente la production ou, du moins, s'efforce d'orienter la production vers des fins économiques nouvelles. Certains qui la considèrent uniquement sous son aspect technique n'envisagent en elle qu'un moyen d'abaisser le prix de revient et d'augmenter le rendement de façon à accroître les profits. Cette façon de considérer la rationalisation est peut-être

d'ailleurs la plus commune et la plus répandue. Elle légitime la définition qu'on en a pu donner d'une systématisation du progrès économique.

Mais cette interprétation méconnaîtrait la pensée des promoteurs de la rationalisation et en particulier celle de Ford. Evidemment détacher la rationalisation du nom et de la pensée de Ford, ne serait-ce pas en présenter la caricature à l'usage d'un certain capitalisme ?

Pour Ford, la base de toute activité économique, ce n'est plus le mobile de l'intérêt ou du profit, c'est l'idée du *service à la communauté*. Le producteur, l'entrepreneur, doit avant tout rechercher le « bien-être de la collectivité ». Et il semble bien établi que « l'homme de Détroit, se sent appelé au service de l'intérêt commun et qu'il veut vraiment introduire dans la vie économique l'esprit d'entr'aide, de sacrifice mutuel ou mieux de service mutuel » (1).

Cet écho est celui que l'on recueille Outre-Rhin, également ; un professeur de l'Ecole des Hautes Etudes commerciales de Berlin, M. Friedrich Leithner, définit ainsi la rationalisation dans son cours sur la technique de l'entreprise : « La Rationalisation (*Rationalisierung*) ou mise en économie intégrale est l'économie, accrue à un haut degré, des processus de la production et de la circulation, aussi bien dans l'économie nationale que dans l'économie privée.

« L'approvisionnement nécessaire à la collectivité par les moyens les moins coûteux est la *tâche sociale* de la production et de la circulation des richesses. Dans ce sens de tâche sociale, la rationalisation vise à créer les biens par les entreprises les mieux établies avec les coûts de production les moins élevés et à raccourcir les routes de la circulation depuis le producteur jusqu'au consommateur » (2).

(1) D'après Fourgeaud, *op. cit.*, p. 89.

(2) Cité par André Fourgeaud, *op. cit.*, p. 19.

Le *Reichskuratorium für Wirtschaftlichkeit* (Comité pour l'Economie Nationale) a formulé de la manière suivante, en 1927, la rationalisation qui serait « un système d'organisation économique qui doit provoquer *un accroissement du bien-être national*, par un abaissement des prix, une augmentation de la quantité et une amélioration de la qualité des produits disponibles ».

Ces définitions ne concordent pas avec celle que donne de la rationalisation la première Conférence Economique Internationale tenue à Genève du 4 au 22 mai 1927, qui lui assigne, dans les résolutions générales, des fins exclusivement techniques :

« La Rationalisation est la détermination des méthodes de technique et d'organisation destinées à assurer le minimum de perte de l'effort et du matériel ».

Il n'en reste pas moins certain que, dans l'intention de ses protagonistes, la rationalisation a pour but essentiel, pour *tâche sociale*, de provoquer « l'accroissement du bien-être national » par « l'approvisionnement nécessaire à la collectivité par les moyens les moins coûteux ». C'est une orientation différente donnée à la production. Celle-ci n'a plus pour cause la recherche du profit individuel, mais le devoir social de procurer le bien-être de la collectivité. *D'individualiste, le mobile de la production devient social, certains diront même socialiste.*

Et, il faut même voir dans ce mobile nouveau, introduit dans l'œuvre de production, le criterium qui différencie une simple amélioration de méthode, de la rationalisation véritable. « Une amélioration de méthode n'est une rationalisation qu'autant qu'elle a des répercussions favorables dans toute l'économie, c'est-à-dire qu'elle est profitable non seulement à l'entrepreneur, mais aussi au travailleur et au consommateur. En d'autres termes, toute amélioration qui, sans dommage pour le producteur, aboutit à une baisse durable des prix, ou qui

augmente d'une façon quelconque la puissance d'achat du consommateur est une rationalisation » (1).

La rationalisation revêt, de cette façon, une allure dogmatique qui n'est pas douteuse, et qui fait dire à Fourgeaud que son nom lui convient très bien : *ratio*, rationalisation économique, qui puise son inspiration dans la philosophie du devoir social, de la tâche sociale ».

Et comme le fait encore remarquer Fourgeaud, cette notion de tâche sociale « indique clairement l'origine anglicane du mouvement; elle comporte cette autre notion de la fonction providentielle de l'entrepreneur : C'est la Providence qui a mis le chef d'industrie à la place qu'il occupe, et son rôle ne doit pas être d'amasser des profits scandaleux, il est là pour satisfaire, dans la limite des moyens dont il dispose, l'intérêt général de la Société et l'intérêt particulier du consommateur et pour faire profiter la collectivité des richesses que la Providence a placées sous sa puissance.

« C'est un devoir social de vendre au plus bas prix tout en payant les salaires les plus élevés. Le mouvement participe indubitablement aux Etats-Unis du puritanisme protestant : il est une sorte de pragmatisme économique protestant. On comprend alors pourquoi, la nouvelle doctrine devait trouver au pays de Luther un terrain particulièrement favorable à sa transplantation : le côté dogmatique et doctrinal de la rationalisation a beaucoup plu au mysticisme industriel allemand, la rationalisation a ses apôtres, ses croyants, ses prosélytes, et, comme il convient à toute religion, ses détracteurs » (2).

(1) André Fourgeaud, *op. cit.*, p. 21 et 22.

(2) André Fourgeaud, *op. cit.*, p. 28 et sq.

II. — LES MOYENS ÉCONOMIQUES DE LA RATIONALISATION

Pour réaliser la fin qu'elle se propose, la rationalisation utilise des moyens économiques, d'essence différente de ceux utilisés par l'économie classique. Il s'agit de produire pour assurer le bien être de la collectivité, et donc pour *la masse*.

La standardisation est donc l'un des moyens indispensables pour assurer une production par grandes quantités. Nous n'y reviendrons pas.

Il faut aussi produire à des prix de revient abordables par les masses et en même temps assurer à celles-ci le pouvoir d'achat nécessaire pour se procurer non seulement l'indispensable, mais même le superflu. L'augmentation du « *standard of life* » de l'ouvrier sera l'une des préoccupations de l'entrepreneur. Et il la réalisera grâce à la *politique des hauts salaires*. C'est le second moyen économique à la disposition de la rationalisation pour atteindre son but. De cette façon, l'industriel augmente considérablement la consommation et sur un marché exclusivement intérieur. En même temps qu'il résout une crise sociale, il supprime ou diminue considérablement l'acuité du problème des débouchés. Cette politique de hauts salaires introduite dans la vie économique par la rationalisation en est l'un des aspects les plus originaux.

L'entrepreneur s'efforce, de cette manière, d'intéresser l'ouvrier au rendement de l'entreprise, et en assignant à la production des fins sociales, il remplace l'immoral attrait du gain par l'éveil de *l'intérêt de l'ouvrier à l'égard de toute l'entreprise*. L'intérêt de l'ouvrier et celui de l'entreprise ne sont-ils pas liés ensemble ? Et contrairement aux principes de l'économie politique classique, il n'existe pas d'antinomie ni d'antagonisme entre les salaires et les profits, mais un intérêt commun de toute l'entreprise.

Enfin, — car il faut diminuer toutes les chances de gaspillage et accroître au contraire celles d'économie et d'entraide économique — la rationalisation vise à substituer dans les procédés

de production et d'échange la méthode scientifique à la méthode empirique, et l'organisation concertée à l'organisation spontanée. C'est tout le problème *des ententes et de la concentration industrielle*.

La technique, — et une technique qui ne manque pas d'originalité — nous apparaît de cette façon comme soumise à des fins différentes de celles du rendement et du prix de revient sous lesquelles il est facile de découvrir le mobile du profit. Des méthodes de production comme la standardisation ou des institutions économiques, comme les Cartels ou Concerns, revêtent ainsi une signification toute différente.

La rationalisation, si elle est un ensemble de procédés techniques, apparaît aussi comme une mentalité spéciale, comme un « esprit » qui cherche à s'imposer à la vie économique et à la vie sociale. C'est pourquoi, à côté d'une technique, elle constitue une doctrine économique dont les contours sont suffisamment marqués et les tendances suffisamment orientées.

De même que le libéralisme avait proclamé l'indiscutable influence du mobile de l'intérêt personnel et du profit, de même qu'il avait assigné à la production soumise à ce mobile des principes de liberté, et découvert les lois qui semblaient régir les coûts de production, de même la rationalisation assigne à cette même production d'autres tâches, d'autres principes, d'autres méthodes. A n'en pas douter, elle fait figure de doctrine économique et sa nouveauté va se heurter à tous ceux, économistes, sociologues ou penseurs, qui s'étaient fait les protagonistes d'une doctrine économique et sociale différente et qui, jusqu'alors, pouvait sembler le dernier mot de la pensée économique.

Objet et division de l'ouvrage.

La Rationalisation vient donc en concurrence, pour ainsi dire, avec les doctrines économiques et sociales qui l'ont précédée et qui, elles aussi, ont, au cours des années, élaboré toute une

conception économique et sociale, voire même philosophique, de l'individu et de la société.

Mais, ici, il en va différemment ; la rationalisation est une doctrine d'ingénieur plus que de sociologue ou de philosophe. Elle se présente comme une conception doctrinale du problème de la production. Le problème de l'homme ne semble pas l'intéresser. Sans doute place-t-elle l'homme dans un cadre technique déterminé et oriente-t-elle ses pensées et son activité vers des fins économiques précises, et de cette façon, elle exerce une influence sur l'individu et son rôle social, mais elle n'a pas de conception spéciale de l'individu, comme le libéralisme ou le socialisme. C'est pourquoi la rationalisation tient une place originale dans les Doctrines économiques.

Il est difficile de la classer. Penche-t-elle vers le libéralisme et l'individualisme ? Est-elle une doctrine socialiste ? infirme-t-elle l'une ? donne-t-elle à l'autre des gages ?

Nous n'essaierons pas de mettre les auteurs d'accord sur cette question qui a provoqué de nombreux remous dans la pensée économique. Des Doctrines, les unes l'ont accueillie avec enthousiasme, d'autres — et parfois les mêmes — avec circonspection, sinon avec horreur ! Toutes se sont efforcées de trouver en elle leur propre justification. Et ce n'est peut-être pas, pour la rationalisation, sa moindre originalité !

Que l'on se tourne, en effet, du côté du Capitalisme ou du côté du Socialisme, nous voyons les auteurs et doctrinaires en présence, rivaliser d'attentions envers la nouvelle venue, comme si chacun en revendiquait pour son propre parti ou corps de doctrines, la paternité spirituelle ! Cette querelle, autour de la rationalisation, a créé, en France, un mouvement d'idées très intéressant, au cours des années 1927, 1928 et 1929. Ce sont certains aspects doctrinaux de ce mouvement d'idées qui ont retenu notre attention, et feront l'objet de cet ouvrage.

L'empressement, que les Doctrines ont manifesté auprès de

la Rationalisation, correspondait chez chacune d'elles à un mobile distinct. Et il est relativement aisé de distinguer dans le flot mouvant des opinions et des hommes, deux grands courants autour desquels il semble que se soient cristallisées les divergences d'idées.

D'une part, les ennemis du régime, ceux pour lesquels le Capitalisme est entaché d'un vice fondamental : le profit. Ce sont les socialistes qui, à la suite de Marx, et une fois pour toutes, ont fait la critique du régime et sont épris de bouleversement total. Ils étaient — sans l'avoir avoué jamais — à la recherche d'une technique économique. La Rationalisation leur est alors apparue comme la technique idéale d'un régime économique pouvant fonctionner sans le mobile du profit, et comme le fondement même de la Cité Nouvelle qu'ils rêvent de construire.

Et d'autre part, il faut distinguer ceux qui ont considéré la rationalisation comme un instrument de reconstruction économique et sociale, comme un moyen de rénovation économique : ce sont les partisans du régime économique actuel pour lesquels la rationalisation est apparue comme l'artisan possible d'un redressement, une bouée de sauvetage du Capitalisme, à qui elle pourrait influencer, sans bouleversement fondamental, un regain de vie.

Dans notre première Partie, nous réunirons les doctrines d'essence socialiste qui adoptent la Rationalisation et en font, même au prix de réformes nécessaires, la base d'un régime nouveau.

Dans la seconde Partie, nous grouperons les doctrines qui se situent dans les cadres du régime capitaliste et visent à sa rénovation, par la Rationalisation.

Dans une troisième Partie, enfin, nous exposerons brièvement quelques-unes des opinions que la crise que nous traversons actuellement a suscitées sur l'ordre économique né du machinisme et de la rationalisation. Cette crise a fait faire aux

industriels, aux économistes et aux sociologues comme un examen de conscience du régime économique et a entraîné une revision des valeurs sur la plupart des problèmes posés par la rationalisation et sur la doctrine du productivisme à laquelle elle avait donné tout son essor. Il eut été incomplet de ne point parler de cette revision des valeurs.

Dans cette étude, nous avons tenu à rester aussi près que possible de la pensée des auteurs. Aussi bien, serons-nous amené à appuyer nos assertions sur de nombreux textes. Nous espérons avoir ainsi gardé toute l'objectivité désirable en matière doctrinale. Nous souhaitons que cette objectivité ne nuise pas à notre exposé et que les citations que nous ferons ne nuisent pas à la clarté de notre texte. Nous avons avant tout cherché à présenter de chacune des Doctrines ou de chacun des auteurs une physionomie aussi exacte que possible, trop heureux si l'on peut nous rendre cette justice que nous n'avons pas trahi leur pensée.

Nous nous en voudrions de ne pas exprimer ici, à notre Maître, M. Henri Noyelle, l'hommage de notre profonde gratitude. Son enseignement, à la fois éloquent, lumineux et persuasif, que nous avons suivi avec passion au cours de nos années d'études, et la bienveillance qu'il a toujours bien voulu nous témoigner, sont à l'origine du particulier intérêt que nous avons porté aux questions économiques et sociales. Puisse-t-il trouver, dans le modeste travail de l'un de ses premiers étudiants, l'assurance que ses leçons et ses conseils ont été écoutés avec attention et avec fruit.

Nous avons également bénéficié de l'enseignement de M. Gaston Leduc, qui a bien voulu suivre la marche de notre travail et nous a prodigué ses encouragements. Ne devons-nous pas à son amicale insistance d'avoir poursuivi et terminé cet ouvrage ? Ne serait-ce qu'à ce titre, il a droit à notre reconnaissance toute particulière.

PREMIÈRE PARTIE

LA RATIONALISATION, BASE D'UN RÉGIME NOUVEAU

L'apparition de la Rationalisation devait susciter dans les rangs du socialisme traditionnel, des réactions doctrinales nombreuses, quelquefois même contradictoires, toujours intéressantes. On peut même dire que cette rationalisation, venue d'Amérique et mise au point par l'Allemagne, fût le point de départ d'un renouveau dans l'activité doctrinale du socialisme.

Les problèmes de répartition avaient jusqu'alors retenu l'attention des véritables doctrinaires du socialisme. Que ce soit sous le couvert des idées de justice ou d'égalité de classes, ou sous l'influence du matérialisme historique, on s'était surtout préoccupé de donner à la propriété un nouveau statut et on s'était donné comme but, en préconisant la socialisation des grandes entreprises, des moyens de production ou du profit, de la remettre entre les mains de la collectivité, ou d'un Etat, qui en assurerait la répartition entre les travailleurs sur des bases et par des procédés entièrement nouveaux. Si l'on avait discuté de la meilleure méthode pour arriver à ce résultat : révolution ou réformes, si même l'on s'était mis à la recherche des meilleurs systèmes de répartition, les problèmes de la production avaient relativement peu attiré l'attention des bâtisseurs de la cité idéale. Et cependant, il ne suffit pas de con-

cevoir un régime, ni d'abolir le salariat, ni même d'opérer la transformation progressive ou violente du régime capitaliste, il faut encore déterminer comment faire vivre ce régime nouveau lorsque le moment en sera venu ? Suffit-il de dénoncer l'anarchie de la production, si l'on ne sait pas l'organiser ?

Déjà le Taylorisme avait montré l'importance d'une organisation scientifique du Travail et le profit que les entreprises en pouvaient retirer au point de vue du rendement. Les socialistes, fidèles à leur parti-pris de dénigrement du régime capitaliste, n'y avaient vu qu'un moyen nouveau d'exploitation de la classe ouvrière, aboutissant à l'organisation du surmenage. Sans doute réformèrent-ils leur opinion par la suite, après la mise en application des études sur la fatigue ouvrière. Mais le système Taylor restait, pour eux, entaché du même vice que le régime : celui de concourir à l'augmentation de la plus-value, et donc toujours à l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste.

La rationalisation se présentait comme un plan d'ensemble d'organisation de l'économie, et de la production, particulièrement intéressant, semblait-il, puisqu'elle paraissait orientée vers la production en masse, par grandes séries. En outre, puisqu'elle substituait au mobile du profit, ce que nous verrons Henri de Man appeler des mobiles d'ingénieur, sinon même le mobile du « service social », la rationalisation ne pouvait pas manquer d'intéresser des sociologues ou des économistes à la recherche d'un mode de production adapté à la satisfaction des besoins collectifs et dont le mobile du profit serait banni.

La Rationalisation provoqua donc, chez les Socialistes traditionnels, un renouveau d'activité doctrinale. Il est le fait d'un certain nombre de jeunes intellectuels socialistes, soucieux de redonner à leur doctrine un peu d'éclat et de l'adapter aux nouvelles conditions économiques posées par la Rationalisation.

Mais déjà dans la manifestation de ce renouveau socialiste, il est facile de relever deux tendances : l'une de ces tendances, abandonnant les problèmes de la répartition qui avaient toujours été le domaine propre du socialisme, s'oriente vers les problèmes de la production et adopte une attitude franchement réaliste. Pour elle, la rationalisation est non seulement une technique utilisable par le Socialisme, mais elle constitue aussi une « collectivisation », si l'on nous permet le mot, de la vie économique, qui réalise sous les apparences du capitalisme, le régime socialiste. Jules Moch et Charles Spinasse sont ceux chez lesquels cette tendance est la plus accentuée. Mais cette nouvelle formule de socialisme n'alla pas sans résistance de la part des représentants du socialisme traditionnel. Ces résistances firent l'objet d'une controverse très intéressante entre Jules Moch et Léon Blum. Ces hésitations dans le camp socialiste feront l'objet du premier chapitre de cette partie que nous intitulerons : *Perplexités socialistes*.

L'autre tendance est au contraire plus idéaliste. Suivant la formule de Léon Blum, elle veut « maintenir l'idéalisme au fronton du Socialisme ». C'est à la suite en particulier d'Henri de Man, le célèbre socialiste belge, que le socialisme a pris cette orientation. Henri de Man — et à sa suite, André Philip, son disciple et traducteur, se sont efforcés de soustraire le socialisme à l'emprise du matérialisme et de lui donner une mystique se rapprochant de la mystique chrétienne. Ils adopteront la rationalisation comme mode de production socialiste, mais ils feront, sur son orientation présente, des réserves et chercheront à lui infuser et à infuser au socialisme une mentalité plus élevée. C'est là peut-être que le renouveau socialiste fût marqué à un plus haut degré. Nous consacrerons donc un deuxième chapitre à Henri de Man et André Philip qui portera le titre : *Orientations socialistes*.

Nous ferons dans cette partie, une place à part à H. Dubreuil, qui représente dans cette querelle de la rationalisation la voix

des ouvriers, des praticiens, de ceux qui jugent par l'intérieur, dans le terre à terre quotidien de la vie et de l'usine, cette technique nouvelle et perfectionnée que les intellectuels et industriels ont dénommée : Rationalisation. Pour eux, peu leur importe les étiquettes doctrinales, il faut d'abord qu'ils vivent, qu'ils agissent et qu'ils pensent au milieu de cette nouvelle et intense civilisation industrielle. Il n'était pas indifférent de connaître leur pensée. H. Dubreuil fera l'objet de notre troisième chapitre intitulé : *Un socialiste français : H. Dubreuil*.

Enfin, soucieux non seulement de réformes ou de révolutions économiques, les syndicalistes ont voulu lier au problème de la réorganisation économique, celui de la réforme de l'Etat et des institutions politiques. Ils se sont placés, aussi, sous l'égide du socialisme auquel ils ont cherché à apporter les linéaments pratiques d'une cité socialiste entièrement construite et réalisée sous le symbole de la Rationalisation. Ce sera l'objet de notre quatrième chapitre : *Les Socialistes syndicalistes*.

CHAPITRE PREMIER

PERPLEXITÉS SOCIALISTES

JULES MOCH — LÉON BLUM — CHARLES SPINASSE

Un socialisme réaliste.

Au sein du socialisme traditionnel, celui qui, en France, est représenté par le parti socialiste S. F. I. O., il s'est élevé entre les militants de diverses tendances une controverse très intéressante au sujet de la Rationalisation. Les hésitations sur l'attitude que devait adopter le parti ouvrier sur ce grave sujet qui intéressait si pleinement la plus grande partie de ses membres n'ont pas manqué de provoquer des réactions.

La controverse qui s'est instituée entre Jules Moch et Léon Blum sur la question de la Rationalisation et à laquelle nous consacrerons un paragraphe, donne bien la mesure des perplexités socialistes. Faut-il adopter franchement ce mode de production nouveau, sous réserve de le réformer légèrement, mais au risque de se faire accuser de pactiser avec le régime capitaliste ? ou bien faut-il conserver le bénéfice de l'opposition — qui est la situation la plus favorable en présence de l'électeur — au risque de refuser pour le socialisme une technique qui eût pu lui être favorable ? Entre ces deux interrogations, Charles Spinasse, dont nous verrons les idées dans un deuxième paragraphe, a choisi, dût-il pour cela solliciter quelque peu le sens du socialisme traditionnel.

§ 1. — *Socialisme et Rationalisation.* — Jules Moch*Un point de départ.*

Dans une série d'articles publiés dans le *Populaire* du 23 avril au 10 mai 1927, Léon Blum avait fait connaître son point de vue sur le problème de la Rationalisation, et il ne s'était pas montré particulièrement favorable à ce « Bonapartisme industriel », comme il la qualifiait, qui, bien qu'il constituât un progrès de la production, ne pouvait que nuire en définitive à la classe ouvrière. « Tâchons, écrivait-il, que dans son application, la rationalisation ne lèse pas trop les intérêts du travailleur ».

Cette opinion souleva, chez les socialistes de la nouvelle école, des protestations. Et si l'on ne s'opposa pas à Léon Blum avec une vigueur égale à celle que l'on a connue depuis, du moins certains de ses disciples marquèrent-ils leurs positions d'une façon très nette. C'est dans ces conditions que l'on a pu connaître l'opinion de Jules Moch sur cette question.

En effet, au moment même où Léon Blum faisait paraître ses articles dans le *Populaire*, Jules Moch, particulièrement compétent en la matière, en sa qualité d'ingénieur, était appelé par le groupe des Normaliens socialistes et le groupe des Etudiants socialistes à donner son avis sur la Rationalisation. Après avoir revisé son opinion à la suite d'entretiens avec Léon Blum et des militants du parti, tel Spinasse, il réunit ses conférences dans un petit volume paru au cours de l'année 1927 : « Socialisme et Rationalisation ».

Un témoignage réaliste.

L'opinion de Moch est particulièrement autorisée. Jules Moch était — et est resté, depuis qu'il est devenu député socialiste de la Drôme — le spécialiste des questions de la production et de

l'organisation industrielle. Son étude est d'ailleurs le résultat des réflexions et des expériences qu'au cours de « nombreux mois » et de « nombreuses années mêmes » il a consacrées « à étudier le rendement de certaines usines et à tenter d'en moderniser les rouages techniques et administratifs ».

Opinion réaliste, certes, celle de Jules Moch, qui, semble-t-il, juge d'abord la Rationalisation *en soi, objectivement*, du seul point de vue de la technique de la production, et sans se soucier des répercussions doctrinales, et même sans considérer que ses résultats puissent être incriminés ni du point de vue ouvrier ni du point de vue socialiste.

Il faut rapprocher l'attitude de Jules Moch, de celle de Dubreuil. Il y a chez l'un comme chez l'autre le même souci réaliste de se placer et de placer le socialisme en face des problèmes vitaux, au centre même de l'évolution économique. Jules Moch ne souhaitait-il pas — et Dubreuil, certes, ne contredirait pas ce vœu — « que le parti socialiste cessât d'attacher une importance exagérée aux questions purement politiques, aux querelles de tendances et de chapelles... qu'il ouvrit les yeux à l'évolution économique, *qu'il étudiât les faits en eux-mêmes et non pas selon des idées préconçues...* » ?

C'est cette opinion réaliste de Jules Moch que nous allons étudier au travers des pages qu'il a consacrées à la rationalisation.

1^o JULES MOCH ET LA RATIONALISATION

A. — *Les résultats de la Rationalisation.*

Jules Moch juge la Rationalisation à ses résultats. Et il signale, à l'aide d'exemples frappants, tous les avantages qu'elle peut présenter : amélioration des rendements, suppression du gaspillage, standardisation, organisation scientifique d'industries nouvelles, rien qu'on ne sache déjà, mais que l'au-

teur socialiste accepte comme des progrès sans contre-partie.

Mais les résultats ne sont pas seulement favorables au point de vue de la production. Ce ne sont pas ceux-là qui intéressent spécialement Jules Moch ; du point de vue social, la rationalisation a son importance, qui n'est pas négligeable puisqu'elle aboutit à l'augmentation du pouvoir d'achat des salaires.

« Le résultat essentiel, celui qui résume et schématise l'effort de tout un peuple, c'est que *la courbe des salaires se décolle de la courbe des prix*. Entendez par là que la puissance d'achat du Travail croît régulièrement, que le travailleur a intérêt à collaborer à cette hausse, tout comme le patron a intérêt à la provoquer, que donc *il ne saurait plus être question, dans cette forme nouvelle du capitalisme, ni d'appauvrissement continu des masses (les statistiques le prouvent), ni d'antagonisme croissant des classes (les faits le démontrent), ni des crises industrielles multipliées dues à la sous-consommation (l'expérience le confirme)* » (1).

J'ignore si Jules Moch souscrirait encore cette opinion et surtout la dernière phrase après bientôt sept années, au cours desquelles les cataclysmes économiques se sont abattus sur les Etats-Unis, malgré l'expérience de la rationalisation. Nous faisons l'étude doctrinale d'une période donnée. Or, à ce moment-là, Moch ne mettait pas en doute la prospérité durable des Etats-Unis, d'où il résultait pour la classe ouvrière une élévation de son *standard of life* et l'amélioration de son sort matériel, alors qu'on assistait en Europe occidentale « à une prolétarianisation croissante des masses par suite de la décroissance ou même de la stabilisation du niveau des salaires par rapport au niveau des prix. »

B. — *Jules Moch et l'opinion ouvrière sur la Rationalisation.*

Et l'attitude de Jules Moch est conforme à celle du prolétariat. Ce dernier, après une hostilité initiale contre ce qui n'était encore que « le système Taylor », a fini non seulement par

(1) J. Moch, *Socialisme et Rationalisation*, p. 38.

admettre mais aussi par préconiser l'organisation scientifique du Travail et son corollaire : la Rationalisation. Jules Moch rappelle les différentes étapes de la lutte que menèrent les ouvriers contre l'application du Taylorisme dans les usines, aussi bien aux Etats-Unis, qu'en France. La lutte s'est d'ailleurs terminée en faveur de la Rationalisation, ainsi que l'on peut s'en rendre compte en parcourant, à la suite de Moch, *le Rapport sur les problèmes de la production et la classe ouvrière*, que la C. G. T. a adopté en 1926.

La C. G. T. affirme que « l'augmentation de la production doit être cherchée dans le cadre des huit heures », que « l'expérience éclatante des Etats-Unis prouve qu'une des conditions de la prospérité économique est l'accroissement du bien-être des salariés » ... « qu'il y a lieu de procéder à une *rénovation permanente* de l'économie nationale ».

La thèse de la C. G. T. est admirablement précisée :

« Elle (la C. G. T.) écarte la thèse démagogique et simpliste de ceux pour qui une intensification de la production conduit au chômage. *Il n'est pas vrai, les faits le prouvent, que l'augmentation du rendement individuel de l'ouvrier entraîne de manière fatale une restriction de la main-d'œuvre.* Tout au contraire, à condition d'être appliquée à l'abaissement des prix de revient et d'avoir pour contre-partie une augmentation de la rémunération ouvrière, elle augmente la capacité de consommation, provoque un élargissement des débouchés, une plus grande demande de produits et se traduit par suite par un accroissement des possibilités de travail ».

La C. G. T. en outre, considère « comme vaines les tentatives de s'opposer à ces transformations, car une industrie qui se refuserait à les appliquer chez elle se mettrait en état d'infériorité manifeste au regard des industries les plus évoluées, au détriment des salariés qu'elle emploie ».

La C. G. T. considère donc la rationalisation comme nécessaire, et elle préconise, pour l'améliorer, une augmentation de

salaires correspondant à l'augmentation du rendement, une journée de travail normale et des conditions d'existence améliorées. D'autre part, elle proclame que « cette organisation doit entraîner le contrôle ouvrier et la participation à la gestion des entreprises » pour toutes les questions qui relèvent du fonctionnement technique de l'entreprise ou qui intéressent le statut des salariés.

Dans ces conditions, « les travailleurs accepteront de collaborer à une organisation scientifique du travail ayant pour objet de développer la productivité des entreprises ».

Dédaignant l'opposition démagogique que certains font à la Rationalisation et « qui est d'autant plus difficile à désarmer qu'elle est fondée sur des formules, sur des principes *a priori* et non sur l'étude des faits actuels », Jules Moch approuve la position réaliste prise par la C. G. T., position qui s'apparente à l'effort de la moderne Russie.

2^o LA CONTROVERSE JULES MOCH-LÉON BLUM

En face de cette opinion positive de Jules Moch, qui est, semble-t-il, le résultat d'un simple jugement technique, conforme au surplus avec celui de la classe ouvrière représentée par la C. G. T., va surgir celle de Léon Blum, représentant du socialisme traditionnel. Ce dernier, soucieux de voir les militants socialistes s'enthousiasmer pour les méthodes américaines de production et au fond se mettre à la suite d'un certain néo-capitalisme rationalisateur, va s'efforcer de faire le point sur ce nouveau problème de la production et de conserver au Parti socialiste son caractère d'opposition systématique au régime. La thèse de Léon Blum sera donc, si l'on peut dire, entachée de cette préoccupation doctrinale, alors que celle de Jules Moch voulait être le résultat de conséquences techniques.

La thèse de Léon Blum.

Jules Moch avant d'entrer dans le détail de la discussion résume la thèse de Léon Blum de la manière suivante :

« La Rationalisation est un progrès en soi ; elle favorise la concentration capitaliste plus que la concentration industrielle et met en cause certains des principes qui régissent l'ordre social actuel. Mais elle n'est féconde que pour une minorité et se traduit — comme tout progrès de la science ou de la technique en régime capitaliste — par une exploitation aggravée des travailleurs. Pourquoi sont-ce toujours les mêmes qui paient la rançon d'un mode de production illogique ? « la classe ouvrière doit-elle s'opposer au progrès tant que durera la Société actuelle, ou doit-elle se résigner à en subir les effets nocifs ? »

Cette double interrogation sert de conclusion à l'exposé de Léon Blum « selon lequel le rôle des socialistes doit se borner à suggérer des compromis pratiques ». D'ailleurs la rationalisation entraîne l'Amérique vers des crises dangereuses et en France elle est difficilement applicable.... La prudence est donc de mise.

Jules Moch va reprendre point par point l'argumentation de Léon Blum. Il s'attache à démontrer que la rationalisation, loin de devoir être mise en défiance par le socialisme, se rapproche au contraire de lui par une orientation nettement sociale et révolutionnaire. Il faut donc prendre vis-à-vis d'elle une attitude franchement positive et favorable.

A. — IDÉES COMMUNES

1. *La Rationalisation est un progrès.*

Le premier terme de la pensée de Léon Blum est pour constater que la rationalisation est un progrès qui « accélère l'évolution du régime capitaliste vers le régime de la production

sociale » et dont « les idées qui l'inspirent sont, à bien des égards, conformes aux principes directeurs du socialisme ».

La rationalisation réalise l'un des buts du socialisme qui est de tendre « à une organisation aussi économique et aussi fructueuse que possible de la production par l'emploi raisonné de toutes les ressources de la science et de la technique ».

Et d'autre part les idées de plan d'ensemble, d'ordre, de convergence des efforts dans le régime de la production s'apparentent également de très près aux principes du socialisme. Il n'est pas jusqu'au principe même du machinisme, de ce machinisme dont l'emploi est développé de plus en plus par la rationalisation, qui ne s'accorde avec le socialisme, puisqu'en définitive il s'agit d'assurer la « conquête progressive de l'homme sur la nature, l'asservissement et la domestication des puissances naturelles au profit du bien-être humain ».

Léon Blum sur cette question qui fait le fondement même du socialisme : l'amélioration du sort de l'homme, constate la convergence des résultats de la rationalisation avec ce but du socialisme.

Mais il y a plus encore, et la Rationalisation achemine le régime vers sa socialisation.

2. *La Rationalisation, concentration et principes capitalistes.*

La Rationalisation est, — c'est un fait — génératrice de concentration des entreprises, soit au point de vue technique, soit plutôt au point de vue financier. Or la loi de concentration capitaliste ne constitue-t-elle pas pour le socialisme l'amorce du succès. Prédite par Karl Marx, elle est l'un des plus sûrs garants de l'avènement du socialisme. La Rationalisation qui favorise cette concentration travaille donc pour le Socialisme.

Déjà le régime de la propriété au sens absolu du terme, a subi de nombreuses entorses tant à la suite des lois dites sociales que du « droit reconnu à la collectivité de prendre des

mesures d'expropriation ou de réquisition ». « La Rationalisation en est une nouvelle violation qui s'exerce dans le domaine où le socialisme entend mener ses principales attaques, celui de la propriété des moyens de production. L'industriel possesseur d'une usine rationalisée, n'y pourra plus fabriquer ni vendre à sa guise » (1).

Et Léon Blum montre comment la rationalisation, en diminuant le choix du producteur et celui du consommateur, restreint la « liberté » qui est de règle en régime capitaliste et met en cause le fondement même du régime puisque le régime de la propriété ne correspond plus aux exigences de l'organisation industrielle. Voici d'ailleurs les termes mêmes de l'article de Léon Blum où il expose le processus de cette évolution sociale (2) :

« La Rationalisation fait prévaloir l'idée de l'organisation collective, dont les règles s'imposent aux individus, sur les principes libéraux de l'ancienne économie. Sur tous ces points, elle s'attaque à la liberté et la dénonce comme une routine ou un caprice. Elle réduit progressivement chez le producteur la liberté d'initiative, la liberté de la concurrence, chez le consommateur, la liberté du choix. Je ferai ce qui me plait, ce qui me paraît à moi, le plus avantageux, disait l'industriel « libéral ». Ou bien je ferai ce qu'on a toujours fait chez moi, ce que faisait mon père. . Non, réplique le rationalisateur : Tu feras ce qui rend le mieux, ce qui correspond le mieux aux besoins constatés, ce qui s'intègre le mieux dans le système général de la production.

Par là même, la rationalisation accentue le *désaccord entre le capitalisme considéré comme système de production et le capitalisme considéré comme système juridique*, entre les formes de l'organisation industrielle et les formes de la propriété.

Par là même, la rationalisation se présente comme une force destructrice autant que rénovatrice. Elle met en cause une partie des principes qui régissent l'ordre social actuel, comme la vieille économie classique qui s'en faisait l'interprète et l'apologiste. A prendre le mot de bourgeoisie, au sens où on l'entendait encore couramment à la fin du siècle passé surtout en France — nul doute que l'industrie rationalisée, avec son programme ambitieux, aventureux et despotique, ne se dresse contre l'idéologie, la pratique, et même la morale bourgeoises. En ce sens, on peut la dire révolutionnaire... »

(1) Jules Moch, Soc. et Rat., *op. cit.*, p. 98.

(2) Léon Blum, in *Le Populaire*, cité par J. Moch, *op. cit.*, p. 98-99.

Pour le socialisme, la rationalisation semble donc se présenter sous les meilleurs auspices. Conforme en quelque sorte à l'idéal d'amélioration matérielle et d'émancipation sociale du socialisme, sa technique même travaille pour le socialisme en accentuant le désaccord entre le régime de la production économique et celui de la propriété. La Rationalisation serait donc bien d'essence révolutionnaire.

Mais Léon Blum, dont les idées coïncidaient jusqu'alors avec celles de Jules Moch, n'est pas uniquement optimiste. Et c'est là que nous allons trouver le désaccord entre les deux socialistes.

B. — DIVERGENCES ENTRE LÉON BLUM ET JULES MOCH

Rationalisation sociale ou individuelle ?

La contre-partie de la thèse de Léon Blum réside dans ce fait que la rationalisation n'est utile qu'à une minorité de privilégiés : « Ce que le régime socialiste, dit-il, accomplira pour le bénéfice de tous, la rationalisation capitaliste le fait pour le bénéfice de quelques hommes et au détriment des autres.... Là demeure l'obstacle essentiel insurmontable. Mais la rationalisation, par ses effets propres, précipitera le rythme de l'évolution interne qui conduit le capitalisme vers la Révolution sociale. La rationalisation est un instrument de prolétarianisation... ».

Jules Moch fait remarquer au préalable que puisque la rationalisation « précipite le rythme de l'évolution capitaliste », déjà cela « devrait inciter les socialistes à en devenir d'ardents protagonistes »... Mais Jules Moch va plus loin et il considère qu'elle améliorera rapidement le sort des travailleurs... et introduira dans la vie à défaut peut-être du mot, certains principes fondamentaux du socialisme ». Et il lui paraît impossible de concevoir une rationalisation « accomplie pour le bénéfice de quelques hommes et au détriment des autres », sinon ce ne

serait plus la rationalisation. Autrement dit, Jules Moch n'admet pas la thèse de l'exploitation et pour lui la rationalisation ne peut qu'être faite dans un intérêt collectif. Et il le démontre.

Son argumentation repose sur l'opposition de la thèse libérale ancienne — *conquérir des débouchés extérieurs à tout prix* — à celle des rationalisateurs — *développer les marchés intérieurs avant tout*. La conquête des marchés extérieurs reposait sur la diminution du coût de production, et donc des salaires, puisque les tarifs douaniers brisent les courants d'exportation. Ces difficultés n'existent pas pour la Doctrine nouvelle « puisqu'elle recherche le marché intérieur ». Augmenter le volume des transactions c'est, par voie de conséquence inéluctable, augmenter la puissance d'achat et donc le taux des salaires. La rationalisation « n'est concevable qu'à cette condition. Elle ne se peut réaliser que dans l'intérêt collectif, et elle peut seule se réaliser en cette époque... »

« Ainsi, ajoute Jules Moch (1), la rationalisation est une nécessité. Mais elle crée plus de bien-être pour le travailleur, elle abandonne en quelque sorte à la masse des ouvriers clients le sort futur de l'industrie. Elle entraîne les hommes dans le circuit des salaires plus élevés en fonction des prix, des besoins développés, des achats multipliés et de la production accrue. Elle accélère le cycle d'échange des produits et des signes monétaires, donc aussi la création et la consommation des richesses; elle rapproche et « parallélise » des intérêts qu'opposaient les doctrines passées. Elle s'accomplit pour le bénéfice de tous et non pas d'une minorité. Loin d'accroître la prolétarianisation, elle tend donc à la freiner, à augmenter les possibilités d'épanouissement de chacun ».

D'autre part, au stade de perfectionnement technique auquel le machinisme en est arrivé, il est indispensable si l'on veut atteindre à de nouveaux progrès qui entraînent une baisse

(1) J. Moch, *op. cit.*, p. 102.

sensible du prix de la production de provoquer des accroissements de ventes, c'est-à-dire encore de conquérir des débouchés, ceux-ci, en retour, permettront de nouvelles améliorations du machinisme et du rendement. Mais qui dit « conquête de débouchés nouveaux » ne peut envisager que ceux du marché intérieur et par voie de conséquence, c'est encore à l'amélioration du taux des salaires qu'il en faut arriver.

Ainsi donc, que l'on recherche, par politique économique, de nouveaux débouchés pour écouler les produits et réaliser des bénéfices, ou que l'on s'efforce d'améliorer le rendement par de nouveaux progrès techniques, nécessairement « on ne peut rationaliser que dans l'intérêt commun » (1).

L'attitude de la classe ouvrière en face de la rationalisation ne doit donc plus être équivoque. Le dilemme de Léon Blum : s'opposer au progrès tant que dure le régime — ou se résigner à en subir les effets, — ne subsiste plus. « La classe ouvrière ne peut s'opposer utilement au progrès : il n'est au pouvoir d'aucune entité, d'aucun être humain ou social de faire obstacle efficacement à une évolution que son ampleur pousse au rang d'une loi inéluctable ».

Dans ces conditions, le régime capitaliste deviendrait-il moins illogique, moins absurde ?

« Pas exactement, répond Jules Moch (2). Mais il subit des méthodes qui sont en contradiction formelle avec ses dogmes, il tend inconsciemment vers une pseudo-socialisation ; il avoue que tous les procédés anciens ne valent rien, que l'organisation du travail, le régime de production et de répartition sont détestables. Les privilégiés du sort comprennent, près d'un siècle après leurs adversaires, qu'ils doivent s'organiser raisonnablement. Ils empruntent au socialisme certaines de ses méthodes, ils limitent eux-mêmes le droit de propriété, ils subordonnent de plus en plus la jouissance de ce droit à l'intérêt collectif et, comble de contradiction, dans leur économie du profit individuel, ils sont nécessairement conduits à pratiquer une politique de satisfaction des besoins collectifs... »

(1) J. Moch, *op. cit.*, p. 104.

(2) J. Moch, *Soc. et Rat.*, p. 106.

3. *Le point de vue socialiste pour un programme pratique.*

En présence de cette rationalisation dont on vient de déterminer tous les avantages, quelle doit être l'attitude du *Parti Socialiste* ? Le problème a deux aspects, selon que l'on se place du point de vue des réalisations immédiates réclamées par la classe ouvrière ou du point de vue de l'objectif final du socialisme : appropriation collective.

A. — *Les réformes immédiates.*

Pour Jules Moch, en ce qui concerne les réformes immédiates, « le rapport de la C. G. T. dicte sa voie au parti : la classe ouvrière a déclaré qu'elle attend une amélioration d'une organisation méthodique de la production ». Plus que d'autres, ce rapport eût dû porter une double signature. Puisse le Parti le faire sien, pour réparer cette omission ! »

Comment peut se matérialiser son action positive ?

« Il doit tout d'abord réclamer la constitution de commissions tripartites de travailleurs, de fonctionnaires et d'employeurs, chargés d'étudier la réorganisation sociale des industries, il doit inspirer ou imposer la pression gouvernementale sans laquelle une telle évolution ne se fera pas ou se fera mal, en France » (1).

Il enjoindra par exemple à un Ministre du Commerce d'utiliser l'arme des tarifs douaniers, pour imposer aux industriels des mesures de standardisation, de hausse des salaires, d'ententes commerciales, etc...

Et inversement, le Parti demandera au Gouvernement de favoriser les « rationalisateurs » par des exemptions fiscales, des commandes préférentielles, etc... et autres avantages qui ne seraient accordés « qu'aux seules entreprises ayant intégration ».

(1) J. Moch, *op. cit.*, p. 128.

lement réalisé cette collaboration syndicale absolue qui constitue la seule garantie pour la classe ouvrière... Le Parti se doit d'avoir une attitude positive, d'éduquer les masses, de leur montrer que l'accroissement de la production sert l'intérêt commun et est imposé par l'évolution même du monde économique. Nous n'avons pas le droit de laisser prononcer notre carence par nos adversaires, ni d'abandonner... aux grands industriels et financiers de la conservation sociale le monopole de la réforme de la production dans le régime actuel » (1).

B. — *L'objectif lointain.*

Du point de vue lointain de l'évolution capitaliste quelle est la signification profonde de la Rationalisation ?

« Problème difficile qui n'admet point de réponses lapidaires, comme on en fait parfois. Certains militants affirment que, comme toute manifestation du régime actuel, elle accroîtra encore l'antagonisme de classe ; pour d'autres, elle rend au vieux possibilisme une puissance dès longtemps effacée...

Des industriels soutiennent qu'elle émasculera l'idée socialiste ; d'autres, qu'elle réalisera le socialisme, sans en prononcer le nom... Pour les uns, elle avancera l'heure de l'expropriation, mais pour les autres, elle la reculera presque sans limite » (2).

La Pseudo-Rationalisation.

Sans doute y a-t-il l'étape intermédiaire de la « pseudo-rationalisation » — qui cherche sous le vocable de la rationalisation à imposer aux ouvriers des mesures contradictoires avec l'esprit et la définition même de la rationalisation, des baisses de salaires, du débauchage, contribuant ainsi en agissant à contretemps à ruiner la rationalisation en se réclamant d'elle. Mais cette pseudo-rationalisation est vouée à un échec (3).

(1) J. Moch, *op. cit.*, p. 130.

(2) J. Moch, *op. cit.*, p. 131.

(3) J. Moch, *op. cit.*, p. 126.

« Il est aisé de pronostiquer que toute caricature de ce genre, toute opération tentée dans l'intérêt unique et mal compris du patronat est, comme jadis en Amérique, vouée à un échec complet : on ne conquiert pas de marchés extérieurs lorsqu'on s'entoure soi-même d'infranchissables barrières douanières, car celles-ci appellent des représailles ; on n'impose pas une production accrue à la classe ouvrière, si celle-ci n'en profite pas à la fois par la hausse des salaires et par la baisse du prix de la vie, on n'accumule pas en période normale des capitaux considérables, sans chercher à les réinvestir ; on ne les réinvestit pas sans chercher de nouveaux débouchés pour l'outillage ainsi accru, on ne trouve ces débouchés qu'en pratiquant une rationalisation sociale, dans l'intérêt collectif. Nécessairement donc, après des échecs, plus ou moins nombreux, nos industriels comprendront toute la portée de la loi qui a imposé leur évolution aux capitalistes américains ».

La Démocratie sociale.

Une fois dépassée cette étape de « pseudo-rationalisation » viendra « l'époque, peut-être très éloignée, où nos industriels auront saisi la vertu sociale de la vraie rationalisation ». Ici nous arrivons, Jules Moch le reconnaît d'ailleurs, en pleine anticipation. Force nous est donc de laisser la parole à l'auteur.

« ... l'intérêt des travailleurs deviendra, sinon identique, du moins parallèle à celui des capitalistes. Peu à peu l'actuel antagonisme des classes fera place à une politique de collaboration technique entre ces éléments. Collaboration transitoire peut-être, mais qui marquera la décadence de la féodalité industrielle et l'aube d'une démocratie industrielle par laquelle l'économie mondiale devra sans doute passer, de même que le régime politique, avant de devenir sociale ».

Démocratie industrielle où l'usine sera dirigée, en vue de l'amélioration des débouchés intérieurs, de la satisfaction d'un nombre croissant de besoins par une collaboration du capital et du travail, des directions et des syndicats, tandis que, simultanément, l'éparpillement de la fortune mobilière favorisera la participation ouvrière, la démocratie financière et mettra un frein à l'actuelle concentration des moyens d'action du capital » (1).

Jules Moch se refuse à donner un nom à cette démocratie. Sera-ce un « gouvernement professionnel » et une « royauté

(1) J. Moch, *op. cit.*, p. 131.

industrielle », à la manière du Saint-Simonisme ? ou au contraire, ne verrons-nous pas apparaître un « Brumaire industriel » où « l'industriel triomphant » aura réalisé, comme « le général vainqueur », une dictature, dans l'intérêt collectif soit, mais dictature néanmoins » ?

« Quelle que soit l'hypothèse à laquelle nos sympathies doctrinales nous font nous attacher, un fait est certain, l'industrie sera progressivement rationalisée, c'est là une nécessité pour elle. Ainsi s'effaceront certaines des absurdités du régime capitaliste et, en même temps, s'atténueront les antagonismes, devant la constatation d'une communauté temporaire des intérêts en présence.

L'humanité traversera alors une période au cours de laquelle les travailleurs, de plus en plus, associés à la gestion, acquerront l'indispensable maturité industrielle, prendront conscience de l'immensité de la tâche et de sa complication et « s'entraîneront » en vue de la définitive Souveraineté du Travail » (1).

Sous ce règne de la rationalisation, l'interdépendance des peuples s'accroîtra invinciblement ; du cadre national, la rationalisation deviendra européenne et universelle. Plus d'antagonisme de classes... Plus de Guerres... « Les Peuples seront invinciblement entraînés vers une interdépendance accrue, vers une meilleure utilisation collective des ressources universelles, qui sont autant d'objectifs de notre socialisme ! »

Ces perspectives n'ont rien pour faire fuir les honnêtes gens... si toutefois elles se réalisent.

CONCLUSION

L'intérêt du témoignage de Jules Moch sur la Rationalisation n'est donc plus à démontrer. Bien que son attitude — et peut-être parce que son attitude — diffère de celle de Léon Blum, — il était indispensable d'analyser le processus de sa pensée. Jules Moch considère la rationalisation comme un progrès cer-

(1) J. Moch, *op. cit.*, p. 133.

tain qui doit nécessairement entraîner le régime vers sa socialisation. On retrouve chez lui comme chez d'autres socialistes cette idée que les formes de production influent sur les modes de penser et d'agir économique et juridique. Par conséquent le socialisme ne peut avoir qu'à gagner à s'embarquer sur le bateau rationalisateur, puisque, la rationalisation ne peut que favoriser l'intérêt collectif, en attendant qu'elle constitue le régime collectiviste lui-même sous la forme d'une démocratie sociale. L'attrait de Jules Moch pour la rationalisation ne connaît donc ni limites ni réticences.

A voir les désastres économiques et financiers qui depuis 1927, moment où Jules Moch a écrit son livre, ont fondu sur l'univers, même chez les pays rationalisateurs, on pourrait se demander si l'enthousiasme de Moch pour la rationalisation est toujours aussi vivace. La question n'a pas pour nous un intérêt capital, puisqu'aussi bien il s'agit de situer la pensée économique à un moment donné de l'histoire des faits, et parce que, sans doute, il serait toujours facile pour J. Moch de démontrer, que la rationalisation qui a fait faillite est une rationalisation capitaliste, orientée vers la recherche du profit et la surproduction et non pas vers la hausse des salaires et l'accroissement de la consommation intérieure; il ajouterait même qu'il n'en pouvait être autrement et que, dans cette caricature de la vraie rationalisation, toutes les crises et tous les déboires étaient en puissance. Cette rationalisation, le socialisme peut la réformer et s'en servir comme d'un moyen. Loin de la boudier comme une manifestation quelconque du capitalisme, comme le recommandait Blum — n'est-il pas préférable de s'en faire un tremplin pour réaliser la cité future ?

§ 2. — *Charles Spinasse.*

Il faut ranger aussi Charles Spinasse, député socialiste de la Corrèze, parmi les socialistes réalistes. A la suite d'un voyage aux Etats-Unis où il était allé faire une étude sur l'application des principes dits de Rationalisation dans l'industrie américaine, Charles Spinasse exposa son opinion sur ces problèmes aux lecteurs du *Peuple* — l'organe de la C. G. T. — au cours des mois de novembre et décembre 1927. C'est cette opinion qu'il reproduisit intégralement dans le très intéressant discours qu'il prononça à la Chambre des députés dans la 2^e séance du 31 janvier 1928.

Dans l'une comme dans l'autre de ces deux manifestations de sa pensée — on pourrait d'ailleurs dire dans la seule, car on retrouve dans le discours le texte même des articles — Charles Spinasse — quoique député socialiste — s'est dégagé nettement des formules habituelles du socialisme. M. A. Champetier de Ribes qui intervenait dans la discussion à la Chambre, après lui, le faisait d'ailleurs très justement remarquer, en soulignant d'une façon fort plaisante que le socialisme de Charles Spinasse, « ce socialisme d'amour », socialisme abandonnant la lutte des classes pour faire appel à leur collaboration, etc... « était sans doute fort peu orthodoxe » mais « qu'il avait quand même fait passer à la Chambre une heure délicieuse ».

L'intérêt précisément de l'attitude de Charles Spinasse, c'est qu'elle se pose sur le terrain des faits. En l'espèce il s'agissait, à la Chambre, d'une interpellation sur la politique économique du Gouvernement Poincaré, pendant la période d'amortissement et de stabilisation. La stabilisation risquait en effet de nuire à toute l'économie du pays et de la paralyser, en supprimant les débouchés extérieurs qui lui avaient été ouverts pendant la période d'instabilité des changes et de diminution du pouvoir d'achat de notre monnaie. Spinasse saisit l'occasion

pour exposer le programme socialiste — et peut-être plus exactement celui de la C. G. T. — sur ce problème de la rationalisation.

C'est bien un programme réaliste qui est ainsi défini. A la lumière de l'expérience américaine, Charles Spinasse chante un hymne à la Rationalisation, qui pour lui est un exemple d'économie collective et à ce point de vue doit rentrer dans le cadre des préoccupations socialistes. L'enthousiasme de Spinasse est d'ailleurs encore plus fort que celui de Moch, puisque ce dernier voyait dans la rationalisation une étape vers la démocratie sociale, alors que pour Spinasse « c'est le socialisme qui pénètre lentement la réalité ».

Aussi bien, Spinasse va-t-il s'attacher à montrer tout l'effort d'économie collective qui entre dans la Rationalisation américaine. Et c'est en vertu de cette constatation qu'il engagera l'Europe à suivre l'Amérique dans cette voie. Ce sont ces deux côtés de sa pensée que nous allons nous efforcer de faire apparaître.

1^o UN HYMNE SOCIALISTE A LA RATIONALISATION AMÉRICAINE

Le souci constant du socialisme est, rappelle Charles Spinasse, « d'améliorer les conditions de la production de telle sorte que la classe ouvrière puisse trouver, dans un bien-être âprement disputé, non seulement l'indépendance par rapport aux besoins matériels dont elle est opprimée, mais la possibilité des progrès intellectuels, la libération morale, le sentiment révolutionnaire de la dignité de la personne humaine » (1).

Pour atteindre ce but en Europe, Charles Spinasse, retour d'Amérique, propose de prendre les leçons de la grande démocratie d'Outre-Atlantique où, précisément, cette émancipation

(1) Charles Spinasse. Discours à la Chambre des députés du 31 janvier 1928.

ouvrière a été réalisée grâce à une organisation économique entièrement née d'un effort d'économie collective.

« Tout naturellement, c'est vers l'Amérique que les regards se tournent, comme vers le pays dont on a affirmé *que la prospérité est due à la stricte application des enseignements de la science dans toutes les branches* de l'activité humaine et à la coopération qui en est résultée entre des hommes et des groupements convaincus par l'expérience, que la *meilleure façon d'améliorer le sort du plus grand nombre est d'accroître la somme des produits à partager, qu'il est facile de réduire les dépenses et d'augmenter les salaires en utilisant à l'usine les méthodes du biologiste et du chimiste*, que la force en un mot ne peut jamais se substituer à la science » (1).

A. — Du marché de classe au marché social.

Mais ce système manufacturier, qui engendra la prospérité américaine, n'est pas né en un jour. Sans doute les richesses naturelles existant aux Etats-Unis, les qualités de la race, créaient-elles un milieu favorable à la recherche des richesses matérielles, et au développement de la production. Mais ce fut d'abord au bénéfice de l'individualisme le plus effrené et le plus anarchique, comme du capitalisme le plus intransigeant.

Ce n'est qu'au lendemain de la guerre, alors que les marchés extérieurs se trouvaient fermés, que les industriels furent obligés de trouver le moyen d'écouler une production dont le volume s'était accru et ne pouvait être réduit, dans une clientèle exclusivement prise sur le marché intérieur.

Il fallait en quelque sorte augmenter le pouvoir d'achat du marché intérieur pour augmenter la consommation, c'est-à-dire augmenter en définitive le taux des salaires, sans augmenter les prix de vente. Tout se ramène donc à l'abaissement du prix de revient, résultat auquel l'industriel ne peut arriver que « par l'application rigoureuse des méthodes scientifiques au travail de l'atelier et à l'administration de l'usine, à l'organisation de l'industrie et à l'agencement de la distribution ».

(1) Ch. Spinasse, *in Le Peuple*, n° du 16 novembre 1927.

Le problème, pour Spinasse, consistait donc à rechercher les moyens de passer du « marché de classe » orienté vers une production destinée à satisfaire des besoins individualistes, au « marché social » où au contraire la production devait satisfaire les exigences du plus grand nombre, et favoriser la prospérité d'un peuple entier et même son goût du confort et du luxe, indépendamment des anciennes et étroites classifications sociales.

La Rationalisation apporte la solution de ce problème.

Elle a donc une identité de but avec le socialisme.

B. — *La technique de la rationalisation.*

Pour Spinasse, comme pour Moch, la technique de la rationalisation est, elle-même, empreinte de sens social.

L'œuvre même de production, à l'atelier taylorisé, exige *la collaboration ouvrière*. Car il ne s'agit pas seulement de la fonction de direction, de la fonction patronale, qui, sous ce régime de rationalisation, doit fournir un travail d'organisation et de mise au point.

Pour atteindre au rendement maximum du travail, l'organisation scientifique de l'atelier ne suffit pas. Il faut encore la collaboration ouvrière.

Charles Spinasse le rappelle fort à propos dans ces termes empruntés à son discours de la Chambre des députés :

« Après plusieurs années d'expérience — écrivait récemment un ingénieur de la Société Taylor — j'en suis venu à conclure que, quelle que soit l'habileté avec laquelle la Direction déterminera la meilleure manière de travailler, cette manière cessera d'être la meilleure si l'ouvrier ne la désire point ».

Donc pas de production intense sans collaboration ouvrière. C'est là que la technique se révèle impuissante ; c'est là qu'intervient ce qu'on appelle d'un mot affreux, le « facteur humain », c'est là que la conscience professionnelle, l'enthousiasme, l'amour du métier, le cœur enfin, entrent en compte, et le salaire si élevé qu'il soit n'acquitte point ce compte là.

« Pour rendre à l'ouvrier cette joie de l'initiative, de la responsabilité, la joie du créateur, que connaissait l'artisan d'autrefois, à son établi ou devant

son métier, pour apaiser en lui ce sentiment d'infériorité, d'impuissance sociale, né du système manufacturier et dont il souffre plus encore peut-être que de sa pauvreté, il faut l'intéresser à la marche de l'entreprise, organiser le contrôle syndical dans l'établissement des salaires, des conditions d'embauchage, de renvoi, de sécurité et d'hygiène, associer en un mot, l'ouvrier à la vie de l'atelier d'abord, et progressivement ensuite, à la gestion de l'entreprise à laquelle il consacre ses forces, son intelligence et sa vie. »

La standardisation qui amène la diminution de la variété des produits est elle-même faite en vue de la collectivité. « La variété caractérise le marché de classe ». « Au fur et à mesure que la production s'accroît exigeant sans cesse de nouveaux débouchés, ne faut-il pas baisser les prix, et pour cela, standardiser des objets qui deviennent alors, accessibles au commun et entrent à leur tour, dans l'usage courant ? Tous les produits indispensables à un train de vie misérable ne sont-ils pas déjà standardisés ? Ce train de vie s'améliorera, les besoins s'augmenteront de tout ce que gagnera l'uniformité.

La standardisation est le fait des pays riches. Il n'y a de variété que dans la misère » (1).

Quant à la *concentration*, forme économique sous laquelle s'effectue la production américaine, et qui revêt en Amérique la forme des trusts, Spinasse la considère comme un instrument de coopération. Certes l'on est loin des critiques qui, en général, lui sont adressées par les socialistes, qui combattent cartels et trusts, détenteurs de la puissance économique, exploiters de la classe ouvrière à qui ils ravissent le profit. En Amérique du moins, il n'en est pas de même : « 87,5 0/0 de l'industrie des Etats-Unis est entre les mains des grandes compagnies. Voilà de quoi soulever les protestations de ceux qui considèrent encore qu'un trust est nécessairement dirigé, par le capitaliste exploitateur, contre le pauvre consommateur qui n'en peut mais !

(1) Ch. Spinasse, *in Le Peuple*.

En vérité, le trust américain n'a pour but que d'abaisser les prix de vente en réduisant par en haut, le prix de revient. Il se ruinerait s'il essayait d'accroître ses bénéfices au détriment de ses clients et je peux dire aussi bien de ses ouvriers. Un tel organisme ne veut plus être géré au profit de quelques-uns. Il devient un instrument de progrès et d'équilibre social » (1).

Enfin, il n'est pas jusqu'à la distribution des produits qui ne revête, elle-même, un caractère de *service social*. L'éducation du vendeur faite méticuleusement, le choix judicieux des produits mis sur le marché, ont pour but de donner satisfaction à la clientèle.

« On ne permet pas au premier mercanti venu de jeter le discrédit sur les produits ou sur les fabrications d'un pays. Le caprice individuel ne trouve plus sa place dans une économie où l'intérêt général apparaît déjà comme la loi suprême. »

Ainsi donc, il n'est pas un des aspects de la rationalisation américaine qui ne soit non seulement défendu, mais dont l'apologie ne soit faite par Spinasse.

Cela s'explique d'autant mieux que pour Spinasse, il faut voir dans la rationalisation tous les caractères d'une *Economie Collective*.

C. — *Les résultats de la rationalisation : Une économie collective.*

Les résultats de la rationalisation sont, pour Spinasse, favorables à la classe ouvrière, qui n'a jamais connu un tel sort.

Grâce à la politique des *hauts salaires*, l'ouvrier ne connaît plus l'insécurité. Le travail n'est plus considéré comme une marchandise que l'on échange, et qui suit la courbe des prix avec servilité. Il en résulte pour l'ouvrier plus d'indépendance et plus de personnalité.

(1) Ch. Spinasse, in *Le Peuple*.

« Pour la première fois dans l'histoire du travail, le salaire ne contient plus seulement le minimum indispensable à la vie. L'ouvrier n'est plus la marchandise qu'on paie au plus bas prix. Il n'est même plus la machine dont la valeur est déterminée par la qualité de son produit, la machine qu'il convient d'économiser et de placer toujours dans les meilleures conditions de productivité, il devient le client dont le pouvoir d'achat fait la prospérité de l'entreprise. La cheminée d'usine marque le foyer d'une communauté nouvelle. Le bohémien de la civilisation industrielle retrouve une patrie. Il est un homme libre » (1).

Le chômage lui-même disparaît progressivement ; ainsi l'ouvrier est assuré, grâce à la technique nouvelle, du travail du lendemain, comme en régime socialiste.

De même, nouvelle amélioration du sort de l'ouvrier, « *la journée de travail* diminue ». L'organisation permet une production accrue en un minimum de temps ; l'industriel a en outre intérêt à augmenter pour ses clients que sont les ouvriers, le temps de la consommation, de telle sorte que « l'ouvrier peut enfin se reposer et avoir les moyens de se distraire ».

Enfin, grosse conquête sur le régime capitaliste, les statistiques démontrent que « le taux du prélèvement capitaliste s'abaisse ». Les profits diminuent. Spinasse constate la diminution du taux des dividendes et celui du loyer de l'argent. D'autre part les profits, au lieu d'être distribués, sont réinvestis et donc servent à la collectivité puisque, de ces réinvestissements, il résulte de nouveaux progrès dans l'organisation de la production.

« L'importance des bénéfices qui ne sont pas réinvestis, comme l'importance du capital qui cherche des profits en dehors de l'industrie diminuent chaque jour — telle entreprise qui fait pour 425 millions d'affaires distribue 5 millions de bénéfices, mais réemploie 30 millions — et la lutte victorieuse de la General Motors, produit de Wall Street contre Ford, dernier représentant de l'héroïsme capitaliste montre bien *que l'industrie à base collective*, en tant qu'elle s'oppose à l'industrie individualiste, est en train de s'établir solidement ; peu à peu se forme une technique de la production et de la direction qui ne dépend de personne, qui est self sustaining et donc particulièrement favorable à l'intérêt collectif » (2).

(1) Ch. Spinasse, in *Le Peuple*, n° du 7 décembre 1927.

(2) *Id.*

Le socialisme se retrouve donc dans la civilisation issue de la rationalisation, puisqu'il en résulte l'amélioration de la classe ouvrière et la diminution du profit capitaliste. Y a-t-il là simple civilisation du bien-être ou bien aussi les symptômes d'une civilisation collectiviste ? Laissons à Spinasse le soin de donner son opinion (1).

« Civilisation du bien-être ? il est vrai que l'Indien de Tocqueville savait vivre sans besoins, souffrir sans se plaindre, et mourir en chantant. Mais niera-t-on que si l'amélioration matérielle n'implique pas nécessairement le progrès intellectuel et moral, elle en est la condition, que la recherche de la beauté ne s'accommode pas de l'oppression des besoins matériels : niera-t-on qu'il n'est pire niveleuse que la misère ? Civilisation collectiviste ? Oui, dans la mesure où à l'esprit d'autorité, à l'esprit de liberté, se substitue l'esprit de discipline ; dans la mesure où la production vise des fins sociales et tend à se discipliner pour les atteindre, c'est-à-dire à s'organiser socialement ; dans la mesure où les forces économiques se règlent suivant la loi de ce contrat dont Proudhon pensait qu'il marque la phase suprême de l'évolution de l'être collectif, celle vers laquelle il s'achemine comme vers un but qu'il n'atteindra peut-être jamais. »

2° D'AMÉRIQUE EN EUROPE : UN PROGRAMME D'ACTION ÉCONOMIQUE

L'Europe a besoin de reconstituer son capital, que des guerres périodiques font disparaître. D'autre part, des entraves politiques nombreuses (frontières, tarifs douaniers) s'opposent à la formation du capital, en empêchant la libre circulation des produits. Enfin la contradiction entre le développement des moyens de production et le rétrécissement du marché crée et alimente le marché de classe. L'industrie européenne ne risque-t-elle pas de mourir de suffocation ? Spinasse se pose la question.

« Devons-nous penser qu'elles sont décidément inconciliables chez nous, ces antinomies que Proudhon apercevait dans tous les faits économiques : antinomie du machinisme qui allège la

(1) Ch. Spinasse, in *Le Peuple*, n° du 7 décembre 1927.

peine des hommes et crée le chômage ; antinomie de la division du travail qui accroît les richesses et supprime la beauté ; antinomie de la concurrence qui stimule la production et réduit le salaire ? » (1).

A. — *Au delà de l'horizon marxiste.*

Karl Marx avait prévu la catastrophe finale, celle du régime, et l'aube d'une révolution libératrice, lorsque l'évolution économique qu'il avait prédite serait arrivée à un certain stade de développement. Spinasse doit bien reconnaître que l'évolution économique n'a pas abouti au résultat prévu par l'économiste socialiste. Et non seulement ses prédictions ne se sont pas réalisées, mais les antinomies dénoncées tendent à se résoudre dans le sens de la solidarité des intérêts et de la coopération des classes.

« Sa vision géniale s'est étendue sur deux générations. Au delà, il appréhendait la catastrophe. Mais nous nous sommes rapprochés de l'horizon pour nous apercevoir qu'il n'y avait aucune solution de continuité, que cet horizon ne marquait pas la fin d'un monde, qu'il limitait seulement le champ visuel du plus grand des économistes modernes.

Le système manufacturier, entraîné dans une évolution plus ou moins sinueuse par l'accumulation plus ou moins rapide du capital, tend à passer, nul ne le conteste, de la petite à la grande production, mais aussi du marché de surface au marché de profondeur, du marché de classe au marché social et — puisque c'est à ce point du procès que se produit la révolution, c'est-à-dire la transformation des rapports des hommes entre eux — de l'opposition à la solidarité des intérêts, de la lutte à la coopération, de l'individualisme anarchique à cette forme supérieure que M. Cestre appelle l'individualisme organique (2). »

Au delà de cet horizon catastrophique, c'est la rationalisation qui apparaît.

(1) Ch. Spinasse, in *Le Peuple*, n° du 13 décembre 1927

(2) Ch. Spinasse, in *Le Peuple* du 16 décembre 1927.

B. — *Les conditions de la Rationalisation européenne.*

La rationalisation suppose l'élargissement du marché, et donc la nécessité s'impose *d'une union économique européenne.*

« Je crois que l'Europe ne retrouvera pas son indépendance, je crois que nous serons condamnés à la production lente et chère, à cette production de classe génératrice de conflits douloureux entre les hommes et entre les peuples condamnés aux bas salaires, tant que l'unité économique de notre continent ne sera pas réalisée, tant que le Rhin restera le fleuve aux cent forteresses, dont parlait Michelet, tant que la Vistule partagera l'Europe en deux parties... »

Mais d'abord, il faut faire un effort de *pré-rationalisation*. La tâche, pour être limitée, n'en est pas moins délicate.

Elle suppose sans doute un effort du côté ouvrier. Mais déjà la C. G. T. l'a fourni, ainsi que son programme en justifie.

« Elle (la C. G. T.) doit donc travailler à développer les avantages que présente l'organisation scientifique du travail et à éviter les abus qui peuvent en être faits contre l'intérêt des travailleurs et contre l'intérêt de la collectivité... L'accroissement de la production doit être recherché en permanence pour mettre à la disposition de tous une plus grande somme de richesses consommables. »

Mais surtout il s'agit *d'un effort patronal d'abord*. Effort de compréhension, dans le sens de la collaboration de façon à créer « l'atmosphère de satisfaction mutuelle dans laquelle plus rien ne sera impossible ».

« Le patronat français, qui semble avoir perdu jusqu'à la tradition de Frédéric Le Play, devra vaincre des habitudes aristocratiques et des préjugés fondés sur la division des classes, abandonner de vieilles idées sur la propriété individuelle et transmissible qui lui viennent du temps où l'héritage foncier était marque de noblesse, s'élever à une plus haute conception de ses devoirs sociaux, comprendre qu'on ne sert pas seulement sous l'uniforme, en un mot établir avec les ouvriers des relations d'égalité » (1).

Quant au programme de réalisations pratiques, celui que Spinasse exposa dans son discours à la Chambre des députés, est inspiré de celui que Jules Moch développe dans son livre.

(1) *Le Peuple*, n° du 22 décembre 1927.

Le rôle du Socialisme.

Pour cette rationalisation, le Socialisme entend travailler parce qu'elle est une étape qui entraîne le capitalisme vers le socialisme: En favorisant l'accroissement de la richesse et du capital jusque dans la classe ouvrière, la rationalisation réalise le véritable progrès démocratique. C'est déjà une raison — et combien profonde — pour le socialisme de favoriser le mouvement pour la rationalisation.

Puisque, d'autre part, la rationalisation introduit dans la vie économique « des formes nouvelles d'économie collective, ... où chaque homme, chaque peuple trouvera sa fonction, son présent et son avenir, ses obligations, ses droits et ses franchises », « qu'est-ce donc sinon le socialisme qui pénètre lentement la réalité et qui s'impose dans le moment même où l'on (vous vous acharnez) s'acharne contre lui ? »

Pour toutes ces raisons Spinasse veut donc que le socialisme prenne la tête du mouvement.

« Et vous voudriez que nous ne prissions pas la tête d'un mouvement dont nous apercevons si clairement le sens et l'objectif; que nous laissions enseigner à d'autres les règles de cette harmonie sociale qui fut le rêve des plus grands penseurs de notre race et de notre parti ?

« *Nous aussi, Messieurs, nous voulons que notre Doctrine soit une vie. Nous prétendons qu'elle aussi, comme la foi de nos pères, n'apporte rien de nouveau et d'étranger, « qu'elle ouvre nos entrailles et les agrandit, qu'elle ouvre notre intelligence, et l'agrandit ». Et c'est parce qu'elle aussi est fondée sur l'amour que nous la trouvons toujours parfaitement adaptée aux conditions du temps, toujours prête à jouer dans la société le rôle d'inspirateur qui est le sien »* (1).

*
* *

(1) Spinasse, Disc. à la Ch. des députés déjà cité.

Avec Jules Moch et Charles Spinasse, nous nous sommes trouvés en présence d'un socialisme épris de réalisations. Sans doute, chez l'un comme chez l'autre, l'orthodoxie socialiste a-t-elle souffert ; qui s'en plaindra, à lire la fin du discours de Spinasse à la Chambre des députés ? Il n'est pas indifférent de noter — et même avec insistance — ce nouveau son de cloche du socialisme. Il semblerait, chez les socialistes de cette école, que le souci de collaborer à la vie économique et sociale de la Nation, l'emporte sur l'intransigeance des positions doctrinales. Le contact avec la réalité que l'un comme l'autre des deux auteurs a pu prendre soit dans les usines françaises, soit dans les usines américaines, a suffi pour leur montrer l'intérêt de modeler selon les enseignements des faits les aspirations doctrinales qu'ils pouvaient posséder.

Prophétiser un progrès social, auquel, dans le quotidien de la vie, on refuse de collaborer, ce ne peut être qu'une attitude intellectuelle. La vie est plus forte. Les faits parlent plus énergiquement. Et tout homme de bonne foi est obligé, dans la mesure où il veut être un réalisateur, de se plier à eux avant de pouvoir leur donner l'inflexion de sa propre personnalité.

Moch et Spinasse ont préféré cette attitude. Si parfois l'on « se réalise mieux soi-même en s'opposant », dans l'ordre des faits économiques et sociaux, la collaboration, la coopération aboutissent à des résultats plus certains et plus tangibles.

CHAPITRE II

ORIENTATIONS SOCIALISTES

HENRI DE MAN-ANDRÉ PHILIP

Un socialisme idéaliste.

A côté de ces socialistes que nous venons d'étudier et que l'apparition d'une technique nouvelle a réjoui à la pensée qu'elle pouvait être, si même elle n'était pas, pour le Socialisme, *le moyen, la technique* même du régime qu'il s'agissait d'instaurer, d'autres socialistes se sont révélés, moins soucieux de réussites pratiques que de rénovation intellectuelle. Henri de Man et André Philip sont de ceux-là. Le second d'ailleurs est un disciple fervent du premier. N'est-ce pas grâce à André Philip que l'œuvre d'Henri de Man et ses idées se sont trouvées répandues en France — je ne dis pas vulgarisées, Henri de Man n'a pas écrit pour cela — n'est-ce pas par l'intermédiaire de Philip que l'on a connu en France toute cette critique du Marxisme contenue dans le livre de de Man et cette révision des mobiles socialistes si intéressante à de nombreux égards ?

Ce sont ces deux auteurs qui vont faire l'objet de ce chapitre.

§ 1. — *Henri de Man.*

A. — *Le Socialisme d'Henri de Man.*

Il n'entre pas dans notre but d'exposer la doctrine d'Henri de Man, d'ailleurs ni les limites ni la nature de cet ouvrage ne le permettent (1). Au surplus, Henri de Man, dans son

(1) Nous nous permettons de signaler l'article critique qu'a consacré dès 1929 à Henri de Man, notre Maître, M. Henri Noyelle, sous ce titre : « A propos de la crise doctrinale du socialisme », et auquel nous avons fait de nombreux emprunts. *Rev. d'Economie politique*, 1929, n° 1, p. 56.

ouvrage « *Psychologie des Socialismus* » qu'André Philip a traduit en français sous le titre « *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme* », n'a pas parlé de la Rationalisation qui constitue spécifiquement notre sujet. Moins que tout autre, il songe à identifier la Rationalisation au socialisme, et ce n'est pas pour cette raison qu'il a sa place ici.

Mais Henri de Man revêt une importance toute particulière à l'égard de l'évolution de la pensée socialiste. Après une critique très approfondie du Marxisme — dans laquelle d'ailleurs il est possible de relever quelques contradictions ainsi que M. Noyelle l'a fait à juste titre remarquer dans l'article que nous avons cité — Henri de Man s'est efforcé de faire une nouvelle analyse du contenu du Socialisme, et par là même d'orienter le socialisme, débarrassé de tout le dogme matérialiste, vers un certain idéalisme, reposant sur les principes d'égalité et de justice que le christianisme a apportées au monde.

Alors que Marx avait cherché à donner au socialisme des bases scientifiques, en étudiant l'évolution des choses et en découvrant les causes des phénomènes économiques, Henri de Man replace le socialisme sur le plan psychologique et cherche à « interroger les esprits sur les mobiles qui les poussent au socialisme ». Il en arrive ainsi à faire l'analyse du sentiment qui entraîne les ouvriers à la lutte de classe et donc au socialisme.

Karl Marx avait fait une analyse économique de la notion de lutte de classe. Celle-ci provenait du fait de l'exploitation de l'ouvrier par le patron et de la confiscation au profit de ce dernier de la plus-value. Henri de Man souligne que cette idée est l'une des seules qui se soit trouvée vulgarisée et que le marxisme a eu pour résultat essentiel de développer l'instinct acquisitif des ouvriers. Le mouvement ouvrier est devenu plus ou moins réformiste, et s'est surtout occupé de revendications relatives aux salaires, il n'a pas su faire naître dans l'âme des ouvriers le mobile qui pourra, en régime socialiste, les pousser au travail.

Henri de Man fait une analyse différente de la notion de lutte de classe et de mobiles qui composent le socialisme. La mentalité socialiste procède, chez l'ouvrier, d'un double sentiment : sentiment d'exploitation et sentiment d'oppression.

De nos jours les ouvriers se rendent compte de leur *infériorité sociale* parce qu'ils ne peuvent plus satisfaire tous les besoins qu'ont fait naître en eux le développement de la production et le progrès du régime capitaliste. « Si le travailleur actuel est plus mécontent de son sort que celui des temps passés, c'est que ses besoins se sont accrus plus que sa participation à la productivité augmentée ». Il est devenu un être à mentalité capitaliste qui a fini par considérer les classes possédantes comme des exemples d'un genre de vie supérieure dont il cherche à se rapprocher. C'est ce que Henri de Man appelle « l'embourgeoisement » du mouvement ouvrier. Or, malgré ses aspirations vers un mieux être matériel identique à celui des capitalistes, l'ouvrier a le sentiment qu'il ne pourra pas s'élever et qu'il en sera toujours ainsi, donc qu'il est un « exploité » et le restera.

D'autre part, l'être humain cherche à se mettre en valeur *dans et par* son travail. Il cherche à développer sa personnalité. Or le travailleur se sent opprimé dans l'épanouissement de sa personnalité par le travail, parce qu'au lieu du mobile de la joie, c'est la peur du renvoi, du chômage qui le pousse à travailler. Ainsi donc le socialisme naît de cette espèce de jugement psychologique que l'ouvrier porte sur le capitalisme, au nom de dispositions morales (sentiment de l'égalité, de la justice, sentiment de la dignité de la personne humaine) qu'il aurait héritées du passé, et du christianisme en particulier « qui les a apportées au monde ».

Pour de Man, le socialisme ne serait donc plus l'expression de l'intérêt d'une classe comme le voulait Marx, mais le fruit de « valuations » morales, antérieures même au capitalisme, puisqu'il se confondrait avec un désir d'épanouissement et d'ennoblement de la personnalité humaine. Le christianisme

serait en définitive la source commune de tous les courants socialistes. Et comme de Man le dit très clairement : « le socialisme, c'est la condamnation de la moralité régnante au nom de la morale générale » ou encore, si l'on n'a pas peur des mots, « c'est la condamnation du capitalisme au nom du christianisme ».

C'est donc à une tâche d'éducation que Henri de Man convie le socialisme et dans le socialisme, syndicats et intellectuels.

Ils devront s'ingénier à préparer l'avènement d'un monde où les hommes travailleront avec joie et surtout par joie. Ils devront « contrecarrer le processus de déqualification du travail industriel » parce que ce processus tend à détruire la joie au travail. Ils devront permettre à l'ouvrier de « voir dans le travail autre chose qu'une corvée détestée » et lui donner conscience de sa dignité humaine.

Pour obtenir ces résultats d'ordre psychologique il y a, d'après de Man, deux mobiles auxquels on pourrait faire appel : le mobile du « service », c'est-à-dire le désir d'être utile à la collectivité et de faire soigneusement ce que l'on a à faire, et le mobile de la « joie au travail » qui résultera d'une technique plus « aimable » et d'une aptitude psychologique de l'ouvrier qui le fera « s'attacher à son métier ».

De Man convie donc intellectuels et ouvriers à la Révolution, mais à une Révolution pacifique qui doit commencer dans leurs âmes. Ils doivent se préparer les uns et les autres à l'avènement d'un monde où l'on ne travaillera plus pour le gain, ou par peur de la faim, mais avec joie et pour des buts désintéressés (1).

(1) Nous ne voulons pas entrer dans la critique de la Doctrine d'Henri de Man. Ces critiques ont été formulées, au point de vue économique, par M. Noyelle (article cité) et il est intéressant de noter en particulier dans cet article comment M. Noyelle ramène au matérialisme marxiste, la nouvelle analyse de la mentalité socialiste qu'a tentée Henri de Man. Dans un autre article de la *Revue de métaphysique et de morale* (1929, p. 113), M. James adresse à H. de Man d'autres critiques auxquelles nous renvoyons le lecteur.

B. — *H. de Man et la Rationalisation.*

Henri de Man procède donc à une nouvelle analyse du socialisme beaucoup plus qu'à la recherche de la technique indispensable à faire vivre le régime. La rationalisation le préoccupe donc assez peu.

Sans doute, Henri de Man considère-t-il comme un acheminement vers la cité socialiste qu'il a rêvée, toute amélioration du sort matériel de l'ouvrier, tout renforcement de la joie au travail, toute atténuation de l'impression que l'ouvrier est livré à un « travail forcé ». C'est donc à ce titre, et à ce titre seulement, que la rationalisation peut intéresser Henri de Man.

Et en effet, dans une petite brochure parue en 1932 sous ce titre « Réflexions sur l'économie dirigée », on trouve quelques appréciations d'Henri de Man sur la rationalisation. Pour être complet, il fallait les replacer dans l'ensemble de la doctrine de de Man, c'est ce que nous avons fait dans le paragraphe précédent. Bien que cette étude sur l'économie dirigée n'ait que des rapports lointains avec la rationalisation, de Man se montre favorable à cette nouvelle organisation industrielle, parce qu'elle peut se dispenser du mobile du profit.

En quoi consiste la rationalisation pour Henri de Man ?

« Une production réellement rationalisée est une production qui fonctionne et se développe sans avoir besoin du mobile du profit parce qu'elle le remplace par des mobiles plus « rationnels », tels que la recherche du moindre effort pour le plus grand rendement — en termes plus concrets, parce qu'elle *refoule les mobiles de capitalistes par des mobiles d'ingénieurs*. L'idéal vers lequel tend la rationalisation — souvent même sans s'en rendre compte — c'est une économie autonome, soumise

à la seule loi de l'efficiencia, dont l'objectif est le rendement et non le profit » (1).

Sans doute, depuis l'avènement du régime capitaliste considère-t-on le gain comme l'indispensable mobile de la production. Mais à l'heure actuelle « le profit, aiguillon classique de la production en régime capitaliste, est suffisamment mis en question comme principe régulateur de la circulation pour que l'on se demande si vraiment, il joue encore le rôle indispensable que la tradition doctrinale lui assigne ».

D'ailleurs, le mobile du profit est-il indispensable à la production ?

Au moyen âge, alors que le capitalisme était à son origine, si même il existait, la morale condamnait l'usure, c'est-à-dire l'usage de l'argent pour gagner de l'argent. Le mobile du profit était donc banni à peu près. De nos jours mêmes, il n'est pas bien certain que ce soit le profit qui soit l'unique aiguillon du travail et de l'activité technique. De Man rapporte à ce sujet les paroles d'un industriel américain répondant à cette question : « Savez-vous pourquoi vous travaillez ? » et ces paroles sont très significatives :

« J'essaie toujours de ne pas me poser cette question mais enfin, puisqu'elle est formulée, je vous dirai en âme et conscience que je ne sais pas trop qu'y répondre. Je sais seulement que je ne travaille pas pour l'argent... Et quant au « service » dont on parle tant aux banquets et dans les sermons, c'est bon pour les naïfs. J'ai toujours été un individualiste qui croit que le secret du succès est de ne songer qu'à ses propres affaires et de laisser les autres se débrouiller de la même façon. Au fait, la seule chose qui m'intéresse c'est de bien organiser et bien conduire mes entreprises, produire bien et beaucoup. Toutes choses considérées, je crois donc que je travaille pour l'efficiency » (2).

Et puis indépendamment du mobile du profit n'en existe-t-il pas de nombreux autres auxquels les hommes sont soumis.

(1) H. de Man, *Réflexions sur l'Economie dirigée*, p. 18.

(2) H. de Man, *Réflexions*, p. 22.

« S'il était naturel de ne travailler que pour le profit on s'expliquerait assez mal que pendant des millions d'années dans des sociétés où ce mobile ne pouvait pas agir, les hommes se soient néanmoins courbés sur la terre, aient manié l'outil, et créé des valeurs scientifiques, artistiques et littéraires. Je ne songe pas ici au travail forcé des esclaves et des serfs, mais au travail libre de ceux qui, comme les paysans non asservis, les artisans et les intellectuels recherchaient tout autre chose que le profit. Quoi donc ? La pitance, la possibilité matérielle d'une existence modeste mais assurée, d'abord, et au delà, pour ceux dont l'ambition dépassait cet objectif, le bonheur d'un devoir accompli, la joie d'un travail bien fait, la satisfaction d'amour-propre professionnel, la considération sociale, le plaisir de créer, la réalisation de l'instinct de puissance, le succès dans la compétition, l'avancement, la gloire même quelquefois » (1).

Le mobile de la rationalisation : le rendement.

Précisément, l'intérêt profond de la rationalisation, c'est qu'elle remplace le mobile du profit par celui du rendement, c'est-à-dire par des mobiles d'ingénieurs.

« Peut-être touche-t-on ici à la racine psychologique la plus profonde du mouvement pour la rationalisation. En allant au fond des choses, on trouve que le principe de la production rationalisée diffère par son essence psychologique du principe de la production en vue du profit. Car cette dernière est indifférente aux moyens par lesquels le profit se réalise, elle peut se contenter — et elle s'est bien souvent contentée — d'atteindre ses fins en dépit de frais de production relativement élevés par une utilisation irrationnelle de son équipement et de sa main-d'œuvre, pourvu que le consommateur en paie les frais par des prix plus élevés, ou l'ouvrier, par des salaires réduits et des journées de travail plus longues. La rationalisation, par contre, est née — sous l'aspect de Taylorisme américain — dans un pays où la rareté et le prix élevé de la main-d'œuvre forçaient à mettre à l'avant-plan le souci du travail à économiser. Or, c'est là un souci d'ingénieur — et en dernière analyse

(1) H. de Man, *Réflexions*, p. 20.

un souci d'ouvrier. Chose très caractéristique, certains des premiers protagonistes du Taylorisme l'appelaient un mouvement pour l'élimination de la fatigue ».

« C'est pourquoi *la rationalisation tend à faire, des mobiles de la production, des mobiles d'ingénieurs*. Par ce côté-là aussi, l'économie contemporaine diffère de celle du XIX^e siècle. Elle tend à devenir une économie d'ingénieurs et de banquiers, les uns calculant le rendement par unité de travail, les autres le calculant par unité de crédit. Dans l'un et dans l'autre cas, c'est calculer selon un plan très différent de l'objectif spéculatif du classique « entrepreneur ». Par conséquent, la spéculation qui, selon les hypothèses de la pure doctrine libérale, devait être un moyen de réaliser les mouvements des prix qui assureraient la concordance entre la production et la consommation apparaît de plus en plus, au contraire, comme une source de troubles et d'aléas périlleux. Par conséquent aussi, dans la gestion intérieure des entreprises rationalisées, on recherche de plus en plus la rentabilité sous les espèces d'un calcul de rendement qui ne vise au résultat commercial (le profit) qu'à travers le résultat industriel (le rendement) » (1).

Le résultat de la rationalisation, c'est donc que l'entreprise se trouve considérée comme un but en elle-même vers lequel tous les efforts tendent avec passion et joie. L'ouvrier ainsi rapproché du produit fini reprend goût au travail et s'attache à l'entreprise comme l'artisan de jadis qui « finissait son œuvre ». Il y a donc un progrès vers la réalisation de l'idéal socialiste d'Henri de Man. C'est ce progrès qui l'intéresse — et celui-là seul — beaucoup plus que la technique de la rationalisation.

On peut dire d'Henri de Man qu'il adopte la rationalisation comme *éducatrice des esprits*. Cette attitude, si fugitive soit-elle dans ses « Réflexions sur l'Economie dirigée », méritait d'être signalée.

(1) H. de Man, *Réflexions*, op. cit., p. 25 et 26.

C'est André Philip qui s'est chargé de faire connaître l'opinion réfléchie du socialisme inspiré de Henri de Man, sur ce problème angoissant de la Rationalisation. Nous y arrivons maintenant.

§ 2. — *André Philip.*

A. — *De la nécessité d'une nouvelle synthèse socialiste.*

On avait pu faire à Henri de Man le reproche de donner au socialisme une orientation doctrinale sans s'être préoccupé de solutions pratiques. Certes, l'effort doctrinal était-il indispensable et venait-il à son heure. Mais il est aussi nécessaire pour le socialisme de définir son attitude en présence des faits économiques nouveaux, s'il veut continuer à être une doctrine économique adaptée au réel et s'il ne veut pas prolonger « ce paradoxe d'une doctrine sans pratique accolée à une pratique sans doctrine ». Or n'est-ce pas ce qui se passe en ce moment à l'intérieur du socialisme ? André Philip le regrette (1) :

« Les doctrinaires qui constituent l'aile gauche du parti défendent avec apreté les doctrines marxistes orthodoxes sans s'apercevoir qu'elles sont, sur plus d'un point, dépassées par les faits et appellent une révision sérieuse — quant à la tendance de droite, ... ses promoteurs absorbés par des questions de tactique électorale et de réalisations pratiques immédiates, semblent parfois perdre de vue le but final révolutionnaire du socialisme... et se contentent le plus souvent pour orienter leur action, d'un idéalisme généreux, mais assez vague, et négligent d'effectuer l'effort de synthèse indispensable à l'élaboration d'une doctrine ».

B. — *Socialisme et Rationalisation.*

Le socialisme doit donc réagir et avoir la volonté de se définir et de définir son attitude en présence des nouveaux faits, des nouvelles transformations que subit le régime économique,

(1) André Philip, in Henri de Man, *Au delà du marxisme*. Avant-propos, p. 20.

et en particulier en présence de cette rationalisation, au sujet de laquelle « le chaos intellectuel le plus complet semble régner » et « tandis que les Marxistes orthodoxes se dressent contre des méthodes qui viennent contredire des dogmes jugés jusqu'ici inébranlables, certain député socialiste n'hésite pas à faire du haut de la tribune parlementaire un éloge immodéré de ce néo-capitalisme » (1).

C'est cette tâche qu'a entreprise André Philip, dans cet avant-propos, à tous points de vue fort intéressant, au livre qu'il a consacré à « Henri de Man et la Crise doctrinale du socialisme ». Nul plus que lui n'était qualifié pour l'accomplir. Et il n'est pas douteux qu'il soit le seul à avoir donné et précisé en termes définitifs l'attitude raisonnée qui s'impose au socialisme en présence de cette nouvelle transformation économique.

Alors que Moch et Spinasse avaient donné à la rationalisation une approbation quasi sans réserves, et qu'ils avaient convié le socialisme à suivre, presque aveuglément, ce nouveau mode de production... soi-disant socialiste, André Philip, s'efforce — et il y réussit — de faire les distinctions nécessaires.

Mieux que quiconque d'ailleurs, il était indiqué et placé pour une telle tâche. Son enquête sur « Le Problème ouvrier aux Etats-Unis » qu'il poursuit d'une façon très judicieuse et très méthodique lui permettait de porter un jugement autorisé sur les Etats-Unis ; sans doute, Dubreuil lui reprocherait de s'être placé et d'avoir jugé en intellectuel et cependant André Philip a fait de nombreux séjours dans les usines américaines comme ouvrier. Ce sont aussi les résultats de son expérience qu'il a consignés dans son livre. A ce titre, « Le Problème ouvrier aux Etats-Unis » constitue, comme : « Standards et Nouveaux Standards » un témoignage digne de foi et

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 21.

d'intérêt. Cet « avant-propos » à l'analyse de la pensée doctrinale de de Man, est en quelque sorte le prolongement de cette enquête et comme sa conclusion doctrinale. Dans son livre, Philip n'avait jugé que les faits. Dans cet « avant-propos », il les situe au regard de la doctrine socialiste, au regard même de celle qui a ses préférences, de ce socialisme idéaliste de de Man, qui sans doute cherche à s'épanouir dans les âmes, mais qui ne craint pas de s'exprimer dans la réalité.

Quelle doit donc être l'attitude du socialisme en face de la rationalisation ?

Nous ne saurions mieux répondre qu'en reprenant les termes mêmes d'André Philip (1) :

« Le terme de *rationalisation* est couramment employé pour désigner trois phénomènes différents : une *méthode* pour l'étude des problèmes industriels, un ensemble de *solutions* apportées à ces problèmes, enfin une *mystique de la production* qui exalte le rôle de l'entrepreneur capitaliste. Le socialisme, me semble-t-il, se doit *d'approuver* la méthode, *d'étudier* et de *critiquer* les solutions, enfin de *condamner* la mystique ».

C. — *Les méthodes de la rationalisation.*

André Philip fait, en ce qui concerne les méthodes de la rationalisation, remarquer d'abord que « l'idée même de rationalisation, c'est-à-dire d'application de la raison ordonnatrice et de la science aux problèmes industriels implique l'abandon complet de la notion traditionnelle de l'intérêt personnel » (2).

Il y a donc lieu de se réjouir de voir les méthodes du socialisme jadis combattues et ridiculisées par l'école libérale — qui

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 22.

(2) A. Philip, *op. cit.*, p. 22.

prétendait que cet intérêt personnel jouant sous un régime de libre concurrence, aboutit à la production la plus abondante et la plus économique — de voir ces méthodes adoptées par les adversaires du socialisme eux-mêmes.

D. — *Les solutions de la rationalisation.*

Mais on groupe aussi sous ce terme de rationalisation un certain nombre de procédés techniques que la méthode a engendrés et dont les principaux sont :

I. Le Taylorisme ou rationalisation de l'atelier.

II. La sélection du personnel ou rationalisation de la main-d'œuvre.

III. La concentration et les ententes ou rationalisation de l'industrie.

Le Taylorisme est fait de deux choses : élimination de toute perte de temps indépendante de la volonté de l'ouvrier par une réorganisation de l'atelier, et mesure de l'effort de l'ouvrier avec ses conséquences, élimination des mouvements inutiles et fixation du temps minimum pour effectuer un travail. André Philip préconise cette réforme mais aussi, il ajoute que « l'exemple des usines américaines montre bien que neuf fois sur dix, le taylorisme aboutit à exiger des travailleurs un effort exténuant qui les vieillit avant l'âge et les conduit à l'épuisement » (1).

Le socialisme doit donc faire la distinction entre l'excellence de la méthode et son utilisation défectueuse par le capitalisme dans un but de lucre.

« Il y a vraiment une science de la production, mais elle est seulement en voie de constitution et la rationalisation des ateliers ne pourra être réalisée que lorsque les recherches mécaniques des ingénieurs auront été complétées par des

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 26.

études physiologiques approfondies sur la fatigue ouvrière. Actuellement, lorsque le Taylorisme est introduit dans des établissements où la *réorganisation indispensable des ateliers* n'a pas été effectuée et où l'élément fatigue a été négligé, il aboutit le plus souvent à une nouvelle exploitation des travailleurs » (1).

La sélection du personnel est poursuivie par des procédés scientifiques et l'éducation et l'orientation professionnelle des salariés est assurée par l'intermédiaire d'écoles techniques ou de services spéciaux d'orientation. La stabilité de la main-d'œuvre embauchée est assurée soit par des avantages matériels (Hauts salaires, Sociétés de secours mutuels, occupation des loisirs, etc...) soit aussi, par la contrainte en leur imposant des conditions d'habitation, de participation aux bénéfices, de systèmes de pension qui ne sont accordés qu'à certains ouvriers. Là encore, le principe excellent en lui-même peut aboutir à la constitution de listes noires et à des procédés de contrainte intolérable pour les ouvriers. La science de la production, une fois de plus animée par l'esprit de lucre, peut aboutir à une nouvelle spoliation des travailleurs.

Quant à la *rationalisation de l'industrie*, la concentration des entreprises (cartels, comptoirs, trust) a pour but de remédier aux maux de la libre concurrence, stabiliser les entreprises et organiser enfin la production suivant un plan rationnel.

Cette rationalisation de l'industrie constitue sans doute un progrès considérable *au point de vue technique* qu'il s'agisse d'achats de matières premières, de réduction de frais de publicité, de la possibilité de réduire les prix de revient par l'intégration, d'utiliser des outillages plus perfectionnés, de faire même des prévisions, de standardiser les produits, etc., etc.

Mais il n'en est pas de même *au point de vue des consommateurs* qui se trouvent toujours lésés, que la rationalisation de

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 26.

l'industrie aboutisse au monopole et donc à une hausse des prix de vente, ou au contraire à une diminution des prix de revient, parce que, dans ce cas, le prix ancien se trouve maintenu et le produit net résultant des méthodes nouvelles est approprié par les entreprises réorganisées. Là encore, bien que nous nous trouvions en présence d'entreprises presque entièrement socialisées, utilisant des procédés de production socialiste, nous ne sommes pas en face de réalisations socialistes parce qu'en définitive ce n'est pas la collectivité qui bénéficie de la rationalisation.

Il importe donc une fois de plus de faire, là plus que partout ailleurs, le départ entre la science de la production, et l'utilisation qu'en fait le capitalisme.

Si nous plaçons *au point de vue des ouvriers* la rationalisation de l'industrie leur procure-t-elle des avantages indiscutables ? sans doute, on constate, dans les pays à entreprises concentrées, une hausse de salaires variant de 10 à 15 0/0 et cela contribue à améliorer le sort de la classe ouvrière.

L'antagonisme radical qui existait au temps où Marx construisait la théorie de la plus-value — entre l'intérêt économique du patronat et celui de la classe ouvrière — s'estompe. A cette époque, le produit net ne pouvait augmenter qu'au détriment du fonds des salaires, des ouvriers, parce que, dans le prix de revient, la masse de salaires intervenait pour une grosse part (théorie de la valeur travail).

Actuellement la main-d'œuvre, dans l'entreprise rationalisée n'intervient plus dans le coût de production qu'à concurrence de 20 ou 25 0/0. Une hausse de salaire de 10 ou 20 0/0 ne se traduit dans le coût de production que par une oscillation de 2,5 à 5 0/0...

Aussi les salaires sont-ils plus élevés...

Mais le produit net n'en existe pas moins. En effet, « une production quelconque ne présente un caractère économique que si elle fournit *un produit net*, c'est-à-dire l'utilité du bien

obtenu est supérieure à la souffrance d'efforts consentis pour se le procurer ».

Le produit net ne résulte plus de l'exploitation du travailleur, mais de l'amélioration de *la technique de la production*, c'est-à-dire d'une activité *collective* désintéressée (ingénieurs, savants, etc...). Il devrait donc revenir à la collectivité.

« Or, la caractéristique essentielle du régime capitaliste, c'est que l'utilisation des méthodes scientifiques suppose la possession préalable de ressources monétaires considérables. Le capital monétaire n'est pas un facteur de la production, car il ne contribue en aucune manière à la création du produit net; mais dans un régime de propriété privée, il constitue le seul moyen de se procurer sur le marché les facteurs de la production (terre, travail, outillage, méthodes) » (1).

Le monopole financier de la classe capitaliste est donc le facteur essentiel qui lui permet de posséder les instruments de production et de s'approprier, sous forme de profit, d'intérêt et de rente, le produit net créé par la collectivité de tous les travailleurs intellectuels et manuels qui, de près ou de loin, ont collaboré à la production » (2).

Si l'antagonisme d'intérêts diminue, avec la rationalisation, entre les ouvriers et les patrons, il subsiste cependant entre la classe capitaliste et l'ensemble de la collectivité qui se trouve frustrée du produit net qu'elle a contribué à créer.

Il en résulte pour la classe ouvrière une triple tentation.

1^o *Tentation du corporatisme d'abord*. — Les ouvriers de certaines entreprises rationalisées sont incités à rompre leur solidarité de classe pour faire cause commune avec les entrepreneurs et s'approprier à deux le bénéfice de la rationalisation, le produit net qui devrait revenir à la collectivité.

2^o *Tentation du nationalisme*. — La classe ouvrière se trouve

(1) André Philip, *op. cit.*, p. 36.

(2) A. Philip, *op. cit.*, p. 37.

amenée à approuver certaines mesures de protection douanière, d'exclusion de la main-d'œuvre étrangère, de façon à exclure la collectivité internationale des richesses créées par la rationalisation et qui devraient lui revenir.

3° *Tentation du conservatisme enfin.* — Les ouvriers devant cette hausse des salaires et peut-être aussi une certaine diminution des prix de vente n'ont-ils pas la tentation de trouver dans le régime capitaliste la saturation de tous leurs désirs matériels, et d'abandonner leur idéal révolutionnaire ?

En présence des déficiences de la rationalisation, le socialisme devra effectuer un redressement doctrinal au lieu de s'embarquer sans réticences dans ce néo-capitalisme rationalisateur.

D'ailleurs « loin de combattre la rationalisation, il devra la diriger et la contrôler, en faisant dans tous les cas concrets la distinction nécessaire entre « la science de la production et son utilisation par le capitalisme ». Ainsi à côté de revendications concernant l'assurance-chômage, les minima de salaires, la baisse des prix, la protection des consommateurs, le socialisme devra au besoin dénoncer les faiblesses d'un syndicalisme qui tendrait à s'intégrer au capitalisme, et insister sur l'antagonisme radical qui oppose l'idéal collectiviste aux réalisations néocapitalistes. Il s'agit d'organiser non plus « la lutte des classes » (lutte entre ouvriers et patrons), mais « la lutte de classe » (révolte de la collectivité entière contre le capitalisme au nom de l'idéal démocratique et de l'égalité des droits).

E. — *La mystique de la rationalisation.*

Enfin le socialisme se doit de condamner la mystique de la rationalisation. En effet, dit Philip (1) :

« La rationalisation est aussi une mystique qui exalte la production comme la valeur suprême de nos sociétés et voit dans

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 42.

les chefs d'entreprise les guides et les bienfaiteurs du genre humain. C'est ici qu'éclate, sous sa forme la plus irréductible, l'antagonisme entre le socialisme démocratique et un néo-capitalisme qui n'est qu'une forme nouvelle et particulièrement menaçante de dictature patronale et d'oppression des travailleurs ».

Pour Philip, en effet, le régime de la rationalisation américaine aboutit à une véritable oppression des travailleurs. Ce n'est évidemment pas le même air que celui qui souffle dans « Standards ». Et, certes, le rapprochement des textes ne manque pas que de nous laisser perplexes, car il est assez difficile de trouver des moyens de conciliation. Aussi bien, nous bornerons-nous à citer ces quelques phrases de Philip, qui résument assez bien le sens de son enquête aux Etats-Unis (1).

« 1° Ils (les grands trusts américains) détruisent les syndicats ouvriers qu'ils remplacent par des conseils d'entreprise à leur dévotion, déterminent arbitrairement les conditions de travail, organisent l'espionnage et la délation, renvoient impitoyablement tout ouvrier suspect d'idées subversives, etc...

« 2° Ils réduisent tout travail à une besogne monotone et machinale où l'ouvrier ne peut plus prendre aucun intérêt ni faire preuve d'aucune initiative. Il en résulte une dégradation et un affaiblissement de l'intelligence ouvrière qui constitue un obstacle et non plus une aide à l'adaptation au travail.

3° Enfin, et c'est peut-être le plus grave, avec l'organisation des sports, le journal d'usine, la surveillance continuelle exercée sur la vie de famille des salariés, la réclame enfin, qui poursuit l'homme jusque dans son repos, le capitalisme américain parvient à dominer non seulement le travail des masses ouvrières, mais aussi leurs consommations...

L'individu désormais n'est plus considéré comme une personnalité vivante, mais seulement comme un instrument de production ou comme un débouché.

Le terme de *lutte de classes* — au sens d'un antagonisme irréductible entre la classe patronale et la classe ouvrière — que nous rejetons tout à l'heure, quand nous le considérons du seul point de vue des intérêts économiques, reprend ici sa valeur et sa signification précise. Ce qui caractérise

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 43, 44 et 45.

l'ouvrier en régime capitaliste, par opposition aux autres travailleurs, c'est précisément son manque d'indépendance.

... l'ouvrier est avant tout un homme dont la personnalité est entravée. *Alors que la collectivité entière est également exploitée, la classe ouvrière seule (ou la classe ouvrière surtout) est opprimée* ».

F. — *Les tâches du socialisme en face de la Rationalisation.*

Le socialisme ne saurait-il avoir qu'une attitude essentiellement critique en face de la Rationalisation ? A. Philip ne l'a pas voulu.

Le socialisme a donc des tâches positives à accomplir.

1° Œuvre d'émancipation.

2° Contrôle ouvrier.

3° Révision de l'idéal socialiste.

En définissant ces tâches, André Philip rejoint Henri de Man. Celui-ci avait conclu à la nécessité « d'un renouveau éthique et d'une restauration des valeurs spirituelles » pour redonner son sens au socialisme. C'est à cette même tâche que Philip convie le socialisme.

Sans doute, la première tâche qui s'impose au socialisme en face de la rationalisation est-elle une œuvre *d'émancipation*. Sans doute, « il s'agit d'abord de défendre contre la domination patronale les libertés déjà existantes : sur le terrain politique, en menant la lutte contre l'oligarchie financière, sur le terrain social, en travaillant à réaliser l'unité ouvrière, à renforcer le mouvement syndical » (1).

Sans doute, sur cette réorganisation technique, des entreprises, il faut veiller à ménager *le contrôle ouvrier*, « afin d'essayer de remplacer l'intérêt individuel que l'ouvrier éprouvait jadis envers son travail par un intérêt collectif portant sur l'ensemble de l'organisation technique de l'atelier » (2).

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 43.

(2) A. Philip, *op. cit.*, p. 46.

Ce contrôle devra s'exercer exclusivement sur les questions techniques, d'organisation du travail : élection de délégués d'atelier, règlement d'atelier (embauchage, renvoi, sécurité, salubrité, etc...), constitution d'une équipe de délégués d'ateliers au courant des progrès de l'industrie des méthodes de travail, organisation du travail par commandite, etc., etc...

Mais surtout, mais surtout... (1) « Le socialisme a une troisième tâche à remplir la plus importante de toutes, il doit à une classe ouvrière embourgeoisée... apporter *un idéal de vie nouveau*. Il doit travailler à l'éducation morale des masses et chercher à les éveiller à des désirs plus nobles et plus élevés. Enfin, au matérialisme bourgeois, égoïste et jouisseur, qui met au premier plan des préoccupations humaines l'accumulation des richesses il doit opposer un *réalisme spiritualiste* qui affirme l'éminente dignité et la valeur sacrée de la personnalité humaine. C'est au nom du respect de la personnalité, du droit de tout homme à se réaliser intégralement et à « trouver son âme », que le socialisme combat pour l'émancipation ouvrière. *C'est au nom du droit de chaque individu au minimum de bien-être indispensable pour vivre une vie morale et intelligente qu'il poursuit l'appropriation collective du produit net.* »

Le socialisme n'est donc pas seulement, comme le croyait le marxisme, une doctrine économique, c'est surtout un idéal moral qui cherche à régénérer à la fois la société et les individus ; par conséquent, il lui faut non seulement des doctrinaires, des tacticiens et des réalisateurs, mais aussi des croyants et des prophètes.

CONCLUSION

Les conclusions du disciple rejoignent celles du maître. Cette restauration des valeurs spirituelles à laquelle Henri de Man avait abouti, en faisant l'analyse psychologique des mobiles

(1) A. Philip, *op. cit.*, p. 48.

socialistes, André Philip, lui aussi, la préconise en définitive pour redonner au socialisme sa véritable ferveur révolutionnaire et l'arracher à cet embourgeoisement vers lequel il s'oriente en acceptant les disciplines capitalistes. Le culte matérialiste de l'accroissement des richesses, la lutte de classe exclusivement basée sur des mobiles acquisitifs, ont faussé le socialisme. Il s'est davantage préoccupé de réalisations matérielles immédiates, et il obtenait ainsi une apparence de satisfaction, mais en réalité, il perdait de vue le but à poursuivre, qui, pour Philip comme pour de Man, ne réside pas dans les revendications économiques, mais dans l'épanouissement de la personnalité humaine.

*
* *

La Rationalisation a donc donné au socialisme l'occasion d'un renouveau doctrinal très marqué. Tendance réaliste, celle de ceux qui comme Jules Moch et Charles Spinasse, sont impatients de voir s'épanouir dans les faits un socialisme qu'ils portent en eux non pas comme un idéal, mais comme une solution aux problèmes de l'heure ; et tendance idéaliste au contraire, celle de ceux, qui, comme de Man et Philip, au lieu de vouloir réaliser le socialisme dans les institutions, veulent d'abord le voir s'épanouir dans les âmes ; ces tendances au fond ne se contredisent pas, car s'il faut des prophètes pour orienter les destinées d'une cité, il faut aussi des ingénieurs pour en édifier les assises.

Et puis, si des hommes comme Moch et Spinasse ont vu dans la rationalisation les linéaments d'une économie collectiviste, c'est sans doute en ne considérant dans les faits que les points de lumière, comme Dubreuil lui-même ainsi que nous le verrons, c'est aussi avec le désir d'infuser davantage à la réalité la mentalité socialiste. Mais il faut convenir, avec Philip, que l'attitude de ces socialistes prétendus, contraste avec celle du

véritable socialisme puisqu'elle aboutit à « un éloge immodéré du néo-capitalisme ». Pour ces socialistes, comme pour Giscard d'Estaing, le problème ne consisterait-il plus qu'à introduire dans le capitalisme tout le contenu social du socialisme ?

L'attitude d'Henri de Man et de Philip est différente. L'un et l'autre ont senti tout le danger que peut courir le socialisme s'il ne se renouvelle pas en même temps que l'évolution économique. Depuis Marx, on vit sur des dogmes et des prophéties économiques périmés. Que faut-il introduire à leur place, dans la pensée socialiste ?

C'est là toute la préoccupation de de Man. En orientant leurs pensées vers un idéalisme emprunté au Christianisme, en faisant du socialisme un idéal de vie morale autant et sinon plus qu'un principe de vie sociale, en transposant sur le plan éthique une doctrine qui depuis Marx s'était volontairement placée sur le plan économique, Henri de Man et Philip espèrent-ils avoir l'audience des masses ? sans doute ils reviennent, avec une analyse psychologique plus poussée des mobiles socialistes, à la tradition du socialisme de 1848 qui consistait pour une large part en un idéalisme à base d'idées de justice et d'égalité.

Au fond, peut-être est-ce là la vraie tradition du socialisme, qui traduirait une aspiration, un élan de la nature humaine, une sorte de réaction généreuse contre l'égoïsme profond des hommes beaucoup plus qu'il ne constituerait un principe d'action et de construction sociale.

Il semble bien que cette conception du socialisme, soit celle qui anime H. Dubreuil, auquel nous allons consacrer le chapitre suivant de cet ouvrage.

CHAPITRE III

UN SOCIALISTE FRANÇAIS : H. DUBREUIL

H. Dubreuil trouve tout naturellement sa place dans une étude doctrinale sur la rationalisation. Ses deux ouvrages : *Standards* et *Nouveaux Standards*, parus respectivement en 1929 et 1931 à des moments où était encore intacte l'admiration européenne, pour la prospérité américaine, suscitèrent, avec beaucoup de curiosité, de nombreuses controverses. *Nouveaux Standards* est venu en quelque sorte pour préciser la pensée de l'auteur et donner à *Standards* sa véritable signification. On avait voulu représenter Dubreuil comme un admirateur sans réserves de la civilisation américaine, et le contraste était dur évidemment entre l'atmosphère qui se dégage de son livre et celle que l'on trouve dans *les Scènes de la Vie future* de Duhamel, par exemple. Aussi bien, Dubreuil tint-il à situer son témoignage : « il est donc faux, écrit-il (1), que je professe à l'égard des Etats-Unis, comme on l'a écrit maintes fois, une admiration et un enthousiasme sans réserves. Jamais je n'ai dit et jamais je ne dirai que la société américaine représente en aucune manière un idéal à imiter aveuglément dans son ensemble. Les Américains eux-mêmes d'ailleurs trouveraient cette attitude ridicule. Ce que j'ai simplement dit, c'est qu'au milieu du chaos américain, on peut apercevoir un certain nombre de symptômes ou, si l'on aime mieux, des points lumineux sur les-

(1) *Nouveaux Standards* (N. S.). Avertissement, p. 14.

quels j'entends faire porter uniquement mon attention, en méprisant les histoires de Bootleggers ou de Gangsters avec lesquelles on occupe le public sans profit pour personne ».

La valeur de son témoignage.

L'intérêt de l'œuvre de Dubreuil, c'est qu'elle est celle d'un ouvrier *authentique*. Il ne s'agit plus ici d'enquête par les sommets, de reportages plus ou moins brillants sur la vie américaine, présente ou future. Dubreuil voulut se mêler à la vie ouvrière de ce peuple, en perpétuel mouvement — nous pourrions presque dire maintenant, en perpétuelle instabilité — au point de vue économique, et en examiner les réflexes, en se façonnant provisoirement une mentalité américaine.

Dubreuil avait d'ailleurs des titres à faire cette enquête sur le *travail américain vu par un ouvrier français*. Ouvrier lui-même, mêlé de très près au mouvement ouvrier, il en avait la mentalité et en connaissait besoins et aspirations.

Envoyé par la C. G. T. en Amérique, à titre de témoin officiel pour ainsi dire, son témoignage a en quelque sorte une valeur collective, d'autant plus précieux qu'il y a apporté un parti pris d'objectivité remarquable et le souci de se dépouiller de ses préjugés d'Européen et de ne pas entacher ses jugements par l'esprit de système ou de dénigrement.

Sa position doctrinale.

Il résulte de cette attitude de Dubreuil, en face du problème de la civilisation industrielle américaine — en face de la rationalisation américaine — qu'il est assez difficile de le faire rentrer dans une classification doctrinale déterminée et *a priori*. Il n'a pas cherché à découvrir, aux termes de ses investigations, la confirmation ou l'infirmité d'un système économique ou d'une doctrine sociale. Tout en ayant des attaches avec la

C. G. T. il reste très indépendant au point de vue doctrinal. D'origine socialiste, il ne se laisse pas abuser par les dogmes traditionnels d'un socialisme matérialiste et révolutionnaire.

On voudrait absolument lui conférer une étiquette : on le rattacherait tout naturellement au *Socialisme Français*. Sa collaboration assidue à l'*Information sociale*, en est un témoignage. C'en est presque un témoignage superflu. On ne trouve nulle part dans son livre de profession de foi catégorique. Et cependant on sent que, pour lui, il n'y a pas de question : la civilisation de demain sera socialiste. Il n'examine pas le problème, mais l'ordre à la recherche duquel il se met, c'est évidemment l'ordre de la cité socialiste. Si la technique américaine l'enthousiasme, c'est qu'elle est une solution aux problèmes d'organisation de demain. D'autre part, comme les socialistes français, il est plus soucieux de réformes et de progrès que de bouleversements sociaux. Comme eux, il a le sens social fait de générosité et d'idéal, l'esprit ouvert et accueillant à toutes les initiatives susceptibles d'améliorer le sort de la classe ouvrière. Il abandonne pour des améliorations précises et réalistes la mentalité catastrophique des partisans du grand soir. Et tout cela c'est spécifiquement du socialisme français. S'il n'est pas formulé dans *Standards* et *Nouveaux Standards*, l'atmosphère de ces livres en est imprégnée.

Par ailleurs quelques-unes des idées de Dubreuil se rapprochent — de loin sans doute — mais se rapprochent tout de même de celles d'Henri de Man. Comme nous le verrons, lorsqu'il s'agit de transformer la mentalité ouvrière, lorsqu'il s'agit de donner à l'ouvrier *la joie du travail*, il y a dès similitudes entre la pensée du philosophe et celle du technicien ; si elles ne marquent pas des points de rencontre fortuits, entre leurs idées, elles constituent néanmoins des influences réciproques très intéressantes à noter.

Les idées directrices.

Si Dubreuil n'a pas obéi aux exigences d'un certain prosélytisme doctrinal, s'il a délaissé — du moins apparemment — les querelles de systèmes, au profit des problèmes posés par la technique économique et industrielle, on peut cependant dégager de ses livres quelques idées directrices. En écrivant *Standards* et *Nouveaux Standards*, il semble bien que Dubreuil ait obéi à deux préoccupations. En tous cas, s'il n'y a pas mis cette espèce de volonté consciente, il est possible de percevoir et d'extraire au milieu du flot d'idées exprimées ces points de direction lointains.

D'abord il semble que Dubreuil ait voulu réhabiliter soit auprès des ouvriers, soit auprès des intellectuels, le système de production introduit par la rationalisation. Aux ouvriers, de même qu'on leur avait critiqué le système Taylor, on leur a fait apparaître la rationalisation comme un système destiné à accroître l'exploitation de l'ouvrier par le capitaliste. De leur côté, les intellectuels n'ont pas vu sans anxiété le machinisme se développer : ce développement ne se ferait-il pas au détriment des valeurs intellectuelles ? Dubreuil va répondre à ces deux sortes d'interlocuteur.

Mais il n'a pas que des soucis de défense et de réhabilitation. Il voit plus loin. Au travers de la civilisation industrielle américaine, qui repose sur la rationalisation, il s'efforce de découvrir l'armature fondamentale du régime social de l'avenir.

Il ne s'est pas attaché au présent. Il a voulu faire œuvre constructive dans une certaine mesure.

« Comme il le dit lui-même, « ce que j'ai essayé de discerner ce sont seulement les faits qui me paraissent les plus symptomatiques et les plus dignes d'être retenus pour l'établissement de certaines formes d'un ordre futur » (1).

(1) *N. st.*, p. 10.

Et encore (1) : « or, en matière sociale, il est précisément possible de découvrir aux Etats-Unis des points de lumière qui brillent au milieu de cette ombre dans laquelle d'autres se complaisent exclusivement. En ce qui me concerne, je n'ai cure des ombres et je réserve mon temps et mes forces pour essayer d'étudier seulement les faits vraiment intéressants en face desquels je prends la même attitude que celle que l'on prend devant les notions acquises par la science. Quand une de ces notions est atteinte, elle devient aussitôt le bien commun de tous. De même, je voudrais que les bénéfices des points de lumière acquis par les Américains dans les mœurs du travail puissent être généralisés dans le même but de salut commun .. L'observation du progrès, a dit Proudhon en beaucoup de cas, est indispensable à la découverte de l'ordre ». Or, ne recherchons-nous pas l'ordre d'une société organisée ? Et si nous avons quelques raisons de soupçonner que les choses américaines contiennent des nouveautés réelles en matière d'organisation, le profit possible, ne justifiera-t-il pas amplement nos tentatives d'investigation ? Je veux donc essayer ici de décrire quelques-uns de ces progrès susceptibles de nous éclairer sur le sens à donner à nos efforts pour réaliser l'ordre. »

Soucieux de défendre la rationalisation, Dubreuil va s'efforcer de montrer que sa technique est au service de l'ouvrier, et que loin d'être un instrument d'exploitation, elle est au contraire un moyen d'émancipation de la classe ouvrière. Dans ces conditions, pourquoi ne serait-elle pas à la base même de la civilisation future, puisque la rationalisation, si elle est une technique, n'est pas cependant dépourvue d'âme et de poésie.

C'est ce que Dubreuil a entrepris de démontrer aux ouvriers et aussi aux intellectuels. Nous allons à notre tour, guidés par ces idées directrices, essayer d'analyser la pensée de Dubreuil.

Cette analyse fera l'objet des trois paragraphes de ce chapitre.

- § 1. Dubreuil et la technique de la rationalisation.
- § 2. Dubreuil et l'esprit de la rationalisation.
- § 3. La rationalisation doit être améliorée.

(1) *N. st.* p. 12 et 13.

§ 1. — *Dubreuil et la technique de la Rationalisation.*

Dubreuil s'attache d'abord à réhabiliter les méthodes techniques de la rationalisation.

A. — *Nécessité de la technique.*

Il commence par observer que la technique et ses procédés sont devenus une nécessité à laquelle il n'est pas possible à l'industriel de se dérober. Pour satisfaire à toutes les exigences des consommateurs contemporains, de quelque ordre qu'elles soient, il faut comprendre en effet qu'il est nécessaire de recourir « à l'aide de toute la machinerie moderne, des usines qui la contiennent, et de toute leur organisation. Il est vain, écrit-il, de s'insurger verbalement contre la technique car nous avons des exigences que l'on ne saurait satisfaire autrement qu'à l'aide de ses ressources ».

Et il ajoute : « ce sont là des choses à méditer quand on se laisse bien légèrement aller à condamner le progrès technique qu'il est de mode aujourd'hui de désigner sous le nom de Rationalisation. Dans la plupart des cas, en effet, l'industriel d'aujourd'hui se trouve placé devant un dilemme très clairement posé, transformer ses méthodes et toute son organisation ou fermer ses portes ».

La question est donc bien posée : la technique moderne est indispensable dans la mesure où l'on veut vivre du progrès et le faire vivre. Il n'est pas possible de la considérer comme une régression, si l'on veut en même temps bénéficier de ses avantages.

Dubreuil ayant ainsi posé la question, va donc n'être que plus à l'aise pour répondre aux critiques formulées contre les méthodes de la rationalisation et aussi pour marquer les avan-

tages qu'elles peuvent procurer aux ouvriers. De cette façon il nous sera facile de montrer comment Dubreuil procède à cette réhabilitation de la technique de la rationalisation.

B. — *Dubreuil et le Taylorisme.*

D'abord et puisque la rationalisation emprunte les méthodes du taylorisme, Dubreuil s'efforce de montrer la véritable pensée de Taylor. Il rappelle par quel concert de protestations le système Taylor et ses premières applications furent accueillies en France. Mais il montre en même temps que si l'on avait pu juger impitoyable la méthode Taylor, c'est parce qu'on s'était mépris sur le véritable sens de l'étude des temps et des mouvements ; « avec une hâte très peu « scientifique », des firmes importantes, sans aller jusqu'à l'analyse des mouvements recommandée par Taylor, se bornèrent à faire chronométrer la durée de certaines opérations confiées à des ouvriers, particulièrement habiles et prompts, souvent isolés dans un laboratoire spécial pourvu de commodités inconnues dans l'atelier, et l'on prétendit prendre ces temps nouveaux considérés globalement comme base d'établissement des prix pour le travail aux pièces pur et simple, déjà si chargé d'une si lourde histoire d'iniquités » (1). Dans ces conditions évidemment le système Taylor ne pouvait aboutir qu'à une exploitation de l'ouvrier.

Dubreuil a, au contraire, une grande confiance dans l'étude des temps qu'il considère (2) « comme le premier pas véritable qui ait été accompli pour l'introduction d'un élément de justice, ou tout au moins de raison, dans la rémunération du travail » et il ajoute qu'« on peut même estimer que dans l'avenir, sous quelque forme de société plus avancée qui puisse s'y établir,

(1) *Standards (st.)*, p. 116.

(2) *Standards*, p. 187.

comme on ne pourra point s'y dispenser de quelque système destiné à mesurer la valeur des efforts de chacun pour les rémunérer de façon équitable, on devra conserver les principales données du Taylorisme ».

D'autre part, il ne faut pas interpréter le système Taylor comme une technique pure, sans rapport aucun avec les hommes qu'il utilise. Les idées du célèbre ingénieur ont débordé les problèmes techniques d'organisation du travail. Et ce serait méconnaître le sens profond du système que d'en faire un simple procédé pour obtenir un meilleur rendement. Comme Taylor l'a souvent fait remarquer et Dubreuil le rappelle fort à propos pour défendre la technique du système, « dans son essence, l'organisation scientifique du travail n'existe nulle part, jusqu'à ce que cette nouvelle idée de coopération et de paix ait été substituée à la vieille idée de discorde et de guerre ».

Pour être exempt de critiques, le système Taylor devrait donc s'inspirer dans la pratique de ce que son auteur a voulu mettre dans son principe. Le défectueux, s'il en existe, ne provient que des applications malencontreuses qu'on en a pu faire, ou aussi ... des imperfections des hommes qui l'utilisent, mais ceci est une autre histoire !

C. — Dubreuil et le « travail à la chaîne ».

Ce qu'on a appelé le « travail à la chaîne », le « Fliesenarbeit » des Allemands, est bien un des procédés techniques de la rationalisation. Dubreuil ne craint pas d'exposer les avantages du *convoyeur*, grâce auquel sont évités à la fois les déplacements de matières premières, et le transport des objets en cours de fabrication. Si cela supprime de la main-d'œuvre, est-ce que ce n'est pas aussi la suppression d'une grande partie de la fatigue ouvrière ? Evidemment, il aurait été trop simple de se rallier purement et simplement à cette formule pratique et économique, à tous points de vue, d'organisation du travail.

Du « *Fliessenarbeit* », du « convoyeur », on en a fait, pour tous les ouvriers, le *travail à la chaîne*, expression qui est plus propre, selon eux (les agitateurs), à évoquer dans l'esprit de leurs auditeurs, l'idée d'un ouvrier forçat dont le pied enchaîné traîne un boulet symbolique » ? Dubreuil ne se fait pas l'écho de ces propos révolutionnaires et il s'efforce au contraire de remettre les choses au point en expliquant le fonctionnement et les avantages du convoyeur, la fameuse « chaîne » de la propagande communiste. A ce propos même, il rapporte ce fait très intéressant pour démontrer la mauvaise foi de ceux qui prétendent conduire la classe ouvrière : « Dans une soi-disant « lettre d'Amérique » publiée par le journal *L'Humanité* du 5 septembre 1928 et signée « une ouvrière » on lit un passage ahurissant : « Nous devons suivre la chaîne et il arrive assez souvent que, quand les indicateurs voient que nous suivons assez bien la chaîne, *ils coupent des mailles*, ce qui fait que nous devons travailler beaucoup plus vite ». Cette phrase « ils coupent des mailles » laissera rêveurs ceux qui ont vu fonctionner un convoyeur. Elle est bien un exemple de ces stupides inventions de ceux qui, sous couleur d'informer les travailleurs, ne savent écrire, dans leur incapacité absolue, que des choses qui n'ont pas le moindre sens » (1). Le fait évidemment se passe de commentaire. Il illustre à merveille combien Dubreuil a cette préoccupation de redresser les déviations qui auraient pu s'introduire ou être introduites dans la pensée ouvrière.

D. — *Dubreuil et la querelle de la machine.*

La rationalisation qui utilise l'organisation scientifique du travail, met en œuvre un machinisme très poussé. Or, si le machinisme a suscité au XIX^e siècle, au moment de son appari-

(1) *Standards*, p. 174.

tion, d'immenses et légitimes espoirs, ceux qui ont la préoccupation de « l'humain » : sociologues, intellectuels ou littérateurs, se sont élevés contre les méfaits de la machine, lui ont reproché de réduire l'homme au rôle d'automate et de l'avoir placé dans une atmosphère lourde, irrespirable, où ils s'épuisent prématurément au contact de travaux herculéens, devant les foyers des Hauts Fourneaux, dans le bruit infernal des ateliers, dans l'abrutissement d'une intelligence condamnée à l'inertie.

C'est par des exemples concrets que Dubreuil répond à cette querelle que l'on cherche à la machine et au machinisme. Ce n'est pas de loin et en intellectuel qu'il faut juger le machinisme. Comme Dubreuil le fait très judicieusement remarquer, « la différence de point de vue est fort importante, et il est bon de s'en souvenir au moment de porter des jugements sur la vie de travail. Le matelot qui poursuit quelque opération dans la mâture d'un navire doit avoir ainsi un point de vue très différent de celui qui d'en bas le regarde avec effroi se profiler sur le ciel. C'est son opinion qu'il importe de connaître et non celle du spectateur ».

Il faut lire dans *Standards* (1) le récit coloré que Dubreuil fait de quelques opérations industrielles particulièrement significatives : le laminage, le nettoyage des pièces par le sablage et celles qui se déroulent dans le four électrique. Dubreuil a su animer son sujet d'une vie intense et l'imagination, que frappe toujours beaucoup le fantastique ou le mystérieux, se représente très bien la structure et le fonctionnement des machines ou dispositifs de machines qui permettent ces différentes opérations ; et alors qu'on s'attendrait, en présence de l'énormité des opérations et le tragique du spectacle, à apercevoir des hommes abrutis et annihilés, il sait montrer, contraste bienfaisant et éloquent, « pendant que le laminoir

1 [(1) *Standards*, p. 494 sq.

continue le travail cyclopéen qui fait vibrer toutes les charpentes » ... « là, dans l'ombre, un homme immobile et seul » qui « commande, silencieux et calme, les mains sur les leviers, et qui, au-dessus de la scène infernale qui se déroule au-dessous de lui, apparaît dans une sorte de sérénité et de majesté olympienne ».

« De tels spectacles, ajoute Dubreuil (1), rendent prudents au moment de prononcer des paroles de condamnation contre la machine. Esclave insensible et puissante, elle accomplit aujourd'hui, sans souffrance aucune, des travaux qui étaient autrefois autant de martyrs pour de pauvres humains ».

D'autre part, l'évolution du travail ouvrier, provoquée par le machinisme, se fait vers des formes de travail sans cesse plus compliquées et plus savantes qui requièrent sans cesse plus d'habileté et plus d'intelligence.

Dubreuil n'admet donc pas que l'on considère que chaque développement du machinisme se fait au détriment de l'intelligence de l'ouvrier. Nous ne nous dirigeons pas vers un monde de manœuvres, mais au contraire vers le règne des ouvriers qualifiés.

« Contrairement à ce que beaucoup pensent, écrit-il (2), tout travail physique, même monotone, à condition bien entendu qu'il ne soit pas exténuant, est favorable à l'éclosion et au vagabondage de la pensée. C'est seulement par une incompréhension, qu'on sépare les travailleurs en manuels et intellectuels. Ce sont ceux qui s'intitulent les intellectuels qui ont songé à cette fausse division, parce qu'ils n'ont pas su discerner la pensée aiguë qui peut vivre et briller sous une rude écorce. Seuls ceux qui, par exemple, connaissent intimement le paysan savent tout ce que cache son mutisme que d'autres prennent comme la preuve d'une ignorance bornée ».

(1) *Standards*, p. 194.

(2) *Stand.*, p. 206.

Quant à l'*automatisme*, vers lequel le machinisme entraîne-rait les ouvriers, voici ce que Dubreuil en pense :

« Et puis il faut bien le dire, ce n'est que dans la littérature que l'on peut transformer un homme en automate. En fait on ne peut supprimer l'homme qui est dans l'ouvrier. On peut le faire souffrir, oui ! Le transformer en machine, non ! Car la machine ne souffre pas et l'homme souffre » (1).

Dubreuil considère néanmoins que *le machinisme a des limites*. « Nous n'aurons pas l'idolâtrie de la machine et nous l'observerons de sang-froid afin d'essayer de comprendre jusqu'où elle peut nous servir et à partir de quel moment elle peut nous nuire ». A la machine qui se substitue à l'homme entièrement au point de devenir capable, par sa production indéfinie, de dépasser les besoins et par conséquent de travailler aveuglément pour des consommateurs inexistants, il faut préférer « celle qui garde le caractère d'une extension du pouvoir humain », celle en définitive, qui, en lui facilitant sa tâche et en améliorant son sort, reste sous sa domination, esclave docile et fidèle, sans doute, mais qui ne manque ni de beauté ni de poésie.

Nous nous en voudrions de ne pas citer tout au long cette magnifique page, dans laquelle Dubreuil exalte la machine et en définit toute la poésie. A elle seule, elle suffirait à convaincre les plus sceptiques.

« Entre la machine à vapeur de 1850 et le moteur Diesel de 1930, il y a une différence du même ordre qu'entre les premières réalisations d'un débutant intelligent et l'art achevé d'un maître.

D'une part il y a le charbon, le feu, la chaudière, la machine qui halète tous servis par un homme suant et noir. Maintenant le moteur Diesel se dresse là comme une véritable œuvre d'art. Trente ou quarante années d'efforts de pensée ont fini par lui donner en même temps que la perfection technique, une véritable beauté architecturale. Debout et majestueux dans leur enveloppe d'acier, ses cylindres verticaux et alignés lui font une large

(1) *Stand.*, p. 229.

poitrine où l'on perçoit le son particulier d'une véritable respiration. Sa force immense se crée dans ses flancs dans un grondement puissant, que peu à peu de savantes recherches réduisent à un murmure. Il n'a plus à son côté d'esclave maniant la pelle. Il est comme un être vivant qui a ses tubes digestifs. Les yeux sont le miroir de l'âme ? Il a une âme dont l'homme attentif qui est son maître sait lire les émotions sur des cadrans où une aiguille menue s'agit aux moindres changements survenus dans sa vie interne. Admirable création de l'homme que l'homme — prophète ignore. Avec des matériaux inertes, l'homme crée de la force. Puis il fait de cette force ce qu'il veut : mouvement, lumière, musique. Comment l'homme n'en conçoit-il pas quelque orgueil, et pourquoi celui qui a pour fonction de parler au nom de l'homme reste-t-il muet ?

Le monument créé par le statuaire est immobile dans une beauté figée, mais le haut moteur qui se dresse avec ses tubes éincelants et ses passerelles légères, sur son socle puissamment fixé au sol, et qui nous berce de son ronronnement, est le monument vivant de l'action. Il vit et il crée. Il distribue du pouvoir à des foules invisibles, docile comme un fils soumis aux moindres gestes de l'homme simple et grave dont les doigts jouent sur ses manettes. Et ici nous retrouvons l'artiste et le poète, mais c'est un poète qui ne sait pas exprimer ce qu'il sent en phrases lyriques.

Si en effet, le poète de métier est resté insensible devant cette création de l'homme, observez par contre le cercle des travailleurs dont la longue collaboration a mis l'œuvre debout. Lorsque pour la première fois on le met en mouvement, lorsqu'après le long et patient travail de la construction on lui donne la vie : l'expression de leur regard et leur silence presque religieux en disent davantage que bien des alignements de mots savamment rythmés, et ils s'affirment là supérieurs par le sentiment à bien des écrivains qui ont été guidés dans leurs diatribes contre la machine par une sorte de peur physique de ses mouvements qu'ils n'ont pas compris » (1).

Après ce magnifique tableau, nous ne pouvons plus que conclure avec Dubreuil : *la machine est l'amie du peuple*.

§ 2. — *Dubreuil et l'esprit de la rationalisation.*

Et maintenant, Dubreuil débordant le cadre des problèmes techniques, étudie ceux mêmes qui sont le fondement de la civilisation. S'il est partisan de la rationalisation, c'est parce qu'il y voit un instrument d'émancipation de la classe ouvrière.

(1) *Nouveaux Standards*, p. 49 et 50.

C'est aussi parce que l'esprit de service et de coopération, qui en constitue l'élément radioactif, représente pour le socialisme, un aliment spirituel indispensable à son succès.

A. — *La Rationalisation instrument
d'émancipation du peuple.*

Dubreuil ne défend pas la technique pour elle-même. Et lorsqu'il déclare que « la machine est l'amie du peuple » ce n'est pas dans le seul but de la réhabiliter aux yeux des ouvriers comme instrument de travail, c'est surtout parce que pour lui elle prépare « la nouvelle République du Travail », et facilite l'ascension du travailleur à des situations que détenaient, jusqu'à présent, des « privilégiés ».

Ne serait-ce pas là, d'ailleurs, tout le secret de cette antipathie des intellectuels ou du moins des dirigeants contre le machinisme et la rationalisation? « Sous les vagues expressions : « intrusion du nombre », « chute de culture », « incertitude spirituelle », « perversion des valeurs » j'ai senti le désenchantement des *mandarins* qui voient leurs privilèges atteints par les progrès des hommes énergiques occupés à se hisser avec audace au-dessus des bas-fonds. Ce sont ces hommes qui croient que l'intelligence est en péril parce que leurs « situations » sont menacées, et qui répètent à l'envie tous les lieux communs en usage contre le « machinisme qui tue les cerveaux ». Mille raisons d'espoir nous permettent au contraire de rejeter ces craintes, et d'appeler joyeusement à l'assaut des « situations privilégiées », les éléments courageux et forts que la foule recèle. Un avenir plein de splendeurs nouvelles s'ouvre aujourd'hui devant les hommes qui sauront construire, malgré la rage impuissante des attardés, une nouvelle civilisation » (1).

(1) *Stand.*, p. 53.

Et la rationalisation fait œuvre d'émancipation parce qu'elle fait œuvre de culture.

« La rationalisation nous amène ainsi en face d'une des transformations les plus profondes auxquelles les masses populaires aient jamais dû s'adapter, car la production en masse doit entraîner obligatoirement avec elle une diffusion des connaissances que le monde n'a jamais connue. Le temps n'est plus où le savoir et l'art devaient se cacher derrière les murailles des monastères... » (1).

En outre, la rationalisation facilite l'éducation de la responsabilité chez le salarié, en le remplaçant dans un ensemble et en lui ouvrant l'accession à des emplois de plus en plus qualifiés ; et cela a son importance, « car, là est le seul et le véritable moyen de l'élever et de le faire accéder peu à peu à la joie ». En amenant peu à peu les ouvriers à partager les responsabilités, ne sera-ce pas le moyen de les adapter aux tâches que leur imposera la cité socialiste ?

Dubreuil sait bien que cette attitude « ne paraît pas assez révolutionnaire à certains théoriciens », parce que « ce partage des responsabilités, ils l'appellent : collaboration des classes, ce qui dans leur jargon signifie que ceux qui accèdent à de telles responsabilités trahissent leurs camarades... », mais Dubreuil se soucie fort peu de ces « raisonnements artificiels ». Il n'appartient à personne de brûler les étapes et si les chemins qu'il propose paraissent trop longs, il croit cependant « devoir affirmer honnêtement que cette longue route est la seule qui lui paraisse sûre ».

Il n'est pas nécessaire de souligner cette attitude de Dubreuil, d'un Dubreuil socialiste, mais plus préoccupé de réformisme social que de révolution hardie. Là encore les possibilités de la rationalisation se rencontrent avec les sentiments profonds de l'intellectuel réaliste.

(1) *Nouv. stand.*, p. 274.

B. — *L'esprit de service et la coopération :
fondement de la rationalisation et... du socialisme.*

Ce qui donne à la rationalisation son aspect original, c'est qu'elle tend à substituer à la recherche du profit l'esprit de service et de coopération.

« La vieille idée de maître et serviteur est en voie de disparition, elle tend à être remplacée par une conception d'après laquelle l'industrie est une entreprise commune qui n'est pas seulement l'affaire des hommes qui lui ont fourni des capitaux, mais aussi l'affaire de tous ceux qui contribuent à son existence par les efforts de leurs bras ou de leur esprit... Là est en effet la source de la nouvelle morale du travail et elle implique la compréhension d'une vaste discipline sociale de demain... Il faut qu'à la notion de dévouement pour un homme, soit substitué le sentiment que *l'acte du travail accomplit une œuvre d'intérêt collectif*, qu'il constitue un élément de la grande collaboration sociale où chacun doit donner quelque chose de lui parce qu'en même temps il reçoit de tous » (1).

Si cet esprit de discipline sociale n'atteint pas encore la perfection en Amérique, du moins, Dubreuil voit-il dans les qualités des produits américains, sur lesquels l'Europe se précipite en hâte, la marque de son développement à un degré déjà « efficient ». Et c'est dans l'épanouissement harmonique de cette nouvelle discipline nécessaire à la production en masse que se réalisera le socialisme.

« La grande erreur d'une certaine propagande faite auprès des travailleurs est celle qui ne leur enseigne que la haine, l'envie et l'avidité, car rien de durable, ni de sain ne peut être bâti sur de tels éléments. On ne constituera pas la cité socialiste avec une cohue d'appétits individuels, mais avec des hommes dont l'activité sera éclairée par « l'esprit de service ». *L'esprit*

(1) *Standards*, p. 312 et s.

de service, constituera un jour la vraie base du socialisme, la base pratique que ne pourrait réaliser le dévouement que réclamaient les socialistes de 1848. L'esprit de service est en effet dans les possibilités de la nature humaine. Il se formera avec un peu d'éducation, car il ne réclame nul sacrifice, mais seulement un peu de bon sens puisqu'il donne pour recevoir » (1).

Ainsi donc, pour Dubreuil, la rationalisation qui fournit à la cité socialiste une technique industrielle et économique, lui fournit aussi une éthique, puisqu'elle se présente à l'homme comme susceptible d'absorber à la fois des activités matérielles et spirituelles.

§ 3. — *La rationalisation doit être améliorée.*

Dubreuil est allé en Amérique y chercher « quelques points de lumière ». Il a dédaigné les ombres, de parti pris. Il ne les a pas méconnues cependant. Il sent bien qu'à son tableau pourtant favorable, de la rationalisation américaine, il doit apporter des retouches. Car il est des problèmes qu'il n'est pas possible d'élucider, parce qu'ils touchent au fond même de la vie de travail. Sans doute, par la rationalisation, la vie ouvrière se trouve singulièrement améliorée. Mais il y a là, qui guette la citée rationalisée, un spectre tragique, celui du chômage, le spectre du *Robot*. Il y a tout de même le problème de la monotonie du travail. Il y a aussi d'autres questions angoissantes, car enfin, il faut bien donner à la vie un but autre que celui du travail même dans une usine rationalisée; car la technique, si habile soit-elle, n'est tout de même qu'une technique où l'homme reste sous l'emprise de la matière, et puis l'ouvrier est autre chose qu'un ouvrier, il est un homme et son humanité

(1) *Nouv. st.*, p. 318.

se trouve soumise à l'épreuve de la technique et d'une industrie parfois sans entrailles.

Quelles réponses à tous ces problèmes? ce sont des problèmes fondamentaux et Dubreuil ne va pas les élucider. Et c'est là sans doute qu'il va abandonner davantage encore les conceptions du socialisme marxiste et matérialiste.

En ce qui concerne *le chômage*, Dubreuil ne songe pas à nier le problème. Il est évident qu'à chaque nouveau perfectionnement du machinisme, correspond une augmentation de la production et une diminution de la main-d'œuvre. Sans doute *l'homme machine* n'existe-t-il pas encore, mais ce spectre du Robot, est suffisamment angoissant pour que l'on songe à des remèdes. Ici, Dubreuil n'apporte pas de solutions nouvelles : indemnités de chômage à la charge des usines et diminution des heures de travail, et en outre coopération entre organisations ouvrières et patronales pour limiter le déséquilibre entre la production et la consommation et répartir au mieux les périodes de travail. Tout cela n'a rien de bien neuf. Au surplus, Dubreuil ne fait-il que rapporter les solutions américaines à ce problème.

La monotonie du travail? n'est-ce pas encore une formule pour intellectuels. Ce n'est pas la répétition des mêmes gestes qui crée la monotonie au travail.

« La véritable monotonie du travail est créée par la vie sans espoir, par le sentiment qu'on ne sortira pas de cette morne répétition dans laquelle on a vu sombrer des vies et des intelligences autour de soi. Des années, des dizaines d'années, des vies, s'écoulent dans cette morne répétition autrement terrible que l'apparence des gestes qu'on fait devant la machine et qui frappent tant l'intellectuel étranger à la véritable vie du travail. Ce qui fait la vie monotone, c'est l'activité sans but, c'est le cercle étroit et médiocre, d'une existence terne et grise, c'est le sentiment d'une vie fermée et sans horizon (1).

(1) *Nouv. stand.*, p. 168.

« ... Il faut aussi comprendre que c'est surtout à cause de cette souffrance lente et écrasante que l'homme, englouti dans la tristesse de la vie industrielle, est plus apte que quiconque à écouter les paroles de haine. Pour le sauver de ce naufrage dans la désespérance, il faut lui rendre possible l'accession à la joie et à l'amour, il faut lui réapprendre la joie et l'amour... » (1).

Car, pour Dubreuil, *le but de la vie c'est la joie*. Et cela ne manque pas de saveur de l'entendre d'un socialiste : « ce n'est que pour la commodité de nos raisonnements que nous joignons dans notre personne les fameuses abstractions de l'économiste : le producteur et le consommateur, et je pense que nous devrions avoir l'audace de dire que nous ne vivons en réalité ni pour produire ni pour consommer, mais pour être heureux » (2). Or « la joie, la vraie joie est la joie directe du travail quand il se poursuit de telle manière qu'il apporte la récompense immédiate et permanente de l'effort » (3).

Et c'est cette atmosphère du travail qu'il s'agit de rendre respirable pour les ouvriers. « Un certain nombre de résultats étant acquis dans l'ordre des choses matérielles il est temps de songer à passer sur un autre plan » (4).

A côté du problème de la technique, il y a tout *le problème de l'homme*. Il s'agit en quelque sorte d'humaniser cette technique de façon qu'elle ne crée plus pour l'homme de la souffrance mais de la joie, de façon que l'homme ne soit plus considéré comme « un organe et un accessoire de la technique » (5). En effet, « malgré ses mouvements essentiellement artificiels et factices, la machine n'est encore qu'un simple prolongement de la main humaine, toujours dirigée par un cerveau pensant et une sensibilité apte à la souffrance comme à la joie » (6).

(1) *Nouv. stand.*, p. 170.

(2) *N. stand.*, p. 157.

(3) *N. stand.*, p. 161.

(4) *N. stand.*, p. 166.

(5) *N. stand.*, p. 173.

(6) *N. stand.*, p. 182.

Or « le mal créé par la technique industrielle pourrait être supprimé par la même technique, si toutefois l'homme qui la dirige voulait bien penser davantage à son frère qui souffre. Ce n'est pas tant du fait de la technique que l'homme souffre, que du fait de l'homme qui n'a pas pitié de son frère » (1).

En d'autres termes, et suivant la formule d'Auguste Comte, « le moment est venu d'intégrer dans la production moderne le prolétariat qui n'y est encore que campé ».

Dubreuil termine donc sur une note tout à fait spiritualiste sur un conseil tout ce qu'il y a de plus... évangélique. Nous aurions garde d'insister davantage.

CONCLUSION

Il y a donc dans l'œuvre de Dubreuil autre chose qu'un simple reportage, mais un jugement profond qui ne méconnaît rien des splendeurs comme des ombres de la civilisation industrielle américaine. La lecture de *Standards* et de *Nouveaux Standards* est très attachante. Et l'œuvre de Dubreuil constitue l'un des éléments les plus attrayants de cette controverse sur la rationalisation. Son opinion, qui est celle d'un homme qui a vécu de cette vie que la rationalisation impose aux ouvriers, ne pouvait être indifférente. L'ayant connue par l'intérieur, il en a su tous les attraits comme aussi tous les déficits. Son jugement n'en a été que plus près de la vie et de la réalité. Nous ne saurions donc nous plaindre de ses enthousiasmes ni lui reprocher son admiration pour toute la civilisation industrielle.

Pour Dubreuil, qui est fermement attaché à la cause ouvrière, la rationalisation ne constitue-t-elle pas un instrument d'émancipation du peuple ? Et pour un esprit curieux d'un ordre nouveau, la rationalisation n'est-elle pas la première étape vers « l'avenir qui monte dans la fumée des usines » ? Il faut savoir gré à Dubreuil d'avoir su le montrer.

CHAPITRE IV

LES SOCIALISTES SYNDICALISTES

Il est une autre tendance socialiste qu'il était difficile de passer sous silence : le syndicalisme. Pour les syndicalistes, c'est le problème de l'Etat qui se pose à nouveau avec l'apparition de la rationalisation. Eux aussi, considèrent dans la rationalisation un mode de production socialiste. Mais leurs préoccupations vont plus loin et ils ne conçoivent pas que l'on puisse parler de réforme du régime économique sans parler en même temps de réforme du régime politique. L'Etat moderne doit s'adapter aux modes de produire nouveaux. La rationalisation ne sera intégralement réalisée que si elle aboutit à la réforme de l'Etat. D'ailleurs, le régime socialiste vers lequel la rationalisation pousse l'économie moderne ne peut être réalisé que si une transformation s'opère en même temps dans les rouages de l'Etat. Avec André Fourgeaud et Sammy Beracha, nous allons étudier les représentants de cette doctrine socialiste syndicale.

I

ANDRÉ FOURGEAUD

Dans son livre paru en 1929, André Fourgeaud s'est efforcé de présenter, d'après les expériences américaines et allemandes, une synthèse doctrinale de la rationalisation.

De cette rationalisation, il a montré l'aspect original, qui en fait une véritable doctrine aussi éloignée du vieux libéralisme que du socialisme sous quelque forme qu'il apparaisse.

« Pour elle (la Rationalisation), la solution du problème économique comme aussi celle du problème social qui lui est étroitement lié et subordonné, n'est pas dans une réforme sociale à forme étatiste, socialiste ou communiste ; mais dans une conception radicalement différente de la production et de la circulation qui entraînera une modification profonde de la répartition des biens et un accroissement de richesses tel que tous les hommes pourront boire à la coupe du bonheur... Aussi le nouveau mouvement nous apparaît déjà sous l'aspect d'une fermentation d'idées d'économistes, de techniciens et de producteurs à la recherche d'une solution de l'ordre économique et social nouveau, et cette solution doit être aussi éloignée du marxisme bolchéviste ou du socialisme d'état que de l'ancien libéralisme » (1).

Mais malgré l'originalité de son aspect doctrinal, Fourgeaud reconnaît à la rationalisation le droit de cité socialiste mais un droit de cité dans l'Etat d'une espèce particulière : l'Etat syndical.

C'est ainsi qu'après avoir exposé les différents caractères de la Rationalisation, et montré en particulier en quoi elle avait su « socialiser » le système Taylor, il délaissera les rationalisations américaines, allemandes et soviétiques pour conclure à la rationalisation syndicalisée.

Ce sont ces deux seuls aspects de son ouvrage que nous montrerons dans les pages qui vont suivre, parce qu'elles constituent celles où l'auteur a davantage exposé ses conceptions personnelles. L'ensemble de l'ouvrage, en effet, expose les différents aspects de la rationalisation, de façon à faire comprendre en quoi elle consiste, quels rouages économiques elle met en mouvement, et quels sont les mobiles et les buts de son activité. André Fourgeaud a tracé, comme son titre l'indique, une synthèse de la rationalisation comme doctrine économique.

Et, bien que socialiste lui-même, il n'y a pas mêlé de parti pris doctrinal, autre que celui qui lui fait envisager la rationalisation comme la technique indispensable de l'état socialiste syndical.

(1) Fourgeaud, *La Rationalisation*, p. 22 et suiv.

A travers son livre, nous allons montrer précisément comment il considère :

1° de quelle façon le taylorisme qui est à la base du système de la rationalisation a été socialisé sous l'influence de la méthode nouvelle de production

et 2° de quelle façon le vieil Etat doit être modifié sous l'influence du dynamisme syndical pour que la rationalisation puisse accomplir son œuvre.

§ 1. — *Le véritable socialisation du système Taylor.*

A. — *Taylorisation et Rationalisation.*

Il n'est pas utile de rappeler les attaches de la rationalisation et du système Taylor. Nous avons déjà vu que la taylorisation ou organisation scientifique du travail formait la base de la rationalisation. Cette idée nous la retrouvons dans Fourgeaud :

« Taylor est, sans nul doute, le fondateur de la rationalisation du travail ; il a le premier, systématisé scientifiquement les processus de travail » (1).

B. — *Taylorisme et individualisme.*

D'autre part, le Taylorisme est essentiellement d'essence individualiste. Qu'il s'agisse de la formation professionnelle de l'ouvrier ou de la recherche de ses aptitudes, qu'il s'agisse de l'exercice même du travail, Taylor ne connaît absolument que l'individu, et son système, pour fonctionner, ignore la communauté des intérêts qui peuvent unir les ouvriers. Cet individualisme du Taylorisme a frappé Fourgeaud qui le montre en peu de phrases :

(1) Fourgeaud, *op. cit.*, p. 44.

« Taylor recherche d'abord les procédés de travail et pose ensuite la question : Quels sont les hommes les plus aptes à opérer ce travail tel qu'il est déterminé au préalable ? L'ouvrier doit oublier pour ainsi dire tout ce qu'il a appris jusqu'ici et on l'exerce isolément aux nouveaux managements.

On le sépare du groupe, on le prépare séparément à un travail spécial. L'homme est isolé et mis au service du rendement... Le *scientific management* comporte, on le voit, l'abolition du travail en groupe dont Taylor a dit que « le rendement et l'efficacité tombent au niveau le plus bas et même plus bas encore.

D'où cette conséquence inéluctable qu'entraîne le système Taylor de détruire chez l'ouvrier tout sentiment de communauté d'intérêt, de camaraderie et d'union et de séparer le travailleur du syndicat ».

« ... En résumé, le système Taylor aboutit à une atomisation, très poussée du travail individuel, à la destruction de toute initiative et de toute personnalité à la dilacération des rapports de classe qui naissent du travail en commun, de tous les rapports de dépendance de l'ouvrier envers l'entreprise ».

Heiss a pu dire de lui « qu'il n'a pas le respect exigé par la morale pour la libre personnalité humaine » (4).

C. — *Du Taylorisme au Marxisme.*

En apparence, donc, le système Taylor est à base essentiellement individualiste. Mais ce n'est qu'une apparence. L'institution des conseils d'usine ou d'atelier, mise au point avec les nouvelles méthodes de la rationalisation américaine ou allemande, dans le but de soustraire l'ouvrier aux influences extérieures à l'entreprise et de l'attacher davantage encore à cette entreprise, n'est-elle pas une porte ouverte à l'influence révolutionnaire ? Celle-ci va se trouver transposée du plan syndical au plan de l'entreprise elle-même. Et la technique elle-même du taylorisme, qui semble enfermer dans un certain nombre de formules simples et à managements faciles, le secret du fonctionnement des entreprises, ne va-t-elle pas permettre à la classe ouvrière de considérer « que la fonction d'entrepreneur est essentiellement remplaçable » ?

Et si la fonction d'entrepreneur est remplaçable, pourquoi

(4) Fourgeaud, *op. cit.*, p. 46-47.

la classe ouvrière n'entreprendrait-elle pas elle-même la production ? « Ainsi l'Etat socialiste devient possible avec le système Taylor » dans lequel il puise le secret de la productivité.

« En d'autres termes — et c'est Fourgeaud qui parle — le socialisme et le système Taylor travaillent l'un pour l'autre.

« Lorsqu'on approfondit quelque peu la question, on aperçoit qu'au fond cette nouvelle directive du socialisme moderne est conforme à la tradition marxiste orthodoxe.

« On y retrouve cette conviction fondamentale de Marx de la force libératrice du progrès technique ; cette conviction... qui découle de la théorie du Marxisme historique... » (1).

Ainsi donc, le système Taylor ne serait pas si éloigné du socialisme marxiste, ou du moins — car nous pensons qu'il reste difficile de les identifier l'un à l'autre — il ne serait pas impossible d'envisager leur coexistence sous un régime socialiste. Mais lorsque Fourgeaud affirme que le socialisme et le système Taylor travaillent l'un pour l'autre, sans doute est-il dans la pure tradition marxiste du matérialisme historique, mais il faut admettre pour souscrire à ce postulat que le socialisme est inmanquablement dans la ligne du progrès social et en marque le terme, et que d'autre part tout progrès social et économique est une conquête du socialisme, comme s'il constituait à lui seul le seul ferment susceptible d'améliorer le sort de l'Humanité !

D. — *Du Taylorisme au Socialisme rationnel.*

Mais, dit encore Fourgeaud :

« La parenté qui relie le système Taylor au socialisme n'apparaît pas seulement dans la conception marxiste du progrès technique et de son influence libératrice pour les prolétaires » (2).

(1) Fourgeaud, *op. cit.*, p. 52 et sq.

(2) Fourgeaud, *op. cit.*, p. 53 et sq.

Cette parenté du système Taylor avec le socialisme existe également avec une autre école socialiste : le socialisme rationnel « qui peut se définir, avec Sombart, un effort de la raison vers la réalisation de l'idéal de justice dans le genre humain ».

Alors que le socialisme utopique (de Proudhon, par exemple) « bâtit sur le papier dans une pure imagination des constructions idéales et utopiques, le *socialisme rationnel dissèque les éléments de la vie sociale* et de son économie, les atomise, dans une poussière de matériaux et croit ensuite pouvoir créer une nouvelle structure sociale, qui serait la vie réelle, par une sorte de transposition et de juxtaposition scientifique de ces éléments ».

Ainsi, après avoir décomposé la vie sociale moderne en un certain nombre d'éléments et éliminé ceux qui ne lui paraissent pas rationnels ou utilisables, le socialisme rationnel compose une nouvelle société socialiste, rationnelle, celle-ci, et où auront été rassemblés selon un plan préconçu les éléments d'un bonheur idéal.

Or le Taylorisme de son côté, s'efforce de diviser en unités élémentaires le travail de l'individu, pour les regrouper en une structure nouvelle susceptible de diminuer l'effort de l'ouvrier tout en augmentant son rendement.

Le rapprochement des deux points de vue et des deux méthodes était facile à effectuer.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait aucune critique à formuler contre ce socialisme rationnel et cette généralisation du Taylorisme non plus seulement dans le cadre de l'usine et de la technique pure, mais aussi dans celui de la vie sociale. Ce n'est pas parce que les différents rouages sociaux auront été analysés et sélectionnés, et reconstitués sous une forme nouvelle que l'homme atteindra le bonheur. La vie d'une société quelle qu'elle soit n'est pas qu'une question de technique. Il entre dans l'organisme social pour qu'il vive normalement, comme il

entre dans l'individu pour qu'il se développe et s'épanouisse — et cela, Fourgeaud le fait très judicieusement remarquer — des impondérables et des gestes inutiles, des éléments taxés d'irrationnels qui poursuivent un but inutile en apparence. Ce sont ces éléments qui, en définitive, parce qu'ils sont d'ordre psychologique, impriment aux éléments rationnels, à la technique pure, cette vie qui leur est indispensable.

E. — *De la véritable socialisation du système Taylor :
le système Taylor inversé.*

Malgré les attaches socialistes du système Taylor, Fourgeaud n'est pas satisfait, parce que la socialisation ainsi opérée est incomplète. Il lui manque, comme il manque au système Taylor lui-même, ce souci de la psychologie de l'homme et des répercussions de la technique sur sa personnalité. Ce n'est que par la rationalisation qui a créé ces deux sciences sœurs : la psychotechnique et la physiologie du travail, que le système Taylor sera véritablement socialisé ?

Il ne s'agira plus de répondre à cette question posée par l'ingénieur Taylor : « quels sont les hommes les plus aptes à travailler avec des processus de travail rigoureusement et préalablement déterminés à occuper des places dans des formes d'organisation préétablies » mais au contraire à la suivante qui inversera la proposition précédente : « quels sont les formes d'organisation, les métiers, les processus de travail les plus aptes à utiliser les forces et les capacités humaines telles qu'elles sont ». On a mis au premier plan des préoccupations, non plus les procédés de travail et les formes d'organisation, mais l'individu avec ses penchants et ses capacités. Et alors seulement, il est orienté vers telle ou telle forme de technique ou de profession.

Ce n'est plus évidemment le système du célèbre ingénieur. Il s'agissait de le « socialiser ». Pour cela on a substitué à la

dictature de la machine qui est à l'origine d'une certaine « exploitation » des travailleurs, des préoccupations dominées par des solutions de classe. Evidemment, sous forme d'expérimentation, dans la pensée de l'auteur socialiste, il s'agit de subordonner la technique à l'homme — ce dont on ne saurait se plaindre — et plus spécialement à l'ouvrier. Et ce résultat ne peut être obtenu facilement que sous le règne de la rationalisation.

§ 2. — *L'Etat syndical rationalisé.*

Pour réaliser le vaste programme de la rationalisation André Fourgeaud ne croit pas au Capitalisme. Sans doute ne prévoit-il pas pour lui une disparition imminente, et à cela, il voit deux raisons : l'une réside dans le fait de l'augmentation des sociétés anonymes et la diffusion du régime de la propriété, et l'autre, précisément, dans le mouvement de la rationalisation et la politique des hauts salaires et de la baisse des prix qui en découle.

Le seul ennemi qui subsiste, ce sont les modes juridiques des institutions actuelles qui reposent sur le « vieux parlementarisme » et « réalisent bien moins la concentration des fortunes que celle du pouvoir économique ». Evidemment, les dirigeants satisfont les masses par la politique de la rationalisation, mais ils se rattrapent « par une domination politique intolérable, par un véritable asservissement du peuple dans une cage dorée ».

Or aucune des formules actuelles de la rationalisation ne donne satisfaction à André Fourgeaud. Il n'optera ni pour la rationalisation américaine « à laquelle il manquera nécessairement un jour où l'autre la pression de revendications ouvrières et le jeu de l'antagonisme des forces », ni « pour le régime de la rationalisation à l'allemande » qui « risque de sombrer dans

l'apathie du fonctionnarisme », ni même pour la rationalisation soviétique, incapable de renouvellement et d'effort créateur (1).

C'est vers la formule de l'Etat syndical que s'orientera André Fourgeaud, après avoir taxé d'incapacité le « Vieil Etat ».

« On ne peut imaginer une synthèse de la nouvelle doctrine sans l'intervention de l'Etat et d'un Etat puissant. L'âge nouveau appelle nécessairement la création de l'Etat technique. »

Fourgeaud ne s'attarde pas à préciser les détails de la nouvelle organisation qu'il préconise. Il en esquisse simplement les contours. Et il en formule les différents caractères en quelques propositions qu'il suffit de citer pour connaître l'opinion de l'auteur (2).

1° L'Etat technique doit être fort.

« L'Etat technique doit dominer les puissances qui ont capté les richesses sociales pour asservir l'homme et son intelligence, créatrice du progrès scientifique et de la technique moderne... ».

2° Il doit restituer aux techniciens le gouvernement de l'économie : le syndicalisme des producteurs.

« L'Etat technique doit restituer aux techniciens le gouvernement de la société moderne, coordonner les plans de la production des biens, créer les conditions nécessaires au plein épanouissement de l'âge nouveau.

Pour transférer le gouvernement de l'économie aux techniciens, un seul moyen : le syndicalisme des producteurs

La profession organisée syndicalement délègue toujours ses pouvoirs à des hommes compétents. Le barreau n'a jamais élu bâtonnier un avocassier. Le syndicat des cheminots a toujours délégué à sa tête des hommes remarquables. »

(1) Fourgeaud, *op. cit.*, p. 231.

(2) Fourgeaud, *op. cit.*, p. 232 et suiv.

3° Gouvernement des techniciens, mais contrôle de la souveraineté.

« La profession, c'est la compétence ; en face d'elle, il y a le nombre qui dicte, dans un Etat démocratique, la volonté de la majorité, qui indique les grandes aspirations d'un peuple. La compétence et le nombre sont les deux axes, les deux supports de l'Etat moderne.

A l'élite de la compétence appartiennent les fonctions de création et de direction de l'économie : au nombre le contrôle. Ce n'est pas le lieu d'envisager ici le problème politique de l'organisation de l'Etat syndical.

Dans le syndicalisme, le moteur du progrès, c'est la pression syndicale, la « contrainte mutuelle » qui établit l'équilibre dans le libre jeu des forces. Le régulateur doit être le contrôle de l'Etat souverain ».

Pour terminer, André Fourgeaud s'efforce de montrer tous les bénéfices que la rationalisation pourra retirer du syndicalisme.

« La rationalisation trouve dans le syndicalisme son moule idéal, sa structure véritable.

Mais comment pourrait-on en douter ? La rationalisation et le syndicalisme sont nés des mêmes besoins de l'humanité nouvelle. Les deux mouvements sont les fils de l'évolution historique du nouvel âge de la technique.

Il y a une nécessité vitale pour le progrès général de la Société humaine, que les hommes chargés d'exécuter le travail exercent une pression constante sur ceux qui conçoivent et organisent le travail : c'est la lutte du muscle fatigué sur l'intelligence créatrice pour la forcer à un nouvel effort créateur d'un nouveau mode d'épargne de la peine.

Toute l'histoire de l'humanité tient dans cette loi de la contrainte qui n'est qu'un des aspects de la loi du moindre effort.

La rationalisation est née de la contrainte mutuelle, le syndicalisme est né pour exercer cette pression. Ainsi le syndicalisme est à la rationalisation ce que l'essence est au moteur : l'un ne peut aller sans l'autre ; le moteur ne peut tourner si le carburant ne vient lui insuffler la vie et le mouvement. »

André Fourgeaud voit donc dans la Rationalisation une doctrine aux forces neuves qu'il est urgent d'utiliser au bénéfice d'un état syndical, soit, mais tout de même dans le sens du socialisme.

Là encore c'est un socialisme assez tempéré. Les préoccupations économiques, là où elles prennent le pas sur les considérations politiques ou même philosophiques, apaisent les passions et éloignent de la scène politique les bouleversements violents.

André Fourgeaud dénie au parlementarisme actuel toute capacité de progrès, c'est pour cela qu'il en veut la réforme.

Le gouvernement des techniciens ne vaudrait sans doute pas mieux que celui des politiciens. Serait-il affranchi des influences des puissances économiques ? Autant de points d'interrogation. D'ailleurs l'opinion d'André Fourgeaud à peine formulée sur cette nouvelle organisation politique ne permet guère la discussion. La tendance de Fourgeaud va se retrouver, mais avec une autre vigueur, une autre physionomie, chez Sammy Beracha que nous allons maintenant étudier.

II

SAMMY BERACHA

Rationalisation et Révolution.

Sammy Beracha est un fervent de la rationalisation. Il a été frappé par le sens de l'organisation qui l'imprègne et il en fait à la fois le pivot autour duquel la Société actuelle doit faire son évolution, le levier grâce auquel cette évolution sera précipitée, et même le terme de cette évolution. Pour Sammy Beracha, la rationalisation, qui est pour le moment en partie la cause de nos maux et en particulier de la crise économique, — mais parce qu'il s'agit de la rationalisation *capitaliste* — est au contraire la panacée qui fournira la solution à tous ces maux, mais seulement si elle est *intégrale*. Dans son ouvrage Beracha, en effet, s'attache à faire la critique de la rationalisation capitaliste et

préconise au contraire la rationalisation intégrale d'essence socialiste et syndicaliste.

Les deux paragraphes qui vont suivre vont mettre en relief ces idées.

§ 1. — *Une critique de la rationalisation capitaliste.*

La rationalisation peut être comprise différemment suivant que l'on considère comme rationnels les principes fondamentaux sur lesquels repose notre Société : Propriété et concurrence, ou suivant au contraire qu'ils sont considérés comme irrationnels. On en arrive, selon les cas, soit à approuver entièrement pratiques et réformes issues de la rationalisation telle qu'elle est pratiquée actuellement, ou au contraire à les considérer comme insuffisantes et à chercher à leur substituer des principes nouveaux, de nouvelles bases sur lesquelles l'économie devra se fonder pour être pleinement, intégralement rationnelle.

Beracha a choisi la seconde de ces attitudes.

Sans doute, il ne méconnaît pas *a priori* les efforts réalisés par le régime capitaliste en vue de la rationalisation, ni les réformes qui en ont découlé. Mais pour lui, *cette rationalisation* n'a pas de valeur parce qu'elle *est limitée*.

A. — *La méthode de la rationalisation capitaliste.*

Si l'on applique à la production et aux relations économiques, la méthode scientifique, on ne peut qu'aboutir à l'analyse critique de toute l'ancienne structure économique et à la systématisation méthodique d'une structure nouvelle, coordonnée, suivant les principes de la saine raison. Mais « cette analyse critique de l'économie n'est point faite aussi rigoureusement qu'elle devrait l'être..., personne n'applique le *principe de la table rase de Descartes*, à toute la structure économique en vue d'une profonde synthèse scientifique d'où jailliraient les bases d'un

société organisée. *On se contente généralement de n'organiser rationnellement que les éléments qui assurent au capitalisme sa domination » (1).*

La méthode de la rationalisation capitaliste est donc viciée dès son point de départ. Et, d'autre part, les réformes poursuivies sont accomplies avec un parti pris marqué de ne pas toucher au fond du système économique.

« Le capitalisme mondial ... s'efforce de nous persuader que la structure économique actuelle et l'organisation sociale qui en résulte sont parfaites. *La rationalisation doit se borner aux réformes qui ne touchent pas au système; elle doit le renforcer... les protagonistes de la rationalisation limitent son application intégrale.* Ils vont souvent jusqu'à admettre quelques principes collatéraux de l'économie manchestérienne sans ébranler pour cela tout le système : *la libre concurrence devient de moins en moins libre* mais cette réalité ne détruit pas la théorie classique du mobile économique d'où découle la théorie de la propriété individuelle des instruments de production et la libre exploitation de ces derniers » (2).

B. — *Les principes de la rationalisation capitaliste.*

Ce qui vicie profondément la rationalisation capitaliste, ce sont les principes mêmes sur lesquels repose tout le régime capitaliste. « Ce qui dans l'économie d'aujourd'hui n'est pas conforme à la science, c'est surtout le système ».

Et alors toute la critique de Beracha s'appuie sur la critique du régime, critique de la propriété qui engendre le profit, et critique de la concurrence.

« *La poursuite du gain* ne peut donner à la production ni une direction morale, ni une direction rationnelle. Au delà des ambitions personnelles, il y a les intérêts de la collectivité, qui ne satisfont pleinement que si l'on produit ayant pour objectif unique cette satisfaction ».

Je considère *la concurrence* comme contraire à la raison. Elle ne coordonne pas les efforts : elle les confronte. Dans toute concurrence, un effort se propose d'annuler l'effet de l'autre, ou du moins de l'amoinvrir » (3).

(1) Beracha, *Rationalisation et Révolution*, p. 44.

(2) Beracha, *op. cit.*, p. 46.

(3) Beracha, *Cahiers Bleus*, p. 9 et 10.

Et il résulte de cette recherche du profit individuel une contradiction permanente à la base même du régime qui le vicie profondément.

« Une contradiction totale entre les aspirations de l'industriel et les ambitions du consommateur fait le discrédit de ce système de concurrence. L'industriel a intérêt à produire un maximum, tandis que le consommateur a tout intérêt à ne consommer qu'un minimum, l'économie étant basée sur le capital, qui, dit-on, se constitue en épargne » (1).

Nous n'insisterons pas sur cette critique du régime capitaliste. Au surplus, ne présente-t-elle rien d'absolument nouveau.

C. — *La technique de la rationalisation viciée par les principes capitalistes*

Certaines manifestations techniques de la rationalisation capitaliste, par exemple les cartels, se trouvent viciées parce qu'elles se développent en régime capitaliste.

Les cartels ne sont plus que des « syndicats d'intérêts » destinés à augmenter les profits par le maintien des prix, ou à accroître la domination des financiers sur l'économie.

« Certains auteurs croient que les Cartels offrent les qualités qui manquent aux trusts pour qu'ils puissent être incorporés dans la doctrine de la Rationalisation. Ces auteurs se trompent. Même avec les cartels on est rarement en présence d'une coordination méthodique de la production. Ce sont le plus souvent des coalitions défensives, inspirées par l'instinct de conservation. Les cartels et concerns de rationalisation eux-mêmes n'opèrent pas une coordination idéale de la production nationale ou internationale. Ils sont formés selon le caprice des situations ou selon la politique des financiers qui peu à peu s'adjugent les leviers de commande de la production et des marchés. Les cartels ne sont autre chose que des trêves conclues entre capitalistes, qui, au lieu de poursuivre leur lutte ruineuse par la concurrence, mettent leurs intérêts en commun. Supprimer la concurrence est

(1) Beracha, *Cahiers Bleus*, p. 10.

évidemment très rationnel. Seulement les cartels, quand ils se forment, ne tiennent aucun compte de la partie sociale de cette formation. Un cartel, c'est très souvent un syndicat d'intérêts dont le consommateur souffre » (1).

Les autres procédés techniques de la rationalisation *standardisation*, *normalisation*, etc... ne sont évidemment utilisés que dans le but d'abaisser les prix de revient et donc d'accroître les bénéfices.

Quant à *la concentration économique*, prédite par Marx, et qui devait amener l'avènement du socialisme, elle s'est bien résolue par une domination, mais qui n'a pas été celle du socialisme. Ce n'est d'ailleurs pas absolument la concentration des capitaux ou des entreprises qui s'est réalisée, mais celle du pouvoir économique « obtenue par l'abandon que font les propriétaires, dont le nombre se multiplie constamment, de l'autorité qu'ils détiennent, en vertu du principe de la liberté économique, sur la partie de capital productif qu'ils possèdent. La classe des propriétaires s'élargit tous les jours, mais le nombre de ceux qui exercent le pouvoir économique tend à diminuer » (2).

Et puis, il y a *le phénomène des crises* que la rationalisation capitaliste n'arrive pas à résoudre. La recherche du profit, l'absence de débouchés, l'inexistence de mesures tendant à coordonner la production et à l'adapter aux besoins, amènent fatalement la surproduction et la crise. La rationalisation capitaliste se révèle impuissante, parce qu'elle est incomplète, parce qu'elle n'a pas voulu aller jusqu'au bout des conséquences logiques du principe de raison qui est à sa base, parce que ce principe de raison la conduisait directement au socialisme... et elle n'en a pas voulu pour ne pas mourir.

« *La rationalisation continue à être une mystique au service du capitalisme menacé. Seulement telle que le capitalisme l'entend, elle n'est pas une solution* » (3).

(1) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 67.

(2) Beracha, *Rat. et Rév.*, *op. cit.*, p. 141.

(3) Beracha, *Rat. et Rév.*, *op. cit.*, p. 116.

Il ne s'agit pas sans doute de rejeter en bloc toutes les méthodes nouvelles de la rationalisation. Les méthodes restent excellentes « au point de vue strictement technique », « les méthodes de la technique moderne réalisent un progrès scientifique, incontestable, mais qui s'avère impuissant à résoudre le problème économique le plus sérieux de notre temps. C'est que ce problème n'est pas uniquement du domaine de la technique, mais aussi et surtout du domaine de l'économie générale, c'est à-dire des relations du travail et de la propriété, des principes généraux qui assurent les processus de la production, de la circulation, de la répartition et de la consommation des richesses » (1).

Et la solution à ce problème de l'économie générale c'est, pour Beracha, la rationalisation intégrale.

§ 2. — *La rationalisation intégrale.*

A. — *Son but, ses tâches.*

A la rationalisation individualiste ou capitaliste, Sammy Beracha oppose la rationalisation intégrale. La première consiste seulement à rendre conformes à la raison les corollaires du système actuel, sans toucher aux principes de liberté et de concurrence sur lesquels repose le régime capitaliste. La seconde, au contraire, a un champ beaucoup plus vaste. Son but est de « substituer aux fondements de l'économie libérale une économie nouvelle basée sur des principes nouveaux ». Il ne s'agit plus de simples réformes ni d'améliorations du régime actuel, mais d'une véritable révolution. Comme le dit encore Beracha, « la rationalisation est l'aspect économique de la révolution sociale ».

Ou encore :

(1) Beracha, *Rat. et Rév.*, *op. cit.*, p. 116 et sq.

« Avec la rationalisation, nous ne sommes pas en présence d'un simple palliatif, mais devant la nécessité impérieuse de mettre un ordre défini dans l'anarchie de tous les palliatifs antérieurement employés.

« ... En un mot, rationaliser c'est « substituer l'ordre, les grands plans d'ensemble, la convergence systématique de tous les efforts à l'incohérence et à l'anarchie qui en ce jour caractérisent la production ».

« Cette définition met sur le chantier de la réformation, la question de la propriété et le rôle que l'Etat doit jouer dans la production, circulation et distribution des richesses » (1).

Ce sont les mêmes idées que l'on retrouve dans l'ouvrage principal de Beracha. Le but de la rationalisation intégrale ne se réduit pas à l'introduction d'une certaine technique dans la production. Il s'adresse à toute l'économie : « Il faut rationaliser toute la vie économique, tous les rapports économiques ; il faut équilibrer la production et la consommation, rationaliser la répartition des richesses, méthodiser les rapports de direction de l'économie » (2).

L'énormité du but à atteindre ne semble pas effrayer Beracha. Et il semble que, pour lui, il suffise de donner à l'organisation économique un nouveau statut et de créer de nouvelles institutions, pour que la révolution que doit opérer la rationalisation intégrale, soit accomplie.

« La tâche de la rationalisation intégrale se résume donc à ceci : donner aux découvertes scientifiques, aux forces productives nouvelles, aux méthodes scientifiques de travail *des cadres appropriés*, établir *par avance* les relations entre le capital et le travail au lieu de les laisser à l'anarchie et à l'empirisme » (3).

(1) Beracha, *Cahiers Bleus*, p. 12.

(2) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 163.

(3) Beracha, *Rat. et Rév.*, *op. cit.*, p. 163.

Il ne s'agit donc pas, comme les socialistes marxistes le préconisent, de socialiser les moyens de production.

« Marx et les marxistes sont allés trop vite en concluant à la nécessité qu'il y aura de socialiser la propriété des moyens de production. Cette socialisation est inutile et impossible à réaliser. Elle est d'autre part irrationnelle. Si les forces économiques se développent de génération en génération au lieu d'être consommées, détruites par l'une d'elles, c'est que l'épargne a su les conserver. Et il ne faut pas l'oublier. L'épargne est basée sur la propriété individuelle » (1).

Or, il ne s'agit pas non plus de socialiser ni de supprimer la propriété individuelle :

« Il faut le dire et le répéter : l'acquisition de la propriété est le moteur essentiel de toute activité humaine, au lieu de supprimer la propriété, il faut organiser la société de telle manière que l'accession à la propriété soit possible pour tous » (2).

B. — *Le but de la rationalisation intégrale : Socialiser la puissance économique.*

Le grand problème de la rationalisation intégrale est tout autre : il faut socialiser le pouvoir directeur de l'économie et organiser les relations de la propriété et du travail de telle façon que la propriété ne puisse plus aboutir à un abus » (3).

Cette organisation des relations de la propriété et du capital est indispensable parce que ces relations sont à l'origine de tous les abus. « Entre ceux qui possèdent des capitaux et les travailleurs, s'est formé tout un appareil bureaucratique et financier, ayant pour but d'accoupler et d'utiliser les forces productives détenues par eux ». Et c'est précisément dans cet appareil que réside ce que Beracha et les socialistes appellent l'Impérialisme économique et financier, cette espèce de puis-

(1) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 166.

(2) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 167.

(3) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 167.

sance occulte qui gouverne les hommes et le monde, agit sur les capitaux ... des autres, et signe et contresigne décrets et arrêtés, pour faire fonctionner le tout suivant son bon plaisir, sorte de génie mystérieux et malfaisant bien fait pour frapper l'imagination populaire, chef d'orchestre invisible, mettant en mouvement tel ou tel instrument, au gré d'une partition fantaisiste et d'une musique échevelée.

Or « le fonctionnement régulier des organismes que cet impérialisme a créés est devenu absolument utile à la société. Le pouvoir public ne peut plus se désintéresser de leur activité, le dogme de la liberté économique ayant été déposé par leur propre constitution. Il faut non seulement qu'il les contrôle, mais qu'il entreprenne à leur place de servir d'intermédiaire entre le capital et le travail, entre la propriété et la fonction productive, il faut qu'il coordonne tous les éléments de l'économie et qu'il maintienne l'équilibre économique en agissant sur ces éléments en dirigeant leur activité et leurs effets.

Ce n'est évidemment pas l'Etat parlementaire, tel qu'il est organisé actuellement qui pourra se charger de diriger l'économie. Une fonction aussi délicate ne pourra être exercée que par un Etat compétent : *l'Etat technique. La réforme de l'Etat est indispensable pour la Rationalisation intégrale* » (1).

C. — *Les conséquences de la Rationalisation intégrale :
l'Etat syndical.*

La Souveraineté économique.

« Le législateur en toute matière est le peuple, sauf toutefois en matière économique où une liberté absolue est laissée aux forces productives en présence » (2).

(1) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 169.

(2) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 171.

Or, pour Beracha, c'est cette contradiction entre l'activité politique des individus et leur activité économique qu'il est nécessaire de supprimer. Alors que l'activité politique est soumise à des règles précises et déterminées par la constitution, l'activité économique est abandonnée au principe de l'article 1134 du Code civil sur la liberté des Conventions. Il en résulte qu'aucune discipline, sinon la loi du plus fort, ne règle les rapports économiques des individus entre eux. Et c'est là, la source de tout le mal.

Le Syndicalisme est bien né pour opposer au pouvoir économique des capitalistes, devenu insolent, la force des travailleurs, décidés à substituer les contrats collectifs aux contrats individuels. Il y a donc là une ébauche de représentation économique parallèle à la représentation politique. Mais « ce n'est qu'une ébauche. Et si les rapports économiques se sont disciplinés d'eux-mêmes, cette discipline n'est pas encore une discipline organique ».

« En réalité il ne s'agit pas d'une discipline unique, qui serait celle de toute la vie économique, mais de différentes disciplines antagonistes, les disciplines du capital représentées par les impérialismes économiques, et la discipline du travail, représentée par les syndicats professionnels » (1).

Les syndicats pour l'instant, bien que représentatifs d'une certaine souveraineté économique, et bien qu'ils aspirent à devenir les organes faisant fonctionner l'économie, sont employés exclusivement à combattre la dictature des impérialismes économiques et financiers. Ils ne remplissent donc pas la fonction qui leur est dévolue par la Rationalisation intégrale, qui consiste précisément à leur confier le pouvoir directeur de l'économie, de façon à en assurer l'organisation et le fonctionnement aux lieu et place des impérialismes économiques et financiers.

(1) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 173.

*Le sens de la réforme : l'intégration du syndicalisme
dans l'Etat.*

Toute la réforme de l'économie, exigée par la Rationalisation intégrale, sera donc opérée dès que le syndicalisme aura été intégré dans l'Etat et dès que la Direction des forces économiques lui aura été confiée. Voici d'ailleurs comment s'exprime Beracha :

« Toute la réforme de l'Etat se résume exactement à ceci :

1^o le syndicalisme doit passer du domaine du droit privé et de la coutume dans le domaine du droit public. Le syndicalisme doit être rendu obligatoire pour toute la production et doit être doté de certaines attributions de puissance publique.

2^o La fonction de direction des forces économiques détenue par la ploutocratie, doit devenir l'attribution principale des syndicats, des fédérations syndicales et de l'Etat ».

« Il s'agit donc d'une véritable révolution économique, car la syndicalisation du pouvoir économique n'est autre chose que la suppression de l'économie capitaliste, le rattachement de toutes les fonctions économiques aux syndicats ou fédérations syndicales, devenus des centres directeurs de l'Economie » (1).

C'est cette fonction du syndicalisme qui est le point central de la réforme que préconise Beracha pour réaliser la rationalisation intégrale. Le syndicat ne doit pas rester un organisme de représentation des intérêts économiques et professionnels. Puisqu'il est l'émanation de la souveraineté économique des travailleurs, il doit aboutir à absorber la fonction de direction des forces économiques « qui est aujourd'hui le monopole de la haute finance ». Le syndicalisme apparaît donc nettement dans la conception de Beracha comme un mouvement révolutionnaire, mais révolutionnaire dans un certain sens, car « il se distingue du syndicalisme révolutionnaire proprement dit, celui qui fut préconisé par Sorel, Berth et Lagardelle, sur trois points :

(1) Beracha, *Rat. et Révol.*, p. 176.

« 1^o Il ne se donne pas pour but final la socialisation de la propriété des moyens de production, impossible à réaliser, mais la syndicalisation de la fonction de direction et du pouvoir économique dont les conditions sont déjà réalisées.

2^o Il n'est pas basé sur la conscience de classe et sur l'utopie de la lutte des classes, mais sur la conscience professionnelle et sur la nécessité de remplacer la ploutocratie par le syndicalisme.

3^o Il n'est pas antidémocratique, puisqu'il veut réaliser la démocratie qui jusqu'ici n'a pas existé, la vie économique de l'homme ayant été soumise à la plus inique des dictatures, celle de l'argent » (1).

La Constitution de l'Etat syndical.

Sammy Beracha base la République syndicale sur cette définition d'Emile Duguit :

« L'Etat moderne tend à n'être plus une souveraineté nationale qui commande, mais à *devenir une fédération des services publics* qui administrent les détenteurs de la plus grande force ayant non plus le droit de commander mais le devoir d'assurer le fonctionnement ininterrompu et productif des services » (2).

La République syndicale sera donc une république fédérale, constituée par la fédération, en un Parlement unique, *conseil suprême de l'économie*, de trois fédérations nationales : F. N. des syndicats de l'industrie, F. N. des syndicats agricoles et F. N. des régions économiques. Chaque fédération réunit dans son sein les représentants élus démocratiquement soit des différents syndicats nationaux, soit des différentes régions économiques.

Sous cette apparence de centralisation administrative à outrance, il subsistera au profit de chaque groupe régional ou de chaque syndicat national « une autonomie suffisante pour leur servir de stimulant au travail » et compatible avec les principes essentiels inscrits dans les statuts de l'Etat, et aussi et surtout avec leur fonction de direction et non plus seulement

(1) Beracha, *Rat. et Révol.*, p. 181.

(2) Duguit, *Traité de Droit constitutionnel*, t. I, p. 589.

de représentation des forces économiques. En un mot, l'autonomie de chaque fédération particulière, ou de chaque syndicat à l'intérieur de chaque fédération ne pourra jamais nuire à la cohésion de l'ensemble ni à l'indispensable subordination des différents éléments de la nation entre eux. C'est l'ordre, non pas l'anarchie, qui doit résulter de l'organisation rationnelle.

Le fonctionnement de l'Etat syndical.

Il ne suffit pas de créer des cadres à la société soumise à la rationalisation intégrale, il faut encore prévoir quel en sera le fonctionnement et comment s'établiront les rapports de production et de circulation des richesses dans la république syndicale.

En ce qui concerne *les rapports entre le capital et le travail*, Sammy Beracha préconise *la socialisation de toutes les fonctions économiques*, alors qu'il se refuse à admettre la socialisation de la propriété. La propriété individuelle subsistera donc sous la forme de l'épargne. La gestion des entreprises étant confiée aux groupements syndicaux, ce sont ceux-ci qui auront la faculté d'émettre des actions, avec l'autorisation et la garantie du conseil suprême de l'économie. La propriété des entreprises et des industries continuera d'exister par l'intermédiaire des actionnaires. Leur gestion en sera assurée par les syndicats qui assureront ainsi la répartition aux capitaux individuels, des dividendes et intérêts dont le taux sera uniformisé. Il en résultera une protection de l'épargne, qui sera de cette façon arrachée aux mains de la spéculation pour être confiée à des syndicats de producteurs, représentant de véritables collectivités publiques.

Les rapports entre les différentes industries se trouveront réglés d'eux-mêmes, du fait même de l'organisation et de la constitution de la République fédérale, qui « n'est autre chose que le produit d'une coordination générale de la production ».

Les différentes industries se trouvent, sous cette forme de l'économie syndicaliste, intégrées à la fois verticalement dans chacun de leurs syndicats nationaux, et horizontalement à l'étage des régions économiques. Il y a donc une parfaite harmonie.

Enfin *les rapports entre la production et la consommation des richesses* qui font l'objet de tant de difficultés s'établiront plus normalement dans le régime de l'économie syndicaliste. L'organisation d'un institut de recherches statistiques et de prévisions économiques, à la manière américaine ou allemande, s'imposera d'abord. Mais il est évident que son fonctionnement sera largement facilité par le fait de l'interdépendance des industries et de leur soumission à un conseil suprême de l'économie. La coordination des différents services permettra de réaliser un équilibre économique impossible sous l'économie capitaliste où l'on tient moins compte des besoins que des profits. En outre, Beracha fait confiance à un principe d'équilibre qu'il présente comme une espèce de talisman et que nous citons, en regrettant de ne pouvoir exposer la méthode qui permettra la mise en pratique.

« Pour ne jamais déséquilibrer la vie économique, l'économie syndicaliste n'aura qu'à s'inspirer du principe suivant que nous appellerons le principe de l'équilibre économique.

« Dans toute société dont l'économie est rationnellement organisée, la répartition des richesses doit être calculée *d'après la capacité productive des industries* » (1).

La morale des producteurs.

Ainsi constitué, ainsi organisé, l'Etat syndical engendrera même d'autres conséquences que des conséquences strictement économiques. Débordant le cadre de l'économie, la Rationalisa-

(1) Beracha, *Rat. et Révol.*, p. 491.

tion intégrale créera une véritable morale des producteurs, morale essentiellement réaliste, établie sur la nécessité du travail.

« L'idée essentielle est celle-ci, la rationalisation intégrale aboutira à une solidarité entre producteurs qui sera l'âme de la civilisation syndicaliste : tout agissement qui attentera à cette solidarité, ou la menacera dans ses fondements mêmes sera nécessairement considéré par les producteurs comme immoral. L'Éthique nouvelle ne sera pas ce que les idéalistes voudraient qu'elle soit. Elle sera ce qu'elle devra être, ce que les conditions objectives voudront qu'elle soit.

« Le mérite de la rationalisation intégrale est dans ce fait qu'elle détermine une moralisation des rapports sociaux » (1).

On concevrait difficilement plus grand enthousiasme.

D. — *Les méthodes de réalisation de la rationalisation intégrale.*

Il ne suffit pas en effet de construire et d'imaginer, si l'on reste dans l'abstrait. Il faut réaliser. Quel plan d'action positive Beracha établit-il pour mettre à exécution ses projets et ses plans de la République syndicale ?

Le Réformisme.

Sammy Beracha ne conçoit pas que l'on puisse arriver à la Rationalisation intégrale par la méthode réformiste. Il n'est pas possible, à son point de vue, d'adapter progressivement le régime actuel et de le transformer par une série de petites étapes, au bénéfice d'un État rationalisé et syndicalisé.

« Le Réformisme est inefficace parce que les rénovateurs ne peuvent pas garder longtemps le pouvoir ou bien parce que, quand ils réussissent à le garder, ils ne peuvent pas l'exercer » (2).

(1) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 209.

(2) Beracha, *Rat. et Rév.*, p. 229.

La méthode révolutionnaire.

Il faut donc utiliser la méthode révolutionnaire. Cette méthode comporte deux étapes.

D'abord *la création, pendant la période d'économie capitaliste, des cadres de l'Etat syndical*. Ces cadres calqués sur l'organisation économique capitaliste, devront dès cette époque fonctionner comme s'ils avaient les responsabilités du pouvoir économique, prendre les décisions à l'image des conseils d'administration des sociétés capitalistes, étudier les problèmes, constituer des dossiers, de façon, en quelque sorte, à s'entraîner pour le jour où la réalité leur imposera la charge de l'économie, et à pouvoir, au lendemain de la prise politique du pouvoir, substituer l'Etat syndical à l'Etat capitaliste.

Il n'est pas indispensable de noter au passage que si Beracha a bien conscience du grand problème qui se pose, celui d'assurer au lendemain de la révolution politique la marche régulière de l'économie — la méthode qu'il préconise est un peu factice. Il est difficile d'imaginer des organismes créés de toutes pièces s'intéressant objectivement à des problèmes lointains, dans le seul but de se préparer à la réalisation hypothétique d'un régime économique subordonné à un certain nombre de conditions indépendantes de la volonté des individus. A supposer que les cadres techniques et l'organisation syndicale d'une éventuelle République syndicale puissent être constitués, la vie fuira ces organismes et la lassitude des membres inactifs finira par les atrophier complètement en attendant qu'ils disparaissent, ou bien il faudrait que la seconde étape de la méthode préconisée par Sammy Beracha se réalise au plus tôt.

Cette seconde étape, c'est *la prise politique du pouvoir*. Et la conquête du pouvoir politique, il semble bien, — puisque Beracha a oublié... de le spécifier — qu'elle se fera par la voie normale, c'est-à-dire par la conquête d'une majorité au Parle-

ment. Et comme par hasard, c'est à la faveur d'une crise, « à un moment où l'économie capitaliste faillira à sa tâche » que la prise du pouvoir économique et du pouvoir politique devra être effectuée. Le résultat sera d'autant plus facile à atteindre que la crise — *la prochaine crise* — aura provoqué « un revirement d'opinion chez ceux qui font encore confiance au système capitaliste, et qu'alors « tout le monde se tournera vers les hommes capables de réorganiser l'économie sur des bases solides ». Il n'est évidemment pas nécessaire d'ajouter que ces hommes seront nécessairement les « Républicains Syndicalistes » ! Et si les syndicalistes attendent une crise pour réaliser leur programme, c'est parce que les crises « contiennent en elles-mêmes un certain dynamisme révolutionnaire qu'il s'agit de mettre en œuvre pour réussir une transformation sociale *en épargnant les horreurs de la guerre civile* ». Nous ne pouvons pas ne pas noter cette dernière phrase.

Une fois le pouvoir politique conquis, quel sera son rôle ?

« Ce rôle est tout défini : la conquête du pouvoir politique doit aboutir à la déclaration des « vacances de la légalité ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Est-ce l'avènement de l'anarchie ? Non. C'est l'inauguration d'une période révolutionnaire dans la meilleure acception de cette expression. C'est l'abrogation des anciens codes et l'élaboration des nouveaux. C'est la mort de la légalité individualiste et la naissance de la légalité syndicaliste. C'est enfin, la mort de l'ancienne constitution à laquelle devra se substituer la constitution nouvelle. La conquête du pouvoir doit donc avoir pour conséquence, la dissolution du Parlement politique et la réunion d'une assemblée constitutionnelle nommée par les syndicats.

« La prise du pouvoir politique ne doit pas être considérée comme un but mais comme un moyen. C'est le moyen de liquider la société individualiste. Il ne faut donc pas prendre le pouvoir comme on le fit jusqu'à ce jour pour se laisser ren-

verser par le moindre vote, mais le prendre pour l'exercer pendant toute la durée d'une période constructive » (1).

En tout cela, nous ne pouvons pas ne pas remarquer l'analogie entre ces « vacances de la légalité » syndicalistes et celles que préconise le parti S. F. I. O. On ne parle pas de la dictature du prolétariat, mais c'en est l'esprit. Il y a là une simple transposition et nous ne voudrions pas dire qu'elle est originale.

CONCLUSION

C'est donc à une œuvre profondément révolutionnaire que Beracha convie la rationalisation. Après en avoir critiqué l'action en régime capitaliste, il en accapare la technique au bénéfice d'un état nouveau : la République syndicale de Georges Valois, et il en étend les principes à l'organisation et au contrôle de l'activité politique et économique de l'Etat.

Il n'apparaît pas que le « parti républicain syndicaliste », duquel il se réclame, soit appelé à un rayonnement extraordinaire. Mais l'exagération même des conséquences attribuées à la Rationalisation valait que l'on s'arrête, même longuement, à en exposer les idées. Il a toujours été question de transformer le régime sous l'influence du syndicalisme. Que l'apparition d'une nouvelle technique industrielle en ait comme révigore l'idée, ne manquait pas d'intérêt. Notre parti pris d'informateur se devait d'y consacrer ces pages.

Nous ne le regrettons pas. Car à côté d'idées « rajeunies » comme à côté d'illusions puériles, on découvre dans Beracha, l'écho des préoccupations actuelles. Beracha est un jeune ; comme tous les jeunes, il veut être révolutionnaire, mais le révolutionnaire d'une révolution qui aboutisse à l'ordre, à

(1) Beracha, *Rat. et Révol.*, p. 234.

l'organisation d'un monde économique nouveau. Dans la fermentation des idées et des faits contemporains, il a voulu apporter sa contribution personnelle. Il l'a enfermée dans des cadres trop rigides, dans un mécanisme figé et raide, et à cause de cela son influence s'en ressentira et sera limitée au petit cercle des « Syndicalistes » à la manière de Georges Valois.

DEUXIÈME PARTIE

LA RATIONALISATION, MOYEN DE RÉNOVATION DU RÉGIME ?

Les Socialistes ont brutalement prétendu que le régime capitaliste ne survivrait pas à l'expérience de la rationalisation. Les principes et les méthodes de la rationalisation ne s'opposent-ils pas d'une manière définitive et irréfutable à la conception capitaliste de l'ordre économique ?

A cette offensive de grand style, des auteurs vont répondre et démontrer qu'il n'en est rien.

D'une part, la technique même de la rationalisation, les mobiles qui l'animent, tout, depuis le milieu dans lequel elle est née jusqu'à ses buts, constitue un renforcement du régime capitaliste. Il suffit d'étudier l'expérience américaine, pour s'en convaincre. Et puis n'existe-t-il pas un néo-capitalisme rationalisateur qui fait bon marché du libéralisme de l'Ecole Classique et qui, sous le couvert de réalisations sociales intéressantes, se pose en défenseur d'un capitalisme évolué ? Ces deux points feront l'objet de notre premier chapitre.

Et d'autre part, n'est-il pas possible, au travers de l'expérience allemande de la Rationalisation, de découvrir des raisons d'espérer pour le capitalisme ? Née en régime socialiste,

destinée à vivre avec des institutions socialistes, la rationalisation, par son influence, n'a-t-elle pas réussi à ramener au capitalisme toute l'économie allemande que l'on avait cherché à socialiser ? La Rationalisation s'oppose-t-elle au marxisme ? Cette question fera l'objet de notre second chapitre.

Enfin, nous consacrerons un chapitre au « catholicisme social ». Lui aussi, se place résolument dans le cadre des institutions établies. S'il se situe, par son point de vue particulier, légèrement en marge des doctrines économiques, du moins cherche-t-il, par des moyens différents, sans doute, à renover le régime dans lequel nous vivons.

Les auteurs que nous allons étudier, dans cette partie, en effet, ont pour idée essentielle et commune, celle de défendre le régime contre ceux qui le critiquent et cherchent à le détruire. Pour eux, la Rationalisation apparaît comme le moyen de remettre de l'ordre dans la vie économique, à un moment où tout le monde semble d'accord pour conclure à la faillite de la liberté économique et de la concurrence. Il s'agit de montrer que le régime capitaliste est capable — sur le terrain économique — de se réformer comme le régime parlementaire — sur le terrain politique —, et qu'il trouvera en lui suffisamment d'énergie et de vitalité pour donner satisfaction, en des temps nouveaux, à des besoins sans cesse plus nombreux et plus complexes, et se discipliner, dût-il faire l'abandon partiel de principes précédemment considérés comme intangibles.

Le problème consiste à donner à la Rationalisation un *modus vivendi* dans le régime capitaliste et à lui infuser l'esprit de lucre sur lequel il repose. Il consiste à utiliser cette rationalisation, comme un ferment puissant, pour restaurer et renover le régime économique que d'aucuns considéraient comme irrémédiablement fini.

Les auteurs que nous allons étudier maintenant se sont employés à faire cette démonstration et à faire en quelque

sorte la synthèse du régime capitaliste et de la rationalisation. Si l'on réussit à prouver que non seulement elle peut se développer en régime capitaliste (ch. I), mais encore qu'elle est en contradiction formelle avec les principes et les méthodes socialistes (chapitre second), il semble qu'un grand pas aura été fait en faveur de cette synthèse.

CHAPITRE PREMIER

LA RATIONALISATION ET LE RÉGIME CAPITALISTE

La Rationalisation évolue parmi les faits. Et comme elle arrive avec ses principes, avec ses tendances, avec ses procédés techniques et administratifs, elle rencontre les principes et les techniques qui gouvernaient la vie et la pensée économiques. En présence de cette rationalisation, d'aspect si nouveau, que vont devenir les principes et les institutions qui constituent les fondements mêmes du régime économique ?

Le Dynamisme de la nouvelle doctrine va-t-il s'imposer, au point de renverser et de contredire les principes mêmes les plus fondamentaux de l'ordre économique libéral ?

Le capitalisme va-t-il au contraire s'efforcer de chercher un compromis entre des principes déjà anciens, son instinct de la conservation, et la richesse de vie qui existe dans la rationalisation ?

La rationalisation est-elle, comme les socialistes le prétendent, aux antipodes de la Doctrine libérale classique ?

Ne peut-elle pas, au contraire, comme le prétend un capitalisme évolué, constituer l'armature économique d'un monde moderne, soumis à l'influence de principes capitalistes et libéraux révisés ?

Mieux encore, la rationalisation n'est-elle pas la preuve de l'impuissance économique du socialisme ? N'est-elle pas en contradiction flagrante avec les dogmes et les prophéties socialistes ?

A la thèse de l'antinomie entre la Doctrine classique et la rationalisation qui fera l'objet du premier paragraphe de ce

chapitre, nous opposerons, dans un deuxième paragraphe, celle pour laquelle, au contraire, le taylorisme postule cette doctrine. A côté de ces points de vue contradictoires, nous exposerons, dans un troisième paragraphe, l'attitude d'un certain néo-capitalisme rationalisateur, qui puise dans la rationalisation, avec des solutions au problème des crises, ses meilleurs arguments en faveur du régime économique actuel. Ce chapitre comportera en conséquence ces trois paragraphes :

§ 1. La Rationalisation et la Doctrine libérale classique.

§ 2. Les tendances individualistes de la taylorisation américaine.

§ 3. Le néo-capitalisme rationalisateur.

Le chapitre suivant sera consacré à l'examen de la dernière interrogation que nous avons posée : La Rationalisation s'oppose-t-elle au Socialisme ?

§ 1. — *La Rationalisation et la doctrine libérale classique.*

La Rationalisation est-elle, comme certains l'ont affirmé, aux antipodes du Libéralisme ? Si l'on en croit certains doctrinaires, l'apparition de la nouvelle doctrine aurait bouleversé les conceptions en honneur parmi les économistes de l'Ecole Libérale.

« La Nouvelle Doctrine, écrit M. Fourgeaud (1), admet comme un postulat qu'une somme d'intérêts égoïstes livrés à eux-mêmes n'apporte pas nécessairement le bien-être de la collectivité comme le croyaient les optimistes de l'Ecole Libérale. »

Et plus loin : « Est-il besoin d'ajouter qu'elle rompt avec les vieux préjugés économiques, concernant notamment les prétendus bienfaits d'une libre production dans une libre concurrence, et qu'elle dresse la théorie de la productivité des salai-

(1) Fourgeaud, *La Rationalisation*, op. cit., p. 22 et seq.

res contre les lois décevantes reçues autrefois dans l'économie politique classique ».

Et il semble bien, en effet, que tous les dogmes de l'Economie politique classique sont abandonnés par les modernes rationalisateurs.

A. — *La Rationalisation et la Loi de l'intérêt individuel et la théorie de l'harmonie des intérêts particuliers et de l'intérêt général.*

Sans doute se préoccupe-t-on toujours de diminuer l'effort humain par la recherche des meilleurs procédés de rendement ; sans doute la grande loi de l'intérêt personnel a-t-elle toujours pour conséquence la recherche de la satisfaction égoïste de l'individu, qu'il s'agisse du moindre effort ou de l'attrait du gain. Mais il ne s'agit plus de considérer cette loi à la fois comme le pivot et comme le terme de toute activité économique. L'individu et ses passions égoïstes passent au second plan. Ce n'est pas lui le but proclamé de la rationalisation.

Il s'agit au contraire de rechercher le « bien-être de la collectivité » ; la production a perdu, semble-t-il, — ou abandonné —, ses préoccupations individualistes de recherche du profit pour se mettre au service de la société. L'individu s'estompe derrière la collectivité ; l'intérêt collectif supplante l'intérêt individuel.

Quant à la thèse optimiste de l'harmonie des intérêts particuliers et de l'intérêt général, nul ne songe plus à l'invoquer. Il y a longtemps qu'on a dénoncé les antinomies flagrantes entre l'un et l'autre. Il n'entre pas dans notre but de les rappeler à nouveau. Il est cependant un point que nous voudrions marquer, parce qu'il fait apparaître une conséquence curieuse de la doctrine des hauts salaires. A certains égards, lorsque les rationalisateurs se préoccupent de hauts salaires, et d'augmenter ainsi la consommation, ils établissent en quelque sorte

une concordance entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs. L'intérêt collectif, sous un régime de rationalisation, serait-il d'accord avec l'intérêt individuel ? On ne saurait dire qu'il y a ici un retour à la vieille doctrine optimiste, et le rapprochement des points de vue, pour être intéressant, ne prouve pas grand chose. Il y a, semble-t-il, une simple transformation dans la conception classique de la notion d'intérêt personnel. Pour les classiques, l'intérêt personnel trouvait sa satisfaction essentiellement dans la recherche égoïste du profit. Pour les rationalisateurs, cette satisfaction résulte du bien-être de la collectivité. Les conceptions de base diffèrent, les conséquences ne peuvent se ressembler, et l'analogie n'est qu'apparente.

B. — *La Rationalisation et la Loi de la libre concurrence.*

Il est difficile évidemment de reconnaître dans la pratique de la rationalisation la loi de la libre concurrence. Alors que des générations d'économistes ont présenté le régime de libre concurrence comme le régime idéal, dans lequel l'homme livré à tous ses instincts et à toutes ses passions pourrait jeter les bases d'une économie harmonieuse, et se livrer à toutes les expériences, les rationalisateurs, après avoir dénoncé les méfaits de cette libre concurrence et l'anarchie dans laquelle elle plonge l'économie, s'efforcent de la limiter et de lui substituer un régime d'ententes, voire même de coalitions, entre entrepreneurs, entre ouvriers, entre consommateurs, où l'on fait appel à l'intervention de l'Etat et où le grand dogme du laisser faire et du laisser passer est étrangement malmené. Et au lieu d'abandonner la Société à la libre initiative d'individus, se débattant, isolés et libres, dans le champ clos des luttes économiques, avec le gain comme mobile et la concurrence comme morale, on organise la coordination des efforts, des entreprises, des nations, voire même la coopération sous toutes ses formes. Cartels et ententes internationales, recours à

l'autorité de l'Etat, coopération, ne sont-ce pas là, sinon des antinomies, du moins de très larges restrictions au régime libéral de la concurrence ?

C. — *La Rationalisation et la Loi du Salaire.*

Avec la rationalisation et la théorie des hauts salaires, nous sommes effectivement aux antipodes de la Doctrine libérale. Le simple énoncé de cette doctrine suffit à dénoncer la contradiction. Et il ne semble pas qu'il y ait de commune mesure entre la doctrine qui fixe le salaire au coût de production de la main-d'œuvre, c'est-à-dire au coût de la vie du travailleur, et celle pour qui le salarié est avant tout un consommateur dont les hauts revenus favorisent l'augmentation des dépenses et, par répercussion, l'accroissement de la production et l'abaissement du prix de revient. Alors que, pour la doctrine libérale, la diminution du prix de revient résultera d'une baisse des salaires, cette diminution, pour les rationalisateurs, ne pourra être provoquée que par la production en grande série, c'est-à-dire en définitive par un accroissement de la demande et donc par l'octroi aux ouvriers d'une forte rémunération. On ne saurait plus complètement contredire une doctrine. Encore une fois, il n'entre pas dans notre dessein d'apprécier le bien fondé de telle ou telle partie de ces assertions, nous nous bornons à les enregistrer.

Telles sont les grandes lignes des contradictions qu'il est possible de relever entre la doctrine libérale classique et celle de la Rationalisation. Elles paraissent de poids. Et envisagé sous cet angle, le problème ne laisserait pas grand place à la discussion. Régime économique individualiste, tel qu'il était conçu par les classiques, et régime né de la Rationalisation sont bien antinomiques. Le caractère social de ce dernier s'oppose au caractère individualiste du régime libéral. La liberté qu'exige l'un s'oppose à la contrainte sociale que l'autre postule.

§ 2. — *Les tendances individualistes
de la Taylorisation américaine.*

Dans un livre très intéressant que nous aurons l'occasion de citer souvent : *La formule allemande de production rationnelle dans l'industrie*, M. Charles Roy s'attache à démontrer le caractère individualiste de la technique de la production américaine. Cette technique qui repose essentiellement sur la Taylorisation, ne peut, à l'en croire, s'expliquer sans la Doctrine libérale classique ; elle ne peut non plus fonctionner sans la liberté que suppose ce régime, elle n'est efficace que parce qu'elle vit sous le signe du profit et de l'intérêt. D'ailleurs, indépendamment de ces causes et préalablement à elles, le milieu américain n'avait-il pas créé un milieu favorable à l'épanouissement de la doctrine libérale classique ? Voici la thèse de M. Roy.

I. — LE MILIEU AMÉRICAIN : SON INDIVIDUALISME

Si nous cherchons à définir le « climat » de la civilisation américaine, nous sommes obligés de constater d'abord que le peuple américain s'est préoccupé plus de réalités économiques que de constructions sociales. Cela s'explique d'ailleurs par les circonstances qui ont présidé à sa formation et à son développement. Ces circonstances ne pouvaient pas ne pas influencer sur son orientation intellectuelle. Après avoir défriché les forêts, ce peuple s'est attaqué, de la même manière énergique, avec le même esprit de conquête et d'aventure, à déblayer le terrain économique, et il est parti à la recherche des débouchés économiques, comme il s'est attaché à la prospection des terrains vierges, avec un mépris de soi qui pouvait faire croire au désintéressement, avec une personnalité énergique qui l'orientait invinciblement vers l'individualisme.

Au surplus, ne l'orientait pas seulement dans ce sens, le tempérament de la race ; les facteurs d'ordre historique, confessionnel, politique, économique et social le poussaient vers le libéralisme classique.

« Historiquement le peuple américain puise ses sources dans l'immigration. Il a été formé par des mécontents et des aventuriers, las des contraintes européennes, dont l'esprit d'entreprise voulait s'exercer *librement* dans le pays où on pouvait acquérir, sans limite, des terres ou de l'argent. Partout une course au dollar. Chacun, voulant n'être pas dérangé dans son effort, défendait le libre jeu de l'intérêt individuel, le développement sans frein des forces de production. Du dehors il n'existait pas de danger pour le pays, qui pût contraindre les citoyens à restreindre leurs libertés individuelles au nom de l'intérêt national.

« La recherche sans retenue de la fortune a son fondement éthique dans le puritanisme protestant qui répudie le désintéressement de la vie monacale et qui voit dans l'utilisation de la vie par le travail une œuvre qui plaît à Dieu.

« A ces individus, qui sont des hommes d'affaires, il suffit que l'Etat assure la sécurité des personnes et celle des transactions. L'Etat, dont on n'a pas besoin ni pour créer l'unité territoriale ni pour la défendre, aura le minimum d'attributions et limitera sa fonction à écarter les obstacles qui s'opposeraient à l'action de la pleine liberté individuelle. Aussi pas d'assurances sociales, pas de réglementation de la durée du travail, moins de prescriptions qu'en Europe touchant la sécurité et l'hygiène dans l'industrie.

« Economiquement, le dogme libéral de la libre concurrence a reçu aux Etats-Unis une application d'une violence presque agressive. Les producteurs violentent les consommateurs par la réclame et luttent durement entre eux : dumping, boycottage, retrait de crédit, sont des armes couramment employées » (1).

(1) Roy, *Rationalisation contre marxisme*, p. 70.

C'est dans ce milieu individualiste que s'est développée la civilisation industrielle américaine. Il semblerait étrange, dans ces conditions, qu'elle ne participât point de l'ambiance générale, en puisant ses fondements intellectuels et sa raison d'être dans la doctrine libérale individualiste.

II. — LE TAYLORISME AMÉRICAIN : SON INDIVIDUALISME

La première manifestation de cette civilisation industrielle, nouvelle sur le terrain technique, et qui a eu pour but d'introduire des éléments d'organisation et des principes de raison, d'abord sur le plan technique de la production, s'est instituée dans le cadre des principes et de la civilisation individualistes. Frédéric Winslow Taylor, le célèbre ingénieur américain, lorsqu'il a défini son système, n'avait pas l'intention de bouleverser le régime ni d'en contredire l'essence même. Ainsi donc, à son point de départ, Taylor se situait à l'intérieur même du régime économique en vigueur.

Mais il y a plus. Et l'application du système Taylor n'était possible que sous le régime individualiste libéral, ainsi que M. Roy cherche à le démontrer.

Quel est en effet le but de Taylor ?

Taylor se pose comme « but à atteindre la suppression de l'antagonisme entre le patron et le salarié » (1).

Ce but sera atteint par deux mesures :

1^o L'association des intérêts du patron et des salariés par l'application de la formule : salaires élevés et main-d'œuvre bon marché ;

2^o La suppression de la supercherie qui s'exerce par la flânerie systématique.

On supprimera la supercherie en prouvant aux salariés que le patron connaît exactement le temps minimum nécessaire pour faire un travail donné.

(1) Roy, *op. cit.*, p. 64 et sq.

Et pour que le travail à la tâche fournisse au patron une main-d'œuvre bon marché (premier terme partiel de la proposition initiale) il faut que la tâche journalière imposée à l'ouvrier soit *largement au-dessus* de la tâche journalière moyenne précédemment réalisée.

A. — *Nécessité de la liberté.*

Taylor a besoin, pour appliquer son système, du tête-à-tête entre le patron et l'ouvrier. Il faut en effet que l'ouvrier obéisse strictement aux instructions qu'il reçoit et qu'il puisse être renvoyé, s'il n'accomplit pas la tâche scientifiquement déterminée qui lui est assignée.

Par qui ce tête-à-tête pourrait-il être troublé ? Par l'Etat ou par les groupements ouvriers. Pour que Taylor puisse appliquer son système, il faut donc que la doctrine économique du pays s'oppose, par la législation ou par l'usage, à l'intervention de l'Etat dans les affaires des particuliers et à l'association des salariés.

Il faut par suite que la doctrine dominante soit celle de la doctrine libérale individualiste.

B. — *L'harmonie des intérêts.*

Mais M. Roy va plus loin. Après avoir ainsi démontré que le Taylorisme suppose, pour son développement normal, un régime de *liberté*, il considère que la conception de Taylor est un discret hommage à la thèse de l'*harmonie des intérêts*.

Au reproche que l'on a adressé à Taylor de se désintéresser du facteur humain et des considérations sociales, M. Roy répond en opposant à la conception doctrinale de Taylor, l'application défectueuse qui a été faite de son système. « Pour formuler ce jugement (cette critique) il faut oublier que l'organisation préconisée par Taylor avait comme but de faire cesser

l'antagonisme entre le patron et le salarié. Ce qui est vrai, c'est que Taylor a une conception individualiste de l'économie. De même que l'intérêt général, d'après l'Ecole Libérale, est la somme des intérêts des individus, de même, d'après Taylor, l'économie générale sera bien organisée si la cellule économique, l'atelier, est bien organisée, et il isole l'atelier comme l'Ecole Libérale isole l'individu. C'est pourquoi Taylor étudiant l'entreprise, isolée du reste du monde, on a pu croire que le facteur social n'existait pas pour lui. En réalité, ce n'est pas sa conception, mais les moyens techniques qu'il emploie qui peuvent avoir des résultats socialement mauvais. »

Et, en effet, si le Taylorisme, a, en fait, abouti au surmenage et à l'usure des ouvriers, c'est que des praticiens ont appliqué à tous les individus, quels qu'ils soient, sans discernement, les mêmes conditions de travail. Les expériences de Taylor avaient été faites sur des sujets d'élite en quelque sorte. On a voulu mettre au même régime de travail des sujets moyens et même médiocres. Le principe d'une tâche égale pour chacun des ouvriers quelle que soit leur valeur, n'est sans doute pas dans l'esprit du célèbre ingénieur qui déclare « qu'on commet une absurdité en voulant limiter le travail d'un fort cheval à celui d'un petit âne ». Son système aboutit cependant, par l'institution de la tâche maximum délimitée par l'étude des temps et des mouvements sur des sujets choisis, « à faire travailler les petits ânes à l'égal des forts chevaux tant qu'ils peuvent soutenir le train ». Les usines organisées suivant le système Taylor arriveraient à employer des sortes d'aristocraties ouvrières privilégiées.

Il a fallu arriver aux études de Gilbreth et des disciples de Taylor sur la fatigue ouvrière, pour enrayer les excès du Taylorisme et introduire, dans l'application du fameux système, des données d'ordre psychologique. En outre, des hommes de gouvernement ont essayé, sur le plan politique, d'augmenter la protection des salariés par des réformes sociales étendues :

loi de huit heures, limitation du travail des enfants et des femmes, etc...

Wilson, en particulier, qui disait déjà en 1912 : « nous sommes liés par un système économique qui est sans cœur » réussit comme président à faire aboutir une série de lois sociales. En mai 1919, il parla dans son message au Congrès, d'une démocratisation de l'industrie et promit aux ouvriers une représentation dans les conseils d'administration des entreprises et une participation aux bénéfices.

Ainsi donc, s'il y a des reproches à adresser au système Taylor, cela tient aux applications défectueuses que l'on en a faites. Mais il était dans la pensée de Taylor, comme dans celle de ses disciples, de supprimer l'antagonisme entre patrons et ouvriers et donc en satisfaisant aux intérêts des uns, de répondre aux aspirations des autres, et d'établir ainsi l'harmonie entre les différentes catégories sociales.

C. — *Le mobile de l'intérêt.*

Sans doute ce but n'était-il pas dépourvu d'intérêt pour le patron. Et c'est encore à un mobile intéressé que ce dernier obéissait en donnant une satisfaction partielle aux revendications ouvrières. Pour M. Roy, « ces revendications trouvent leur aliment dans des motifs sentimentaux, humanitaires, mais aussi pour une large part, dans des motifs d'intérêt ».

« On peut continuer, dit-il, à considérer l'ouvrier comme une machine plutôt que comme un homme, et convenir qu'il faut protéger cette machine contre une usure trop rapide et l'amortir pour cesser de l'employer dès que son rendement baisse. L'entrepreneur effectue l'amortissement en payant à l'ouvrier des salaires élevés qui lui permettront de cesser de travailler activement dès que l'âge fera décliner ses forces ».

C'est évidemment du plus pur individualisme.

D. — *La recherche du profit.*

Au surplus, ce perfectionnement que Taylor a apporté aux méthodes de travail, quels en ont été les bénéficiaires véritables ? La conséquence définitive du Taylorisme n'a-t-elle pas été, par l'accroissement de la productivité de l'ouvrier, l'augmentation du profit ? Si les industriels ont bataillé pour l'introduction du Taylorisme, que les ouvriers condamnaient énergiquement — ils sont d'ailleurs depuis venus à de meilleurs sentiments — n'est-ce pas qu'ils y voyaient leur intérêt ?

C'est du moins l'avis d'André Philip dans son livre sur le Problème ouvrier aux Etats-Unis (1).

« Ayant acquis une autorité absolue sur ses ouvriers, le patron doit savoir l'utiliser au mieux de ses intérêts et tirer de chaque homme le maximum de travail pour le minimum de rémunération ; en d'autres termes, il doit s'efforcer de déterminer scientifiquement l'optimum d'exploitation du travailleur. Pour réduire le coût du travail, deux méthodes s'offrent à lui ; il peut imposer à ses hommes de longues heures et de faibles salaires ; il réussira peut-être ainsi à réduire provisoirement son coût du travail, mais il découvrira vite qu'à la longue aucune économie sérieuse n'aura été effectuée. Les ouvriers mal payés sous-alimentés, fatigués par de longues heures, seront incapables de fournir un effort sérieux et prolongé ; irrités contre les méthodes patronales, ils ne travailleront que sous la menace du renvoi et chercheront sans cesse un moyen de réduire leur production. *Il est bien plus intelligent de payer de hauts salaires et exiger en échange une productivité extrêmement élevée ; les ouvriers bien payés bien nourris, satisfaits de leur sort, placés dans un milieu favorable, pourront être incités à mettre dans leur travail jusqu'à leur dernière parcelle d'énergie, et leur haute productivité réduira le coût du travail de chaque unité produite. Le scientific management s'est précisément efforcé de déterminer scientifiquement la production maxima qui peut être obtenue sans danger d'un ouvrier bien payé et en parfaite santé ».*

Cette recherche du profit, qui, en définitive, serait la cause initiale du Taylorisme, ne constitue-t-elle pas le mobile

(1) André Philip, *Le Problème Ouvrier aux E.-U.*, p. 39.

essentiel de la doctrine libérale classique, et du régime capitaliste ?

Se développant dans un milieu individualiste, le Taylorisme américain, interprété par M. Roy, apparaît donc comme lié à la Doctrine libérale classique : prédominance de l'individu, régime de liberté, théorie de l'harmonie des intérêts, mobile du profit, les grandes thèses du Libéralisme se retrouvent, en Amérique, sur le terrain des réalisations pratiques.

§ 3. — *Le néo-capitalisme rationalisateur.*

La réalité pose la question quelque peu différemment. Et il est évident que s'il se plaçait sur le terrain de la Doctrine libérale classique, le régime économique se trouverait irrémédiablement en opposition avec la rationalisation, malgré même le rapprochement qui a été tenté entre cette doctrine et le taylorisme. Cette défense de la thèse économique libérale a le défaut de se situer légèrement en marge des faits contemporains.

En effet, depuis un siècle, comme la vie et en même temps qu'elle, le régime économique a évolué. De nombreuses atténuations, voire même des limitations importantes, ont été apportées aux sacro-saints principes de liberté et de concurrence, et le régime économique, d'origine et d'essence individualistes toujours, s'est transformé en un néo-capitalisme à tendances sociales singulièrement évolué. C'est à l'intérieur de ce nouvel aspect du régime capitaliste que s'est insérée la rationalisation. Il y a donc erreur à opposer la nouvelle doctrine à un régime dont les principes sont ou atténués ou même périmés.

D'autre part, il ne faut pas non plus négliger les deux formes sous lesquelles la rationalisation s'est présentée *en fait*.

Il y a d'une part le « Fordisme » ou ce que nous pourrions appeler la Rationalisation à l'état pur. La notion de « Service

Social » est une notion propre au Fordisme, et elle constitue un stade de l'évolution économique plus avancé que celui dans lequel se développe la rationalisation européenne. Il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage d'étudier si Ford a en fait, réalisé une production *sociale* au sens collectiviste du terme, mais ce que nous pouvons dire, c'est que, seule, la conception de Ford — que l'on a d'ailleurs appelée le *Socialisme Fordien* — pourrait être, à la rigueur, opposée au régime économique contemporain lui-même, parce que précisément, le mobile de la production n'est plus un mobile *individualiste* mais un mobile *social*.

Mais il y a aussi cette rationalisation qui est mise en pratique par la grande majorité des industriels et qui reste orientée vers la production en vue du profit, en un mot vers la production capitaliste.

Avant de découvrir des contradictions entre la rationalisation et le régime, il faut donc préciser de quelle rationalisation il s'agit : du Fordisme, ou au contraire de cette rationalisation à mentalité capitaliste qui n'adopte que les méthodes de production du Fordisme sans en adopter l'esprit. C'est sous cette dernière forme, qu'il est juste de parler de *Néo-capitalisme rationalisateur*.

I. — QUELQUES PRINCIPES DU NÉO-CAPITALISME.

A. — *Les Fondements du régime : Le Capitalisme.*

Le premier principe du Néo-Capitalisme est évidemment un principe de conservation. Il ne s'agit nullement de bouleverser l'édifice social. M. André François Poncet, alors sous-secrétaire d'Etat à l'Economie Nationale, déclarait dans l'un de ses discours à la Chambre des députés « qu'il n'est pas question de porter atteinte aux institutions libérales qui nous régissent malgré l'anarchie trop profonde des conditions de la

production et des échanges » (1). De même, M. de Peyerimhoff ne conçoit pas « qu'on puisse, sans la menacer gravement priver l'activité économique du ressort souverain des grands reflexes de l'initiative individuelle, de la responsabilité personnelle et de l'intérêt direct » (2) et pour lui « la concurrence reste, malgré tout, la mère de l'imagination créatrice et des progrès rapides de l'économie » (3). La Doctrine Néo-capitaliste reste donc fidèle au capitalisme, instrument irremplaçable de progrès technique et social. Selon l'expression de Giscard d'Estaing, « économiquement parlant, le capitalisme est le seul système qui constitue une force de progrès et d'avenir ».

B. — *Un Capitalisme social.*

Le Néo-capitalisme reste cependant très largement ouvert à la réalité sociale. « Une Société humaine, fait remarquer Giscard d'Estaing, ne vit pas seulement de richesse matérielle. Elle a d'autres ambitions, faites du désir de la justice et de l'égalité, au moins de l'égalité des chances. Le Socialisme s'adresse à nos sentiments pour nous décrire les défauts au milieu desquels nous vivons, et nous proposer des remèdes. Il faut donc monter sur ce plan élevé, auquel nous convie le socialisme et voir dans quelle mesure, il n'existe pas des solutions capitalistes aux problèmes angoissants qui nous seront offerts. »

Le Néo-capitalisme ne reste pas insensible aux injustices sociales dénoncées par le socialisme. Cette attitude mérite d'être signalée. C'est encore Giscard d'Estaing qui écrit (4) :

« Il faudrait avoir les yeux singulièrement aveuglés ou le cœur singulièrement sec, pour ne pas reconnaître les émouvantes injustices dont le monde nous offre le perpétuel spectacle. L'inégalité règne entre les hom-

(1) Séance de la Chambre des députés du 5 juin 1931.

(2) *Rev. des Deux-Mondes*, 1929, p. 440.

(3) *Rev. des Deux-Mondes*, 1929, p. 443.

(4) *Information financière*, n° du 6 août 1930.

mes : inégalité de dons, inégalité d'occasions, inégalité de résultats. Le tout compose les destinées les plus variables. Sans doute, accuse-t-on parfois le hasard de ce qui est le résultat de fautes, dont nous sommes responsables. Il n'en reste pas moins que les décisions arbitraires du sort nous mettent en présence des plus mystérieuses questions. Faire régner la justice dans ce monde, reste donc une chimère dont la réalisation contredirait les données les plus immuables de notre condition humaine. Mais faire effort vers moins d'injustice, dans toute la mesure où cela dépend des mécanismes dont nous tenons les fils, c'est de toute évidence, le but le plus élevé que nous puissions poursuivre, et l'aspiration par laquelle nous réalisons le mieux ce qu'il y a de plus haut en nous.

Le socialisme a fait éclater des contrastes auxquels notre vue était presque devenue insensible. »

C. — *Des principes de collaboration sociale.*

Sans doute, c'est encore la loi de l'offre et de la demande qui préside à l'élaboration du taux des salaires, puisqu'à en croire M. de Peyerimhoff « aucune autre méthode ne pouvait plus directement servir le développement même de l'économie, aucune ne rémunère plus *royalement* un travailleur actif, ingénieux et heureux. Aucune non plus ne déblaie plus rapidement le champ, du paresseux ou du malheureux » (1).

Mais l'ouvrier n'est plus laissé seul en face du patronat. Le syndicalisme a droit de cité dans le Néo-capitalisme.

« Le personnel a le droit, nous dirions volontiers qu'il a le devoir, de s'organiser pour la défense de ses intérêts propres, librement suivant les modes et les formules que l'expérience ou la tradition lui aura conseillés. Il faut que le patronat reconnaisse franchement et définitivement cette situation et admette à collaborer avec lui, pourvu qu'elles soient constructives et non point destructives, les représentations effectives que le personnel aura un devoir de donner » (2).

De cette façon le Syndicat « ne saurait être sans mauvaise foi jugé comme un monopole privé. C'est bien une fraction de la Nation au Travail » (3).

(1) *Rev. des Deux-Mondes*, 1929, p. 439.

(2) *Rev. des Deux-Mondes*, 1929, p. 448.

(3) *Rev. des Deux-Mondes*, 1929, p. 445.

II. — NÉO-CAPITALISME ET RATIONALISATION

Dans ces conditions, le néo-capitalisme ne pouvait que faire accueil, et bon accueil, à toutes les formules modernes d'organisation de la production.

Ce principe d'organisation qui est à la base de la rationalisation est accepté par le néo-capitalisme, de même que le régime des ententes, alors que l'individualisme d'avant guerre se montrait peu favorable à l'action collective.

C'est M. de Peyerimhoff qui proclame que « l'individualisme anarchique doit céder progressivement la place à la discipline de la profession organisée ».

C'est M. André François Poncet qui lui aussi déclare :

« Nous ne préconisons pas précisément des cartels, mieux encore, l'entente, l'entente sous les formes multiples qu'elle est capable de prendre selon les problèmes et selon l'ingéniosité des hommes qui l'organisent, non pas sur l'ordre et selon les plans théoriques élaborés par des gouvernements tout puissants, mais avec la collaboration et le conseil de ces gouvernements, avec l'aide et le secours des moyens de travail et des expériences préparées par les organismes économiques de Genève. »

Le Néo-capitalisme n'hésite donc pas à réaliser la rationalisation, grâce à laquelle les économies privées se sont redressées dans l'économie d'après guerre, « par la recherche plus attentive et plus méthodique que jamais de cet ordre et de cette économie dans les affaires qui sont à la base même de l'activité productive ».

Evidemment, l'intérêt de la rationalisation, pour le néo-capitalisme, c'est l'augmentation du rendement. Quel est en effet le dessein de la rationalisation ? c'est, selon M. de Peyerimhoff, « *de fournir, à des prix de revient aussi bas que possible, des marchandises d'un type régulier et adapté à la consommation qui, largement servie et par ailleurs enrichie, réclamera une quantité constante de produits* ».

C'est le même écho que l'on retrouve chez Giscard d'Estaing, pour lequel « la rationalisation ouvre de nouvelles possibilités pour le tracé des abaques modernes ».

« La Rationalisation, dit-il, doit être, au point de vue de l'ouvrier, un effort constant pour faire rendre à chaque geste, à chaque dépense (de capital humain ou de capital matériel) le maximum d'efficacité ».

Et encore « *Rationaliser l'activité humaine consiste à élever le pourcentage du rendement dans tous les domaines* ».

Et M. Giscard d'Estaing fait de cette rationalisation un instrument d'amélioration du sort de la classe ouvrière. Nous verrons d'ailleurs quel est le but qu'il se propose — et avec lui, semble-t-il, le néo-capitalisme lorsqu'il préconise cette politique des hauts salaires rendue possible par la rationalisation.

« ... c'est le travail qui doit bénéficier le plus largement des aménagements par lesquels on augmente son rendement. L'initiative individuelle est à la base de chacun des progrès que l'on peut accomplir, et il serait vain d'essayer d'obtenir d'un employé qu'il réduise son temps perdu, si la traduction immédiate de cet effort ne devait pas être un accroissement de son bien-être. L'ouvrier qui flâne est dans ses moments de flânerie, un rentier, c'est-à-dire que, toutes les heures par exemple il s'offre un quart d'heure de vie oisive, pendant lequel il consomme sans même s'en rendre compte et sans en jouir, une partie de son travail antérieur. La rationalisation rassemblera ces jouissances perdues et mortes, pour laisser d'un côté un travail effectif pur de tout alliage, de façon à libérer, par ailleurs, tout ce qui dans la vie de l'ouvrier ainsi en progrès peut être retiré du labeur. *La fin à se proposer est donc soit la réduction des heures de travail (qui traduit le plus exactement du monde les agréments nouveaux de l'existence), soit l'accroissement des salaires (qui traduit plus particulièrement l'augmentation d'efficacité du travail humain)* » (1).

Ce sont peut-être les seuls avantages que la rationalisation procurera aux ouvriers. En effet, le néo-capitalisme est opposé à la participation des ouvriers à la gestion et aux bénéfices de l'entreprise. Il est, semble-t-il, plus favorable à l'actionnariat ouvrier, car si c'est « une erreur redoutable de faire intervenir un ouvrier comme ouvrier dans les problèmes capitalistes

(1) *Information financière*, n° du 13 août 1930.

(gestion)... il ne semblerait guère raisonnable d'élever la même objection contre l'infusion d'une mentalité capitaliste chez ceux qui ne l'ont pas encore ». Comme le fait en définitive remarquer Giscard d'Estaing, l'objet du néo-capitalisme, ce n'est pas de « chercher le progrès en s'obstinant à donner à un ouvrier la décision qui appartient à un capitaliste, alors que les efforts seront infiniment plus efficaces, s'ils se proposent le seul but qui apparaisse durable et noble, celui de *doubler chaque ouvrier d'un capitaliste* ».

Le néo-capitalisme adopte donc la rationalisation et même, il s'efforce de l'absorber de façon à donner au régime économique avec des raisons de vivre, des raisons d'espérer. C'est en sa faveur que le néo-capitalisme cherche à résoudre l'antinomie que le socialisme veut découvrir entre la rationalisation et le régime capitaliste. Et nous ne pouvons pas ne pas reconnaître que c'est avec un esprit averti que le néo-capitalisme prend conscience des faits et s'efforce tout en maintenant les positions essentielles du régime capitaliste, de s'adapter aux nécessités sociales et de faire droit aux légitimes revendications ouvrières.

« Le monde, dit encore Giscard d'Estaing, n'a pas à choisir entre le capitalisme ou le socialisme. Poser un pareil dilemme, c'est comparer des choses qui ne sont pas comparables. Sur le plan économique, pour le moment, le capitalisme s'impose. Mais il est nécessaire pour mieux l'intégrer dans l'ensemble vivant que constitue notre civilisation humaine, de l'imprégner de toutes les préoccupations morales que suppose le libre jeu de notre activité totale. Si le capitalisme donne des satisfactions dans le domaine des préoccupations matérielles, il a naturellement besoin, dans le domaine moral, de faire de perpétuels progrès, car ici, nous ne reconnaitrons jamais de borne aux efforts à accomplir en vue d'un aménagement meilleur, dont c'est la fierté humaine de dire *qu'aucun ne sera jamais suffisamment satisfaisant pour ne plus nécessiter de nouvelles aspirations*.

Le capitalisme peut et doit assimiler tout le social du socialisme » (1).

Nous ne pouvons que souligner l'intérêt de telles déclarations. Il serait vain de vouloir attribuer à la seule rationalisation le résultat de cette évolution sociale du capitalisme. Ce

(1) *Information financière*, n° du 30 août 1930.

n'est cependant pas un fait négligeable, qu'au moment où il se sent menacé, le capitalisme se tourne vers cette forme d'organisation de la production, pour y découvrir des solutions techniques, aux problèmes économiques et sociaux, qui avaient fait, jusqu'alors, l'enjeu du régime.

Ainsi donc, au cours de ce chapitre, nous nous sommes trouvés en présence d'abord d'une solution intransigeante : le régime capitaliste est contredit et sapé dans ses fondements par la rationalisation. En réalité, n'est-il pas possible de découvrir dans la technique elle-même de la rationalisation, et pour qu'elle puisse vivre, non seulement la justification, mais encore la nécessité du régime individualiste ? Certains se sont essayé à cette démonstration. Mais ne faut-il pas aller à un stade plus évolué de la pensée économique ? le néo-capitalisme apparaît avec des tendances sociales certaines et il emmène, dans son dynamisme, une rationalisation qui lui donne, par surcroît, des moyens techniques de survivre à la disgrâce qui menaçait de l'atteindre. Et puisqu'il s'agit de disgrâce, la rationalisation ne va-t-elle pas signifier la sienne au socialisme ? C'est ce qu'au travers du livre de M. Roy et de l'expérience allemande, nous allons examiner dans le chapitre suivant.

CHAPITRE II

LA RATIONALISATION S'OPPOSE-T-ELLE AU MARXISME?

Les conclusions de l'expérience allemande.

Il était normal, en quelque sorte, de relever dans la Rationalisation contemporaine des tendances capitalistes. Elle se développait dans le cadre d'institutions économiques depuis longtemps baignées dans une ambiance individualiste et libérale. Et la mentalité, elle-même, des industriels qui la mettaient en action, était imprégnée des préjugés économiques issus d'un siècle de libéralisme. Il peut donc apparaître comme tout à fait normal que la rationalisation, fait nouveau et doctrine nouvelle, malgré le dynamisme de ses formules, se laisse, en quelque manière, envelopper par l'atmosphère capitaliste et soit même mise au service des représentants de l'économie capitaliste, ou tout au moins de ceux dont l'adaptation sociale se trouve être la plus avancée.

Mais puisque l'on est en présence des faits, il est un fait qui, du point de vue particulier de la rationalisation, a son importance. En Europe, c'est l'Allemagne qui a donné son essor à la Rationalisation. Quelles conclusions faut-il tirer de son expérience? Car enfin, l'expérience allemande présente un grand intérêt. Née au lendemain de la guerre, dans un pays auquel on venait de donner une constitution économique socialiste, la rationalisation infirme-t-elle les tendances socialistes du régime ou au contraire les renforce-t-elle? Ce sont les faits qu'il faut interroger. Nul ne contestera que leur examen ne soit du plus haut intérêt!

C'est cet examen que M. Roy a tenté dans l'ouvrage que nous avons déjà cité : *La formule allemande de production rationnelle dans l'industrie*.

C'est donc l'opinion de M. Roy sur ce problème que nous allons rapporter. De toute évidence, M. Roy s'est attaché à démontrer l'impuissance absolue du socialisme en matière économique. L'exemple de la rationalisation allemande lui en fournit l'occasion, — nous sommes presque tentés de dire : la matière. En effet, la démonstration de M. Roy ne manque pas de force. La précision même des faits qu'il expose semble irréfutable. Et à ce point de vue, l'ouvrage de M. Roy constitue un document puissant sur la rationalisation. Si parfois, son argumentation est tendancieuse, elle s'appuie sur des faits — dont on pourrait sans doute discuter l'interprétation — sur des faits, cependant ; et c'est ce qui en explique tout l'intérêt et en fait tout le relief.

M. Roy s'est donc attaché à démontrer que, loin de servir de substratum au socialisme, la Rationalisation en Allemagne, a fait figure d'ennemi puissant du marxisme au bénéfice d'un néo-capitalisme individualiste. Pour défendre cette thèse, M. Roy interroge les faits : après avoir montré, comme il l'a fait pour le Taylorisme, que la technique même de la rationalisation était une technique individualiste, il montrera la rationalisation allemande aux prises avec les institutions socialistes de la République Allemande ; et enfin, il s'efforcera d'aller plus loin encore, et passant des faits au plan doctrinal, il démontrera l'opposition de doctrine qui peut exister entre la rationalisation et le marxisme.

En conséquence, ce chapitre comprendra trois paragraphes :

§ 1. La Rationalisation : Une technique individualiste.

§ 2. La Rationalisation contre les lois de Socialisation.

§ 3. Rationalisation contre Marxisme.

Nous ferons précéder ces trois paragraphes d'un paragraphe

préliminaire sur le milieu économique allemand dans lequel s'est développé la rationalisation, espérant de cette façon augmenter la clarté de la démonstration.

§ préliminaire. — *Le milieu économique allemand.*

I. — LA NÉCESSITÉ DE LA RATIONALISATION

L'Allemagne, plus peut-être que la plupart des nations belligérantes, était sortie épuisée de la guerre : l'énorme contribution de guerre qu'elle avait à fournir aux nations victorieuses — du moins celle qui lui était fixée par le Traité de Versailles — la responsabilité et la charge des réparations qui lui incombaient, lui imposaient la nécessité de procéder à une réorganisation rapide et méthodique de son industrie. Cette lourde tâche de reconstruction s'accrut encore, au lendemain de la stabilisation monétaire ; comme toutes les crises de ce genre, et spécialement celle qui avait atteint l'Allemagne, il en était résulté à la fois un bouleversement et un déséquilibre de toute l'industrie. Sans doute, l'inflation avait-elle favorisé, grâce aussi à l'appui des capitaux étrangers venus s'investir en Allemagne, une politique d'augmentation des ressources, en matériel et capital fixe. Mais il manquait à l'industrie allemande, l'essentiel pour faire tourner les machines et exploiter son énorme puissance industrielle, c'est-à-dire le capital circulant qui alimente chaque jour, en crédit, la production.

La rationalisation, dans l'esprit de ses promoteurs, devait répondre à ce besoin en capital circulant et aider à la solution de la situation. « Puisque le capital circulant était en quantité insuffisante pour tout le capital fixe, on l'a appliqué là où il pouvait avoir le meilleur rendement, c'est-à-dire qu'on l'a réservé aux meilleures entreprises. Le procédé a consisté dans la *concentration de plusieurs entreprises* mettant en commun

leur capital circulant, puis dans l'arrêt dans chaque groupe des entreprises les moins favorisées. Comme l'effet du fonds de rendement n'est pas proportionnel à sa masse mais à sa force vive, on a de plus dans les entreprises maintenues en activité accéléré la vitesse de circulation du capital circulant par le procédé dit *de la fabrication continue* (fliessende Arbeit, ou Fliessarbeit) comprenant avec le travail à la chaîne *la normalisation des types et la spécialisation des usines* » (1).

II. — LES INSTITUTIONS ALLEMANDES

Les nécessités économiques et financières de l'Allemagne d'après guerre avaient imposé en quelque sorte la rationalisation. Dans quel cadre juridique allait-elle poursuivre son évolution ? La révolution de 1918 avait, au lendemain de la guerre, confié le pouvoir politique au socialisme. Celui-ci avait profité de cette apparition au Gouvernement pour instituer, par des lois de socialisation, non seulement tout un régime du travail favorable à la classe ouvrière et d'inspiration nettement socialiste, mais même tout un statut économique et social, destiné à organiser la production. Cette intrusion, dans le domaine économique, de l'Etat, n'effarouchait pas outre mesure l'opinion allemande, habituée aux conceptions du Socialisme d'Etat de Wagner et aux formules hégéliennes d'omnipotence de l'Etat. Et il était, et il reste admis en Allemagne, que l'organisation de la production n'est pas un problème de l'économie privée mais de l'économie publique et que ce caractère justifie l'intervention de l'Etat, dans le domaine de la production, par la législation et par l'exploitation d'un grand nombre d'entreprises industrielles, aussi bien que dans le domaine social, par la législation du travail.

(1) Roy, *op. cit.*, p. 14 et sq.

La loi de socialisation du 23 mars 1919, votée par l'Assemblée Nationale Constituante Allemande, exagéra pour ainsi dire, l'orientation étatique de l'économie allemande, et la compliqua d'un autoritarisme d'inspiration socialiste qui supprima la liberté de l'entrepreneur dans ses rapports avec les salariés.

Cette loi affirme en son article premier que le travail est, en tant que bien économique suprême, placé sous la protection particulière du Reich.

L'article second reconnaît au Reich le droit de légiférer pour, moyennant une indemnité convenable :

1° Transférer à la communauté les entreprises susceptibles d'être exploitées collectivement, en particulier celles ayant pour objet l'exploitation des richesses minières et l'utilisation des forces naturelles.

2° Régler par voie d'autorité collective, en cas de besoin pressant, la production et la répartition des biens économiques.

De ces deux mesures, seule la première correspond véritablement à la Socialisation des entreprises qui, s'effectuant dans le cadre national, prend le nom de *Nationalisation*, elle ne devait pas recevoir en Allemagne d'application.

En revanche, la seconde mesure, *le contrôle des entreprises* par l'Etat, pour régler, dans le sens de l'intérêt général, la production et la répartition des biens, a été appliquée en Allemagne dans plusieurs domaines : mines, charbons, produits chimiques, etc.... Toutes les lois et tous les décrets qui ont institué ces mesures de contrôle s'inspirent du principe de la cartellisation obligatoire, avec la constitution de districts industriels et la juxtaposition à l'organisation capitaliste, qui est centralisée et systématisée, d'organes de contrôle et de conseils officiels, où siègent des techniciens désignés par le Reich, des fonctionnaires, des consommateurs et des ouvriers. Ce système de représentation économique paritaire se couronne par le Reichswirtschaftsrat

(ou Conseil Economique d'Empire) analogue à notre Conseil National Economique (1).

Si l'on prend les divers décrets qui ont réglementé la législation du travail, on apercevra l'influence des doctrines socialistes, et on ne pourra pas ne pas constater les restrictions apportées à la liberté individuelle. C'est ainsi que le décret du 23 décembre 1918 a reconnu légalement *les contrats collectifs* qui règlent les conditions du travail, sans que l'entrepreneur ait ensuite la possibilité de traiter avec les salariés par voie d'accords individuels. Et ces contrats collectifs valables, dans une circonscription donnée, pour un certain nombre d'entrepreneurs d'une branche de la production, peuvent être imposés, *sans leur consentement*, aux autres entrepreneurs de cette branche. La loi du 4 février 1920 donne, aux divers *Conseils représentant les salariés* d'une entreprise, un pouvoir de décision, au point de vue de la détermination des conditions du travail et des attributions consultatives touchant le développement technique, commercial et financier de l'entreprise. Il est même une des conditions essentielles du travail, celle de sa *durée*, qui a été réglée avec force de loi par la promesse d'un maximum de huit heures de travail contenue dans l'appel au peuple du 12 novembre 1918.

Enfin le système des assurances sociales, héritage de la monarchie, est également conservé et reçoit la confirmation constitutionnelle.

Tout cet appareil législatif compliqué, entraînait l'économie allemande vers le socialisme. Si, du premier coup, on n'avait pas tenté la collectivisation des forces économiques, du moins le statut juridique qu'on imposait à l'industrie la soumettait-elle à un régime de contrainte et de restriction de la liberté, tout à l'opposé des principes individualistes.

(1) Pour détails complémentaires, voir : Roy, *op. cit.*, p. 79 et suiv. où M. Roy analyse tous les décrets organisant le contrôle de l'Etat dans les différentes branches de l'industrie.

La rationalisation, en se développant, allait-elle s'adapter à ce régime ou au contraire entraîner par son dynamisme, la rupture des cadres dans lesquels on lui avait imposé de vivre ?

C'est ce problème que nous allons maintenant, avec M. Roy, étudier dans les trois paragraphes suivants.

§ 1. — *La rationalisation : une technique individualiste.*

Toute la technique de la Rationalisation allemande gravite autour de la notion de *Fabrication continue* (1) (*Fliessarbeit*). Cette technique, qui s'inspire du Taylorisme, nécessite-t-elle l'individualisme ? C'est ce que M. Roy étudie, dans son livre, en premier lieu.

A. — *La technique de la fabrication continue.*

1° *En quoi consiste la fabrication continue ?*

Cette expression ne désigne pas seulement le simple travail à la chaîne, mais « un système de production qui, avec le travail à la chaîne comme base, comprend aussi la normalisation des types et la spécialisation des usines dont la formule générale peut être « produire en accélérant l'écoulement du capital circulant ».

« Les auteurs allemands ont d'ailleurs compris et exprimé eux-mêmes que la « *Fliessarbeit* » définit un *système de production tout entier* et non pas le simple travail à la chaîne, ils ont en même temps déclaré que la fabrication continue est une des manifestations typiques de la rationalisation » (2).

(1) La formule de fabrication continue traduit exactement l'expression allemande « *Fliessenarbeit* ». M. Roy (p. 29) écrit : « La *fliessende Arbeit* peut être définie comme le système où l'on travaille la matière sans interruption, le système de la fabrication continue. Cette définition traduit exactement l'idée contenue dans l'expression allemande de « *Fliessenarbeit* » ou (*Fliessarbeit*) formée à l'aide du mot « *fliessen* » couler et « *Arbeit* » travail, qui compare le travail de la main-d'œuvre au cours d'un fleuve qui coule sans arrêt ».

(2) Roy, *op. cit.*, p. 46.

2° *Les avantages de la fabrication continue.*

Sous cette forme, la fabrication continue englobe toute la technique de la production et de l'organisation du travail productif à l'intérieur de l'usine. Ses avantages sont nombreux.

La fabrication continue oriente l'industrie vers la *standardisation*, ce qui est le moyen de réaliser des économies considérables. La diminution du nombre des types, l'interchangeabilité des produits, facilitent à la fois leur production et leur échange, en uniformisant la qualité des produits sur des types de bonne fabrication. « Cette circonstance est de nature, dit M. Franck Mäckbach, à permettre à l'industrie allemande, ralliée au travail à la chaîne, de regagner le terrain perdu dans les affaires d'exportation ».

Mais l'avantage typique que la fabrication continue peut procurer à l'industrie consiste dans la réduction du capital circulant qui lui est nécessaire ; il résulte de ce que la fabrication continue accélère la production. Quand on dit que la fabrication continue accélère la production, cela ne veut pas dire forcément qu'elle diminue le nombre d'heures de travail consacrées à la fabrication d'un objet déterminé, mais qu'elle réduit la durée qui s'écoule entre le passage de la matière première au produit fabriqué. Alors que Taylor a voulu diminuer le temps perdu par la main-d'œuvre, tant humaine que mécanique, la fabrication continue a comme but de réduire le temps perdu par la matière ; elle s'attaque à la flânerie de la matière qui aboutit à la formation de stocks inactifs de produits en cours de fabrication (1).

(1) M. Roy illustre numériquement, les avantages de la production continue. Et il cite notamment un exemple donné par M. Franck Mäckbach où ce dernier compare les conditions de la fabrication automobile en Allemagne avec celles réalisées chez Ford. « Si l'on considère une fabrique d'automobiles produisant 10.000 voitures par jour avec un prix de revient de 1.200 marks, le capital circulant investi dans la fabrication serait, en

3° *Nécessité du libéralisme économique.*

Il est évident qu'avec cette conception, fabrication continue et stockage des produits fabriqués sont deux formules inconciliables. La fabrication continue ne peut fonctionner qu'avec une organisation rationnelle de la vente destinée à faciliter l'écoulement rapide des produits. Cela a d'ailleurs une autre conséquence. S'il est nécessaire pour répondre aux besoins de la clientèle, de modifier le produit standardisé qui lui était jusqu'alors présenté (2) il est indispensable d'adapter les machines et l'usine au nouveau mode de production qui lui est demandé ; par contre-coup, si les aménagements demandent un long délai, il faut que l'entrepreneur ait la facilité de renvoyer ses ouvriers librement, et donc que ceux-ci bénéficient, en prévision, de hauts salaires. Tout s'enchaîne. Et libéralisme économique, politique des hauts salaires, semblent postulés par le régime de la fabrication continue.

Allemagne, où la construction dure encore en moyenne 150 jours : $10.000 \times 1.200 \times 150 = 1.800.000.000$ de marks ». Ce capital, tant que durera le cycle productif, devra donc être maintenu disponible. « Chez Ford, avec le même prix de revient : 1.200 marks et la durée usuelle de construction, 2 jours, la fabrication emploiera un capital de : $10.000 \times 1.200 \times 2 = 24.000.000$ de marks » (*op. cit.*, p. 51). Il n'est pas utile évidemment d'insister davantage. « Grâce à la fabrication continue, le produit prêt à la vente est, chez lui (Ford), terminé avant que le paiement de la matière et des salaires qu'il contient soit exigible, suivant les usages du commerce et ceux du paiement des ouvriers. Dans ces conditions, Ford fonctionne comme une banque de dépôt à laquelle fournisseurs et salariés apportent des fonds, il reçoit son capital circulant des fournisseurs et des ouvriers, c'est-à-dire qu'il tire de l'entreprise elle-même, le capital circulant qu'il utilise » (*op. cit.*, p. 54).

(2) Le cas s'est présenté aux usines Ford, il n'y a pas si longtemps. Du jour au lendemain, tous les ouvriers des usines de Détroit ont été mis à pied, jusqu'à ce que les usines aient été adaptées à la production des nouvelles voitures Ford, les anciennes ne répondant plus aux exigences de la clientèle pour de nombreuses raisons (archaïsme, confort, etc...).

4^o *Le rôle de l'individu.*

La fabrication continue n'a donc pas que des conséquences économiques, puisqu'elle exerce *une influence* sur le mode de rémunération de l'ouvrier. Vis-à-vis de ce dernier elle présente d'ailleurs un autre avantage psychologique. « Avec le travail à la chaîne, l'ouvrier n'est plus isolé mais fait partie d'un organisme dont il connaît la raison d'être ; à l'aide de la chaîne, il peut embrasser l'ensemble de la fabrication du commencement à la fin ; il y a là un adjuvant intellectuel qui n'existe pas dans le procédé de fabrication normal ; dans la fabrication continue, l'ouvrier comprend pourquoi il travaille et quel but a son travail. En somme, *la fabrication continue* redonne à l'industrie le caractère artisanal et réintroduit l'individu dans la production ; dans l'atelier, l'équipe travaillant à la chaîne produit l'objet complet comme faisait autrefois l'artisan. *La chaîne des ouvriers constitue un artisan composé* » (1). Dans l'usine ainsi organisée, ce n'est plus la machine qui constitue le pivot, « l'épine dorsale » de la production.

L'intérêt de la fabrication se trouve reporté sur l'objet à fabriquer. Et l'individu y peut retrouver des satisfactions d'ordre intellectuel.

B. — *La fabrication continue et le Taylorisme.*

La fabrication continue, qui est à la base de la rationalisation allemande, nous apparaît comme une manifestation apparentée au Taylorisme. De l'exposé qui précède il résulte déjà que si elle diffère de ce dernier, elle est, comme lui, un système perfectionné d'organisation du travail.

La fabrication continue, en particulier, est caractérisée, comme le système Taylor, par la suppression de la supercherie

(1) Roy, *op. cit.*

chez l'ouvrier, obtenue grâce à l'étude des temps, « c'est là l'élément le plus important du système... C'est la clef de voûte sans laquelle l'édifice ne saurait tenir ».

Grâce au travail à la chaîne, on a déjà supprimé la flânerie de la matière et fait disparaître le stockage en cours de fabrication. Par ce même procédé on ne donne pas, à l'ouvrier, la facilité de s'attarder sur sa tâche. Sans doute, le travail à la chaîne n'impose pas en principe, la détermination du temps minimum nécessaire à un certain travail, mais simplement la décomposition de la fabrication en opérations élémentaires d'égale durée, celle-ci pouvant être quelconque. Cependant même dans le cas où le rythme de la chaîne n'est pas imposé, l'ajustement des temps élémentaires, suppose bien entendu qu'on en a établi préalablement le minimum. Ainsi l'ouvrier sait que le patron connaît le temps minimum, même quand il n'exige pas qu'on exécute la tâche dans ce temps minimum.

En rattachant les principes de la fabrication continue aux principes du Taylorisme, le but de M. Roy, dont nous exposons la thèse, est de montrer que *la rationalisation allemande, dont la fabrication continue est un des caractères essentiels, est apparentée au Taylorisme tout entier*. Et « s'il y a parenté, écrit-il (1), grâce à la fabrication continue, entre la rationalisation, produit original de l'économie allemande, et le taylorisme américain, nous devons pouvoir découvrir une analogie entre le milieu allemand qui enfante la rationalisation et le milieu américain où le taylorisme s'est fondé ».

La conclusion est simple. Le Taylorisme américain s'est développé sous un régime de liberté. La Rationalisation allemande ne pourra prendre corps que si le régime social lui donne les mêmes conditions.

« Pour que l'Allemagne voie naître la rationalisation, il a fallu

(1) Roy, *op. cit.*, p. 68.

que les conditions allemandes se transforment et aboutissent à un état permettant l'application du Taylorisme, *c'est-à-dire à un état conférant aux patrons la liberté d'action vis-à-vis de leurs salariés* » (1).

§ 2. — *La rationalisation contre les lois de socialisation.*

Ses ascendances techniques, s'il est ainsi permis d'écrire, entraînaient donc la rationalisation allemande vers l'individualisme, puisque l'une de ses essentielles manifestations était constituée par la fabrication continue, qui elle-même plongeait ses racines dans l'individualiste système Taylor ?

Cela ne suffisait pas encore, puisque le milieu allemand restait socialisant.

Un heurt entre la civilisation et la technique économique allait-il se produire ? dans cette lutte, qui l'emporterait ?

M. Roy va s'attacher à démontrer que, sous l'influence de la rationalisation, le milieu allemand va se transformer progressivement au bénéfice d'un régime plus libéral.

Les lois de socialisation vont disparaître une à une ou leur influence va se trouver réduite dans de très notables proportions.

Cette réaction contre l'ambiance socialiste a été, comme la rationalisation, imposée par la nécessité, pour guérir les maux causés par la faillite monétaire, et le caractère de nécessité économique sous le signe de laquelle elle s'est faite a évité toute difficulté et toute violence. Il n'y a pas eu d'ailleurs de manifestations doctrinales, car les traditions sont trop fortes, et les conceptions socialisantes allemandes n'ont pas été purement et simplement répudiées au profit des idées individualistes américaines. L'opinion a, sans reviser les principes ni remanier les textes législatifs, accepté les exceptions individualistes que la crise imposait.

(1) Roy, *op. cit.*, p. 63.

A. — *Les Assurances Sociales.*

Dans le domaine des *Assurances Sociales*, il n'y a pas eu régression, l'appareil des assurances sociales a été conservé et même renforcé. Aux assurances obligatoires contre les accidents du travail, la maladie, l'invalidité et la vieillesse, œuvre de la monarchie, la République a ajouté d'abord l'assistance sociale contre le chômage, puis par la loi du 16 juillet 1927, l'assurance obligatoire contre le chômage, elle-même.

Les résultats des assurances sociales étaient trop beaux pour que cet édifice put être sapé. D'un autre côté, la rationalisation les fit entrer dans son plan de production économique sous le titre évocateur de « l'amortissement du matériel humain » ! Les Américains ont donné à ce problème la solution individualiste des hauts salaires et des assurances privées libres, les Allemands, la solution collective des assurances sociales obligatoires.

« L'assurance chômage, écrit M. Roy (1), constitue un frein contre les excès de la rationalisation en faisant supporter par moitié aux entrepreneurs (patrons et salariés versent chacun 1,5 0/0 du salaire) les conséquences du chômage causé par l'aménagement rationnel des entreprises et les réductions de main-d'œuvre qui en découlent.

« Les conséquences de la rationalisation deviennent donc une charge de l'industrie au lieu d'être par l'assistance sociale, c'est-à-dire par l'impôt, supportées par la nation toute entière.

« Les chômeurs sont engendrés par deux phénomènes principaux : les modifications de conjoncture et la rationalisation. Les sans-travail de la seconde catégorie doivent rester à la charge de l'industrie (patrons et salariés) puisqu'elle profite directement des avantages de la rationalisation, tandis que les chômeurs de la première catégorie doivent être entretenus par la collectivité toute entière puisque la crise de consommation, lorsqu'elle atteint une certaine ampleur, doit être considérée comme un fait national, et non plus comme un fait corporatif. »

(1) Roy, *op. cit.*, p. 88.

Pour toutes ces raisons, le système des assurances sociales est resté en vigueur. Mais au lieu de le considérer comme un rouage administratif d'essence socialiste, on en a fait un correctif aux méfaits de la technique. On s'est ainsi efforcé de lui extraire sa substance socialiste, pétrie tout de même pour une part de générosité et d'idéalisme social, pour le réduire au rôle de garant du risque humain et lui restituer, sous cette forme strictement pécuniaire, sa signification individualiste.

En ce qui concerne les autres mesures de socialisation, la régression a été plus marquée.

B. — *La nationalisation des entreprises.*

La loi de socialisation avait prévu *la nationalisation des entreprises* et organisé la formule du socialisme d'Etat (l'Etat entrepreneur). En réalité aucune industrie n'a été nationalisée par le Reich et l'on a seulement assisté à l'établissement d'un contrôle d'Etat sur diverses industries. On s'est borné à la constitution des districts industriels et à la juxtaposition, à l'organisation capitaliste qui est centralisée et systématisée, d'organes de contrôle et des conseils officiels où siègent des techniciens désignés par le Reich, des fonctionnaires, des consommateurs et des ouvriers.

Ces dispositions, édictées d'abord par divers décrets pour des industries particulières comme les industries du charbon, de la potasse, du goudron et de l'acier, furent introduites dans la loi sur la constitution de l'Empire Allemand du 11 août 1919 qui contient l'affirmation des idées socialistes sur plusieurs points de la législation sociale. L'article 163 de cette constitution proclame en particulier que les ouvriers et employés sont compétents, pour collaborer sur un pied d'égalité avec l'entrepreneur, au règlement des conditions du salaire et du travail ainsi qu'au *développement économique des forces productives*

et, pour défendre leurs intérêts sociaux et économiques, ils reçoivent une représentation égale dans les conseils de fabrique, ainsi que dans les conseils de districts et dans un conseil d'Empire.

Or, loin d'avoir été mises en fonctionnement, ces assemblées paritaires de représentation économique sont toujours à l'état de projet ou de réalisation provisoire. Le Reich n'a encore qu'un conseil économique *provisoire* de plus de 300 membres. Un projet de loi publié en 1926 visait, il est vrai, à donner un statut définitif au Conseil économique d'Empire. De nombreuses critiques ont été formulées contre l'initiative du gouvernement, car les milieux de l'industrie et du commerce pensent généralement qu'il est complètement inutile de confirmer le statut d'un organisme dont le besoin ne se fait, d'après eux, aucunement sentir et qui sous sa forme provisoire a rendu peu de services.

Le retour aux principes individualistes n'est sans doute pas inscrit dans les textes légaux, mais le régime de liberté a continué à subsister dans les faits. Les organismes de contrôle et le contrôle lui-même ont été mis en léthargie, et l'industrie a continué de fonctionner librement sans que pèse sur elle l'oppression d'un contrôle systématique.

Le régime national-socialiste fera-t-il revivre toutes ces mesures ? C'est peut-être dans la logique de son programme ? M. Roy qui a écrit son livre en 1929, ne pouvait répondre à la question.

C. — *La journée de huit heures.* .

Dès 1919, en Allemagne, la journée de huit heures obligatoire avait été imposée aux industriels par la législation révolutionnaire. Une disposition législative du 21 décembre 1923 fit subir à cette législation de notables atténuations. Si en principe la durée légale du travail restait fixée à huit heures, elle

pouvait par contrat collectif être portée, par semaine, de 48 à 60 heures. D'autres dispositions permettaient de prolonger sans contrat, la durée du travail au delà de huit heures ; il suffisait en particulier d'une requête volontaire des ouvriers masculins de plus de seize ans, que des patrons peuvent très facilement, par une légère pression, susciter de leurs ouvriers.

A cette période de facilité relative, une autre plus rigide a semblé lui succéder. L'Etat dans un souci d'organisation rationnelle des usines a prescrit une réglementation plus rigide des huit heures. Alors qu'à l'origine, pendant la période révolutionnaire, il s'était soucié de donner des armes aux ouvriers contre leurs patrons, son souci d'intervention sur le plan économique, en même temps que sa préoccupation de rationaliser l'industrie, l'incite à prendre des mesures destinées à favoriser non pas l'ouvrier, mais, au contraire, ses employeurs.

Là encore, le motif de la législation a changé. L'initiative est passée, sous l'influence de la rationalisation, chez les employeurs, dont l'intérêt individuel et le désir de lucre ont agi pour réclamer l'intervention de l'Etat.

D. — *Les conseils de fabrique.*

L'institution des conseils de fabrique avait soulevé des protestations, parmi les industriels allemands, qui craignaient de voir les ouvriers introduire la politique dans leurs usines. Et le président du Metallarbeiterverband, le plus gros syndicat de l'Allemagne, s'est exprimé en ces termes au Congrès des Conseils de Fabrique à Berlin en 1920 : « Dans certaines entreprises le Conseil de Fabrique a si bien fait, qu'il n'est plus possible d'amener à ce poste des gens éprouvés. Les masses sont encore trop peu éduquées et suivent toujours sans volonté les agitateurs ».

L'existence des Conseils de Fabrique facilitait les revendications ouvrières, et solidarisait davantage les travailleurs

lorsqu'il était question du congédiement de l'un des leurs. Pour ne pas avoir à conduire de négociations stériles, pour ne pas s'exposer à une condamnation par le comité d'arbitrage, le patron en arrivait à préférer garder sans l'inquiéter un ouvrier à mauvais rendement. La rationalisation de l'industrie eut été, dans ces conditions, totalement impossible.

En réalité et grâce à la rationalisation elle-même, qui a donné aux considérations économiques le pas sur les considérations sociales, le problème du renvoi comme celui de la rémunération s'est trouvé singulièrement simplifié. Par suite de l'introduction du travail à la chaîne, l'élimination des ouvriers médiocres s'est faite d'elle-même. La sélection ouvrière est devenue automatique, les éléments incapables étant chassés par les meilleurs. *Le problème du rendement et le problème du salaire, que l'organisation rationnelle de l'entreprise avait joints, se sont trouvés résolus par le fait même de la rationalisation intérieure de l'usine.*

Les Conseils de Fabrique, par suite de la technique même de l'entreprise, perdaient leur utilité. Sans avoir édicté de texte, les besoins de l'industrie rationalisée permettaient au principe individualiste de la sélection naturelle des ouvriers, de revivre avec une nouvelle force, et ce, malgré les institutions socialistes.

E. — *Le renvoi des ouvriers.*

Il n'est pas jusqu'à ce problème du renvoi des ouvriers qui n'ait reçu une solution individualiste. Par une interprétation spéciale de la loi, le tribunal d'Empire permit au patron qui, en invoquant la nécessité économique, veut rationaliser son usine, de renvoyer, *sans même respecter le préavis légal ou contractuel*, les ouvriers que les transformations d'organisation ou d'outillage, rendent superflus. Ainsi donc, quelle que soit la protection accordée au prolétariat par les lois ouvrières,

le patron allemand, en arguant du besoin de transformer son usine, conservait vis-à-vis de son personnel l'arme toute puissante du renvoi. « C'est grâce à cette disposition, écrit M. Roy (1), que la rationalisation a pu se faire puisqu'elle découle du Taylorisme et que le Taylorisme suppose la liberté pour le patron de renvoyer l'ouvrier qui n'accomplit pas la tâche imposée ». Et M. Roy ajoute avec un calme que nous admirons : « on savait que le million et demi de chômeurs que l'Allemagne a eu à nourrir pendant l'année 1926 était, partiellement, la conséquence de la rationalisation... (Cette Rationalisation) c'est-à-dire, répétons-le, l'application du Taylorisme, n'aurait pas été possible sans la présence de cette armée de chômeurs qui a rendu les salariés dociles aux injonctions de leurs patrons et a redonné à ces derniers une indépendance et une autorité que la Révolution avait entamées ».

C'est évidemment là du libéralisme de la meilleure école. Il n'est pas utile de faire de commentaire, le texte se suffit à lui-même.

Ainsi donc, sous l'influence de la rationalisation, ainsi que M. Roy l'expose, il semble que le milieu socialisant de l'Allemagne industrielle ait fait place à un régime libéral non dissimulé. Sous la poussée des faits les institutions ont cédé, et ce sont précisément celles que le socialisme avait créées pour asseoir davantage son régime.

Mais il y a plus. Et après avoir montré que la technique de la Rationalisation avait des racines individualistes, et que, sous l'influence de cette technique, les institutions socialistes avaient fait place à un régime plus libéral, M. Roy va aller plus loin et s'attacher à démontrer que la doctrine économique de la rationalisation contredit chacun des principes du Socialisme.

(1) Roy, *op. cit.*, p. 400.

§ 3. — *Rationalisation contre marxisme.*

A. — *Le profit reste un principe de répartition.*

Loin de s'appuyer sur des fondements socialistes, la rationalisation allemande s'est au contraire reposée sur ce qui fait la base même du régime capitaliste : le profit. Le régime politique allemand, quoique inspiré par le Socialisme, n'a pas réussi à imposer à l'économie du Reich un principe de répartition socialiste. Et comme sous la Monarchie, le principe des échanges entre individus et, comme corollaire, celui du profit, ont continué de présider au fonctionnement du régime économique.

M. Roy le fait excellemment remarquer (1).

Le Socialisme qui se propose de réaliser l'égalité de fait entre les individus doit s'attaquer, en dernière analyse, au problème de la répartition des biens et non pas à celui de leur production.

Or, quels que soient les succès remportés par le Socialisme sur le plan politique, rien d'essentiel n'a encore été obtenu par lui sur le plan économique puisque l'ordre capitaliste de la répartition des biens reste intact. Notre économie moderne est basée sur l'échange, c'est-à-dire que chaque individu ne produit pas tout ce qui lui est nécessaire mais seulement un bien spécial parmi ceux qui satisfont les besoins de l'homme et il échange ce bien spécial contre tous ceux qu'il veut utiliser.

Mais en faisant cet échange l'individu cherche à réaliser un bénéfice et le moteur de l'échange, c'est-à-dire de l'activité économique, est la recherche individuelle du profit, ce que M. Liefmann appelle le « private Ertragsstreben » ou « l'individuelle Ertragsstreben ».

Pourquoi l'individu s'efforce-t-il de réaliser l'échange avec un bénéfice qui s'exprime par la différence positive entre le prix de vente et le prix de revient ? C'est que les besoins humains sont extensibles et que l'individu peut satisfaire par le bénéfice commercial à l'extension de ses besoins, en

(1) Roy, *op. cit.*, p. 199 à 201.

acquérant la monnaie qui est la représentation commune de tous les biens.

Ainsi dans l'ordre écononmique capitaliste, la répartition des biens se fait par l'échange libre basé sur la recherche du profit privé.

« *Dans l'organisation socialiste au contraire*, la répartition des biens appartient à l'Etat qui fait disparaître le bénéfice individuel pour réaliser l'égalité de fait. Si l'Etat s'empare des moyens de production mais répartit encore leurs produits suivant la formule capitaliste, c'est-à-dire par l'échange avec gain commercial, *il ne fait pas du socialisme* puisqu'il ne réalise pas l'égalité sociale. Or l'Etat qui, en Allemagne, tire des ressources importantes de son domaine industriel, gère ce dernier comme le ferait un particulier, en le soustrayant le plus possible aux influences politiques et il n'apporte aucune perturbation à l'ordre économique capitaliste.

« Si la loi de Socialisation avait, par l'action du Reich dûment autorisé par elle, accru le domaine industriel de l'Etat, ce dernier n'aurait probablement pas modifié sa politique de gestion, c'est-à-dire n'aurait pas donné une signification socialiste à l'exploitation des usines nationalisées. Les dirigeants du socialisme ont bien compris que la socialisation des entreprises n'était pas un but en soi et le *Vorwärts* du 12 juillet 1925 écrivait par exemple : « Ce qui est essentiel dans la socialisation ce n'est pas de remettre les moyens de production à la collectivité mais c'est d'enlever le caractère privé à chaque espèce de revenu ».

« Lorsque l'Etat a, en Allemagne, adhéré à des cartels libres ou obligatoires, par quelques-unes des entreprises industrielles de son domaine privé, il a tout simplement cherché à obtenir le maximum de bénéfice par la vente de ses produits ; personne morale de droit public, il s'est donc laissé conduire par la recherche du profit individuel et a obéi au principe de l'économie capitaliste. C'est pour augmenter le bénéfice commer-

cial individuel que les entreprises se groupent en cartels ou en Konzerns. Il en résulte que ces formations, loin de préparer l'économie à l'avènement du Socialisme, renforcent l'ordre capitaliste. Si la concurrence s'affaiblit entre les producteurs par les ententes industrielles, on ne peut pas en déduire que le principe de l'économie se modifie puisqu'il réside, non pas dans la libre concurrence, mais dans la recherche du profit individuel. D'ailleurs comme l'a dit Proudhon, « la concurrence tue la concurrence », c'est-à-dire que la lutte entre les producteurs aboutit à la formation des monopoles de fait. Mais ces monopoles, qui assurent de gros bénéfices, font à leur tour, naître la concurrence ainsi que l'a montré l'exemple de l'industrie de la potasse en Allemagne. Donc l'économie, livrée à elle-même, n'aboutit ni aux monopoles ni à la concurrence déréglée mais se maintient dans un état moyen entre les deux extrêmes » (1).

B. — *La rationalisation contre les fondements
du collectivisme.*

Sous l'influence de la rationalisation, l'économie allemande n'a donc pas abandonné le principe fondamental du régime capitaliste : le profit. Elle s'est révélée incapable de supprimer le caractère individuel à cette espèce de revenu, objet de tant de convoitises et aussi de tant de discussions, et c'est l'esprit de lucre qui a continué malgré la législation socialiste à diriger non seulement l'industrie allemande, mais même les entreprises d'Etat.

Sans doute s'est-on efforcé de socialiser les moyens de production — premier terme indispensable de tout régime collectiviste — et par là même a-t-on essayé de remettre aux mains de la collectivité tout le régime de la production mais le second terme de la proposition collectiviste qui suppose la socialisation de la répartition des biens a totalement sombré. Il n'a jamais été question de répartir entre les individus les

(1) Roy, *op. cit.*, p. 201.

biens de consommation suivant la formule de l'égalité collectiviste, c'est-à-dire « à chacun selon son travail ». Et l'Etat allemand ne s'est jamais préoccupé d'organiser la rémunération des ouvriers en « valeur travail » ni même de leur répartir en nature les biens de consommation.

D'ailleurs la rationalisation n'opposait-elle pas le démenti des faits à ce concept socialiste de *l'égalité naturelle des hommes*? La sélection professionnelle des ouvriers en vue de la spécialisation du travail est en effet basée sur leur inégalité naturelle (1). « Tandis qu'il passait en revue les hommes pour les classer en pasteurs, chasseurs et agriculteurs, Aristote pouvait ignorer leur inégalité naturelle ; mais elle n'échappe pas au contre-maitre qui dans l'usine rationalisée, doit attribuer à chacun des membres de l'équipe travaillant à la chaîne, la place qui correspond le mieux à ses aptitudes particulières ». Il est évident qu'à des aptitudes spéciales, correspondra un rendement supérieur, mais qu'il sera difficile d'attribuer à chaque ouvrier, quelle que place qu'il occupe dans la production, un salaire égal à celui de son voisin moins « efficient ».

« La Rationalisation (1) de l'industrie développe en outre le phénomène de la rente et augmente parmi les ouvriers, l'inégalité de fait due à la différence des aptitudes individuelles. L'usine favorablement située ou bien portée par le talent de sa direction à un degré supérieur d'organisation, paiera à son personnel les hauts salaires dont la rationalisation admet le principe. En revanche, dans les entreprises éloignées des matières premières et des débouchés, mal outillées ou simplement mal dirigées, les ouvriers seront congédiés ou bien conserveront le taux médiocre de leurs salaires antérieurs. Les salariés des entreprises favorisées auront sur leurs camarades un avantage qui ne sera pas dû à leur travail personnel ; ils bénéficieront ainsi d'une rente dont ils ne consentiront proba-

(1) Roy, *op. cit.*, p. 202 et 203.

blement pas l'abandon au nom du postulat socialiste d'égalité ».

« D'une façon générale, la rationalisation lutte contre le socialisme en dénivellant les individus et en développant chez les producteurs, entrepreneurs ou salariés, cet effort en vue du profit individuel qui est, comme nous l'avons dit, le principe psychologique de l'économie capitaliste ».

C. — *La rationalisation contre le syndicalisme ouvrier.*

Le syndicalisme ouvrier est un des instruments de la domination socialiste. Les syndicats, en effet, s'efforcent d'établir parmi les salariés l'égalité socialiste en leur imposant ainsi qu'aux patrons avec qui ils contractent, un tarif de salaire sur la base d'une rémunération uniforme. En un mot « ils ôtent aux ouvriers la chance qui permettrait à certains d'entre eux de s'élever au-dessus du niveau commun ». Et pourtant cette chance est indispensable aux hommes puisqu'elle répond à l'extensibilité de leurs besoins.

« Les syndicats veulent éviter (1) que certains individus puissent, grâce à la rémunération inégale, passer de la classe ouvrière à une bourgeoisie nouvelle, fondée sur d'autres bases que la bourgeoisie traditionnelle. Il faut prolétarianiser la masse des salariés de l'industrie et empêcher que dans son sein puissent se recruter des capitalistes. Ainsi les syndicats travaillent selon les directives du marxisme, à donner au socialisme un caractère exclusivement ouvrier et à développer la notion de lutte de classes ».

Or, la rationalisation tend précisément à réduire l'influence des syndicats. Par nécessité technique, elle doit éliminer les conflits entre le capital et le travail. Elle veut attacher les salariés à l'usine qui les emploie en organisant dans le cadre de l'entreprise la défense de leurs intérêts professionnels, et en opposant le particularisme d'usine à la solidarité de classe.

(1) Roy, *op. cit.*, p. 203.

D. — *Le prolétariat socialiste cesse de s'accroître.*

« Marx a proclamé que le triomphe du prolétariat est inévitable parce que le capitalisme s'intensifie et que, plus il s'intensifie, plus il produit de prolétaires. Comme l'a dit le Manifeste de 1847, le capitalisme produit avant tout ses propres fossoyeurs. » Il est vrai en effet que le capitalisme s'intensifie. Ce serait une banalité de le constater, mais il est non moins incontestable que les salariés secrétés par le régime capitaliste ne sont pas tous des prolétaires selon la définition marxiste, c'est-à-dire des hommes qui n'ont d'autres ressources que leurs salaires et dont le salaire est si faible qu'ils n'ont pas le moyen d'épargner.

Dans les grandes entreprises, il existe de nombreux salariés, directeurs, gérants, agents commerciaux, ingénieurs, etc... dont les salaires sont suffisamment élevés pour leur permettre de vivre, d'épargner et de se constituer un patrimoine. Ceux-là ne répondent plus à la conception du « prolétaire ». Avec la rationalisation et grâce aux hauts salaires qu'elle promet et permet, tout un contingent de simples ouvriers viendra s'ajouter à tous ceux-là et constituera avec eux, une classe moyenne nouvelle.

La simplification extrême de la lutte de classes prédite par Marx : « d'un côté quelques magnats de la fortune, de l'autre une masse croissante de prolétaires à intérêts parfaitement homogènes » ne se produit pas.

La formule n'a plus de valeur que dans les réunions électorales !

(1) Roy, *op. cit.*, p. 203.

E. — *La rationalisation et l'appropriation sociale des entreprises.*

L'apparition de la forme sociétaire des entreprises avait suggéré à Marx sa grande loi de la concentration des entreprises. Grâce à cette concentration, les entreprises passeraient dans des mains de moins en moins nombreuses. Et il arriverait un moment où il serait très facile de faire passer à la collectivité la propriété de ces entreprises ; la production étant devenue sociale, il serait nécessaire, par synchronisme, que l'appropriation devint également sociale.

Or, nous voyons sous le régime de la rationalisation, d'une part, l'individu réintroduit dans la production : dans l'atelier, l'équipe travaillant à la chaîne produit l'objet complet comme autrefois l'artisan, c'est donc un retour à la force de production individuelle, — et, d'autre part — dans chaque branche d'industrie, à la collectivité des entreprises autonomes groupées en cartel, nous voyons se substituer quelques Konzerns horizontaux, unités de production à constitution fédérative ; nous savons parallèlement qu'il y a des limites organiques à l'accroissement des entreprises et que l'établissement des monopoles de fait engendre la concurrence. Ainsi, donc, non seulement, en fait, l'appropriation par la collectivité ne se réalise pas, mais même il y a des limites à l'extension indéfinie des entreprises.

F. — *La rationalisation et la théorie de la valeur-travail.*

Marx avait développé la théorie de la valeur-travail, celle qui voit dans le travail la cause et la mesure de la valeur des biens. L'échange implique entre les choses échangées une qualité commune : cette qualité commune, d'après Marx, c'est d'être des produits du travail : la mesure de la valeur d'échange

d'un objet, c'est le temps socialement nécessaire pour l'obtenir. A cette théorie, s'ajoute l'idée de la spoliation du salarié, par les entrepreneurs, qui empocheraient, au détriment du salarié, la « plus-value » formée de la différence entre la valeur-travail de l'objet fabriqué et le salaire.

En un temps où la fabrication des objets nécessitait une importante main-d'œuvre, la théorie de la valeur-travail, — encore qu'alors déjà elle ne tenait pas compte de la matière première nécessaire à la fabrication et incorporée à la valeur de l'objet — pouvait sembler avoir des fondements légitimes. Avec la rationalisation, il semble que cette théorie ne présente plus aucune apparence de vérité. Le machinisme considérable grâce auquel sont fabriqués la majeure partie des objets de consommation courante, a supprimé une bonne partie de la main-d'œuvre. Le phénomène est suffisamment connu et angoissant sous le nom de « chômage technologique »... Et d'autre part, il semble que l'on se préoccupe davantage du prix de vente des objets pour en déterminer le prix de revient. N'est-ce pas la grande théorie de Ford, précisément, d'abaisser le prix de vente des objets pour en augmenter ainsi la consommation et par répercussion en diminuer le prix de revient ?

En vérité, nous sommes loin de la théorie de la valeur-travail.

*
* *

Ainsi et à en croire l'opinion de M. Roy, après avoir inséré dans les faits le caractère individualiste de sa technique, et démontré qu'elle n'était viable qu'au milieu d'institutions d'essence capitaliste, la rationalisation se pose en adversaire raisonnée et expérimentale du marxisme dont elle détruit un à un les dogmes les plus fondamentaux. Alors que le marxisme avait annoncé la suppression des revenus sans travail, on voit le régime de la rationalisation reposer sur la recherche du

profit, et l'inégalité dans la répartition, imposée par le principe de la sélection professionnelle des ouvriers, et développée par le phénomène de la rente entre les industries plus ou moins favorisées, éloigne de plus en plus l'économie rationnelle de l'économie collectiviste.

La rationalisation va même plus loin.

Elle dissocie les forces ouvrières groupées dans les Syndicats ouvriers d'inspiration socialiste en leur substituant des organismes attachés à l'entreprise. Elle démontre à nouveau que les masses, loin d'aller vers une prolétarianisation croissante, s'orientent au contraire vers une sorte d'aristocratie de techniciens et constituent une bourgeoisie nouvelle. Enfin le machinisme développé de l'usine rationalisée n'est-il pas en contradiction avec le sacrosaint principe de Karl Marx qui veut que toute valeur soit issue strictement du travail ?

Le marxisme aurait-il trouvé dans la rationalisation à la fois une technique et une doctrine dont les conclusions intellectuelles et expérimentales seraient en contradiction avec ses dogmes, avec ses prophéties, avec ses espérances ?

La réponse à cette question ne fait pas pour M. Roy de doute. Cependant nous pouvons faire quelques remarques : la première, pour dire qu'en fait en Allemagne, le régime socialiste tel que les lois de socialisation l'avaient prévu, n'a pas été instauré. Les industriels allemands dans un manifeste célèbre ont au contraire dénoncé le péril socialiste. Et il semble bien qu'ils aient été écoutés. D'autre part, s'il y a eu socialisation en Allemagne, ne serait-ce pas plutôt des pertes, comme on l'a fait remarquer ? Les grandes banques allemandes, en péril, ont fait appel au Crédit de l'Etat et la collectivité, dans l'affaire, n'a vraisemblablement pas fait de gros bénéfices. Le régime économique allemand, ainsi que le signale H. de Man dans son étude sur l'Economie dirigée, se réclame plutôt d'un féodalisme industriel très puissant qui met à son service personnel les ressources de la rationalisation, quand il n'y met pas l'Etat

lui-même. En ce sens il est donc possible de dire que la rationalisation allemande a infirmé dans les faits, et c'est ce qui est grave pour lui, le socialisme. Nous pouvons rendre hommage à M. Roy de l'avoir fait remarquer.

Mais nous dirions volontiers que son argumentation en ce qui concerne l'exposé doctrinal est plus faible. Les griefs qu'il fait à la doctrine socialiste sont moins intéressants et avaient déjà été relevés avant la rationalisation. Ce n'est pas la rationalisation qui a révélé le fait de l'inégalité naturelle des hommes et celui de la rente ; que les syndicats aient diminué en influence, ce n'est peut-être pas si certain ; il est peut-être plus juste de dire que leur attitude est devenue celle de la collaboration plutôt que celle de l'opposition, ce qui expliquerait que son rôle soit plus effacé puisqu'il est d'un autre ordre — ; que les entreprises concentrées ne soient pas socialisées, on l'a expliqué, avant la rationalisation, par la diffusion des actions des sociétés et donc de la propriété des entreprises, et enfin la théorie de la valeur-travail avait été réfutée avec d'autres arguments que ceux qui résultent de la rationalisation. Cependant ces arguments sont présentés d'une manière neuve et il n'était pas inutile de les adapter aux conclusions économiques et techniques que la rationalisation imposait.

L'œuvre de M. Roy, si donc elle a quelques faiblesses, a son importance et elle avait sa place toute indiquée dans cet ouvrage, puisqu'elle constitue « une défense et illustration » du capitalisme, du néo-capitalisme, tel que nous l'avons présenté dans le chapitre précédent.

CHAPITRE III

LE CATHOLICISME SOCIAL

Si loin de leurs préoccupations que puisse paraître la rationalisation, les catholiques sociaux n'ont pas hésité à entreprendre l'étude des phénomènes nouveaux qui sont apparus sous son nom. Ils ont consacré à cette étude la XXI^e session des Semaines Sociales de France qui s'est tenue à Besançon en 1929, sous ce titre « Les nouvelles conditions de la vie industrielle ». Et ce serait une erreur de méconnaître la portée de ces études dont l'influence s'épanouit sur une fraction importante de l'opinion catholique et de l'opinion sociale tout simplement.

Le catholicisme social, a, d'ailleurs, en matière économique, une attitude originale. Il se place résolument sur le terrain des faits économiques et sociaux et il les juge du point de vue de la morale et de la sociologie catholiques. Les institutions sociales et économiques sont fonctions de l'homme et de sa destinée. Le catholicisme ne se place donc pas sur le terrain économique comme doctrine d'organisation économique. Il prend simplement les institutions avec leurs qualités et leurs défauts et il indique les voies vers lesquelles il faudrait s'orienter pour être en règle avec les principes de sa doctrine.

C'est cette attitude que nous allons retrouver en présence de la rationalisation et que nous allons étudier au cours de ce chapitre, qui dès lors comprendra les paragraphes suivants :

§ 1. Le point de vue du catholicisme social en matière économique.

§ 2. De quelques avantages de la Rationalisation.

- § 3. La Rationalisation n'est pas une morale.
- § 4. La Rationalisation ne peut créer un ordre social.
- § 5. Les principes de la vie économique.
- § 6. L'œuvre de la Rationalisation.

§ 1. — *Le point de vue du catholicisme social.*

Sans doute, le catholicisme social n'apporte pas des solutions techniques aux problèmes économiques, dans toute la complexité où ils se posent de nos jours. S'il entre parfois dans le détail des institutions ou des faits économiques, ce n'est pas avec l'intention d'apporter, à l'organisme ou à la conjoncture économique, des méthodes d'action destinées à transformer la vie matérielle des individus ou des nations, à doter le régime de la production ou des échanges de nouveaux moyens industriels et mécaniques.

Il s'agit de bien autre chose en vérité. Le catholicisme social présente plutôt les caractères d'une « philosophie mise au service de l'économie » et pour mieux dire, — car le matérialisme sous quelque forme qu'il apparaisse est aussi une philosophie — de la théologie catholique mise au service de l'économie. Le catholicisme social part d'une certaine conception de l'homme, et de sa destinée, pour en déduire des conséquences sur ses modes de penser et d'agir, sur sa fonction dans l'ordre de la production et de la répartition des richesses, sur les besoins qu'il peut éprouver et dont il peut réclamer la satisfaction, sur sa manière d'être économique en un mot.

Philosophie de l'homme et de ses besoins en fonction de sa destinée, plus que système de production ou de répartition, le catholicisme social n'apporte pas de solutions économiques, mais des principes d'action valables sous tous les régimes, sous tous les systèmes, avec toutes les institutions économiques. Il se présente comme la garantie de l'indépendance spirituelle

et morale de l'homme par rapport aux forces de l'économie. Son but, c'est de libérer l'individu de l'emprise matérialiste, et de l'arracher à l'oppression économique d'un système, quel qu'il soit, qui ne lui accorderait pas « le minimum nécessaire à l'exercice de la vertu ». Si le catholicisme social veut l'émancipation des individus, c'est pour leur permettre d'atteindre leur destinée surnaturelle.

Il ne faudrait donc pas juger le catholicisme social en perdant de vue — volontairement ou involontairement — son point de départ. Il se présente comme une philosophie de la vie, et non seulement de la vie des individus, mais aussi de la vie des individus vivant en société ? Et, à son point de vue, les institutions quelles qu'elles soient, — économiques, sociales, politiques — n'ont de valeur que dans la mesure où elles laissent à l'individu le moyen de remplir sa destinée. Les institutions sont donc faites en fonction de l'homme. Lorsque le catholicisme social les critique ou en propose la réforme, ce n'est pas par pur souci de constructions intellectuelles, c'est pour favoriser aux hommes, leur épanouissement moral, dans un cadre approprié.

Juger le catholicisme social comme une simple doctrine économique, ce serait le méconnaître, et les critiques seraient à la fois abondantes et faciles. Il reste une doctrine morale qui veut donner au monde un idéal de vie supérieure ; lui refuser comme doctrine morale, le droit de conclure sur le terrain des faits économiques et sociaux, ce serait nier les répercussions que peuvent avoir sur les individus et le développement de leurs facultés intellectuelles et morales, les conditions matérielles de la vie des sociétés.

En ce qui concerne le point de vue spécial de la rationalisation, c'est cette attitude qui a présidé à l'étude de ces phénomènes au cours de la *Semaine sociale de Besançon*. Et M. Eugène Duthoit, l'éminent Président du Comité des Semai-

nes sociales, la précisait en ces termes, dans sa leçon d'ouverture (1) :

« Quels que puissent être les progrès de la technique, les changements apportés dans les relations du capital et du travail, les améliorations même introduites dans la condition matérielle de classes inférieures, l'Eglise garde le droit imprescriptible de juger en dernier ressort si les conditions que sa morale impose sont observées dans le régime du travail et l'aménagement de la production.

Certes, elle ne s'engage jamais à la légère dans l'interprétation des faits et elle ne s'est pas prononcée jusqu'ici, du moins formellement, sur les phénomènes que le langage courant a groupés sous le nom de « Rationalisation ». Mais ceux de ses enfants qui par profession, se consacrent à l'étude des faits sociaux, ne sont-ils pas appelés à rechercher, en toute conscience scientifique, si l'élan actuel, manifestement accéléré, de la vie économique, favorise ou entrave l'ascension spirituelle et religieuse des masses. Les changements qui s'accomplissent dans le régime intérieur et dans les relations extérieures des grandes entreprises vont-ils délivrer en partie l'humanité du poids accablant des fatigues et des infirmités ou, au contraire, engendrer de nouvelles misères en enfermant les âmes dans le matérialisme et l'obsession des soucis purement temporels ? Ceux qui vivent du travail de leurs mains vont-ils, comme le souhaitait Léon XIII, « se porter avec plus de facilité et d'ardeur vers le bien unique et nécessaire pour lequel nous sommes nés ».

En un mot, les nouvelles conditions de la vie industrielle, la « rationalisation » économique, puisqu'il faut l'appeler par son nom, éloigne-t-elle ou rapproche-t-elle l'humanité de la vraie et finale destinée, voilà la question.

Et M. Duthoit rapporte un mot attribué à Ford et qui résume bien l'angoisse du catholicisme social en présence de la rationalisation :

« Faudrait-il pour observer les lois de la rationalisation déposer son âme au vestiaire de l'usine ? »

§ 2. — *De quelques avantages de la rationalisation.*

1° *Economie des forces humaines.* — La technique que la rationalisation met à la disposition des hommes économise leurs forces. A ce point de vue le catholicisme social ne peut

(1) *Sem. Soc. de Besançon*, p. 39.

que l'en féliciter, puisque toute économie des forces physiques de l'individu favorise sa libération intellectuelle et morale. C'est donc un premier point de vue très intéressant à noter. Il n'est d'ailleurs pas spécifiquement propre au catholicisme social. Mais M. Duthoit se plaît à remarquer (1) que

« la technique moderne, d'abord complice des abus de la production dans la prolongation des journées de travail est devenue sous la pression des lois et des mœurs, l'auxiliaire de la réduction des heures de travail ; sans de nouveaux progrès mécaniques, ce progrès humain n'aurait sans doute pas pu s'accomplir aussi bien. Il appartient à la rationalisation de prolonger l'effet utile, au point de vue qui nous occupe, du récent machinisme, il est en son pouvoir d'éviter au travailleur, dans la plus large mesure possible, les « heures supplémentaires » et par suite de laisser plus de temps pour la détente, la vie de l'esprit, la vie de famille ; il lui appartient d'éliminer, dans le travail même, les pertes de temps qui ne sont profitables à personne, les attentes et allées et venues qui proviennent d'une mauvaise distribution des matières ou d'un agencement défectueux des outils ».

2° *Economie des matières.* — Il n'y a pas seulement dans la rationalisation une économie des forces humaines, il y a aussi une économie des matières sous la forme de la lutte implacable contre le gaspillage, sous toutes ses formes : gaspillage de matières premières, de temps, etc... Et ici, nous rencontrons un aspect spécial au catholicisme social. Alors que pour les autres doctrines, la lutte contre le gaspillage est faite en vue d'un meilleur rendement ou d'un profit plus élevé, pour M. Duthoit, cette lutte « ne mérite qu'applaudissements, car dans toute richesse si humble qu'elle paraisse il y a le don de Dieu, et les petits gaspillages qui se multiplient finissent par être des prélèvements injustes et considérables sur des biens qui sont, quant à l'usage, destinés à tous ».

3° *Science de l'organisation.* — D'autre part, la rationalisation « organise la vie économique non seulement au premier palier, l'atelier, mais jusqu'aux étages supérieurs ». Et cette

(1) *Sem. Soc. de Besançon*, 1929, p. 51.

idée, cette préoccupation d'ordre, d'organisation, de direction de l'économie n'est-elle pas une emprise de l'esprit sur la matière ? Et ne peut-on qualifier « d'heureuse » cette réaction contre la résignation toute classique aux « fatalités économiques ». « Par exemple devant tels ou tels méfaits du machinisme, on disait autrefois qu'ils étaient la rançon du progrès ». On proclamait fatales les crises périodiques ou cycliques et certains économistes en rattacheront même l'origine à des accidents météorologiques. On réputait toujours bienfaisante la concurrence, « principe inhérent aux conditions premières de la vie sociale ». Aujourd'hui, ces théories et ces formules font sourire. Là où on disait hier « liberté », « concurrence », « initiative individuelle », on dit aujourd'hui « règle », « action concertée », « direction d'ensemble », « organisation ». Ces mots prennent le premier rang dans le vocabulaire économique » (1).

Il ne faut d'ailleurs pas se méprendre, et la concurrence n'est pas disparue parce qu'on parle d'organisation. Elle a changé simplement de forme. Et nous assistons beaucoup moins, nonobstant l'organisation qui s'ébauche, à l'élimination de la concurrence brutale qu'au changement des conditions de son exercice. La lutte ardente et parfois ruineuse, subsiste de pays à pays, de continent à continent, de cartel à cartel, de syndicat à syndicat, bien plus que d'homme à homme.

Enfin, il n'est pas jusqu'au mobile, même de la rationalisation qui n'inspire des inquiétudes. Et sans doute faut-il être prudent et circonspect en ce domaine. M. André Siegfried n'a-t-il pas écrit : « Nous restons tentés de sourire en écoutant des hommes d'affaires trapus proclamer à l'instant même où ils alignent de superbes bilans, que le service de la société est leur grande passion ».

(1) *Sem. Soc. de Besançon, op. cit.*, p. 51.

§ 3. — *La rationalisation n'est pas une morale.*

Mais malgré tous ses avantages techniques, et tout ce qu'elle peut apporter de nouveau à la vie économique, la rationalisation reste une technique, incapable de constituer en elle-même un ordre moral. M. Duthoit, au nom des catholiques sociaux, met en garde contre cette illusion qui tendrait à considérer la rationalisation comme une morale nouvelle apte à organiser et à assurer les rapports des hommes entre eux. « Il faut, en effet, remettre chaque chose à sa vraie place. La rationalisation est une méthode qui peut légitimement s'exercer dans son domaine propre, à créer plus de richesses, à augmenter la somme des biens consommables, mais elle n'est pas en elle-même un ordre moral et social, elle n'est pas créatrice de justice et de paix » (1).

Qu'est-ce donc que la rationalisation ?

« Une aide qui donne à l'homme un coup d'épaule, oui, une souveraine qui lui apprend à vivre sur les choses créées, à mesurer son effort en vue d'un résultat meilleur, à organiser plus efficacement sa collaboration avec ses semblables, oui encore, mais une aide subordonnée à la vraie souveraine de l'homme, à la règle de vie qui, seule, crée l'ordre, la concorde ici-bas.

Ainsi, nulle illusion ne serait plus complète et plus fâcheuse que de vouloir faire, par un étrange renversement d'autorité, de l'aide un souverain, du serviteur un maître, d'une méthode économique une morale.

La rationalisation met en œuvre maints facteurs techniques et psychologiques qu'on avait pu trop longtemps négliger. En cela elle a rendu et rendra encore d'importants services. Mais gare à l'illusion d'une morale nouvelle « active », « américaine », et non plus « passive ». Les commandements de la morale sont supérieurs à toutes les circonstances de temps, de milieu, à toutes les contingences économiques.

Ils peuvent encourager ce qui serait une vraie, complète, intelligente rationalisation, mais ils la dominent toujours et c'est à elle à se subordonner entièrement à eux » (2).

(1) Duthoit, *Sem. Soc., op. cit.*, p. 58.

(2) *Op. cit.*, p. 58 et seq.

Malgré certaines apparences, il ne faut donc pas se méprendre sur le caractère de la rationalisation, méthode technique subordonnée à l'homme, elle ne saurait le dominer.

« Certes, ce n'est pas un fait négligeable que l'entrée dans le vocabulaire ordinaire des rationalisateurs de mots comme « attention », « prévoyance », « bonne volonté », « conscience », « responsabilité », mais ces consignes ne sont d'utiles ferments de vie que si on ne les dépouille pas de leur sens éternel. N'est-il pas à redouter qu'inconsciemment on les prononce en les vidant de leur sens, étant donné l'actuelle ambiance, et « l'immense porte à faux » de notre monde moderne, « déspiritualisé et déchristianisé », dont parle Maurice Blondel ».

N'était-il pas nécessaire de faire entendre cette voie, au milieu du concert unanime des économistes chantant les louanges de la rationalisation ? Et n'est-ce pas au fond le mot le plus profond de la véritable sagesse économique, celle qui sait pour faire l'ordre dans les faits, commencer par le faire dans les esprits ?

§ 4. — *La rationalisation ne peut créer un ordre social.*

La rationalisation ne peut davantage créer un ordre social, en ce sens qu'il n'est pas possible de faire graviter autour d'elle l'ensemble de la vie sociale. Comme le dit M. Duthoit (1), « les méthodes industrielles, si parfaites qu'on les suppose, sont incapables à elles seules, d'infuser vie aux corps sociaux dont ne peuvent se passer les agents humains de la production ». Cette tendance, on l'a rencontrée chez la plupart des auteurs socialistes et en particulier chez Sammy Beracha. La rationalisation serait la clé de tous les problèmes sociaux, et elle apporterait des solutions d'organisation économique en même temps que d'organisation politique, et son application aboutirait à la morale d'un nouveau régime, à la morale des producteurs. C'est contre cette tendance du socialisme qui ramène l'activité de l'homme à la seule activité économique, et qui considère

qu'il est possible de rétablir un ordre social par la seule transformation du régime de la production et de la répartition, que s'élève à nouveau, à propos de la rationalisation, le catholicisme social.

L'entreprise : l'un des rouages sociaux.

« Sans doute fera remarquer M. Duthoit, la grande entreprise où la rationalisation accomplit son œuvre, fait, comme nous l'avons dit, figure d'institution et crée une certaine solidarité de fait plus puissante que par le passé, entre les agents humains, à tous les degrés de la hiérarchie qui concourent à son fonctionnement » (1).

Mais toute la vie sociale ne peut aujourd'hui se dérouler dans l'entreprise comme elle se déroula naguère au temps de la féodalité, autour du donjon seigneurial. Et l'« esprit d'entreprise » que l'on se plaît à reconnaître aux rationalisateurs ne peut suffire à lui seul pour vivifier tous les rouages sociaux, en assurer la paix et la stabilité. Il ne s'agit certes pas de diminuer tout ce qu'il y a d'intéressant, de fécond, de pacifiant, dans un épanouissement progressif et normal de cet esprit d'entreprise qui unit tous les membres actifs d'une firme industrielle, les fait profiter de son développement, les rend soucieux de ses intérêts « alors que quelque chose de personnel, de familial, une âme commune faite de souvenir de croyances, de services rendus, adoucit et ennoblit les relations ».

D'ailleurs cet esprit d'entreprise lui-même n'est-il pas en butte à bien des traverses ? « n'a-t-il pas fallu chercher les moyens de combattre la désaffection, l'instabilité du travailleur fatigué par l'automatisme de son métier à qui la monotonie et l'impersonnalité de son travail n'inspirent aucun souvenir durable, aucun attachement profond ? » (2).

(1) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 60 et seq.

(2) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 62.

A côté de l'entreprise, il y a d'autres problèmes.

Et puis, à côté de l'entreprise, il se pose un certain nombre de problèmes, dont la solution ne peut être apportée par la rationalisation laissée à elle-même. La rationalisation résoud sans doute le problème de la production, avec de nouveaux principes, sur de nouvelles bases. Mais, à supposer déjà que l'esprit d'entreprise qui anime la rationalisation soit profondément ancré dans les âmes, ce n'est toujours que le problème de l'entreprise qui se trouve résolu, donc un problème d'une ampleur limitée.

« Trois problèmes, pour M. Duthoit (1), restent à résoudre pour constituer dans la vie professionnelle un « ordre social ».

Le problème du syndicalisme : « Au delà de l'entreprise existe le mouvement syndical, expression d'une solidarité de fait qui unit les travailleurs de même profession : c'est un état de choses que ne peuvent contester même ceux qui le regrettent. Quels rapports établir entre le syndicat ouvrier de la profession et les institutions ouvrières de chaque entreprise : mutualités, conseils d'usines, caisse de chômage ou de prévoyance ? En fait, les rapports sont nuls. Est-ce le dernier mot du problème ? voilà une première question ».

Le problème des ententes patronales : « Au delà de l'entreprise aussi se déploient les ententes patronales qu'elles soient syndicales ou qu'elles revêtent une autre forme, ces ententes présentent de nombreux avantages mais elles ont été souvent éphémères, certaines mêmes sujettes à caution. Comment les rendre durables, utiles au bien public ? voilà un second problème ! »

Le problème de la structure économique : Enfin à côté de l'entreprise, il y a aussi des problèmes d'organisation économique : « Cette organisation en partie double de l'élément patronal et de l'élément ouvrier n'est manifestement qu'une

(1) Duthoit, *op. cit.*, p. 62 et sq.

étape. J'oserais dire une étape dangereuse si, de propos délibéré, on voulait s'y attarder indéfiniment. Par quelle méthode et moyennant quelles conditions intéresser tous les échelons de la hiérarchie professionnelle à la vie d'ensemble d'une industrie ? C'est là une troisième question.

En un mot, quelle sera la structure organique d'un régime économique mieux ordonné ? »

Ces problèmes qui ne sont que posés par M. Duthoit débordent manifestement le champ de la rationalisation qui, pas plus qu'elle n'énonce la loi morale, ne saurait définir l'ordre social et créer ses assises.

Et M. Duthoit conclut : « Si autrefois, le machinisme dont l'avènement avait coïncidé avec la rupture violente des cadres traditionnels, a vu reflourir un certain associationisme et surgir de nouveaux cadres, au moins provisoires de vie sociale, ce n'est pas lui qui, avec sa puissance purement technique, a fait émerger ces premières ébauches d'organisation. Elles sont sorties de principes antérieurs, de poussées plus profondes que celles de l'outillage moderne.

De même la rationalisation a besoin, pour faire œuvre de vie, de principes qui lui soient antérieurs et supérieurs ».

Quels sont donc ces principes ?

§ 2. — *Les principes de la vie économique d'après le catholicisme social.*

En présence de ces nouvelles méthodes de production économique, M. Duthoit rappelle les principes de la théologie catholique en ce qui concerne l'usage des richesses et, plus généralement, l'usage des biens économiques. Lorsque ces principes auront été définis, il sera facile d'en faire découler les conséquences logiques relativement au problème de la rationalisation. En d'autres termes, il s'agit de juger la rationalisation

actuelle d'après les principes immuables de la théologie catholique et de définir dans quelle voie elle devra s'engager pour être conforme à ces principes.

1° *Les biens économiques sont-ils des moyens ou une fin.*

Pour le catholicisme, le doute n'est pas possible, les biens économiques sont des moyens. Ils n'existent pas pour eux-mêmes, et leur usage comme leur recherche et leur production pour être dans l'ordre — tel qu'il est conçu par les catholiques, n'a d'autre but que d'assurer la conservation, l'entretien, l'agrément même de la vie humaine. L'homme ne saurait les rechercher pour eux-mêmes. S'ils étaient une fin, la concupiscence n'aurait plus de bornes. L'ordre matériel est donc fonction de l'ordre surnaturel, vers lequel l'homme doit s'orienter.

La conséquence logique qui découle de cet enseignement, qui n'est pas seulement un enseignement théologique, mais qui est celui du bon sens et de la raison est la suivante : « Tout régime travaillant aux ordres d'une concupiscence qui regarde les biens terrestres comme une fin est fatalement dévoyé, livré aux excès, et, loin de conduire les hommes à un meilleur état de civilisation, les en détourne. Car c'est la concupiscence sans bornes qui allume les haines, les conflits, les séditions, les guerres » (1).

2° *Quelle place occupent les biens matériels dans la hiérarchie des biens ?*

Ce n'est pas la première place, « car les nécessités de la vie matérielle auxquelles pourvoient comme moyens, les biens diffusés par l'organisation économique ne sont pas elles-mêmes, sur l'échelle des fins au degré le plus élevé. Si les biens consommables sont, vis-à-vis de ces nécessités des moyens, la

(1) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 68.

consommation satisfaisante devient à son tour un moyen si on la rapporte à la fin véritable et suprême, c'est-à-dire « l'ascension morale, la libération spirituelle, la multiplication des hommes pour la vie éternelle ».

Au-dessus des intérêts du corps, ceux de l'esprit, au-dessus encore, les intérêts de l'âme immortelle ; voilà la vraie hiérarchie des besoins des biens, des valeurs. « A un certain étage de notre procédé de rationalisation, disait avec raison aux ingénieurs catholiques de Lyon le Révérend Père Coffrey (20 mai 1928), « la science se sent dépassée par les exigences de l'âme humaine » (1).

3° *A qui, enfin, les biens terrestres sont-ils destinés ?*

« Les biens temporels que la nature nous offre et que l'industrie transforme sont, si on regarde l'usage auquel ils sont destinés, non pas privés mais communs ».

« Sur l'usage des richesses voici l'enseignement d'une excellence et d'une importance extrême, que la philosophie a pu ébaucher mais qu'il appartenait à l'Eglise de nous donner dans sa perfection et de faire passer de la théorie à la pratique. Le fondement de cette doctrine est dans la distinction entre la juste possession des richesses et leur usage légitime. La propriété privée, nous l'avons vu plus haut, est pour l'homme de droit naturel. L'exercice de ce droit est chose non seulement permise, surtout à qui vit en société, mais encore absolument nécessaire.

« Il est permis à l'homme de posséder en propre et c'est même nécessaire à la vie humaine. Mais si l'on demande en quoi il faut faire consister l'usage des biens, l'Eglise répond sans hésitation. Sous ce rapport, l'homme ne doit pas tenir les choses extérieures pour privées, mais pour communes, de telle

(1) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 69.

sorte qu'il en fasse part facilement aux autres dans leurs nécessités » (1).

De cet enseignement de la doctrine catholique, il résulte que la rationalisation si elle veut être conforme à ces principes, ne doit pas avoir pour fin exclusive la production des richesses, et se contenter de réaliser « une plus grande production », si elle ne vise en même temps à rechercher « les moyens les plus propres à assurer la communication facile des biens entre ceux qui les possèdent légitimement et ceux qui manquent du nécessaire ».

Autrement dit, elle ne doit pas considérer la production comme une fin en soi, mais comme un moyen d'orienter l'homme vers sa destinée supérieure, et sans nuire aux intérêts supérieurs de son âme.

Le juste profit.

S'il est un corollaire indispensable à ces principes c'est bien la responsabilité du capital, qui lui, a la juste possession du bien, mais qui doit en faire un usage légitime. Le profit doit donc d'abord se discipliner. Sans doute est-il légitime mais il est une notion du juste profit que M. Duthoit rappelle fort à propos (2).

« Dans la hiérarchie des droits, il faut que soit respecté d'abord le droit à la vie des travailleurs de tous ordres, dont l'intervention active est nécessaire au fonctionnement de l'entreprise. Cette primauté du droit à la vie sur le profit rend indispensable l'établissement d'institutions à base professionnelle comme les Assurances sociales et les Allocations familiales, qui protègent la masse humaine des travailleurs contre les puissances d'argent.

(1) Léon XIII, *Encyclique Rerum Novarum*. Edition Tiberghien, 1924, p. 32.

(2) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 73.

Quant à la discipline du profit, elle implique cet esprit de prévoyance et de modération qui subordonne dans les affaires bien conduites, l'étendue des distributions de dividende au bien commun de l'entreprise. Le profit naît du concours de tous ceux qui appartiennent à un titre quelconque à l'entreprise ; il naît aussi de la rente, c'est-à-dire de causes impersonnelles et sociales. Il convient donc que l'attribution du profit serve le bien commun de l'entreprise, contribue à son meilleur équipement, à l'amortissement de ses charges, à l'amélioration de ses services sociaux, et *seulement ensuite à l'accroissement du revenu individuel des actionnaires* ».

De ces principes, il se dégage un certain nombre de conclusions pratiques que la rationalisation devra se préoccuper de mettre en œuvre.

§ 6. — *L'œuvre de la rationalisation.*

Quelle sera donc la tâche de la rationalisation, pour entraîner le monde économique vers l'application des principes spiritualistes du catholicisme social, car il ne s'agit pas d'autre chose. Le catholicisme social ne se préoccupe pas en effet de développer ou créer la technique économique, il veut seulement lui infuser une mentalité conforme aux principes que nous avons définis précédemment et qui, seule, selon lui, ramènera l'homme vers plus de sagesse économique en l'éloignant de toute fausse conception du rôle des richesses.

La rationalisation devra d'abord : répartir selon l'ordre les activités économiques et ensuite assurer à tous l'usage des biens nécessaires, en d'autres termes, elle devra s'employer à la satisfaction des besoins humains et non pas à la recherche du profit par exemple, et ensuite, sous l'influence de la charité, à réaliser le bien commun par une meilleure distribution des richesses.

1° Répartir selon l'ordre les activités humaines.

On assiste de nos jours, ce n'est d'ailleurs pas une conséquence de la rationalisation, à un véritable renversement des facteurs et à un étrange bouleversement des valeurs.

« A la base, au poste de commandement, le commerce de l'argent, qui par le jeu d'un mécanisme de plus en plus complexe, absorbe une somme énorme d'activité, de forces, de connaissances, de potentiel humain, dignes d'une plus féconde utilisation. Au-dessus s'étagent les activités industrielles et commerciales. Parmi ces activités, combien s'emploient à une simple publicité, au moins partiellement stérile ! Combien aussi servent à des industries qui n'ont d'autre objectif que d'amuser la foule ! Quant à la première et à la plus nécessaire des industries, l'agriculture, elle est, dans des régions entières fâcheusement délaissée, et la plus noble de toutes, la culture, celle du froment, voit diminuer la surface de ses emblavements. Quant au consommateur peu apte à s'organiser et à faire entendre sa voix en dépit de l'universalité du suffrage politique, sa subordination est manifeste. Suggestionné par la publicité, livré aux convoitises que toute la vie urbaine excite, au paroxysme, il sert, au lieu d'être servi : c'est le nouvel esclavage des masses » (1).

Ce n'est pas là l'ordre rationnel suivant lequel l'activité économique de l'homme doit s'exercer.

« La primauté, la raison le voudrait, devrait revenir à la considération des besoins humains, rétablis dans leur hiérarchie véritable qui place au premier rang les besoins supérieurs, ceux de l'âme immortelle. Primauté ensuite de l'agriculture qui assure « le pain quotidien » de l'homme, celui de l'oraison dominicale. Ensuite, l'industrie qui « trouvera dans le sol mieux cultivé de la métropole et de ses possessions d'outre-mer dans une race paysanne plus féconde, de quoi renouveler tant ses matières premières que ses valeurs humaines si vite consommées par le foyer trop incandescent des cités ». La main-d'œuvre libérée par la technique nouvelle, qu'on s'empresse de la rendre à la terre, à la colonisation intérieure et extérieure, à

(1) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 73.

l'artisanat, aux arts supérieurs, au service social : « Qu'on rende surtout au foyer familial les mères que l'usine avait attirées qu'on retarde l'âge d'admission des adolescents au travail et industriel ! »

« Quant au commerce, aux transports, à la Banque, à la Bourse, leur titre de noblesse c'est de servir, utiles à toutes les branches de la production et à la multitude des consommateurs, elles ont place, mais à leur rang, dans la cité. Orienter les valeurs humaines, selon un plan rationnel, vers les tâches qui importent le plus au bien commun, c'est là le premier des problèmes d'Economie nationale. Inséparable du problème de population, il réclame un plan d'ensemble, une autorité stable qui puisse se permettre les longs espoirs et les vastes pensées » (1).

2° Assurer à tous l'usage des biens nécessaires.

Il ne s'agit pas seulement de réformer le but de la production, il faut assurer encore une juste répartition des biens créés.

« Déjà pour rationaliser la fonction économique de l'argent, pour ordonner, selon les exigences du bien commun, la distribution des forces et des talents qui s'emploient à la production, il faut que se dépassant elle-même, la rationalisation se place au point de vue supérieur de la vie et de la loi transcendante de cette vie : la charité.

Il lui reste un dernier pas à faire, elle doit tendre à ce que les biens plus abondants qu'elle suscite ne soient pas détournés de leur providentielle destinée, l'usage de tous. Or c'est ici surtout que la charité est souveraine et qu'elle apporte au progrès des techniques industrielles, l'adaptation au bien commun qui est leur véritable fin.

La rationalisation, avons-nous dit, tend à une plus grande production, elle implique donc une certaine augmentation de la puissance consummatrice de la multitude. A production plus abondante doit correspondre sous peine de faillite, une somme plus grande de besoins à satisfaire. Or qu'est-ce qui, sinon la charité, élargit sans mesure le vrai pouvoir de consommation des masses, celui qui absorbe, non pas les faux biens, mais les richesses réellement nécessaires et bienfaisantes ? Elargir le pouvoir de consommation des masses, c'est d'abord donner la vie, appeler au banquet de nouveaux convives, tous ceux que la Providence y a destinés. Oeuvre de charité par excellence. C'est encore, sous la poussée de l'esprit de charité, mettre en branle

(1) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 74.

la justice sociale par des institutions qui assurent à tous au moins ce minimum de bien-être et de sécurité sans lequel l'humanité reste courbée sous le poids de la misère et de l'indigence. C'est enfin aller au delà et par la bienfaisance, secourir la détresse jusque dans les cas individuels ou accidentels que n'atteint pas le jeu des institutions publiques ou privées » (1).

Alors, les rendements que donnera la rationalisation la plus poussée ne seront jamais excessifs : la production même orientée vers la quantité, sera pour le bien commun.

CONCLUSION

Le Catholicisme social n'a pas voulu se départir de son rôle traditionnel qui lui fait une situation à part dans les doctrines sociales et lui assigne une influence d'ordre spirituel. La Rationalisation, qui constitue un progrès technique incontestable, il l'accueille comme l'Eglise même qui est ouverte à toutes les nouveautés, à tous les phénomènes originaux qui intéressent l'humanité. Il n'a pas de parti pris. Mais il rappelle la voie que lui dicte sa doctrine, au moment où l'homme orgueilleux de ses découvertes a tendance à méconnaître les disciplines de l'esprit et les principes moraux qui doivent présider à la vie sociale.

Certes, la rationalisation est un progrès. Pour le Catholicisme, ce progrès ne sera complet que le jour où elle aura compris la vraie hiérarchie des biens et des besoins de l'homme et les aura subordonnés à sa fin suprême. Henri de Man montrait au socialisme le chemin du Christianisme qui, lui, s'est toujours préoccupé de valeurs spirituelles. En vérité, l'émancipation de l'homme, l'épanouissement de sa personnalité, ne sont-ils pas fonctions de sa destinée ? Si l'on ne croit pas à l'immortelle destinée de l'homme, à quoi bon s'orienter vers la recherche d'un bonheur matériel qu'il n'atteindra pas ? Car aussi bien, le Catholicisme social est d'abord un *Credo*, un acte de foi, le reste n'en constitue que le corollaire.

(1) Sem. Soc., *op. cit.*, p. 74.

TROISIÈME PARTIE

REVISION DES VALEURS LA CRISE ET LA RATIONALISATION

Le temps n'est plus, sans doute, où la rationalisation permettait tous les espoirs, et laissait entrevoir d'une part au Capitalisme, la perspective d'un avenir doré et stable, et d'autre part au socialisme la certitude d'une ère entièrement nouvelle et soumise à ses principes. La confiance absolue et l'enthousiasme universel que la rationalisation avait suscités après la guerre, se sont trouvés soudain et brutalement ramenés à des proportions plus sages, si même ils n'ont pas disparu complètement.

On avait cru infinie, l'ère de productivité qui s'était ouverte au lendemain de la guerre. Les peuples, lancés à la poursuite du profit sans limite, avaient considéré que la rationalisation, parce qu'elle reposait sur des principes nouveaux et sur des méthodes nouvelles d'organisation de la production et de la consommation, apportait aux problèmes économiques des solutions infaillibles. Et dans un domaine où la conjoncture est reine, où il n'est possible, à tout esprit réfléchi, de dégager que des tendances, des orientations, où les réflexes psychologiques des individus s'entremêlent si intimement aux faits économiques, on s'était abandonné au dogmatisme et à l'intransigeance doctrinale.

A la suite d'économistes d'Outre-Rhin ou d'Outre-Atlantique et d'industriels comme Ford, on crut résolu, par la rationali-

sation, à la fois le problème de la rationalisation et celui des débouchés.

Et voilà qu'à l'automne de 1929, un krach formidable se produit à la Bourse de New-York ; voilà que les monnaies les plus stables chancellent sur leurs assises, voilà surtout que le chômage qu'on avait cru pour toujours éloigné, se révèle comme une plaie impossible à refermer. Au moment même où certains économistes prétendaient le monde industriel à l'abri des crises, se déclanche la plus formidable crise que l'histoire des faits économiques ait jamais enregistrée : cette crise qui voit s'accumuler les catastrophes dans le négoce, la finance et l'industrie, se répercute, en ondes de plus en plus larges, de nations en nations jusqu'aux confins du monde civilisé. Et alors qu'on avait cru à l'extensibilité indéfinie des besoins et des débouchés, les stocks s'accumulent et l'industrie s'arrête.

Le machinisme et la Rationalisation, auxquels l'« Homme Nouveau » avait confié sa destinée, sont alors l'objet de toutes les critiques. Dignes, hier encore, de toutes les espérances, ils sont aujourd'hui la cause de tous les malheurs qui se sont abattus sur le monde économique. De remède, seraient-ils devenus poison ? La médication n'aurait-elle pas été prise à trop hautes doses, au point d'en ébranler, elle-même, la constitution économique ? S'il n'était hier que concert unanime pour vanter les mérites du machinisme et de la rationalisation, il semble qu'aujourd'hui il n'y ait pas assez d'auteurs pour en stigmatiser les défaillances.

La crise économique a donc provoqué une révision des valeurs. Tous les problèmes économiques se sont trouvés à nouveau posés et étudiés par les économistes et les sociologues. Et il semble que l'on se soit soudain trouvé en présence de conclusions nouvelles et que ces conclusions commandaient de nouvelles orientations dans la pensée économique. Nous ne pouvons passer sous silence cette évolution que la crise a fait subir à la doctrine économique. Nous faisons remarquer au

début de cet ouvrage que « les faits réagissent fortement sur les doctrines ». Il ne fallait pas manquer l'occasion d'en apporter la démonstration.

A l'aide d'ouvrages récemment parus, nous voudrions succinctement d'une part examiner les termes du procès que l'on fait au machinisme et à la Rationalisation et, d'autre part, dégager les orientations nouvelles, qui se font jour, sur les problèmes contemporains, dans les ouvrages des publicistes, des sociologues ou des économistes. Nous aurons ainsi marqué, — du moins l'espérons-nous — le terme actuel de la pensée économique sur les problèmes, posés dans le domaine économique et social, par le machinisme et la Rationalisation.

On ne manquera pas de nous faire remarquer que le point de vue de cet appendice diffère de celui qui a présidé à notre ouvrage. Alors que nous nous sommes efforcés dans les chapitres qui précèdent de retracer le débat qui s'est institué, à l'intérieur même des doctrines, au sujet de la Rationalisation, nous sommes amenés ici à présenter les critiques que l'on fait au régime même de la Rationalisation. On ne discute plus pour savoir si la Rationalisation est d'essence capitaliste ou socialiste. C'est son efficacité qui est elle-même mise en doute, c'est aussi l'opportunité du régime de productivité qu'elle avait instauré que l'on discute. Dans ces conditions, que va devenir la magnifique civilisation industrielle dont elle a été l'apogée ? La question en vérité est angoissante. Il ne s'agit plus des doctrines ni de leurs querelles ; c'est le régime économique reposant sur la technique de la rationalisation qui est en cause. La technique nous sauvera-t-elle des excès de la technique même ? C'est la question que certains sociologues se sont posés. Elle méritait bien que nous y consacrons les deux chapitres de cette troisième partie :

Chapitre premier : Le procès de la Rationalisation.

Chapitre II : Perspectives nouvelles.

CHAPITRE PREMIER

LE PROCÈS DU MACHINISME ET DE LA RATIONALISATION

Ce procès du machinisme et de la rationalisation est à la fois l'œuvre de littérateurs qui critiquent surtout dans le machinisme, ses conséquences au point de vue de la civilisation — vieille querelle de l'esprit et de la matière — et l'œuvre de sociologues et d'économistes qui s'attaquent au progrès technique dont les excès engendrent des conséquences sociales inquiétantes si même ils n'entachent pas le régime lui-même d'irrégularité.

§ 1. — *Littérature et Rationalisation.*

Il est deux livres parus l'un en 1930 : « Scènes de la Vie Future » de Georges Duhamel et l'autre en 1931 : « La Raçon du Machinisme » de Gina Lombroso, qui situent bien le problème tel qu'il est vu par la littérature contemporaine. Nous ne citerons les thèses qui y sont exposés que très brièvement.

A. — *Scènes de la Vie Future.*

M. Teilhac, dans son ouvrage « Les Fondements Nouveaux de l'Economie », consacre un chapitre à ce qu'il appelle : *La Trahison des Littérateurs ou Caricatures de la Vie Future*, et en particulier à l'ouvrage de Georges Duhamel. « Si l'on en juge, dit-il, par le nombre d'exemplaires vendus, les « Scènes de la vie future » ont remporté un éclatant succès. S'en féliciteront tous ceux que suffisent à satisfaire l'agrément du style

et la force du trait. Mais le regrettera quiconque, fidèle à la tradition classique, *aime le vrai*, ne sépare pas la forme du fond, et, *cherchant le penseur derrière l'écrivain*, aurait voulu attendre de M. Duhamel autre chose qu'un *pamphlet* ». On ne saurait être plus dur.

L'essentiel de la thèse de M. Duhamel — dans laquelle il est en effet difficile de ne pas découvrir, sous la description des institutions américaines, le trait à succès, et la caricature qui déforme et accuse chaque chose — l'essentiel de cette thèse se ramène à une critique de la civilisation industrielle de l'Amérique, parce qu'elle mécanise tout, et parce que même l'esprit et l'imagination — facultés intellectuelles par excellence, — sont enserrées dans un étau de formules mécaniques qui leur enlèvent toute indépendance et toute facilité d'évasion.

« Sur les Etats-Unis règne souveraine la Machine ; et M. Duhamel, comme Ruskin et Carlyle, réagit violemment contre elle. Car la machine est inhumaine. Elle élève une architecture écrasante de gratte-ciels. A l'intérieur de ces blocs énormes, elle malaxe dans ses ascenseurs, omnibus et express des milliers d'êtres humains. Elle les pousse dans ses cafeterias pour leur ingurgiter mécaniquement une nourriture qui vient des abattoirs écœurants de Chicago. Elle dissout le cercle étroit de la famille dans le cercle plus large du club. Elle sépare le mari de sa femme, les parents des enfants, et elle met en commun le service domestique. Suivant « la loi de la jungle » elle porte chacun en automobile vers ses distractions : le stade « nouveau temple » où est célébré le droit du plus fort, ou bien le cinéma, où se débitent des images en série et de la musique en conserve. Elle isole et parque les races dans ses trains, ses tramways, ses bateaux, ses lieux publics. Elle écrase, sans se soucier des passages à niveau. (N'est-elle pas assurée ?) Des rues qu'étouffent les gratte-ciels,

elle fait des tunnels et, la nuit, elle vous éblouit des feux vertigineux de sa publicité ».

Et M. Duhamel ferait volontiers un feu de joie de l'industrialisme, au nom de l'Intelligence et de la Raison, qui ont contribué à le créer et à le développer. Comme le fait remarquer M. Teilhac, « il repousse tout bien qui implique un mal correspondant ». « C'est ainsi que pour guérir la publicité et l'assurance de leurs maux, il suggère, non point leur socialisation, mais leur suppression pure et simple ». L'ensemble de l'ouvrage de Duhamel fait ressortir un parti-pris simpliste, qui veut condamner le machinisme en lui-même et, sans appel, sans nuances aucunes, sans motifs scientifiques profonds, uniquement, semble-t-il, pour suivre l'impulsion première qu'une impression fugitive a provoquée.

Nous ne suivrons pas davantage M. Duhamel sur un terrain qui est fort éloigné de celui où nous nous plaçons. Mais nous ne pouvions taire cette conspiration de la littérature contre le machinisme développé et entretenu à l'état de doctrine, c'est-à-dire la Rationalisation.

B. — *Rançon du machinisme.*

L'attitude de Mme Gina Lombroso dans « *Rançon du machinisme* », par bien des côtés, mérite davantage d'être prise en considération. Mme Lombroso, d'ailleurs, se présente plus à nous comme un sociologue que comme un littérateur. Soucieuse des conséquences sociales de la rationalisation, elle ne néglige aucun des aspects économiques du problème.

Sans doute, son point de départ ne manque-t-il pas d'originalité. Mme Lombroso prétend en effet que si le machinisme ne s'est développé qu'au XVIII^e siècle, c'est parce que jusqu'à cette époque les hommes ne l'avaient pas voulu. Après avoir montré que « dans l'antiquité, les Grecs, les Romains, les Egyptiens, les Chinois arrivèrent pour les machines adoptées

dans leurs temples, sur leurs théâtres ou pour la guerre tellement près des mécanismes qui font l'orgueil de notre civilisation actuelle, que l'on se demande comment et pourquoi ils ne sont pas arrivés vraiment à la réalisation de ces mécanismes, Mme Lombroso déclare : « Je crois que les raisons sont nombreuses, et l'une d'elles — qui n'est pas la moindre — est qu'ils ne voulurent pas y arriver parce qu'ils étaient orientés de façon à redouter plus qu'à envier les machines dont nous sommes si fiers ». Les connaissances scientifiques et les découvertes avaient un caractère mystérieux que l'on ne se transmettait, que sous le couvert de la religion... Mme Lombroso invoque même le témoignage de Socrate qui, dans son « Apologie », se vante de ne s'être jamais occupé de physique parce que les objets de cette science sont « vains, inutiles et dangereux », celui d'Aristote qui déclarait la physique, « science méprisée des sages et des philosophes », celui de Pline, des Chinois et des Docteurs chrétiens. On pourrait faire remarquer à Mme Lombroso que le mépris des choses matérielles et pratiques a, de tout temps, occupé l'esprit des philosophes et que la querelle qu'elle rouvre n'est qu'un épisode de la lutte déjà ancienne entre l'esprit et la matière... On voudrait croire qu'il n'y a dans le livre de Mme Lombroso qu'une simple thèse... littéraire, du moins dans cette partie de son ouvrage.

Le machinisme a donc triomphé, et avec lui, toutes ses conséquences tragiques ! Troubles matériels, appauvrissement des pays pauvres et non industriels, vie chère, diminution du repos, chômage, paupérisme, dépeuplement des campagnes, décadence intellectuelle et morale, toutes ces questions sont étudiées une à une par Mme Lombroso. Et tous ces cataclysmes se sont abattus sur le monde, parce qu'il s'est avant tout préoccupé de progrès matériel et technique. « Chacun s'applique à perfectionner sa petite part de travail quotidien, sans s'intéresser à l'importance ou aux répercussions que son travail grand ou petit, peut avoir dans l'ensemble. Personne ne

sait plus ce qu'est l'ensemble et quels sont les besoins de la société dans laquelle il se meut. Les modernes sont si infatués de technique qu'ils ne considèrent, n'adoptent et n'admirent que les découvertes techniques et n'ont confiance que dans les solutions « techniques ». L'ingéniosité est plus prisee que la capacité de larges synthèses ». ... « Alors que nous résolvons des problèmes techniques que les anciens auraient cru insolubles pour les dieux eux-mêmes, nous ne pouvons plus résoudre de petits problèmes politiques aussi bien que l'aurait fait le dernier tribun de Rome, ni de petits problèmes d'éducation, de morale et de philosophie dont serait venu à bout le dernier des pédagogues d'Athènes ». Mme Lombroso pourrait faire remarquer que les problèmes ont gagné en complexité et en étendue ... et que la vie publique ou économique ne se déroule plus seulement autour d'un « Forum » dont les proportions nous paraissent bien exigües ... Décadence de l'intelligence, certes, mais aussi décadence de la morale, car « l'industrie moderne justifie, par ses nécessités suprêmes, les pires exactions et l'abandon de toute morale ». Ce n'est, certes, pas l'époque qui a connu Stawisky et *tutti quanti*, qui contredira ce principe ou cette constatation !

« La conclusion de toutes les brillantes conquêtes de l'industrie est l'ennui qui opprime les hommes en ce siècle qui regorge de richesses, de biens matériels, de possibilités de jouissances ; ennui dû à la décadence de l'intelligence et du sens moral, au manque d'idéalisme ; ennui consécutif aussi à la suppression du travail manuel, à la concentration des hommes en d'énormes agglomérations ; à la standardisation de la vie, des aspirations, des fonctions voulues par l'industrialisme ».

La grande critique que Gina Lombroso adresse en effet à l'industrialisme c'est d'avoir « brisé la chaîne qui nous tenait, nous périssables, unis au monde impérissable » et de nous avoir réduits, « avec nos richesses, à n'être que des étoiles errantes, dont la seule raison de vivre est d'être vivants » !

Préoccupations intellectuelles avant tout. Il s'agit de porter condamnation d'une civilisation industrielle marquée du signe de la rationalisation. Ayant montré les conséquences funestes qu'elle peut engendrer même au point de vue matériel — chômage, paupérisme, etc. — Mme Lombroso montre qu'ayant chassé le culte de l'idéal, cette civilisation a ôté à la vie sa joie et son insouciance, pour les remplacer par l'anxiété du lendemain, car « nous risquons d'être tués par la force mystérieuse que dans un délire triomphant nous célébrons aujourd'hui jusqu'aux étoiles ».

Mme Lombroso s'est fait l'éloquent avocat des droits de l'intelligence en face du progrès matériel. Nous verrons que nous ne pourrons pas souscrire aux conclusions économiques qu'elle propose. Du moins, son ouvrage, en tant qu'il reflète cette préoccupation, et oriente l'opinion vers le maintien et le développement de ce qui est au fond la personne humaine, présente-t-il le plus vital intérêt.

Si les littérateurs et les philosophes se maintenaient sur ce terrain, nous ne pourrions que souscrire à leurs conclusions. Nous sommes obligés de constater que dès qu'ils abordent le domaine des choses économiques, et des conclusions pratiques aux principes qu'ils ont posé, nous ne sommes plus d'accord.

§ 2 — *Les Economistes et la crise de la rationalisation.*

Les littérateurs ou les philosophes, dans la mesure où ils présentaient la défense de l'esprit et des droits de la personne humaine contre la rationalisation et les excès du machinisme, adoptaient une attitude conforme à leurs préoccupations. Si l'on peut critiquer leurs suggestions sur le terrain technique ou économique, lorsqu'ils veulent emprunter le langage économique, du moins ne saurait-on leur reprocher leur attitude lorsqu'ils se bornent — eux qui sont de l'esprit — à prendre

la défense de l'intelligence, avec des arguments intellectuels. Par instinct comme par profession, ceux qui vivent dans le domaine des idées se devaient de signaler les excès de la technique dans ce même domaine.

Mais voilà qu'à leur tour ceux qui s'étaient faits les apôtres du progrès technique et de la rationalisation, les économistes, se mettent à l'unisson pour critiquer ce qu'ils avaient considéré jusqu'alors comme le veau d'or. Ces critiques se sont fait jour même aux Etats-Unis, le pays qui s'était fait le champion de la rationalisation et de la doctrine des hauts salaires. Et elles ont donné naissance au mouvement de la Technocratie. En France, on retrouve des idées analogues à celles exprimées, en Amérique, par les Technocrates, en particulier, chez M. Jacques Duboin, dans son livre récent : *La grande relève des hommes par la machine*.

A. — *La Technocratie.*

C'est à travers le livre de M. Maurice Druesne : *Les Problèmes économiques et la Technocratie*, que nous allons énoncer les idées récentes de cette école sur les problèmes posés par le machinisme et la rationalisation.

Et d'abord qu'est-ce que la technocratie ?

« C'est un groupe d'ingénieurs et d'économistes qui prit naissance en 1920 sous le nom d' « Alliance Technique ». L'esprit animateur du groupe est M. Howard Scott. ... L'Alliance technique vivota plutôt mal que bien jusqu'en 1931. Howard Scott se consacra donc pendant près de 15 ans à son travail de recherches économiques ; il formula dernièrement sa philosophie industrielle qu'il appela « Technocratie ». *Technocratie est donc à la fois le nom d'une théorie économique et d'un groupe d'économistes* ».

L'assertion fondamentale que les technocrates se sont efforcés de mettre en valeur se résume ainsi : *la machine et la technologie détruisent inévitablement le système capitaliste.*

I. — LE MÉCANISME DU RÉGIME

1^o *Ce qu'est le capitalisme.*

Le capitalisme, en effet, repose sur deux principes fondamentaux : la loi de l'offre et de la demande et l'appât du gain. Ces deux principes, combinés avec les idées de liberté, engendrent ces deux conséquences, fondamentales elles aussi, pour le régime capitaliste : la concurrence et le profit. Et l'équilibre du régime résulte du jeu libre de l'offre et de la demande, d'où découle le prix. Avec les variations du prix, coïncident les variations du profit et donc les variations de l'offre, l'offre augmentant ou diminuant suivant l'importance du profit. Le profit ou bénéfice est donc le régulateur du système capitaliste. La production d'une marchandise augmente lorsque les bénéfices que sa vente procure sont élevés et vice versa. La conclusion la plus importante est donc que, pour que le capitalisme fonctionne, il faut qu'il y ait manque ou rareté. Aussitôt que la production arrive au niveau de la demande, le profit disparaît et avec lui la production elle-même.

2^o *Le problème essentiel du régime :
celui de la consommation.*

C'est dans ce régime économique que s'est développé le machinisme, avec toutes ses conséquences économiques. Or la machine en se perfectionnant a créé toute une technique de la production intensive et de la production en grandes séries. A la rareté, sur laquelle repose le profit et donc le régime capitaliste, elle a substitué l'abondance. Le problème que la machine pose, ce n'est pas celui de la production, c'est celui de la consommation, et donc celui de la distribution du pouvoir

d'achat. « *Entre la production et la consommation*, dit Druesne, *se place la distribution, le problème le plus épineux que nous ait encore posé la machine* » (1).

3° *De quelques solutions au problème de la consommation.*

Les capitalistes se sont donc efforcés de trouver quelques solutions à ce double problème de la consommation et de la distribution.

A l'origine du régime industriel, pour augmenter le nombre des acheteurs, on diminuait le prix de revient par un abaissement des salaires. Cette politique n'était possible que grâce à l'accroissement de la population et à la concurrence qui en résultait entre ouvriers. Mais « les conditions de travail devinrent réellement écœurantes et inhumaines ». Il fallut donc, sous la poussée socialiste, y renoncer.

M. Henry Ford s'est alors fait le champion d'une doctrine nouvelle : *la politique des hauts salaires*, destinée à engendrer une « Nouvelle ère industrielle ». Pour augmenter les ventes, on élève les salaires au lieu de les diminuer, de façon à accroître le pouvoir d'achat du plus grand nombre et donc la consommation des produits manufacturés. La rationalisation des entreprises ne pouvait réellement être efficiente que dans la mesure où la consommation marchait de pair avec le rendement du machinisme. Là encore, il fallut enregistrer des déboires et bientôt les hauts salaires ne suffirent plus, aux Etats-Unis.

« La machine se mit à produire, grâce au perfectionnement de l'organisation des entreprises, plus rapidement que les acheteurs n'achetaient. On eut alors recours à un nouvel artifice : *le crédit personnel* ». On se mit à acheter sans argent, on prit une hypothèque sur son travail à venir, sans être autrement sûr qu'il viendrait. Cette inflation de crédit, dangereuse

(1) Druesne, *La Technocratie*, p. 25.

en elle-même, accéléra la déconfiture aux Etats-Unis, lorsqu'il s'agit de liquider les transactions; elle ne suffit plus bientôt pour absorber l'excès de production.

On fit alors appel à tous les procédés commerciaux modernes : *vente agressive ou sous pression*, développée par une publicité extravagante et souvent inopportune, procédé de la « main forcée », création du *modèle annuel*, entraînant le renouvellement rapide de tous les instruments d'usage courant et de toutes les machines, dès qu'un perfectionnement minime apparaît, et avant même que l'usure apparaisse, etc., etc.. Ce fut la mise en action de tous les principes de gaspillage, de la lutte aux économies, de façon à accroître les chances et les possibilités de consommation.

Enfin, on posa la question des pays neufs ou arriérés. Ne serait-il pas possible non seulement de leur *écouler tout le surplus* de la production, mais encore de *fabriquer pour eux*? En réalité, comme moyens régulateurs, les pays neufs ou arriérés ne sont pas très efficaces. Certains ont déjà un niveau de vie très élevé, comme le Japon, le Canada, l'Australie; quant aux autres, c'est le problème de leur pouvoir d'achat qui se pose.

II. — UN RÉSULTAT CONSTANT : L'AUGMENTATION CROISSANTE DE LA PRODUCTION

Malgré ces solutions adoptées par les défenseurs du régime capitaliste et qui vont de pair avec une rationalisation intensive des industries, les technocrates constatent une *augmentation toujours croissante de la consommation d'énergie, et du machinisme*. « D'ailleurs le principe des « hauts salaires, bas prix » demande l'application de plus en plus massive des machines. En effet, le rendement humain n'est pas susceptible d'être beaucoup amélioré : la fatigue apparaît rapidement, la monotonie décourage l'ouvrier. L'alternative est donc d'uti-

liser des machines qui peuvent être constamment perfectionnées, ne connaissent pas la fatigue et sont indifférentes à la monotonie. *En d'autres mots la philosophie industrielle des Fords et autres implique la disparition de l'ouvrier.* » *L'automatisme absolu arrive donc à grands pas.* Et M. Druesne cite cet exemple des usines « A. O. Smith Corporation » à Milwaukee aux Etats-Unis, où, dans un vaste hall de 400 pieds de long, des machines fabriquent 10.000 châssis d'automobile par jour : 208 hommes suffisent à l'opération.

Sans doute la consommation croît, mais les technocrates — ainsi d'ailleurs que d'autres économistes — ont attiré l'attention du monde industriel sur ce fait que la production croît beaucoup plus rapidement que la consommation et nécessite de moins en moins d'ouvriers ; et que d'autre part elle croît également plus rapidement que la population. Ils ont donc conclu que « sous le système actuel, si la technologie envahit de nouveaux champs d'activité sociale, le taux de production tend à dépasser le taux d'augmentation de la population et le taux d'accroissement possible de la consommation ; *il en résulte un chômage croissant* ».

Il n'est pas inutile d'ajouter un léger correctif à cette dernière assertion ; sans doute le chômage est en croissance, mais il n'est pas équivalent au taux d'ouvriers libérés par la production, car un certain nombre de ceux-ci se sont trouvés absorbés dans les professions de distribution et de vente des produits manufacturés (intermédiaires, commissionnaires, courtiers) et même jusqu'à un certain point par les professions libérales. Toutefois, il est légitime d'entrevoir, avec les technocrates, le moment où, le progrès technique ayant continué sa marche triomphale vers l'automatisme absolu, le chômage permanent et croissant existera à l'état endémique.

III. — LA RATIONALISATION NE BOULEVERSE-T-ELLE PAS LES DONNÉES DU RÉGIME ?

Le machinisme actuel, tel qu'il est conçu — et donc la rationalisation — pose donc un certain nombre de problèmes angoissants.

Ces problèmes se trouvent d'ailleurs être de plus en plus compliqués. Plus le mécanisme économique devient complexe, plus il devient délicat. Le moindre dérangement nuit à sa stabilité et à son équilibre. Il lui faut donc la paix, et une paix continuelle. Ce système économique a en outre pris des proportions considérables, et les problèmes posés se sont enflés dans des proportions identiques, débordant le cadre des nations et mettant en jeu l'équilibre international. Les répercussions de ces problèmes ne sauraient donc être négligées.

1° *La politique des hauts salaires.*

Le premier problème que pose la rationalisation intéresse le principe sur lequel elle repose : hauts salaires, bas prix. Ce principe serait inattaquable et cette conception économique serait logique, font remarquer les technocrates, si les salaires augmentaient proportionnellement à la productivité et si la productivité croissante ne tendait à se passer totalement de main-d'œuvre. En effet, la productivité augmentant, si les salaires augmentent proportionnellement, la consommation pourra absorber cet accroissement de productivité, sinon, il y aura déséquilibre entre la production et la consommation, ce que l'on veut précisément éviter. Et d'autre part, nous avons vu que la productivité croissante due au machinisme amène fatalement la mise en chômage d'un nombre croissant d'ouvriers... et donc d'une diminution de la consommation. La formule « Hauts salaires, bas prix » n'est donc pas une panacée...

D'ailleurs, les bas prix ne sont pas automatiquement obtenus, malgré l'abaissement du prix de revient dû au machinisme... car plus le marché est saturé d'un produit, plus ce produit est difficile à vendre, plus il faut faire la part de la publicité et des commissionnaires ou intermédiaires. « L'augmentation des ventes par l'abaissement du prix de revient atteint donc rapidement un point critique qu'il n'est pas sage de dépasser et au delà duquel les profits se transforment en pertes ».

D'autre part, si l'industriel se place au point de vue du *bénéfice*, il semble peu logique, de faire profiter l'ouvrier d'une augmentation de salaire correspondante à l'amélioration de la production. L'industriel est obligé de se placer dans l'hypothèse de la concurrence avec les autres industries. Et il n'a, dans ces conditions, aucun avantage à élever les salaires proportionnellement à l'accroissement de la productivité, car alors son profit n'augmente pas, ses ventes restent sensiblement les mêmes et il ne se trouve pas en meilleure posture à l'endroit de ses concurrents. Et en fait, au lieu d'un accroissement de salaires, la classe ouvrière des Etats-Unis a vu son pouvoir d'achat réduit d'un bon tiers. Ford lui-même a dû diminuer les salaires de ses ouvriers. La concurrence entre industriels et les incompréhensions qu'ils ont montrées, stimulés d'abord qu'ils étaient par l'aiguillon du profit, n'ont pas permis d'aboutir à cette politique des hauts salaires qui aurait pu accroître la consommation et peut-être éviter le cercle vicieux dans lequel nous sommes : diminution de pouvoir d'achat, diminution des ventes, de la production, augmentation du chômage, diminution du pouvoir d'achat, etc.

La politique des hauts salaires serait-elle impossible en régime de liberté? si même elle était possible, les salaires augmenteraient-ils proportionnellement à la productivité? la productivité croissante maintiendrait-elle constante la quantité utilisée de main-d'œuvre ouvrière? La formule « Hauts

salaires, bas prix » est une conception de l'esprit. Le dynamisme de la technique industrielle ne la rend-elle pas inapplicable? Le machinisme et la rationalisation qui libèrent chaque jour des ouvriers en nombre croissant compenseront-ils, par la politique des hauts salaires, les déficits de consommation? Il est permis d'en douter. Et c'est là un problème angoissant pour le régime. Quel jugement porter, en effet, sur un régime, équipé pour procurer l'abondance, et dont les membres ne peuvent parvenir, faute de ressources, à subvenir à leurs besoins?

2° La loi de l'offre et de la demande.

Le régime économique reposait sur le prix. Et le prix était déterminé par le jeu de la loi de l'offre et de la demande. Or les technocrates remarquent que « la loi de l'offre et de la demande peut déterminer le prix d'un produit quelconque tant qu'il y a rareté, mais que, dès que l'abondance apparaît, le prix disparaît et avec lui le bénéfice ». Et le machinisme et la rationalisation — sous le régime actuel dont l'essence est la liberté — aboutissent à l'abondance. Comment dès lors se fixera le prix? un prix correspondant au coût de production? Ou bien il faut admettre une taxation qui repose plus ou moins sur l'arbitraire — on le voit bien en ce moment avec la taxe du blé — ou bien il faut admettre une limitation de la production. Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est l'abandon du régime de liberté, du régime économique actuel! Est-ce bien là ce que recherchent les rationalisateurs?

3° Le problème des dettes.

Il est encore un autre problème posé par la Rationalisation et étudié par les technocrates, c'est celui des dettes. On constate que les machines et les usines, par suite du progrès

technique, vieillissent très vite, si vite même qu'il faut les remplacer avant qu'elles aient été amorties. Le résultat, font observer les technocrates, est qu'il faut emprunter de nouveau et payer intérêt sur le second emprunt ainsi que sur le premier — celui qui a servi à construire usines ou machines dans leur état originaire —, mais si le second emprunt est utilisé pour l'achat de nouvelles machines, le premier, lui, ne représente déjà plus rien de tangible. L'entreprise est donc grevée d'une dette. Et il faut faire des bénéfices suffisants pour payer l'intérêt d'un capital qui n'existe et ne rapporte plus.

Or les technocrates ont montré que ces dettes industrielles et commerciales tendent à augmenter plus vite que la production, c'est-à-dire plus vite que la richesse matérielle. Elles finissent par ne plus rien représenter, si ce n'est du papier. N'y a-t-il pas là un paradoxe angoissant pour le régime, pour un régime reposant sur le capital ? Non seulement le capital est impossible à rémunérer, mais il se trouve absorbé par l'œuvre de production. Cette contradiction peut-elle se prolonger indéfiniment, d'un capitalisme qui se consomme et se détruit lui-même ?

Hauts salaires qui vicie le libre fonctionnement du régime, loi de l'offre et de la demande qui jusqu'alors était le fondement et la pierre angulaire du capitalisme, problème angoissant des dettes qui aboutissent à l'auto-destruction de la substance même du régime, ne sont-ce pas là autant de données qui ont permis aux technocrates de conclure légitimement que le machinisme et la rationalisation entraînaient le régime capitaliste à sa ruine ?

B. — *Jacques Duboin.*

C'est la même thèse que l'on retrouve dans le livre si vivant de M. Jacques Duboin : « La grande relève des hommes par la machine ». La crise que nous traversons est due aux progrès inlassables de la technique.

Le livre de M. Duboin se présente sous la forme d'une conversation, d'un échange de vues sur la situation actuelle, entre un industriel du Nord, un négociant parisien, un ingénieur, un propriétaire terrien, un pharmacien et un ex-militant de gauche, réunis chez Hermodan, le sage du pays, qui, en l'espèce, parle au nom de l'auteur et apporte ses solutions aux problèmes récents.

On se représente assez bien le petit cercle provincial où les quelques compétences de la région se réunissent pour converser et discuter et où « chaque soir on parle inflation, déflation, mauvaise distribution de l'or, excès américains, égoïsme britannique, ambitions allemandes, dettes interalliées, traité de Versailles ». Il faut avoir connu ces petits cénacles où l'on discute en vase clos de tous les problèmes les plus complexes du monde moderne, où, souvent, l'on s'entraîne mutuellement à désespérer des choses et des hommes, et où l'on est plus prompt à émettre des critiques qu'à formuler des solutions viables. Mais Hermodan est un sage qui explique les phénomènes sociaux et économiques contemporains et formule des conclusions, après avoir laissé parler et discuter ses interlocuteurs. « Notre ami Hermodan écoutait, mais intervenait peu dans la discussion ».

« ... Un moment vint, cependant, où il dénonça le progrès technique comme l'auteur responsable du désarroi des hommes et des choses, pour employer la célèbre formule du président Caillaux ».

Avant d'exposer les solutions aux problèmes actuels, M. Duboin se dresse d'abord comme un critique impitoyable de la technique et du progrès du machinisme.

I. — LE MACHINISME ET SES CONSÉQUENCES

Le progrès technique est la cause du désordre universel.

« Lorsque, dit Hermodan, tous les pays sont atteints : Etats-Unis, Canada, Amérique Latine, Angleterre, Allemagne, Europe Centrale, Italie, Espagne, France, Japon, Australie, Extrême-Orient, bref toutes les nations qui s'enorgueillissent de notre civilisation, je dis qu'un mal qui sévit brusquement, et partout à la fois, doit avoir une même origine. Pour moi, ce sont les développements du machinisme qui sont la cause principale de tous les désordres de l'économie ».

Plus loin, Hermodan continue son réquisitoire :

« Depuis quelques années le rythme du progrès technique a tout bousculé. La Révolution qu'il entraîne — le mot n'est pas trop fort — est la résultante de l'action combinée de plusieurs facteurs. La science a fait des pas napoléoniens et ouvert la voie à d'innombrables applications pratiques. L'industrie s'en est emparée en même temps qu'elle se concentrait un peu partout. On a mécanisé, automatisé, si j'ose dire, la production. En somme le machinisme permet aujourd'hui — à travail humain égal — la multiplication des produits par un coefficient qui augmente constamment. Donc la surproduction sévit partout. »

Enfin, après avoir exposé le développement du machinisme, cité des faits, énoncé des chiffres, et rappelé à larges traits le développement économique qui a suivi la guerre, Hermodan en arrive à la rationalisation.

« ... Nous avons tous été atteints du *mal* de la « rationalisation ». Aux Etats-Unis d'abord, en Allemagne ensuite, puis plus tardivement en France. On cherche à faire le maximum dans le minimum de temps et en réduisant le facteur humain à sa plus simple expression. »

Les conséquences de ce machinisme ne se sont pas fait attendre.

1° *La production s'est accrue*, grâce au machinisme, dans des proportions considérables. « Dans un grand nombre d'industries, la production d'un ouvrier a passé du simple au double, au triple, souvent au quadruple, quelquefois à bien davantage encore. Et tout cela en l'espace de quelques années... Dans l'industrie du verre ? il suffit de se servir de la machine Owen, et 9 ouvriers en remplacent 90. Il y a mieux encore : un ouvrier, il y a quelques années, fabriquait une centaine d'ampoules électriques par jour. En lui adjoignant une machine automatique, ce même ouvrier en fabrique 3.143 en 8 heures. »

Sans doute, ces constatations ne sont pas nouvelles.

Ce qui est nouveau, c'est le ton avec lequel elles sont exposées. Ce n'est plus le style laudatif des économistes libéraux. Chaque phrase a presque une allure de pamphlet ou tout au moins de critique, que, jadis, l'on ne rencontrait que chez les écrivains et économistes socialistes.

2° D'autre part, *la main-d'œuvre est en diminution constante*. « ... les ouvriers perdent leur travail puisqu'on a de moins en moins besoin de leurs services ». Devant cette production, ce ne sont pas en effet les machines que l'on supprime, ce sont les ouvriers que l'on congédie. La force productive de chaque ouvrier a augmenté dans des proportions considérables. Il suffit d'un seul ouvrier pour actionner une machine qui fabrique 2.500 cigarettes à la minute. Il suffit d'un seul ouvrier pour surveiller la fabrication journalière de 30.000 barils de farine par jour. Il suffit d'un seul ouvrier pour surveiller la fabrication automatique de 400.000 tuiles dans la journée, etc., etc... « L'homme devient ainsi l'accessoire momentanément indispensable à la machine ». Et cette augmentation de la force productive de l'individu se constate non seulement dans l'industrie, mais aussi dans les campagnes qui, elles aussi, grâce à l'électricité, se sont « rationalisées ». Alors qu'on se

plaint de la dépopulation des campagnes, on a remplacé la main-d'œuvre par le moteur électrique qui actionne tout, à la ferme : laiterie, machines à battre, à broyer, pétrin, etc..., à un tel point, fait constater Hermodan, que « la dépopulation des campagnes a conduit à leur surproduction ».

3° Une autre constatation s'impose : *Plus la production augmente, plus la consommation diminue*. Alors que l'abondance qui entraîne la diminution des prix devrait accroître, pour les hommes, les chances de bonheur et leur donner des facilités de consommation, il n'en est rien. L'homme qui se trouve éliminé, par le machinisme, du processus de production, perd son salaire et en même temps sa puissance de consommation, parce qu'il n'a plus de pouvoir d'achat ou parce que son pouvoir d'achat se trouve diminué en partie. Et le pouvoir d'achat de chaque catégorie sociale se trouve restreint à son tour. On assiste alors à une restriction de la consommation en cascade, tandis que l'industriel et le commerçant qui n'arrivent plus à couvrir leurs frais généraux, cherchent à les restreindre à nouveau, par de nouveaux procédés techniques, par une organisation nouvelle de leur entreprise, fermant ainsi le cycle de la production moderne. La rationalisation appelle la rationalisation. Et ce sont de nouveaux chômeurs en plus, des consommateurs en moins. Et ainsi de suite...

4° *Le chômage technologique* se présente en effet comme inhérent au progrès technique. Le chômage se développe au fur et à mesure que s'accroît la marche vers la rationalisation et le machinisme. Et c'est dans tous les pays du monde que l'on constate un nombre sans cesse croissant de chômeurs. Si l'on en croit Hermodan, c'est à 30 millions de chômeurs que les gouvernements distribuent des secours et des allocations. Leur nombre s'accroît chaque jour, car il va de pair avec le machinisme qui, ainsi que nous l'avons vu, produit chaque jour des quantités plus considérables de marchandises tout en diminuant et le nombre des ouvriers et celui des consommateurs.

« Tant que le progrès technique laisse des possibilités de travail supérieures à la demande, le chômage n'est que momentané. Il dure juste le temps nécessaire pour que les capitaux économisés trouvent à se réemployer d'une manière productive. Mais dès qu'il a atteint et surtout dépassé l'étiage qui permettait de donner du travail à tous les hommes, n'ouvrirait-il pas la porte à la sous-consommation, pour provoquer, en fin de compte, l'effondrement total de la société ? »

II. — L'INÉLUCTABLE CRISE ÉCONOMIQUE

Et la crise économique s'avérerait inéluctable. Les conséquences du machinisme sont autant de désordres qui bouleversent l'ordre économique tel qu'il résultait de la conception libérale. Et il apparaît bien qu'il était impossible d'éviter ses conséquences, si fâcheuses soient-elles pour les hommes et pour le régime économique.

1° *L'illusion des débouchés nouveaux.*

Hermodan dénonce « la tenace illusion des besoins illimités et des débouchés nouveaux ». Il n'a pas de mal à démontrer à ses interlocuteurs que si, théoriquement, les besoins sont illimités, la consommation, elle, est bien loin d'être illimitée. « Les seuls besoins qui entrent en ligne de compte sont les besoins *solvables*, ceux qui sont accompagnés d'un paiement ». Il ne serait possible d'accroître la consommation chez ces pays neufs au point de vue économique que jusqu'à concurrence de leur stock monétaire... et il n'apparaît guère possible d'accroître indéfiniment le pouvoir d'achat des individus. Au fur et à mesure que la technique progresse, ses progrès n'ont-ils point pour effet de supprimer du travail humain, donc de grossir le nombre des sous-consommateurs puisque les machines qui remplacent les hommes ne consomment pas ? Dans ces conditions,

c'est du pur verbalisme de parler de besoins illimités et de débouchés nouveaux, puisqu'économiquement parlant, il n'est de besoins que solvables et puisque, même à des pays neufs, on ne peut songer à vendre sans acheter. Or n'avons-nous pas atteint le maximum de production et ne réussirons-nous pas de cette façon qu'à augmenter encore les stocks ? Le progrès technique ne trouve donc pas d'écoulement dans de nouveaux débouchés.

2° La disparition du profit.

Le régime capitaliste est bâti sur deux pierres fondamentales : la propriété individuelle et le profit. C'est de la rareté des choses utiles qu'est née l'appropriation et le désir d'appropriation de ces choses. La rareté est à l'origine de la propriété individuelle. Plus un objet est rare, plus l'homme qui en a besoin désire se le réserver et le conserver pour lui-même. Le profit résultera de l'échange entre les individus des objets de leur production, par l'intermédiaire de la monnaie, chaque producteur s'efforçant d'obtenir en monnaie un peu plus que son prix de revient, de façon à se procurer un avantage : le profit devient donc le grand moteur de l'activité humaine.

Et le progrès et la civilisation vont concourir à ce but : diminuer la rareté des choses susceptibles d'appropriation, pour accroître les objets susceptibles d'être échangés et procurer ainsi aux individus du profit. De sorte que la production des richesses n'est plus une fin en soi, mais un moyen de réaliser un profit, c'est-à-dire de gagner de l'argent.

Mais voilà que, par suite du machinisme et de la rationalisation, l'homme est parvenu à supprimer la rareté des choses dont l'homme a besoin, et à créer l'abondance. Et la saturation du marché se produit de plus en plus vite, puisque « deux voies y conduisent : d'une part la production augmente — grâce au

progrès technique ; d'autre part la consommation diminue — du fait encore du progrès technique » (1).

Et Hermodan récapitule : « les hommes produisent dans le but de réaliser un profit. Ce profit n'existe qu'autant qu'il est justifié par le service que rend le producteur au consommateur en diminuant la rareté des choses utiles dont il manque. Mais voilà que la rareté disparaît pour des causes diverses, mais qui résultent toutes d'un machinisme de plus en plus perfectionné. La rareté disparaissant, le profit s'effondre ».

Il est une autre cause qui provoque la disparition du profit, c'est la fiscalité. « Si l'abondance ne réussissait à tuer le profit, la fiscalité s'en chargerait ». Les prélèvements du Trésor de l'Etat — quels que soient les noms qu'ils adoptent — sur les budgets des entreprises et des particuliers sont trop nombreux et trop connus pour discuter pareille assertion... Aussi bien, n'est-il pas utile de s'arrêter !

N'y aurait-il d'autre remède pour ressusciter le profit, qui apparaît comme le mobile le plus puissant de l'activité humaine, que de détruire l'abondance en détruisant les produits ?

Mais ce remède est très improbable. Le progrès technique poursuit inlassablement sa carrière, depuis le jour où il est né, c'est-à-dire depuis la fin du xviii^e siècle. Or le but du progrès technique n'est-il pas de créer l'abondance ? et sinon son but, du moins son résultat ? dans ces conditions, la crise économique, née du développement exagéré du machinisme et de la rationalisation et entretenue par l'aliment sans cesse renouvelé des perfectionnements techniques, semble devoir durer, et non seulement durer, mais se développer et atteindre des zones de plus en plus larges de travailleurs et d'industries.

Allons-nous assister, impuissants, à la désagrégation du régime économique ?

(1) Duboin, *La Grande Relève*, p. 128.

CHAPITRE II

PERSPECTIVES NOUVELLES

Mais il ne suffit pas de détruire ... la tâche est facile en cette matière, car il s'agit de juger sur des résultats. Et les résultats sont là avec leur rigueur implacable — succès ou défaillance — qui permettent à l'opinion de se former en toute connaissance de cause.

Après avoir fait la critique, parfois sans ménagements, du machinisme et de la rationalisation, comment vont se comporter intellectuels, économistes, sociologues, en présence de ce vaste problème de l'organisation et du fonctionnement de l'économie ?

§ 1. — *Littérature et machinisme.*

Les intellectuels qui, au nom de l'esprit et de la culture, avaient condamné le machinisme dans ce qu'il avait de plus évolué, et avaient réagi contre ses conséquences sociales, sont, maintenant qu'il s'agit de construire, beaucoup moins prolixes. Leur imagination ou leurs raisonnements hésitent en face de l'avenir qu'il faut tout de même assurer. Et les lueurs qu'ils s'essaient à projeter sur ces problèmes, qui, au fond, ne sont ni de leur ressort, ni même, si j'ose dire, de leur compétence, sont moins éblouissantes. On ne saurait absolument le leur reprocher. Qu'ils aient pris le parti de l'intelligence et de la personne humaine, c'est bien dans leur fonction ; qu'ils aient moins

bien réussi, lorsqu'il s'est agi d'échafauder des combinaisons économiques, cela ne présente rien d'étonnant, tant d'autres — et des plus qualifiés — s'y sont efforcés qui ont dû y renoncer !

Nous nous attarderons peu avec eux.

A. — *Georges Duhamel : La trêve des inventeurs.*

Pour Georges Duhamel, il n'est qu'un remède, ou du moins il est un remède, qui, à son avis, serait radical : que l'Etat décrète pendant un certain temps la *trêve des inventeurs* ! La trêve des inventeurs, c'est-à-dire la renonciation par tous ceux qui auraient découvert quelque nouvelle machine ou quelque nouveau perfectionnement, à une partie d'eux-mêmes — la meilleure —, pour éviter que le machinisme ne se développe chaque jour davantage ! Mais la trêve des inventeurs, si elle est une belle idée littéraire, ne présente guère d'application pratique. Il est difficile, au nom de l'esprit et de la culture, d'enlever à l'esprit le moyen d'exercer ses facultés et de les exprimer en actes ! Et puis, le remède n'est-il pas trop simple — trop simpliste, même — pour être efficace ? La meilleure trêve ne serait-elle pas celle des producteurs ?

B. — *Gina Lombroso : La production artisanale.*

Mme Gina Lombroso s'essaye à des solutions plus économiques en apparence. Pour elle le régime de la grande industrie n'est plus viable pour une très longue durée. Il faut en revenir à la production artisanale, qui seule tient bon dans les soubresauts de la crise. Si la France résiste à la crise, avec autant d'énergie, c'est parce qu'elle a su résister à l'entraînement de la production et du machinisme illimités et à la chanson de la rationalisation à outrance. L'avenir est au retour aux formes individuelles de la production, parce que, de cette façon, le chômage n'existera plus. Sans faire un retour en arrière pour les

améliorations de la vie et les progrès de la technique, il faut adapter le régime de la production à des modes de travail qui utilisent l'individu et en fassent un artisan, d'une espèce plus perfectionnée sans doute, puisqu'il aura le machinisme à sa disposition, mais un artisan tout de même, qui n'aura pas la hantise de la production pour la production, mais l'amour de son travail pour lui-même. On ne saurait nier l'intérêt des conceptions de Mme Lombroso. Nous percevons moins bien les moyens qui permettront de réaliser cet idéal, à moins qu'il ne s'agisse d'anticipations... Dans ce cas, nous laissons à l'avenir le soin de justifier les prévisions de Mme Lombroso.

A l'un comme à l'autre de ces auteurs, Hermodan, le sage, ferait remarquer que le progrès poursuit inlassablement sa carrière, qu'il est bien difficile de l'arrêter en cours de route, et qu'il semble entraîner les hommes vers des formes de travail de plus en plus collectives — sans être pour cela collectivistes. Mais ceci est une autre histoire.

§ 2. — *L'opinion des Economistes.*

A. — *La technocratie.*

Pour les technocrates, « la question des problèmes économiques propres à une nation est de beaucoup la plus importante, car, c'est la seule qui soit susceptible d'être résolue tout au moins d'une façon relative ». Ils ne considèrent pas que du point de vue international, il soit encore possible d'envisager des solutions d'ensemble et « d'aller dire à l'Italie qu'elle a tort de s'industrialiser et aux Etats-Unis qu'ils devraient abaisser leur tarif douanier ».

Les solutions qu'ils proposent sont donc des solutions nationales. Il faut faire remarquer que les technocrates sont des économistes américains, et que les problèmes internationaux présentent, pour eux, à raison même de l'étendue de leur

Nation, une acuité moins grande qu'en Europe où l'on se heurte à chaque pas, à des frontières, à des tarifs douaniers, à des industries voisines, similaires et concurrentes.

Malgré leur isolement économique, les Etats-Unis subissent une crise de consommation. Avec une superficie presque égale à celle de l'Europe, ne comptent-ils pas 122.000.000 d'habitants alors qu'ils pourraient aisément subvenir aux besoins de 4 ou 500 millions d'êtres humains ? La question, de capitale importance, pour les Etats-Unis, est donc, — comme partout, sans doute, et ce n'est pas une question neuve hélas ! — l'équilibre entre la production et la consommation.

Comment les technocrates conçoivent-ils la solution de ce problème ?

I. — LES PALLIATIFS

Il ne faut pas confondre les palliatifs avec les solutions définitives, les mesures destinées à parer aux événements au fur et à mesure de leur apparition, avec des principes d'organisation, qui prévoient à longue échéance le fonctionnement régulier et normal du système économique.

Parmi les palliatifs du mode simpliste, il faut rangée l'idée qui consiste, pour faire disparaître le chômage, à diviser le travail entre tous les ouvriers disponibles, par la diminution de la journée de travail et des salaires, de façon à augmenter la quantité des ouvriers employés sans augmenter le chiffre des salaires...

C'est encore un autre palliatif, que celui qui consisterait à diminuer la longueur de la journée de travail, sans diminuer les salaires. Cette idée repose sur cette constatation que le coût de la main-d'œuvre n'est qu'une faible partie du prix de revient, en sorte qu'il serait possible de donner du travail à plus d'ouvriers, sans pour cela grever l'industrie d'une manière exagérée.

Un remède qui pourrait s'avérer excellent ne consisterait-il pas dans l'entreprise de grands *travaux publics*? les collectivités, qui entreprennent ces travaux, ne le font pas dans le but de réaliser un profit. Il s'agit là d'une production destinée uniquement à augmenter la consommation. Il y a un inconvénient cependant, c'est le financement de ces travaux car, en période de crise, les fonds publics font généralement défaut par suite de la crise elle-même. Il faut donc admettre que, pendant les périodes de prospérité, les Etats constituent, en imposant lourdement les contribuables, une masse de capitaux, permettant d'exécuter leur programme de grands travaux. Mais l'expédient des grands travaux suffirait-il, à lui tout seul, à enrayer une crise de l'envergure de celle qui vient de s'abattre sur les Etats-Unis? Les technocrates en doutent.

Dans ces conditions, ne faut-il pas abandonner l'idée des palliatifs au bénéfice de l'idée de l'organisation du système économique tout entier.

II. — D'UNE ORGANISATION DU SYSTÈME ÉCONOMIQUE

Les technocrates, à leur tour, et après les multiples plans d'organisation économique qui ont été proposés au cours des âges ou récemment, depuis l'idée du capitalisme contrôlé jusqu'au communisme intégral en passant par le socialisme d'Etat, vont donc s'efforcer d'établir un plan, ou du moins de proposer quelques éléments de solution.

Mais, au préalable, les technocrates émettent un certain nombre d'idées-forces qui ne manquent pas d'intérêt.

1. « Il est relativement facile de bâtir une société où tout fonctionne à merveille, mais l'aventure se complique énormément le jour où on veut passer de la théorie à la pratique. Toutes ces conceptions mathématiques de la vie se heurtent à la « nature humaine ».

2. « Tout changement, surtout dans l'organisation économique effraie ».

3. « La machine nous pose certains problèmes et nous devons chercher la solution la plus élégante possible. Pour ce faire, l'évolution est certainement la meilleure méthode. Toute théorie qui tend à opposer les différentes classes de la société est pernicieuse ; l'antagonisme est l'ennemi de la coopération et la coopération est ce qui manque le plus actuellement tant à l'intérieur d'un pays qu'entre les nations ».

4. « Le progrès technique a pu être réalisé grâce à l'appât du gain, mais il est aussi probable que sous d'autres conditions ce même progrès eût pris place. Si on tient compte de l'intelligence et de la curiosité innée de l'homme, on conçoit presque le progrès comme inévitable ».

5. « Jusqu'à présent, nous avons plutôt été les esclaves que les maîtres de la machine ».

En ce qui concerne les solutions elles-mêmes, le groupe des technocrates n'en a pas offert qui soient officielles. Mais il semble, d'après les articles qu'ils ont publié, « qu'ils envisagent la société du futur sur un plan plus ou moins communiste ou socialiste, avec, comme classe dirigeante, les techniciens et les ingénieurs ».

Certains auteurs se sont emparés des idées des technocrates et de M. Scott en particulier, et ont exercé leur imagination sur la conception d'une société entièrement économique. On hésite, en vérité, à exposer la « technocratie » telle que la dépeint l'écrivain américain, Harold Loeb.

Le régime de la technocratie, d'après Harold Loeb, est un régime intermédiaire entre le socialisme et le communisme.

Régime de liberté pour les individus, et cependant chaque individu normal entre 25 et 45 ans, serait contraint de travailler 4 heures par semaine.

Possession de tous les moyens de production et de distribution, par l'Etat, mais la propriété privée existe ?

Le Gouvernement ? un vaste conseil d'administration composé des représentants des quelques 92 industries qui produisent tout ce qui est consommé.

La machine a créé l'abondance ; il est donc possible de mettre en pratique la formule communiste, à chacun selon ses besoins. Les salaires sont uniformes, mais excessivement élevés ; ils sont représentés par des certificats nominaux qui ne sont valables que pendant leur année d'émission. L'économie n'est donc plus possible.

Cependant, puisque la propriété privée subsiste, l'individu peut acheter autant de maisons qu'il voudra. La location est impossible, mais elle pourra servir de monnaie d'échange contre un autre service.

La monnaie, n'est plus basée sur l'or, mais sur l'énergie. La valeur d'un produit ne repose plus sur la demande, mais sur l'énergie nécessaire à sa production : une automobile vaudra donc X ergs ou joules ou calories ... etc...

Il paraît difficile de discuter une doctrine aussi inconsistante.

Ce que les technocrates ont voulu marquer, c'est que l'économie basée sur la liberté n'était plus possible et qu'elle devait être soumise à l'avenir à un plan, et que l'évolution du régime économique l'orientait vers un socialisme d'Etat plus ou moins avoué, qui, après avoir organisé le contrôle de l'économie, deviendrait propriétaire des principales industries et serait amené, à l'étape suivante, à augmenter et distribuer plus équitablement le pouvoir d'achat.

Cette transformation du régime serait la conclusion logique du machinisme, qui a résolu le problème de la production en créant l'abondance, pour en créer un autre, celui de la consommation. Le problème : « comment consommer » n'est-il pas la conséquence logique du machinisme, puisqu'en définitive il a pour but de procurer aux hommes le moyen de profiter de tous les avantages que peut nous offrir la machine ?

Les technocrates ne nous ont pas, semble-t-il, apporté de solution originale. Du moins, ils orientent les esprits vers une étape nouvelle que l'économie s'apprête à franchir. Nous souffrons, moins d'avoir trop produit que d'avoir ou de pouvoir trop peu consommer. La machine a engendré l'abondance. Les hommes ne doivent pas mourir de cette abondance. Ils doivent s'organiser pour en vivre et l'utiliser, c'est donc à une adaptation nouvelle que les technocrates convient la nature humaine. Vivre en fonction de l'abondance et non plus en fonction de la rareté, c'est évidemment bien différent et cela pose des problèmes multiples que « la technocratie » ne résoud pas sans réserves.

B. — *Jacques Duboin : La relève des hommes par la machine.*

Jacques Duboin se défend de « tomber dans l'erreur commune des gens qui bâtissent des sociétés de toutes pièces ». Après avoir éliminé les diverses solutions qui sont proposées et qui, pour lui, sont ou fausses ou incomplètes : économie dirigée, économie « en vase clos », semaine de 40 heures, etc. Hermodan consent à examiner « dans quelle voie notre société capitaliste pourrait s'engager pour éviter de disparaître brutalement ».

I. — LA GRANDE RELÈVE

« Du moment que nous ne vaticinons pas, je veux bien vous confier que je ne vois pas pourquoi la race humaine serait condamnée au travail à perpétuité ? ou alors, il ne fallait pas la doter d'un cerveau grâce auquel elle oblige la matière à travailler à sa place. Des trésors de patience et d'intelligence ont été dépensés par des générations et des générations, pour inventer et mettre au point des machines qui, de plus en plus, remplacent le travail des hommes. Nous assistons aujourd'hui

à la grande relève des travailleurs par la matière disciplinée et animée d'une force de production. Ne peut-on concevoir une évolution du capitalisme qui tienne compte de cette relève, sans obliger l'armée qui descend des lignes à mourir de faim ? »

... « Un pays devrait donc être fier du nombre d'hommes dont le progrès permet d'économiser l'effort. Le chômeur, au lieu d'être la rançon de la science, devrait en être la récompense. Plus il y a de chômeurs dans un pays, plus le niveau intellectuel, plus l'étiage économique est élevé ».

Pour Hermodan, les chômeurs sont les libérés du travail : le machinisme et les perfectionnements de la production permettent qu'une quantité chaque jour plus considérable d'individus et de travailleurs soient libérés du travail quotidien, que jusqu'alors on avait élevé à la hauteur d'une véritable religion. Et voilà que grâce au progrès technique, le travail d'une partie des hommes n'est plus nécessaire. « La présence de ces affranchis devrait être un élément de confiance, de réconfort, de fierté pour toute la nation ».

Telles sont les idées de M. Duboin. Elles se présentent sous une forme dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle frise le paradoxe. L'opinion unanime, c'est que le chômage est une plaie sociale et qu'il y a lieu de l'éviter, en donnant du travail à ceux qui en sont les victimes. Il est d'ailleurs considéré comme un état passager, et on pense qu'il doit se résorber progressivement. Les gouvernements, les industriels, les nations s'emploient tous dans ce sens. Et si l'on se préoccupe de la situation des chômeurs, c'est avec l'arrière-pensée que les indemnités qui leur sont distribuées ont un caractère essentiellement transitoire.

Jacques Duboin émet l'idée audacieuse et paradoxale qu'il faut au contraire être fier du nombre des chômeurs, des 30 millions de chômeurs qui parsèment le monde... « Les libérés d'autrefois s'appelaient des rentiers. Aujourd'hui, ce sont les chômeurs. Les uns comme les autres ne sont pas indispensables

pour la production des richesses ». M. Duboin est dans la logique de ses prémisses. Le progrès technique, qui se développe inlassablement, libère chaque jour de nouveaux travailleurs. Loin de vouloir lutter contre ce fait de constatation banale, il est préférable d'adapter les esprits, et même l'organisation économique et sociale à cet état de choses. Au lieu de se désoler et d'entretenir dans la nation une mentalité de crise, ne serait-il pas d'une politique plus sage d'orienter les solutions économiques et sociales vers un régime où il faudra « faire des rentes » à tous les affranchis du travail, d'une façon permanente et normale.

Et il n'y a pas là de quoi se scandaliser. « L'homme, contrairement à ce qu'on a cru, n'était pas condamné au travail à perpétuité. Il a durement peiné jusqu'à ce qu'il possède cette armée d'esclaves matériels qui, désormais, vont travailler pour lui. C'est la grande relève qu'il attend, qu'il a préparée et qui, enfin, est en marche pour le débarrasser de la corvée de labeur. Pourquoi serait-ce épouvantable ? La civilisation antique ? Quelques hommes libres portés par un monde d'esclaves. Demain ? l'humanité toute entière sera ces quelques hommes libres, et la matière sera la multitude d'esclaves ».

II. — L'ÉTAT HÉRITIER DES ACTIVITÉS QUI NE PEUVENT PLUS S'EXERCER

Mais si les chômeurs d'aujourd'hui sont les successeurs des rentiers d'autrefois, — « des rentiers moins privilégiés toutefois, car il est évident que notre société ne peut pas faire, demain, à celui qui devra vivre sans travailler un sort supérieur, ni même égal, à celui qui lutte pour se faire une place au soleil » — qui donc leur procurera les rentes nécessaires pour vivre ?

« C'est à la nation qu'il incombe de les faire vivre ».

Hermodan fait donc appel à l'Etat et à son intervention pour

régulariser et normaliser les conséquences fâcheuses du progrès technique et du machinisme. Ses interlocuteurs se récrièrent, mais durent se ranger à son avis, lorsqu'il résuma le rôle de l'Etat dans les trois propositions suivantes :

1) « L'Etat doit s'abstenir d'être commerçant ou industriel, partout où un commerçant et un industriel peuvent faire mieux ou aussi bien que lui... Mais, chaque fois que le capitalisme est défaillant l'Etat ne doit pas intervenir pour renflouer les entreprises privées, comme les intéressés ne manquent jamais de le réclamer ».

2) « Ainsi que l'exige l'amour du prochain qui est au fond du cœur de chaque homme, le profit ne doit commencer qu'après qu'il aura été pourvu à l'existence de ceux des citoyens qui ne possèdent au monde que leur travail, sont dans l'impossibilité de prélever quoi que ce soit des richesses dont le monde regorge, du moment que leur travail ne trouve plus preneur ».

C'est l'assistance aux chômeurs, assurée par un prélèvement sur les profits des entreprises.

3) « Enfin, s'il arrive qu'en raison des progrès techniques réalisés, le profit vienne à disparaître de certaines activités indispensables à la vie de la nation, c'est l'Etat qui doit recueillir ces activités, car il est l'héritier de ceux qui n'en ont plus ».

A l'abri de ces trois propositions, Hermodan expose sa conception de l'Etat-futur.

1) « Il y aura deux catégories d'hommes : ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent *plus*, car tous les hommes doivent travailler ».

« Tout le monde doit travailler, mais tout le monde n'est plus obligé de travailler toute sa vie. On doit diminuer le nombre des années que l'on passera au service de la production ».

Il faut donc fixer un âge de la retraite obligatoire, variable avec le développement du progrès technique, et au delà

duquel — quel qu'il soit 53-54-50 ans — il ne sera plus permis de travailler ni d'exercer son activité.

2) Au point de vue financier, comment trouver les ressources pour assurer à ces rentiers d'un nouveau genre les moyens de vivre ?

N'y a-t-il pas déjà les allocations données au chômeur ?

Si l'on y ajoute les fonds des assurances sociales, du moins ceux qui servent déjà à la branche capitalisation, cela ne constituera-t-il pas un gros appoint ? Il serait possible de supprimer ces versements aux assurances sociales et de les remplacer par une cotisation versée à une Caisse générale de retraites, et qui serait environ de 4 0/0 des salaires.

Et puis l'Etat ne possède-t-il pas des immeubles — casernes désaffectées ou autres — dans lesquels il serait possible d'organiser des appartements confortables pour les retraités... fournitures en nature ?

3) La question délicate serait sans doute la reprise par l'Etat des industries défaillantes et indispensables cependant à la vie nationale. L'Etat, qui se moque des bénéfices, pourrait, à partir du jour où les particuliers n'y auraient plus d'intérêt, exercer, pour le bénéfice de la collectivité, certaines activités industrielles ou commerciales que l'initiative privée aurait abandonnée faute de profit, comme il a assuré le service des routes, de la défense nationale, de la police et des chemins de fer, etc. . S'il exploite moins bien que des particuliers, il faut se rendre compte que les capitalistes — par définition — ne voulaient ni ne pouvaient plus exploiter ces branches de l'activité nationale. Ainsi, si la culture du blé ne devenait plus rémunératrice, l'Etat devrait se substituer à l'initiative privée.

Et il n'y aurait ni confiscation ni indemnité, puisqu'il n'y aurait plus de propriétaire...

4) L'Etat trouvera des ressources dans l'impôt, qui sera, toujours, de plus en plus lourd, au fur et à mesure que l'Etat

recueillera les défaillances de l'économie privée et que le progrès technique augmentera le nombre de ses retraites.

Et si l'impôt ne suffit pas, il faudra frapper les successions de droits de plus en plus élevés jusqu'au jour où on supprimera l'héritage, « cette prime donnée au hasard de la naissance et qui fait d'un homme, fût-il un sot, l'animateur accidentel de l'économie ».

Telle est l'évolution proposée par Hermodan, alias Jacques Duboin.

Nul ne saurait nier la hardiesse de ce programme qui se présente sous une forme essentiellement réaliste. Jacques Duboin s'est attaché aux faits et il a montré que le machinisme et le développement économique qui en est la conséquence postulaient « une adaptation raisonnée de la société à la situation nouvelle créée par la science ». On reste évidemment un peu ébloui par ce tableau dont les lignes fondamentales sont si nettement gravées, et l'esprit, dans lequel des manières de penser anciennes sont si fortement enracinées, hésite devant les perspectives nouvelles qui lui sont ouvertes. Mais la rigueur du raisonnement, l'aspect implacable des faits, le réalisme des conclusions, entraînent irrésistiblement. Le machinisme et la rationalisation nous précipitent-ils réellement vers un monde nouveau ? ou bien le livre de M. Duboin n'est-il que la présentation paradoxale de la société économique dans laquelle nous débattons ?

CONCLUSION

L'AVENIR DE LA RATIONALISATION

Ce n'est pas sans inquiétude que nous avons entrepris cette étude sur les aspects doctrinaux de la Rationalisation. Il s'agissait d'un sujet dont l'ampleur pouvait légitimement nous effrayer, et puis, il nous apparaissait très difficile — au moment où nous avons commencé à rassembler nos documents, — de pouvoir porter un jugement certain sur les remous qu'avait provoqués dans les Doctrines économiques et sociales l'apparition de ce fait nouveau à tant d'égards. Nous n'avions pas encore pour nous le recul de l'Histoire, qui permet de déterminer les points d'émergence et de justifier les opinions.

Au seuil de cette année 1933, il n'en est plus absolument de même. L'étude que nous avons entreprise, alors que les dernières lueurs d'une période unique de prospérité projetaient sur le monde économique leurs rayons éclatants, s'achève après — le mot est-il bien choisi ? — après que nous ayons assisté à un renversement total des valeurs, et en particulier des valeurs économiques. Cela nous permet maintenant de bénéficier — sinon d'un recul important — du moins des conclusions premières de l'expérience.

Parmi ces conclusions, il en est une qu'il est aisé de mettre en lumière, c'est une leçon de modestie intellectuelle. Nous avons vu — tout au long de cet ouvrage — les doctrines se chercher, apparaître et s'opposer. Elles revendiquaient, chacune,

le privilège exceptionnel de représenter la vérité intégrale et le dernier mot du progrès économique. La crise est apparue avec son long cortège de déboires de toutes espèces. Et les querelles doctrinales se sont heurtées à l'âpreté des faits et des circonstances. Elles se sont amoindries soudainement, du moins en ce qui concerne la Rationalisation, comme se sont fermées les usines, comme se sont arrêtées les machines, que l'homme, dans son orgueil, avait construites, pour défier, semble-t-il, la rareté des produits et créer la prospérité matérielle.

On avait cherché à faire de la Rationalisation un système — et non seulement un système d'organisation économique, mais aussi un système d'organisation sociale et politique. On avait placé en elle beaucoup d'espoir, et l'individu était, dès lors, apparu comme l'un des rouages — essentiel peut-être, mais pour combien de temps ? — de cette grande usine que le monde allait constituer. Mais les faits se sont révoltés. Les vérités d'hier sont apparues aujourd'hui étrangement controuvées. Et il a fallu reconnaître que les faits se sont révélés plus implacables que les doctrines et que leurs conclusions inéluctables, étaient singulièrement différentes de celles que l'on avait pu prévoir.

Aussi bien, devons-nous nous méfier des systèmes et des enthousiasmes immodérés. Les économistes pétrissent une matière trop subtile et trop insaisissable, pour avoir le moyen de poser des principes rigoureux. Leurs imprécisions, leurs réticences, sont dans la nature même de la science qu'ils étudient. Pour avoir méconnu cette méthode, ceux qui avaient mis toute leur foi dans la Rationalisation, ont été obligés de reconnaître leur erreur.

Il ne résulte pas, cependant, de cette première conclusion, que la Rationalisation ait fait son temps et qu'elle doive être rejetée en bloc. Ce serait singulièrement méconnaître notre pensée. Nous vivons, certes, à une période où la prudence est

une consigne : la hardiesse n'en doit pas, pour autant, être rejetée.

La Rationalisation n'aurait jamais dû quitter le domaine des faits. Elle est apparue à l'origine comme une technique de l'œuvre de production. Si elle avait continué à être considérée comme le moyen d'arriver, dans cette œuvre de production, à une économie des forces humaines, comme à une économie de la matière, elle serait restée à sa véritable place. De même que, quel que soit le régime économique, l'électricité restera toujours l'électricité, et la vapeur, la vapeur, de même la rationalisation devra toujours rester une technique perfectionnée de la production. Son rôle n'est-il pas de faciliter aux hommes, en diminuant leur effort, tout en assurant un rendement au moins égal, l'accomplissement de leur travail de producteur ? Il n'est pas d'absorber toutes les activités du genre humain. Vraiment, ce serait trop simple de ramener à une seule formule l'organisation du monde et son fonctionnement !

Il ne faut donc pas bannir la rationalisation, de même qu'il ne fallait pas piétiner aux pieds les métiers Jacquart au temps de leur invention. Le problème est de *se servir* des facilités mises à notre disposition par le progrès. Il ne faut pas s'en rendre esclave.

Mais la rationalisation suppose une discipline des forces économiques. Elle ne doit pas entraîner un déchainement de ces forces, au risque de provoquer une aggravation de la crise. Elle doit au contraire les endiguer pour assurer aux hommes le bien-être auquel ils ont légitimement le droit d'aspirer.

Il faut donc, d'abord, revenir à la juste notion des faits économiques et à la juste appréciation des valeurs.

Si l'économie doit conserver le mobile puissant de l'intérêt personnel, dont il ne s'agit pas de méconnaître l'existence et la nécessité, et qui trouve son expression définitive dans la recherche du profit, base elle-même de la propriété, il faut cependant ramener le profit à sa véritable place. Le profit doit conti-

nuer à être le stimulant de l'activité individuelle, il ne peut être considéré comme le but de la production. L'économie libérale a précipité les hommes vers le profit, et a accentué en eux cet esprit de lucre, cette soif du gain immodéré, de sorte que les hommes ont perdu de vue que *les* richesses étaient faites pour satisfaire leurs besoins vitaux, et non pour donner naissance à *la* richesse.

Dans cet ordre d'idée, il faut savoir gré à la Rationalisation d'avoir mis en relief d'autres mobiles que la recherche du profit.

D'autre part, chacun se plaît à constater que nous souffrons d'une crise de surproduction. Il ne faut pas se cacher que le perfectionnement des moyens de production est, pour une bonne part, la cause de cette pléthore de produits. La Rationalisation ne va donc pas sans une discipline de l'œuvre de production. Quelle que soit la formule que l'on adopte : Economie dirigée, économie coordonnée ou organisée, liberté contrôlée, ou quelles que soient les mesures que l'expérience impose, il semble que la production devra se soumettre à un contrôle assez rigoureux, qu'on le veuille ou non, quelles que soient d'ailleurs les modalités de ce contrôle.

Enfin, il ne suffit pas de vouloir discipliner les faits, si, par-dessus tout, l'homme lui-même ne se discipline pas. Car les faits économiques restent les faits et ils ne sont rien au regard du développement et de l'épanouissement de la personnalité humaine. Quelles que soient les formules, quels que soient les régimes, si l'homme, d'un effort de volonté, ne redevient le maître de la matière, au lieu d'en être l'esclave, il ne faut pas croire à un redressement de la vie économique et sociale. Ce ne sont pas les formules qui sauvent. Les formules ne valent que par les hommes.

Au moment où l'on est à la recherche d'un nouveau point de départ, et où, peut-être, on s'apprête à la reprise économique, il n'était point inutile de faire connaître les cheminements de

la pensée économique d'une période de prospérité, et de comparer les conclusions des faits aux conclusions doctrinales. L'étude des faits, comme l'exposé des doctrines, nous enseignent la modération et la prudence. A l'homme, de vouloir, par sa mesure, une Rationalisation, qui le conduise à la prospérité — et non pas à la crise — et qui, loin de l'asservir, contribue à l'épanouissement de sa personnalité !

VU : *Le Président de la thèse,*
HENRI NOYELLE.

VU : *Le Doyen,*
H. NÉZARD.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Caen, le 19 janvier 1935,
Le Recteur,
L. MAIGRON.

BIBLIOGRAPHIE

- Beracha (Sammy).** — *Rationalisation et Révolution*, 1 vol. in-8°, 245 p. 1930. Librairie Valois. Bibliothèque Economique Universelle.
- Beracha (Sammy).** — *La Rationalisation intégrale*, 5^e cahier de la 2^e série des Cahiers Bleus pour la République syndicale, n° 15 du 18 mai 1929. Librairie Valois.
- Bodin (Charles).** — *Economie dirigée, Economie scientifique*. Paris, Sirey, 1932, 141 p.
- Bouglé (C.).** — *Socialismes Français*. Paris, A. Colin, 1932, in-12, 200 p.
- Devinat (Paul).** — *Les méthodes américaines de travail*. Article paru dans *Politique*, éditions Spes. Paris, n° du 15 juillet 1927.
- Devinat (Paul).** — *Les conditions de travail dans une entreprise rationalisée*, le système Bat' A, art. *Revue internationale du travail*, janvier 1930.
- Devinat (Paul).** — *L'organisation scientifique du travail*, édition du B. I. T., 1927.
- Druesne (Maurice).** — *Les problèmes économiques et la technocratie*. Bibliothèque politique et économique, Payot. Paris, 1933
- Duboin (Jacques).** — *La grande relève des hommes par la machine*. Les Editions nouvelles. Paris, 1932.
- Dubreuil (H.).** — Standards. Le travail américain vu par un ouvrier français. Bernard Grasset. Paris, collection *Les Ecrits*, 1929, in-12, 425 p.
- Dubreuil (H.).** — Nouveaux standards. Grasset, 1931. *Les Ecrits*, in 12, 336 p.
- Duhamel (Georges).** — *Scènes de la vie future*. Mercure de France. Paris, 1930, in-12, 248 p.
- Encyclique « Quadragesimo Anno ».** — Editions Spes, 1931. Paris.
- Encyclique « Rerum Novarum ».** — Editions Tiberghien. Lille.
- Fayol (H.).** — *Administration Industrielle et Générale*. Dunod, 1927.
- François Poncet (A.).** — Discours à la Chambre des députés, 2^e séance du 24 janvier 1928.
- Giscard d'Estaing.** — Le Néo-Capitalisme, in *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} août 1928.
- Giscard d'Estaing.** — Le néo capitalisme, articles parus dans l'*Information économique et financière* des 18, 23, 26, 30 juillet, 1^{er}, 6, 8, 13, 15, 21, 28 et 30 août 1930.
- Fourgeaud (André).** — *La Rationalisation*. Payot, 1929.

- Herriot (Edouard).** — *Créer*. Payot, 1919, 2 vol. in-16.
- de Jouvenel (Bertrand).** — *L'économie dirigée*. Paris, Valois, 1929, in-12, 194 p.
- Lombroso (Gina).** — *La rançon du machinisme*. Paris, Payot, 1934, in-12, 444 p.
- La Lumière.** — Articles de J. Moch, n^{os} des 11, 18 et 25 juin 1927.
- de Man (Henri).** — Réflexions sur l'Economie dirigée. *L'Eglantine*. Paris-Bruxelles, 1932, 48 p.
- Moch (Jules).** — Socialisme et Rationalisation. *L'Eglantine*. Bruxelles, 1927, in-12, VIII, 141 p.
- Namy (Max).** — *Rationalisation et organisation scientifique de la production*. Th. droit Nancy, 1930-1931, in-8.
- Noyelle (Henri).** — Le Dogme du Socialisme, in *Revue Politique et Parlementaire*, 1923, p. 437.
- Noyelle (Henri).** — A propos de la crise doctrinale du Socialisme, in *Revue d'Economie Politique*, 1929, p. 36.
- Noyelle (Henri).** — *Utopie Libérale, Chimère Socialiste, Economie Dirigée*. Paris, Sirey, 1934, 235 p.
- Philip (André).** — *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, 1 vol. Paris, Alcan, 1927.
- Philip (André).** — *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme*, J. Gamber, 1928.
- de Peyerimhoff (H.).** — L'organisation économique et ses formules modernes. *Revue des Deux-Mondes*, 1929, p. 441.
- Le Populaire.** — Articles de Léon Blum du 2 au 9 mai 1927.
- Le Peuple** (organe C. G. T.). — Articles de Ch. Spinasse, n^{os} des 16, 18, 20, 22, 23, 28 novembre, 1^{er}, 4, 7, 10, 13, 16, 19 et 22 décembre 1927.
- Roy (Ch.).** — La formule allemande de production rationnelle dans l'industrie. Rationalisation contre Marxisme. Alcan, 1929.
- Semaines sociales de France.** — C. R. XXI^e session 1929. *Les nouvelles conditions de la vie industrielle*. J. Gabalda, édit.
- Spinasse (Charles).** — Articles dans *le Peuple*.
- Spinasse (Charles).** — Discours à la Chambre des députés, 2^e séance du 31 janvier 1928.
- Teilhack (Ernest).** — *Les fondements nouveaux de l'Economie. Rationalisation et monnaie dirigée*. Un vol. in-8.
- Tremelloni (R.).** — Les effets de la Rationalisation sur l'emploi, in *Revue Internationale du travail*, 1932. Vol. XXV, p. 198.
- Turmann (Max).** — La Rationalisation et le personnel salarié, in *Le Correspondant*, 1927, p. 916.
- Vielleville (André).** — *Le système Taylor*. Paris, 1916, in-8, 460 p. Th. Droit.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
I. — Le développement de la Rationalisation	4
§ 1. — Signes précurseurs	4
§ 2. — L'apparition d'un fait nouveau : la Rationalisation	8
II. — La Rationalisation	10
§ 1. — Les procédés techniques de la Rationalisation	10
I. — La Rationalisation à l'intérieur de l'entreprise. Fayolisme. Taylorisme.	11
II. — La Rationalisation des entreprises entre elles. Concentration, normalisation, organisation des débouchés	14
§ 2. — Le caractère doctrinal de la Rationalisation.	18
I. — Les buts de la Rationalisation	18
II. — Les moyens économiques de la Rationalisation.	22
Plan et division de l'ouvrage	25

PREMIÈRE PARTIE

LA RATIONALISATION, BASE D'UN RÉGIME NOUVEAU

CHAPITRE PREMIER. — Perplexités socialistes.	31
§ 1. — Socialisme et Rationalisation	32
1 ^o Jules Moch et la Rationalisation	33
A. Les résultats de la Rationalisation	33
B. J. Moch et l'opinion ouvrière sur la Rationalisation	34
2 ^o La controverse Jules Moch-Léon Blum	36
A. <i>Idées communes</i>	37
1. La Rationalisation est un progrès	37
2. Rationalisation, concentration et principes capitalistes	38

	Pages
B. <i>Divergences. Rationalisation sociale ou individuelle ?</i>	40
3 ^o Le point de vue socialiste pour un programme pratique .	43
A. Les réformes immédiates	43
B. L'objectif lointain.	44
§ 2. — Charles Spinasse	48
1 ^o Hymne socialiste à la Rationalisation américaine . . .	49
A. Du marché de classe au marché social	50
B. La technique de la Rationalisation.	51
C. Ses résultats : Une économie collective	53
2 ^o D'Amérique en Europe : Un programme d'action . . .	55
A. Au delà de l'horizon marxiste	56
B. Les conditions de la Rationalisation européenne . .	57
CHAPITRE II. — Orientations socialistes	60
§ 1. — Henri de Man	60
A. Le socialisme d'Henri de Man	60
B. H. de Man et la Rationalisation.	64
§ 2. — André Philip	68
A. De la nécessité d'une nouvelle synthèse socialiste . .	68
B. Socialisme et Rationalisation	68
C. Les méthodes de la Rationalisation	70
D. Les solutions de la Rationalisation.	71
E. La mystique de la Rationalisation	75
F. Les tâches du socialisme en face de la Rationalisation.	77
Conclusion	78
CHAPITRE III. — Un Socialiste Français : H. Dubreuil	81
§ 1. — Dubreuil et la technique de la Rationalisation . . .	86
A. Nécessité de la technique	86
B. Dubreuil et le taylorisme	87
C. Dubreuil et le travail à la chaîne	88
D. Dubreuil et la querelle de la machine	89
§ 2. — Dubreuil et l'esprit de la Rationalisation.	93
A. La Rationalisation : instrument d'émancipation du peuple	94
B. L'esprit de service : base de la rationalisation . . .	96
§ 3. — La Rationalisation doit être améliorée à la recherche de la joie	97
Conclusion	100
CHAPITRE IV. — Les socialistes syndicalistes	101
— André Fourgeaud	101
§ 1. — La véritable socialisation du système Taylor . . .	103
A. Taylorisation et Rationalisation	103
B. Taylorisme et individualisme	103

	Pages
C. Du taylorisme au marxisme	104
D. Du taylorisme au socialisme rationnel	105
E. Le système Taylor inversé	107
§ 2. — L'état syndical rationalisé	108
II. — Sammy Beracha	110
§ 1. — Une critique de la Rationalisation capitaliste	112
A. La méthode de Rationalisation capitaliste	112
B. Les principes de la Rationalisation capitaliste	113
C. La technique viciée par les principes	114
§ 2. — La Rationalisation intégrale	116
A. Son but, ses tâches	116
B. La socialisation de la puissance économique.	118
C. L'état syndical.	119
D. Les méthodes de réalisation.	125
Conclusion	128

DEUXIÈME PARTIE

LA RATIONALISATION, MOYEN DE RÉNOVATION DU RÉGIME

CHAPITRE PREMIER. — La Rationalisation et le régime capitaliste	134
§ 1. — La Rationalisation et la doctrine libérale classique.	135
A. Lois de l'intérêt individuel et de l'harmonie des intérêts	136
B. Loi de la libre concurrence	137
C. Loi du salaire	138
§ 2. — Les tendances individualistes de la Rationalisation américaine.	139
I. — Le milieu américain : son individualisme.	139
II. — Le Taylorisme américain : son individualisme	141
A. Nécessité de la liberté	142
B. L'harmonie des intérêts	142
C. Le mobile de l'intérêt.	144
D. La recherche du profit	145
§ 3. — Le néo-capitalisme rationalisateur.	146
I. — Quelques principes du néo-capitalisme.	147
A. Fondements du régime : le capitalisme	147
B. Un capitalisme social	148
C. Des principes de collaboration sociale.	149
II. — Néo-capitalisme et Rationalisation	150

	Pages
CHAPITRE II. — La Rationalisation s'oppose-t-elle au marxisme ?	154
§ préliminaire. — Le milieu économique allemand	156
I. — Nécessité de la Rationalisation	156
II. — Les institutions allemandes	157
§ 1. — La Rationalisation : une technique individualiste	160
A. La technique de la fabrication continue	160
B. La fabrication continue et le taylorisme	163
§ 2. — La Rationalisation contre les lois de socialisation	165
A. Les assurances sociales	166
B. La nationalisation des entreprises	167
C. La journée de huit heures	168
D. Les conseils de fabrique	169
E. Le renvoi des ouvriers	170
§ 3. — Rationalisation contre marxisme	172
A. Le profit reste un principe de répartition	172
B. La Rationalisation contre les fondements du collectivisme	174
C. La Rationalisation contre le syndicalisme ouvrier	176
D. Le prolétariat socialiste cesse de s'accroître	177
E. L'appropriation sociale des entreprises	178
F. La théorie de la valeur travail	178
CHAPITRE III. — Le catholicisme social	182
§ 1. — Le point de vue du catholicisme social	183
§ 2. — De quelques avantages de la Rationalisation	185
1 ^o Economie des forces humaines	185
2 ^o Economie des matières	186
3 ^o Science de l'organisation	186
§ 3. — La Rationalisation n'est pas une morale	188
§ 4. — La Rationalisation ne peut créer un ordre social	189
§ 5. — Principes de vie économique	192
1 ^o Les biens économiques sont des moyens	193
2 ^o Les hiérarchies des biens	193
3 ^o La destination des biens terrestres	194
§ 6. — L'œuvre de la Rationalisation	196
1 ^o Répartir selon l'ordre les activités humaines	197
2 ^o Assurer à tous l'usage des biens nécessaires	198
Conclusion	199

TROISIÈME PARTIE

RÉVISION DES VALEURS : LA CRISE ET LA RATIONALISATION

CHAPITRE PREMIER. — Le procès de la Rationalisation et du machinisme.	204
§ 1. — Littérature et Rationalisation	204
A. Scènes de la vie future	204
B. Rançon du machinisme	206
§ 2. — Les économistes	209
A. La technocratie	210
I. — Le mécanisme du régime	211
II. — Un résultat constant : l'augmentation de la production	213
III. — La Rationalisation bouleverse-t-elle le régime ?	215
B. Jacques Duboin	218
I. — Le machinisme et ses conséquences	220
II. — L'inéluctable crise économique	223
CHAPITRE II. — Perspectives nouvelles	226
§ 1. — Littérature et machinisme	226
A. Georges Duhamel : La trêve des inventeurs	227
B. Gina Lombroso : La production artisanale	227
§ 2. — Les économistes	228
A. La technocratie	228
I. — Les palliatifs	229
II. — D'une organisation du système économique	230
B. Jacques Duboin : la relève des hommes par la machine.	233
I. — La grande relève.	233
II. — L'Etat héritier des activités qui ne peuvent plus s'exercer	235
CONCLUSION. — L'avenir de la Rationalisation.	239
BIBLIOGRAPHIE	245
TABLE DES MATIÈRES.	247

SORTI DES PRESSES DE
L'IMPRIMERIE BARNÉOUD
A LAVAL (FRANCE)

